



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

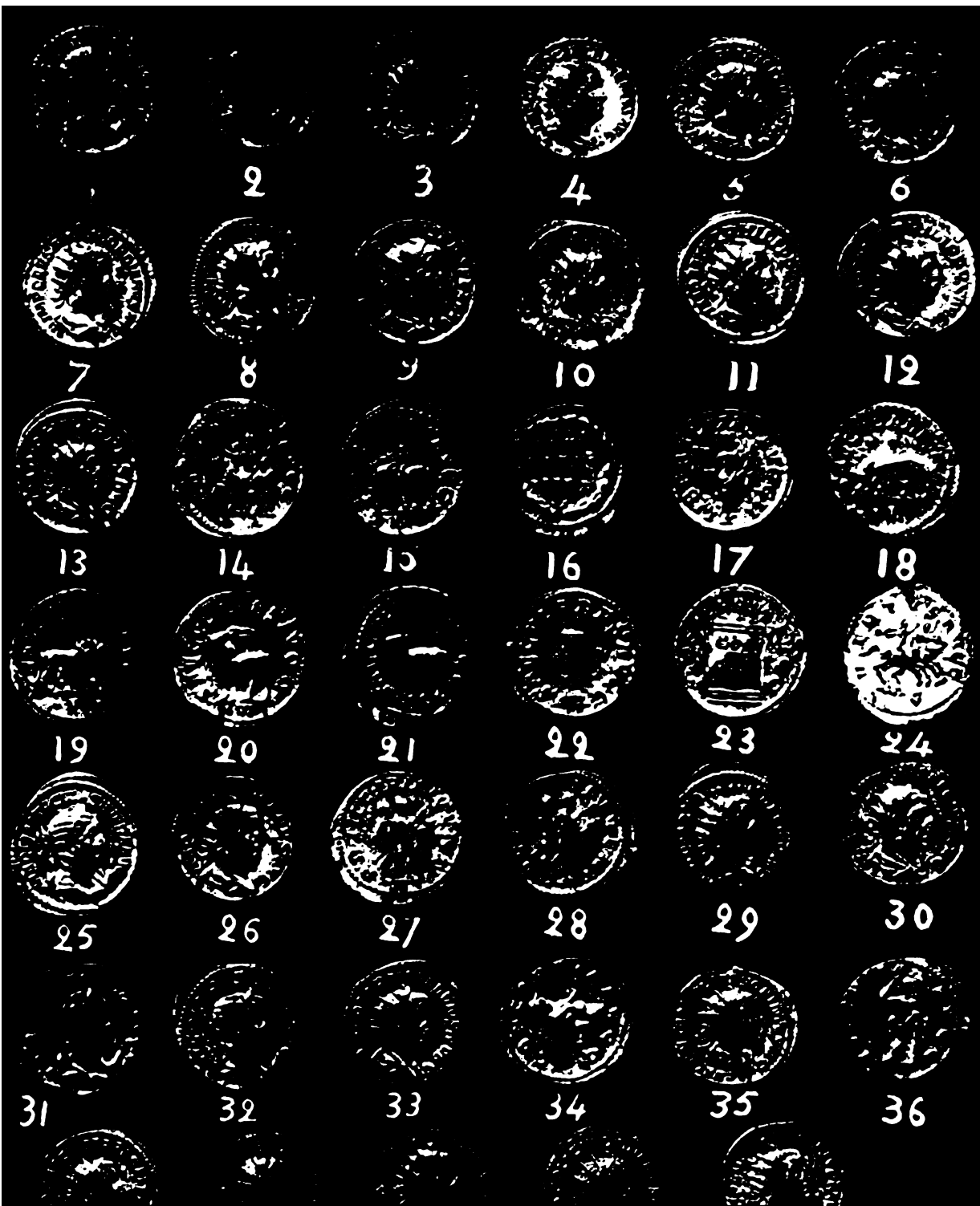
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



Bulletin de la Société dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie

Société dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie



Fr
30
3.5

HARVARD COLLEGE LIBRARY



BOUGHT FROM THE INCOME OF THE FUND
BEQUEATHED BY
PETER PAUL FRANCIS DEGRAND
(1787-1855)
OF BOSTON

FOR FRENCH WORKS AND PERIODICALS ON THE EXACT SCIENCES
AND ON CHEMISTRY, ASTRONOMY AND OTHER SCIENCES
APPLIED TO THE ARTS AND TO NAVIGATION



Ce Bulletin est publié par fascicules trimestriels.

BULLETINS

DE LA

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE

D'ETHNOLOGIE & D'ANTHROPOLOGIE

TOME TROISIÈME

N° 1. — AVRIL 1896

SOMMAIRE

Séance du 6 janvier : Election du bureau. — Elections de membres nouveaux. — Communications : Note sur le crâne de *Pithecanthropus erectus* trouvé à Java par le Dr Dubois, par M. le Dr A. BORDIER. — La grammaire lexicologique du dialecte de la commune de Besse (suite), par M. OUGIER.

Séance du 3 février : Election de membres nouveaux. — Présentation : Documents pour servir à l'Histoire des superstitions, par M. A. BORDIER. — Communications : Note sur l'ethnologie du Mzab, par M. le Dr TESTEVIN. Discussion : M. A. BORDIER, M. MULLER. — Note sur le château de Bocsozel, par M. BADIN. — Fouilles de Bocsozel, par M. MULLER. — Les réformés de l'Oisans, par M. OUGIER. — Notes recueillies dans les archives de la mairie d'Izeaux, par M. GIRARD.

Séance du 2 mars : Election de membres nouveaux. — Correspondance : Obligation pour la Société de recueillir des documents archéologiques, par M. le Dr BONNET; nomination de la *commission des fouilles*. — Communications : Origines de la syphilis, par M. PICAUD. Discussion : M. A. BORDIER. — Les enfants assistés de Grenoble avant la Révolution, par M. MOURET, sous-inspecteur des enfants assistés de l'Isère. — La Médecine à Grenoble, notes pour servir à l'Histoire de l'Ecole de médecine et de pharmacie de Grenoble, par M. le Dr A. BORDIER (suite).

GRENOBLE

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE VEUVE RIGAUDIN

8, Rue Servan, 8,

1896

En vente aux Librairies Gratier, Drevet et Terrier.

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
D'ETHNOLOGIE & D'ANTHROPOLOGIE

BULLETINS

DE LA

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE

D'ETHNOLOGIE & D'ANTHROPOLOGIE

TOME TROISIÈME

N° 1. — AVRIL 1896.



GRENOBLE

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE VEUVE RIGAUDIN

8, Rue Servan, 8

—
1896

Fr 30.3.5

HARVARD COLLEGE LIBRARY

DEGRAND FUND

Mar. 5, 1924

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE D'ETHNOLOGIE & D'ANTHROPOLOGIE

Séance du 6 janvier 1896.

*Présidence de M. TARTARI, président sortant, puis de M. MILANTA,
vice-président.*

ÉLECTION DU BUREAU

L'élection pour le renouvellement du bureau donne les résultats suivants :

- M. PRUVOT, vice-président, est nommé président ;
- M. MILANTA est nommé vice-président ;
- M. BORDIER est maintenu dans ses fonctions de secrétaire général ;
- M. CAPITANT est maintenu dans ses fonctions de secrétaire des séances ;
- M. PEGOUD est maintenu dans ses fonctions de trésorier ;
- M. MULLER est nommé archiviste.

ÉLECTIONS

Sont nommés membres titulaires :

- D^r TESTEVIN ;
- M. de VILLENOISY.

COMMUNICATIONS

Note sur le crâne de *Pithecanthropus erectus* trouvé à Java (par M. le D^r Dubois) ;

Par M. le D^r A. BORDIER.

M. Bordier présente à la Société le moulage d'un crâne trouvé à Java dans les terrains tertiaires, par M. le D^r Dubois, médecin de l'armée néerlandaise, et désigné dans la science sous le nom de *Pithecanthropus erectus*, moulage exécuté par M. *Flandinette*, préparateur du laboratoire de l'Ecole d'anthropologie de Paris, et offert à l'Ecole de médecine et de

pharmacie de Grenoble, au nom de laboratoire d'anthropologie des hautes études, par son directeur, M. le Dr *Laborde*.

M. Bordier entre dans quelques développements pour expliquer la portée de cette découverte et l'importance de ce don.

I

Le crâne trouvé à Java, dans les terrains tertiaires, a été rencontré à quelques mètres d'un fémur d'apparence humaine. Ces débris sont bien des fossiles. Voici en effet ce que dit à leur sujet M. Manouvrier, professeur à l'Ecole d'anthropologie de Paris, qui en a fait une étude complète (1) : « Jusqu'alors, on parlait d'ossements humains fossiles, autant parce qu'ils appartenaient à des gisements reconnus comme très anciens, que parce qu'ils étaient réellement fossilisés. Les squelettes du Spy, appartenant à la formation quaternaire la plus ancienne, n'en ont pas moins conservé un aspect peu différent de celui des squelettes enfouis dans la terre depuis les temps néolithiques. Il en est autrement des os de Java. J'ai voulu peser le fémur comparativement avec un fémur momifié des Canaries et avec un fémur néolithique de Châlons, tous deux d'un volume supérieur. Ces deux fémurs, quoique parfaitement conservés et très solides, n'atteignent pas le poids de 350 grammes, tandis que le fémur de Java ne pèse pas moins de 1 kilogramme ».... « Comme nous n'avons jamais vu d'ossements humains fossilisés à un si haut degré, quelles que fussent leur ancienneté et la nature très variée des terrains dans lesquels ils se sont conservés ; comme la fossilisation extrême des os de Java leur donne un aspect identique à celui des ossements fossiles de l'époque tertiaire en général ; comme, d'autre part, c'est dans une même couche tertiaire, qu'ils ont été trouvés avec d'autres ossements fossiles représentant une faune tertiaire, il faudrait, pour n'être pas influencé de prime à bord par ces faits, ou bien avoir un préjugé, ou bien connaître des faits contradictoires, qui, je crois, font jusqu'à présent défaut ».

« En outre, par de fouilles méthodiques poursuivies pendant plusieurs années dans la région, M. Dubois a acquis une connaissance approfondie de la couche géologique dont il s'agit, et de la faune qu'elle contient. Cette faune, dont il a rapporté en Hollande une énorme quantité d'ossements fossiles, se composait d'animaux dont les espèces ont disparu pour la plupart ; elle caractérise, affirme-t-il, le *pliocène supérieur* et il n'y aurait

(1) Manouvrier : (*Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*), séance du 17 octobre 1895.

pas à douter de sa contemporanéité avec les os (crâne et fémur) dont il est question ».

Ceci établi, il ne faut pas dissimuler que la découverte faite par I. Dubois dans le pliocène de Java intéresse directement l'origine de l'Homme, qu'on soit *créationniste* ou *évolutionniste*, tout le monde est d'accord sur l'adage : « *Natura non facit saltus* » ; tout le monde admet que les êtres se succèdent par des perfectionnements successifs, évolutifs, *comme* s'il y avait un plan unique, perfectionné d'époque en époque. Le rôle de la paléontologie a été précisément de nous faire découvrir les *transitions*, les *passages* entre les formes en apparence séparées : c'est ainsi que le passage des reptiles aux oiseaux est indiqué par l'archéopteryx. C'est ainsi que parmi les mammifères, les Suidés servent de préface aux pachydermes monodactyles.

II

Quel est l'état actuel de nos connaissances sur l'ancienneté de l'Homme ? Le tableau suivant résume les faits connus jusqu'ici, y compris le crâne de Java, désigné sous le nom de *Pithecanthropus erectus*.

Alluvions modernes.	Homme historique.		
Quaternaire.	Epoque magdalénienne.	<i>Homme préhistorique.</i> Industrie variée. Gravures sur os.	
	Epoque solutréenne.	Pointes de flèches.	
	Epoque moustérienne.	Silex taillés.	
	Epoque chéléenne.	Silex grossièrement taillé dit coup de poing. Crâne dit de <i>Néanderthall</i> . Mâchoire de la <i>Naulette</i> .	
Tertiaire.	Supérieur ou Pliocène.	<i>Pithecanthropus erectus</i> de Java. Silex taillés de Ribeiro.	
	Moyen ou Miocène.	Terrain tortonien.	Silex taillés d'Aurillac.
		Terrain helvétien.	
		Terrain mayencien.	<i>Pliopithecus antiquus.</i> <i>Dryopithecus.</i>
		Terrain aquitanien.	Silex de Thenay (l'abbé Bourgeois).
	ou Inférieur Eocène.		
Crétacé.			

1° Il résulte de ce tableau, que le crâne humain le plus ancien, connu jusqu'à ce jour est celui qui porte le nom de *Neanderthal* et qui a été trouvé en 1856 dans les alluvions du Rhin, dans la vallée de Néander. Il est dolicocéphale ; son cube est de 1230 centimètres cubes ; son indice de 73,50.

Au même type, à peu près, peuvent se rattacher les crânes de *Canstadt* et d'*Eguisheim*.

Ce sont là les spécimens des hommes qui travaillaient le silex dit *coup de poing*.

Au même type doit se rattacher la mâchoire trouvée en Belgique dans le trou de la *Naulette*, mâchoire d'apparence simienne, bien humaine cependant, sans menton saillant ;

2° Dans le terrain tertiaire, aucun débris humain n'avait encore été trouvé :

C'est dans le tertiaire, à la base de miocène, dans le terrain *aquitainien*, qu'en 1867, l'abbé Bourgeois, professeur au collège de Pontlevoy, trouva des silex travaillés, sur lesquels il fit paraître un premier mémoire : *Etude sur les silex travaillés trouvés dans les dépôts tertiaires de la commune de Thenay, près Pontlevoy* (Loir-et-Cher).

a) Ces silex étaient parfaitement en place et purent être recherchés avec fruit, au fond d'une sorte de puits creusé de 4^m,23 de profondeur, le long des parois duquel s'échelonnaient les couches indiquées dans le tableau suivant :

Terre végétale.
Falaises.
Traces de pholades.
Marnes.
Calcaire d'eau douce.
Marnes à <i>Acerotherium</i> (rhinocéros sans cornes).
Marnes à silex travaillés.

b) Ils présentaient deux sortes de travail : les traces de leur passage dans le feu, les traces de retouches.

Quel feu pouvait avoir brûlé, craquelé, fait éclater et divisé ces silex ? Quatre hypothèses examinées par de Mortillet sont permises : un volcan, un incendie spontané, la foudre, un feu allumé intentionnellement. Or il n'y a point traces de volcan dans la région de Pontlevoy ; il n'y a pas de tourbe en rapport avec l'incandescence spontanée de matières fer-

mentescibles ; quant à la foudre, elle ne peut allumer le feu que par hasard, par places, mais non à des niveaux différents, comme c'est le cas pour les silex de Thenay. Il ne reste plus que l'hypothèse d'un feu allumé intentionnellement pour obtenir le craquellement du silex.

En admettant cette dernière hypothèse, l'abbé Bourgeois appliquait d'ailleurs une méthode qui a toujours réussi : presque tous les phénomènes ethnologiques dont on constate l'existence à l'époque préhistorique se produisent encore chez quelques populations contemporaines attardées sur la route de la civilisation. Or, précisément les *Negritos* contemporains jettent dans le feu les pierres qu'ils trouvent trop grosses, afin de les faire éclater.

Quant aux retouches, ce sont des entailles fines, assez régulières, et bien intentionnelles, puisqu'elles n'existent que d'un côté, sur la lame coupante. Tous les silex (et ils se comptent par centaines) reproduisent d'ailleurs le même type.

Lorsque l'abbé Bourgeois, en 1872, montra ses silex au congrès de Bruxelles, une commission de quinze membres fut nommée pour les examiner, et, à la *majorité* des voix, adopta sa conclusions. Au congrès de Paris, en 1878, l'adhésion fut unanime. M. Bourgeois répéta : « *La présence de silex taillés à la base du calcaire de Beauce est un fait étrange, inouï, de haute gravité, mais un fait indubitable pour moi* ».

Qu'on songe qu'à cette époque reculée, la Beauce était un grand lac ; sur ses bords vivaient des crocodiles, des rhinocéros, végétaient des palmiers, des sequoia, des camphriers, des fougères en arbre ;

3° Encore dans le tertiaire supérieur, en Portugal, dans la vallée du Tage, Ribeiro trouva des silex taillés en quartzite, présentant les traces d'un choc intentionnel, avec bulbe de percussion, mais sans feu ; tous pointus d'un côté, de façon à en faire une arme ou un outil ;

4° Plus bas, dans le tertiaire moyen ou miocène, en 1879, au *Puy Courny*, près d'Aurillac, dans le terrain tortonien, M. Rames trouve des silex non taillés, mais percutés et sans feu. Il semble donc que les silex du pliocène du Tage étaient en progrès sur les silex plus profonds et par conséquent plus anciens d'Aurillac.

III

L'opinion de l'abbé Bourgeois, comme de beaucoup d'anthropologistes, était que ces témoignages irrécusables d'un travail intentionnel impliquaient l'existence de l'*Homme* à cette époque reculée. Sans se préoccup

cuper du désaccord de ces conclusions avec l'orthodoxie, l'abbé Bourgeois les acceptait comme dictées par la science.

Mais il trouva un contradicteur là où il aurait pu ne pas s'attendre à le rencontrer, dans le fondateur de la science préhistorique en France, dans Gabriel de Mortillet, mon savant collègue à l'Ecole d'anthropologie de Paris.

De Mortillet n'avait pas pour but de défendre l'orthodoxie, mais, fidèle à la véritable méthode scientifique, il ne se croyait pas autorisé à faire remonter l'homme à cette époque reculée. Pourquoi ? En vertu de l'égalité de tous les êtres devant la loi d'adaptation au milieu.

La faune, dit Mortillet, s'est renouvelée plusieurs fois depuis cette époque. Tous les animaux qui vivaient alors ont vu leur type disparaître, être remplacé par un type plus en rapport avec le milieu, qui a disparu à son tour, et cela plusieurs fois. Les espèces actuellement existantes sont toutes séparées des espèces d'alors par une série d'intermédiaires qui ont eux-mêmes disparu ! Pourquoi l'homme aurait-il seul survécu ? Si les animaux tertiaires sont les précurseurs des animaux actuels, pourquoi ne pas voir dans l'être intelligent, qui allumait le feu de Thenay, qui taillait des silex dans la vallée du Tage, près d'Aurillac, le *précurseur de l'Homme* ? Cherchez, disait de Mortillet, dans les couches tertiaires, et ce précurseur dont nous connaissons les œuvres, nous trouverons quelque jour ses débris.

Provisoirement, de Mortillet donna à l'être inconnu qui travaillait les silex que nous connaissons, le nom d'*anthropopithecus* et désigna, sans les avoir jamais vus, l'*anthropopithecus Riberii*, *Ramesii*, *Bourgeoisii*, comme l'auteur des œuvres découvertes par Ribeiro, par Rames et par l'abbé Bourgeois. Cela rappelait un peu Leverrier, indiquant dans un coin du ciel le point où il affirmait qu'on découvrirait, quelque jour, la planète nécessaire.

IV

En dépit du désir de trouver l'*anthropopithecus*, on n'avait encore trouvé que le *pithecus* fossile.

En 1836, Lartet, à Sansan, dans le Gers, avait trouvé une mâchoire inférieure, comparée par de Blainville à celle d'un gibbon. Il avait donné à ce pseudo gibbon, le nom de *pliopithecus antiquus* (terrain mayencien du miocène).

En 1856 Lartet et Fontan avaient trouvé à Saint-Gaudens, dans la Haute-Garonne, les restes d'un singe à longs bras, frugivore, grimpeur,

sans doute, sur les chênes dont les débris fossiles l'entouraient et lui donnèrent le nom de *dryoplihecus* (ὄριον, chêne). La conformation de l'angle de la mâchoire rappelait ce qu'on voit chez l'Homme. L'évolution de la dent de sagesse était retardée par un phénomène de ralentissement qui s'accroît chez l'Homme.

V

On peut se demander à l'heure actuelle si le *pithecanthropus* du D^r Dubois, n'est pas... la planète *Neptune* annoncée.

Le crâne dont la Société a sous les yeux le moulage, rappelle beaucoup par sa forme générale le crâne de *Neanderthal*, mais il est plus petit. Il cube environ 1.000 centimètre cubes, tandis que le plus gros crâne d'anthropoïde ne cube que 600. Son indice est de 73,73. Les saillies osseuses indiquent une forte musculature, l'occipital est saillant. La forme générale présente un certain rapport avec le crâne du gibbon.

On remarque dans ce crâne un renflement de la portion postérieure et inférieure de la région pariétale, qui se continue en arrière avec la crête occipitale supérieure et en avant avec la crête sus mastoïdienne. C'est là un type anthropoïde dû au grand développement musculaire, par rapport au développement encéphalique chez le gorille. Les crêtes forment des saillies osseuses considérables. Mais chez l'homme, le développement du cerveau, proportionnellement grand, écarte ces saillies l'une de l'autre, de telle sorte que leur saillie paraît moins grande. Quant à la crête temporale, elle remonte moins haut que chez le gorille et pas plus haut que dans les crânes humains inférieurs, ce qui indique que la mâchoire et ses muscles étaient déjà moins développés, relativement au cerveau.

Ce crâne n'en indique pas moins une forte musculature et une taille élevée par ses saillies susorbitaires. Le trou occipital détruit semble plus en arrière que chez les Australiens.

Quant au fémur, de sa longueur de 455 millimètres, M. Manouvrier conclut à une taille de 1^m,65. Il ressemble à celui du gibbon, mais est moins mince que lui. Ce pourrait être le fémur d'un gibbon devenu bipède. Il est beaucoup plus épais que lui.

Chez le *gorille*, si le diamètre transversal du fémur est 100, le diamètre antéro-postérieur, celui qui mesure l'épaisseur, est 71.

Chez le *chimpanzé*, pour un diamètre transversal égal à 100, le diamètre antéro-postérieur (l'épaisseur) est 93.

Chez l'homme 130.

Or, chez le fémur de Java, l'épaisseur est égale à 109.

Cela nous indique qu'il était bipède.

Le fémur est donc plus *humain* que le crâne. M. Manouvrier ajoute à ce propos : « Il n'est pas étonnant que le fémur soit plus avancé en évolution que le crâne. Si, en effet, un gibbon s'est élevé à la dignité d'homme, il l'a dû à l'évolution de son fémur, qui lui a permis la marche bipède. Grâce à cette marche bipède, il a pu utiliser ses mains et développer son cerveau. Il n'est donc pas étonnant que le fémur soit plus avancé en évolution vers le type humain que le cerveau, autrement dit que le crâne. Il se peut que le fémur ait atteint, avant le crâne, l'évolution humaine ».

Pour de *Mortillet*, *Hovelacque*, *Manouvrier*. *Krause*, *Virchow*, *Luschan*, *Waldehyer*, c'est un crâne d'anthropoïde. Pour *Cunningham*, *Turner*, *Rudolf Martin*, c'est un crâne humain.

Question difficile à trancher pour le moment. Est-ce un anthropoïde supérieur ? Est-ce un homme inférieur ? La question devient plus philosophique qu'anatomique. Ce que nous pouvons dire, c'est qu'il est intermédiaire entre l'Homme que nous connaissons et les anthropoïdes que nous connaissons. Les *créationnistes* peuvent donc dire que c'est une ébauche de l'Homme ; les *évolutionnistes* diront que c'est un acheminement à l'Homme et de Mortillet y voit, avec raison, le *précurseur* de l'Homme.

La grammaire lexicologique du dialecte de la commune de Besse (1) (suite);

Par M. OUGIER.

CHAPITRE III

De l'article. — De l'articlé.

L'article est un petit mot que l'on place devant les noms pour montrer que ces noms sont clairement indiqués; l'article existe dans le dialecte du pays comme en français, excepté quelque variante dans l'orthographe

Le s'emploie pour le masculin singulier :

Ex.	<i>Le père.</i>	En patois	<i>Le païre.</i>
	<i>Le marleau</i>	—	<i>Le martel.</i>

(1) Voir Bulletin n° 2 (juillet 1895).

La s'emploie pour le féminin singulier :

Ex.	<i>La mère.</i>	En patois	<i>La maîré.</i>
	<i>La fenêtré.</i>	—	<i>La fréito.</i>

L'élision de l'article est également usitée en patois, c'est-à-dire qu'on retranche *e* dans le mot *le* et *a* dans le mot *la*, chaque fois que le nom qui suit commence par une voyelle ou un *h* muet. La lettre retranchée se remplace par une apostrophe.

Ex.	<i>L'argent.</i>	En patois	<i>L'arzeint.</i>
	<i>L'œuf.</i>	—	<i>L'you.</i>
	<i>L'hirondelle.</i>	—	<i>L'hiroundello.</i>

L'article contracté consiste dans la réunion des mots *de le* pour *du* ; *à le* pour obtenir *au*.

Dans le dialecte *du* se dit *dou* ; *au* se dit *ou*. *Des* se dit *dous*.

Ex.	<i>Du père.</i>	En patois	<i>Dou paîré.</i>
	<i>Au champ.</i>	—	<i>Ou tsamps.</i>
	<i>Des oiseaux.</i>	—	<i>Dous ouzeuss.</i>

Remarque : Dans le dialecte, la racine de l'article est la même que dans le français, excepté dans le pluriel, où la racine disparaît complètement, ne laissant aucune marque du mot français.

La séance est levée à neuf heures et demie.

Séance du 3 février 1896

Présidence de M. PRUVOT, président.

ÉLECTIONS

Sont élus membres titulaires :

D^r BERTRAND ;
D^r MERLIN ;
M. DE BEYLIÉ ;
M. KILIAN.

PRÉSENTATIONS

Documents pour servir à l'histoire des superstitions.

M. Bordier, au nom de notre savant collègue de Paris, *M. Philippe Salmon*, présente plusieurs cristaux, en forme de croix, connus en Bretagne sous le nom de *croisettes*. Ces cristaux ont été recueillis dans les

labours de Coray (Finistère), par M. *Beaupré*, agent-voyer à Auray (Morbihan). Ils sont portés en Bretagne par beaucoup d'habitants comme préservatifs contre la rage : ils sont même connus, sous le nom de *Croix de Saint Hubert*. A certains jours, des spéculateurs en jettent dans les sources, pour les y faire trouver et font croire qu'ils sont tombés du ciel.

M. *Kilian*, à qui ces échantillons ont été communiqués, nous apprend que ces cristaux sont constitués par un *silicate d'alumine*, désigné sous le nom de *storotine*.

COMMUNICATIONS

Note sur l'Ethnographie du M'zab ;

Par M. le D^r TESTEVIN, *médecin-major*.

—

M. Testevin présente divers objets recueillis au cours de deux séjours en Algérie :

1^o Deux pierres de fronde provenant de Carthage. Ce sont deux agglomérats de ciment de forme ronde, presque ovoïde, dont les diamètres atteignent le plus grand 5 centimètres, le plus court 4 centimètres. Elles se différencient par leur forme des pierres de fronde des Baléares qui paraissent plus longues, moins ovoïdes, plus cylindriques dans leur ensemble. Il semble aussi que ces pierres ont été obtenus par un moulage et il est possible de retrouver sur leur circonférence un rebord de quelques millimètres, indice du moule dans lequel elles ont été coulées ;

2^o Des pierres récoltées dans la vallée du M'zab, à la surface de l'Oued, présentant des traces de fossiles parmi lesquelles se détachent nettement celles de petits « pecten de cardium ». La particularité intéressante, c'est que les mêmes pierres ont été retrouvées, à Mélika, dans un puits creusé à travers la dolomie, manquant encore d'eau alors que le mineur était arrivé à une profondeur de 80 mètres environ ;

3^o Plusieurs pointes de flèche et des couteaux en silex. Flèches et couteaux proviennent des ateliers découverts aux environs de Ouargla ;

4^o Deux pyrites, ou mieux deux concrétions de forme ronde, composées en grande partie d'un oxyde ferrugineux. Ces concrétions sont de petit volume, assez lourdes, pesant près de 15 grammes chacune. Des expériences faites à Ghardaia ont montré qu'en les projetant assez vigoureusement sur le sol, elles éclatent et se dispersent en une poussière ténue. En les sciant selon leur plus grand diamètre, on a trouvé au centre une sorte de cupule. Ces concrétions ont été apportées de Ouargla ;

5° Une arme achetée à un Arabe de la tribu des Chambaâ arrivant au marché de Ghardaia des environs de El Goléa. C'est un poignard enfermé dans une gaine de cuir d'un travail particulier ; la longueur totale renfermée dans la gaine est de 0^m,45 ; 14 centimètres sont réservés pour la poignée en forme de croix, le reste donne la longueur de la lame qui va en s'amincissant vers son extrémité et se termine en pointe très effilée. Sur la gaine à 4 centimètres au-dessous de la poignée, se trouve un anneau en cuir d'une circonférence intérieure de 25 centimètres. Cet anneau se passe dans le bras gauche au-dessous du poignet, de telle sorte que le poignard est caché sous les vêtements du porteur.

Ce poignard fait partie de l'armement des Touaregs et on peut le comparer à une sorte de dague de miséricorde, un peu semblable à celle des hommes du moyen-âge, suprême ressource du guerrier Targui en péril extrême. Ce guerrier porte d'habitude comme armes un fusil, une lance à la fois arme de jet et d'estoc, un sabre à deux tranchants dont la poignée ressemble à celle du poignard, un bouclier en peau d'antilope ou de chameau également orné d'une croix, et enfin le poignard caché sous le bras gauche, grâce aux amples vêtements qui le recouvrent. Le sabre était assez commun au M'zab, mais il ne se vendait pas. Quant à la lance, des exemplaires en existaient aussi, mais beaucoup avaient été fabriqués sur place.

Il serait intéressant de savoir si la croix conservée parmi ces Berbers, soit dans la forme, soit dans l'ornement des armes, est sans importance ou s'il faut y voir la conservation, par tradition, des armes qu'ils possédaient, alors que l'Afrique encore chrétienne a été envahie par l'invasion arabe musulmane ;

6° Une boîte longue en peau d'antilope, dite boîte à bijoux des Touaregs. Cette boîte est ornée de dessins obtenus à l'aide d'une couleur végétale. La forme ronde est commune, fréquente. Il existe d'autres formes cylindro-coniques, en bouteilles, selon la fantaisie et les goûts artistiques de l'ouvrier. Mais ce qu'il y a de particulier, c'est que sur toutes les boîtes les dessins sont les mêmes. Ce sont ceux que l'on retrouve sur les objets en cuir travaillés chez les Touaregs, les tapis de laine fabriqués au M'zab, les vases en poterie, les tapis, les haïcks faits chez les Kabyles. Faut-il s'en étonner ? ou n'est-ce pas plutôt une preuve que les traditions se sont conservées avec la même exactitude parmi les représentants de ces trois rameaux de la race berbère ? Ce n'est pas d'ailleurs dans ces objets seulement que se découvre une preuve de la similitude de la race de ces indigènes. Le type blond se rencontre fréquemment parmi eux, le langage les

rapproche et leurs institutions politiques se ressemblent beaucoup. Ce sont sans doute des membres d'une même famille que l'invasion arabe musulmane a obligés à se séparer, à fuir les uns dans la montagne, les autres au désert.

DISCUSSION

M. *Bordier* insiste sur le grand intérêt de la communication de M. *Testevin*, et notamment des flèches en silex qu'il a présentées. Des trouvailles semblables ont été déjà faites dans bien des pays : dans la Haute-Egypte, en Syrie, à Ouargla même et dans le désert ; notamment pour cette dernière région, par M. Rabourdin, qui participa à la première mission Flatters. Ces pointes de flèches sont identiques aux plus fins spécimens de l'époque de la pierre polie en France.

Il ne faudrait pas conclure de cette identité de fabrication sur des points aussi éloignés, à la preuve de communications ou d'échanges commerciaux. Des types du même genre se retrouvent dans le monde entier et jusqu'au Japon. Cela ne prouve qu'une chose, c'est que l'esprit humain est partout le même, que partout les hommes ont eu les mêmes besoins, que, ayant les mêmes moyens d'action sur la matière, ils ont rencontré des matériaux identiques. Leur génie inventif devait donc fatalement arriver, par les mêmes routes, à un résultat identique.

Du reste si partout ces armes ont été imaginées et fabriquées, suivant le même mode, partout les générations qui ont suivi ont donné à ces pierres trouvées dans le sol, la même interprétation : les Arabes actuels disent que ces pierres sont fabriquées par les génies (djinn) comme chez nous le vulgaire les croit tombées du ciel. Partout ces *pierres de tonnerre*, comme on les appelle en France, ces *pierres du ciel* sont employées comme amulettes ou comme préservatif ou remède dans les maladies du bétail.

Ces pierres se rencontrent aux environs de Ouargla, surtout autour des puits, qui, de tout temps, ont attiré les hommes ; même autour des *puits morts*, c'est-à-dire des puits qui ne donnent plus d'eau. Mais ils en donnaient lorsque les populations ont apporté ces instruments près d'eux. On les trouve aussi en plein désert, et même, dans le désert, ces pointes de flèches semblent former de véritables gisements. Elles sont là empilées, comme dans un magasin et rangés avec méthode, par rang de taille, ou par forme, par catégorie. Rien ne prouve mieux que ces gisements sont de véritables magasins, de véritables arsenaux.

Mais magasins, arsenaux supposent une population sédentaire. Une population sédentaire implique du bétail, du fourrage, de l'eau, de la végétation, c'est-à-dire un climat tout différent du climat actuel.

Nous avons d'ailleurs la preuve de l'existence de sources anciennes dans ces contrées aujourd'hui desséchées : les *Oued* sont de véritables rivières souterraines, que le sable a comblés, comme il recouvre les débris des caravanes, comme il boucherait les yeux et les narines des Touaregs, s'ils n'avaient la précaution de se couvrir le visage de leur voile bleu soudan.

Ces preuves matérielles d'une irrigation, d'une fertilité anciennes, confirment une fois de plus le récit d'Hérodote⁽¹⁾, qu'on accuse trop souvent de s'abandonner à son imagination. Le père de l'Histoire nous apprend en effet qu'au pays de Garamantes (qui est à peu près la région de Ouargla), les bœufs paissent à reculons, à cause de leurs grandes cornes. Il y avait donc des bœufs, donc des prairies, donc de l'eau ! Les Touaregs eux-mêmes ont le souvenir de ces bœufs et racontent que jadis, les transports se faisaient à dos de bœuf. Sans doute ces animaux ne paissaient pas à reculons, mais ils n'en avaient pas moins de grandes cornes, ainsi qu'en témoignent d'antiques gravures sur rochers, tracées par des artistes inconnus, qui vivaient au milieu d'eux.

Non seulement, ce qui est aujourd'hui le désert donnait alors asile à des populations sédentaires, mais ces mêmes flèches nous permettent en outre de penser que cette population qui taillait ces pointes de flèches en silex s'est avancée du sud au nord, car plus on va vers le midi, plus la taille semble inférieure, rudimentaire et archaïque.

M. Müller. — Pour faire suite à l'intéressante communication de M. le Dr Testevin, j'ai l'honneur de vous présenter plusieurs objets et instruments similaires à ceux que vous venez de voir :

1° Voici une « balle » de fronde, en terre cuite également, mais affectant la forme d'un œuf allongé, forme spéciale, paraît-il, aux Baléares (les habitants des îles de ce nom étaient réputés pour leur habileté à se servir de la fronde) ; celles présentées par M. le Dr Testevin proviennent de Carthage, et on ne peut mieux les comparer qu'à ces agglomérés en poussière de charbon, moulés sous forme d'œufs aplatis, provenant des charbonnages de la Mure.  Il est d'ailleurs bien visible que les « balles » de frondes de Carthage ont été moulées, alors que celle que voici, des Baléares, a été simplement roulée  dans les mains ; je l'ai ramassée au sommet de la Casbah, à Alger, en 1888, dans un terrain que l'on venait de défoncer ;

2° Voici une série de pointes de flèches en silex de couleurs bien variées,

(1) Hérodote, *Melpomène*, 183

qui m'ont été données par M. le Dr Marion (médecin militaire), qui les a ramassées aux environs d'Ouargla ; elles sont absolument du même type dit à barbelures, avec le pédoncule central dépassant sensiblement, bien pareilles d'ailleurs à celles que vient de nous montrer M. le Dr Testevin, avec des lames ou couteaux de silex que l'on rencontre rarement aussi grands dans ces régions.

Voici encore une hache en silex jaune clair, très compact, que j'ai eu la bonne fortune de ramasser dans un ravin près de Saint-Eugène, environs d'Alger, encastrée dans un terrain qui m'a paru n'être qu'un cône de déjections torrentielles bien moderne. Cette pièce a le tranchant bien conservé, et quoique ayant le talon absent, mesure encore 0^m,07 de long sur 0^m,045 de large, 0^m,03 d'épaisseur et pèse 120 gr.

J'ai apporté également une « bouteille » en peau de gazelle d'un travail semblable à la « boîte » en peau que nous a montré M. le Dr Testevin ; celle-ci a deux cavités, le couvercle et le fond enlevés vous laissent voir l'intérieur et permettent de se rendre compte que ces peaux, amincies en certains points, ont été collées, soudées pour ainsi dire, assez intimement pour que le point de jonction soit invisible et solide. Comme tout ce qui sort d'entre les mains des Touaregs, Kabyles, Mzabite, cet objet est orné de ces curieux dessins géométriques qui nous reportent aux temps néolithiques et que vous retrouverez sur cette « cuillère-fourchette » en bois, qui provient d'environ 800 kilom. au sud d'Alger. Elle est droite, plus courte et plus grossière que les jolis ustensiles de ce genre que l'on voit chez les Touaregs et au M'zab, et qui servent, je crois, pour manger le couscous.

Notes sommaires sur le château de Bocsozel

(Commune du Mottier);

Par M. BADIN.

Ce château est d'origine romaine. On a trouvé dans le sol des fragments de poterie italienne, de couleur rouge et noire lustrée et des tuiles à rebords (*imbrices*).

Il dominait l'ancienne route du moyen-âge qui reliait Grenoble à Lyon par Lafrette, Champier, Châtonnay et Artas, route qui aurait été construite par Agrippa.

Il avait un bourg qui ne mesurait pas moins de deux hectares de superficie et qui pouvait servir de camp retranché.

Il faisait partie des biens patrimoniaux que le roi Boson possédait dans le Haut-Viennois. Louis l'Aveugle ayant été dépouillé de sa couronne, Charles-Constantin, son fils, dut se contenter du titre de comte de Vienne avec les divers apanages directs qui lui venaient de Boson, son grand-père. Par suite, il devait habiter souvent dans ses possessions du Haut-Viennois, dont le château de Bocsozel était le centre et la principale forteresse.

D'après Guy-Allard, du Bouchet, Charles d'Hozier et Cazena, aux siècles derniers, et d'après Secretano, Gingins-la-Sarra et Rivoire de la Bâtie, de nos jours, les comtes de Savoie sont les descendants directs de Boson.

Humbert-aux-blanches-mains arrière-petit-fils de Charles-Constantin, devient, par droit d'héritage, propriétaire du château de Bocsozel (1).

En 1000 et 1003, il passa, avec plusieurs membres de sa famille, dans ledit château, deux chartes qui sont consignées dans le cartulaire de Saint-André-le-Bas.

En 1036 paraît une famille qui porte le nom de ce centre héréditaire des Bosonides et des comtes de Savoie. Les Bocsozel sont un rameau cadet de la maison régnante d'Italie et ils acquièrent la propriété du château de Bocsozel et de son mandement comme part d'héritage.

Dans la seconde moitié du XII^e siècle, le très noble (*nobilissimus*) chevalier Guillius de Bocsozel fonde un monastère au pied dudit château, s'y fait moine et y meurt, ainsi qu'il appert d'une troisième charte qui figure, elle aussi, dans le cartulaire de Saint-André-le-Bas.

Les comtes, qui avaient toujours conservé quelques droits de suzeraineté sur ledit mandement, profitent de l'affaiblissement de la famille des Bocsozel pour en redevenir les propriétaires effectifs. Pierre de Savoie, fils de Thomas, né en 1203, mort en 1268, fait dans ce but de nombreuses acquisitions et construit le château de la Côte-Saint-André. Philippe, son frère, suit le même dessein. Les archives de l'Isère et de Turin contiennent un grand nombre de titres de leurs acquisitions.

L'antique donjon de Bocsozel, qui s'élevait au milieu du bourg et qui avait vu diminuer son importance par la construction de celui de la Côte-Saint-André, fut détruit dans une des guerres qui eurent lieu entre les dauphins et les comtes de Savoie. Les projectiles que l'on trouve encore dans le sol sont la marque certaine d'un siège.

Bien que le donjon fut détruit, le bourg resta néanmoins jusqu'en 1428 un centre d'habitation, plusieurs maisons-fortes y étant restées debout. Nous avons sur l'une de ces maisons, qui existe encore en partie

(1) Les lignes qui précèdent ne comportent pas une certitude absolue.

aujourd'hui, le renseignement suivant (1) : Le 12 mars 1286, Pierre de Bocsozel, fils de feu seigneur Burnon, chevalier, vend à illustre seigneur Amédée, comte de Savoie, moyennant un prix de 300 livres viennois, ses maisons, tour et autres édifices qu'il possède à Bocsozel, le tout situé au-dessus et à côté de la porte de Bocsozel, et ayant pour confins les bâtiments ruraux (*cazale*) d'Eymaret de Bocsozel, d'une part, et les bâtiments ruraux de Guillaume Durgeoise, d'autre part (2).

En 1428, le roi ordonna que le château et le bourg de la Côte-Saint-André seront à l'avenir entretenus par les habitants du mandement et que tous les vingtain particuliers seront supprimés. Cette mesure acheva la ruine de Bocsozel. Faute d'entretien, les murailles du bourg tombent en ruine (3) et les fossés d'enceinte se comblent peu à peu. Quant aux habitants ils descendent au bas du château et y construisent le village du Mottier.

Bientôt il ne reste plus à Bocsozel qu'une seule maison-forte, celle qui fut acquise par le comte Amédée.

Cette maison et l'ancien bourg, devenus fief vendable, furent successivement possédés par Guillaume de Briord, Egidius de Bocsozel, Amédée de Miribel seigneur d'Ornacieux, Aynard de Châteauneuf, la famille de Lovat de Lafrette et celle des de La Porte d'Eydoche.

Fouilles de Bocsozel;

Par M. MULLER.

¶ Il y a quelque temps, j'ai eu l'honneur de vous produire un travail de notre savant collègue, M. Badin, sur les fouilles pratiquées par ses soins sur l'emplacement d'une maison romaine près de Champier.

Indépendamment de ces recherches, M. Badin s'occupe depuis longtemps de faire revivre les souvenirs locaux ; cela l'a amené naturellement à s'occuper du château de Bocsozel, qui est à une heure à peine de Champier.

Or, le 12 août 1895, le lendemain de notre essai de fouille sur l'emplacement de la maison romaine citée plus haut, et dont la description a

(1) *Archives de l'Isère*, B, 3612.

(2) C'est dans le sol de la partie aujourd'hui démolie de cette maison-forte qu'a été trouvé le crâne humain recueilli par M. Müller.

(3) Dans les premiers jours de 1896, une partie importante d'une grosse tour carrée est tombée sur le chemin.

paru dans le bulletin de décembre 1895, M. Badin nous emmenait M. le Dr Hermitte et moi, vers le château de Bocsozel, où arrivés de bon matin, nous mettons aussitôt l'habit bas et pioche en main, et où nous essayons d'arracher le plus de secrets possible au sol qui compose le coteau sur lequel a été bâti le château. Je dis a été bâti, car le château n'a laissé, relativement à son importance passée, que peu de restes.

Maintenant je laisserai la parole à M. Badin, car l'ayant prié depuis, de me donner quelques renseignements historiques sur Bocsozel, et ayant obtenu un véritable document, je n'en changerai pas un mot, car je suis persuadé qu'il vous éclairera bien mieux que tout ce que j'aurais pu vous dire sur la question.

Comme le dit M. Badin, le crâne que j'ai l'honneur de vous présenter a été trouvé par un cultivateur qui habite sur le monticule, à 50 mètres des ruines, et cela en défonçant le sol avoisinant sa maison pour le mettre en culture.

Nous n'avons comme renseignements sur ce crâne que ce qui suit : c'est absolument et exactement sous les fondations de la maison-forte qui existait déjà en l'an 1000 que le squelette a été trouvé. D'après ce cultivateur, les os avaient l'air d'être dans une cavité bordée de pierres formant un grossier sarcophage. Le sujet était jeune, dix ans environ, ainsi que l'on peut en juger à l'inspection des dents et des quelques os qui avaient été mis de côté par le susdit cultivateur, et qu'il conservait soigneusement dans un linge, chose assez rare pour être signalée, car le premier soin du travailleur rencontrant un vase ou un crâne sous sa pioche est de le briser. Maintenant, comme me le fit remarquer M. le Dr Hermitte, c'est probablement un esprit de pécule qui a présidé à la conservation de ces os.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons assurer que nous avons affaire à un sujet qui reposait en terre depuis plus de neuf siècles au minimum, tout en regrettant que ce ne soit pas un adulte, qui aurait présenté les os bien formés et pouvant donner des mesures probantes. Aucun objet n'a été remarqué avec les os.

M. le Dr Bordier, qui a bien voulu se charger d'examiner le crâne en question, malgré les difficultés résultant surtout de son mauvais état de conservation, estime qu'il est impossible d'en tirer des conclusions sérieuses et que l'on ne doit retenir que son aspect ligure, qui est le signe le plus apparent de cette plèce.

Le but principal de notre course, c'était de fouiller un des puits

creusés dans le poudingue et faisant partie d'un groupe de quatre, situés sur un des côtés de Bocsozel, à quelques mètres du sommet et distants entre eux d'environ 3 mètres. J'en ai vu deux qui ont été coupés verticalement pour ménager l'acotement d'une grange, ce qui a permis de les vider ; d'après M. Badin, de qui je tiens encore tous ces renseignements, et comme j'ai pu le voir, elles ont environ 1^m,20 de diamètre sur 1^m,30 de profondeur et contenaient, mêlés à une terre très noire, des débris de charbon de bois, des os d'animaux, surtout porc et sanglier, et des débris de poterie, parmi lesquels un fond de vase samien, portant un nom de potier que nous n'avons pu lire, et beaucoup de cette poterie noire, mince, sans verni, ayant l'apparence d'un grès, poterie qui était faite avant et parallèlement dans nos contrées avec la poterie samienne à l'époque romaine et qui a dû lui survivre au moins chez nous ; également des débris de la grande tuile à rebords, que l'on trouve en quantité sur tout le sommet du coteau.

Le mobilier est donc, en beaucoup de points, pareil à celui que l'on rencontre dans les mottes féodales les plus anciennes (1). M. Gabriel de Mortillet rapporte que l'on a trouvé souvent dans les mottes des puits quelquefois maçonnés, qui devaient servir de cachettes ou de silos à provisions ; pour ceux qui nous occupent, le poudingue suffisait à ce que les parois en soient solides. Je crois qu'il est impossible de rattacher le mamelon de Bocsozel aux mottes féodales en tant que travail humain, car le poudingue alternant avec les couches sableuses, affleure absolument le sommet ; néanmoins, entre l'occupation romaine et la construction du château avant l'an 1000, ce poste magnifique n'a certainement pas été abandonné, et vraisemblablement l'on doit voir, entre ces deux époques, la date d'utilisation des puits du coteau de Bocsozel.

La cavité que nous avons visitée nous-mêmes contenait tout ce que nous venons d'énumérer plus haut, et indique vraisemblablement un lieu d'habitation, mais en même temps un mobilier très pauvre. En France, en Auvergne notamment, on a retrouvé des puits pareils et également très pauvres en débris, et ils ont été généralement portés vers les VII^e ou VIII^e siècles. Il doit exister encore dans le coteau de Bocsozel des puits analogues dont l'exploitation donnerait peut-être des résultats plus concluants.

Nous avons également rapporté de Bocsozel un culot de fonte de fer

(1) *Revue mensuelle de l'Ecole d'Anthropologie de Paris*, n° du 9 août 1895. Cours de paéthrologie, par M. Gabriel de Mortillet.

qui aurait été employé comme projectile pendant un siège du château ; l'on trouve, paraît-il, beaucoup de ces culots dans un espace relativement restreint et surtout autour de l'emplacement du donjon. Leur présence ainsi disséminée ne paraît pouvoir être expliquée que par leur utilisation en projectiles (leur poids est d'environ 3 à 5 kilos), et ils devaient être lancés à l'aide de machines de guerre, de balistes.

C'est à M. Badin que je dois de pouvoir offrir à la Société le crâne et le projectile, et je dois signaler en passant que M. le Dr Hermitte nous a puissamment aidé, a mis la main à la pioche avec entrain et a contribué à vider le puits dont il est parlé plus haut.

Je dois signaler aux visiteurs de ce site charmant, l'affabilité de M. Damothe, propriétaire en ce lieu, dont l'habitation est dans une tour du vieux castel, et auprès de qui on est sûr de trouver un accueil hospitalier et éclairé.

Les Réformés de l'Oisans ;

Par S. OUGIER.

Besse, Clavans et Mizoën sont trois pauvres communes reculées de l'Oisans. Leur population totale est d'environ 1.500 personnes. Tous les habitants sont catholiques et même fervents catholiques. Il n'en était pas ainsi il y a 200 ans. En ce temps-là, les réformés y étaient nombreux, surtout à Besse, où il y avait un pasteur et un temple. Mais la violente persécution qui précéda et suivit la révocation de l'édit de Nantes (1686) porta aux églises calvinistes de l'Oisans un coup dont jamais elles ne se sont relevées. Comme cet épisode d'histoire locale est très peu connu, et que j'ai pu trouver dans les archives de Besse un certain nombre de documents, je demanderai aux membres de la Société anthropologique la permission de le leur raconter, tout en les priant de m'accorder leur bienveillante attention.

I

De très bonne heure la Réforme eut ses partisans dans ce coin des Alpes. Colporteurs pendant les longs hivers, au xvi^e siècle comme aujourd'hui, les habitants de Besse, Clavans et Mizoën parcouraient, la balle au dos, le Bas-Dauphiné, la Savoie et même la Suisse. Quelques-uns purent avoir ainsi connaissance des nouvelles doctrines, et, de retour dans leurs mon-

tagnes, y gagner des adeptes. Toujours est-il qu'en 1562, Jean Ponnat, pasteur des réformés de Grenoble, écrivait à Calvin, de Genève :

« 12 Mars 1562.

« Monseigneur, nos frères de Clavans et de Mizoard (Mizoën), qui sont deux grandes paroisses au mandement d'Oisans, en pays de Dauphiné, m'ont prié de vous écrire un petit mot pour vous supplier, au nom de Dieu, de leur bien vouloir faire ce bien de leur donner un ministre de la parole du Seigneur, à ce qu'ils n'en soient destitués et puissent être séparés en doctrine et en œuvres de l'Antechrist pour embrasser Jésus-Christ et ses mandements, voire eux soumettre sous son joug en toute humilité. »

..

Les commissaires de l'édit de Nantes (1598) reconnurent l'existence officielle, dans l'Oisans, des églises : de Besse et de Clavans pour annexe ; d'Auris et du Fréney-d'Oisans ; du Bourg-d'Oisans et du Mont-de-Lans, et, jusqu'en 1680, il y eut des pasteurs dans ces communautés. A cette époque, le gouvernement de Louis XIV cherchait, par tous les moyens, à diminuer le nombre des réformés. Par arrêt du conseil du roi, en 1681, les temples de Besse et du Mont-de-Lans furent supprimés, c'est-à-dire que l'Etat cessait de payer le traitement des pasteurs et ordonnait la démolition du temple.

..

Autorisé par la loi sous Henri IV et Louis XIII, toléré quelque temps, non sans vexations, par Louis XIV, l'exercice du culte réformé fut formellement interdit, en 1685, par le célèbre édit de révocation de l'édit de Nantes (18 octobre).

On sait que le culte public était défendu sous peine de galères. Mais en même temps, par l'article 12 qui ne faisait que reproduire des édits d'août 1669 et de mai 1682, on défendait expressément aux « nouveaux convertis » et « religionnaires » de quitter le royaume, sous peine de galère pour les hommes, de confiscation de corps et de biens pour les femmes. Par confiscation de corps, entendez prison perpétuelle.

Malgré ces rigueurs, un grand nombre de réformés préférèrent, à l'hypocrisie, la fuite et l'exil. Vingt mille personnes environ quittèrent le Dauphiné et se retirèrent, par la Savoie, en Suisse, en Hollande ou en Allemagne.

Mais un grand nombre de ces volontaires exilés : « les meilleurs Français de France », dit Michelet, ne purent arriver jusqu'au port. Arrêtés à la frontière ou en Savoie, ramenés à Grenoble, ils furent jugés et condamnés avec la dernière rigueur par le Parlement.

*
* *

Au mois d'avril 1686, les réformés de Besse, de Mizoën et de Clavans résolurent de quitter la France pour la Suisse. L'hiver était à peine terminé, une agitation insolite se manifestait dans ces villages. Les réformés vendaient leurs meubles, leurs bestiaux, et paraissaient se disposer au départ. L'occasion était favorable. La garde établie par ordre de l'intendant à la frontière de Savoie avait été retirée pendant l'hiver, car, en cette saison, les cols, couverts d'au moins deux mètres de neige, sont impraticables, et on ne l'avait pas encore rétablie. De plus, six ou sept protestants, qui avaient quitté l'Oisans l'année précédente, étaient revenus, malgré les édits, pour guider leurs frères dans leur fuite.

Cependant les réformés n'ignoraient pas à quoi ils s'exposaient en quittant le royaume. Le 12 septembre 1685, les consuls de Besse avaient fait afficher, par ordre de l'intendant, sur la place publique de leur village, une « Déclaration du roi » portant condamnation aux galères perpétuelles « à tous les sujets, de quelque qualité et condition qu'ils soient », qui sortiraient du royaume sans permission. Jamais cette permission n'était accordée aux nouveaux convertis et encore moins aux religionnaires. De plus, le 20 octobre 1685, l'intendant du Dauphiné Lebreton écrivait aux consuls de Besse : « J'apprends que les religionnaires et même quelques convertis de votre communauté, ont passé depuis peu en Savoie. Avertissez ceux qui y sont de cette qualité que s'ils s'absentent je serai obligé de faire raser leurs maisons, et si vous ne faites en sorte que ce désordre cesse absolument, on sera obligé d'envoyer des compagnies dans votre communauté et dans les communautés voisines de Savoie, pour garder les passages ». (*Archives de Besse.*)

Quatre jours après, le 24 octobre 1685, par circulaire imprimée envoyée à tous les consuls, l'intendant ordonne d'arrêter les personnes soupçonnées de désertion, et promet de « donner à ceux qui arrêteront les déserteurs le tiers des effets dont ils se trouveront saisis lors de la capture. (*Archives de Besse.*)

Les réformés de Besse et de Mizoën partirent le 22 avril 1686, dans la nuit, en deux bandes, l'une de 140 personnes environ, hommes, femmes, filles et enfants ; l'autre d'une centaine de personnes. Avec eux ils emmenaient 28 mulets portant leurs hardes et les petits enfants.

« Les curés desdits villages étant surveillants, raconte le réformé Jean Giraud, des Hieres (Grave en Oisans), et n'ayant pas d'espérance à arrêter cette grande populace sans exposer les habitants papistes à quelque grand malheur, envoyèrent secrètement à St-Jean-de-Maurienne l'ordre

de les arrêter. Ce qui fut fait. L'on sonna le tocsin audit Saint-Jean-de-Maurienne, où tout fut enveloppé et dans le malheur. Et les ayant gardés avec leurs hardes pendant huit jours, jusqu'à ce qu'ils eussent nouvelles de leur prince de quelle manière ils devaient agir, ils eurent ordre de livrer le tout en diverses troupes sur les limitrophes de la France à l'ordre de M. l'intendant de la province du Dauphiné, ou à MM. du Parlement ; ce qui fut fait entre Chapareillan et Montmélian ».

Le récit de Jean Giraud est confirmé par la lettre suivante de l'intendant du Dauphiné, M. Bouchu, au contrôleur général (Elle est analysée et citée en partie par M. de Boisliste, dans la *Correspondance des Intendants*, I, n° 270) :

« 5 mai 1686.

« Le duc de Savoie a fait arrêter et ramener à la frontière de France 150 nouveaux convertis sur 200, qui avaient quitté le mandement d'Oisans, et s'étaient retirés en Maurienne. Deux compagnies du régiment d'Arnolfini iront les recevoir des mains du duc et les ramèneront à Grenoble, où on les logera à l'Arsenal, faute de place dans les prisons.

« Rien ne peut tant contribuer, dit l'intendant, à donner le calme et le repos à cette province, que les mauvais succès de cette fuite. Je suis persuadé qu'il serait très à propos que la punition de ce crime fût prompte et peut-être même qu'une exécution sur les lieux serait d'une grande conséquence, car on m'écrit de toutes parts que les habitants qui restent, aussi mauvais convertis que ceux qui se sont enfuis, étaient près de suivre cet exemple. »

Et M. Bouchu demande une commission pour instruire ces sortes d'affaires, de peur que le Parlement ne se relâche de sa sévérité ordinaire.

Voici le texte de cette déclaration, sur l'original manuscrit affiché à Besse :

« Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre, à tous ceux que ces présentes lettres verront, salut. Par notre édict du mois d'août mil six cent soixante-neuf, nous aurions fait très expresses défiances à tous nos sujets, de quelque qualité et condition qu'ils soient, de sortir de notre royaume pour s'aller établir sans notre permission dans les pays étrangers, par mariage, acquisition d'immeubles et transport de leurs familles et biens, pour y prendre leur établissement, à peine de confiscation de corps et de biens, lesquelles défiances Nous aurions renouvelées particulièrement pour les gens de mer et de mestier par notre déclaration du dix-huitième may mil six cent quatre-vingt-deux, à peine des gallères à perpétuité ; et comme nous sommes informés que cette dernière peine, quoique moins sévère, tient d'avantage nos sujets dans la crainte de contrevenir à notre vullonté, Nous avons résollu d'établir la mesme peine pour tous ceux qui contreviendront à notre édict du mois d'aoust mil six cent soixante-neuf ; à ces causes, de l'advis de notre conseil et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royalle, Nous avons commué et changé, commuons et changeons par ces pré-

sentes, signées de notre main, la peine de mort portée par l'édict du mois d'aoust mil six cent soixante-neuf contre ceux qui y contreviendront en celle des gallères perpétuelles ; cy donnons en mandement à nos amis et féaux Conseillers, les gens tenant notre Cour de Parlement de Paris que les présentes ils ayent à faire lire, publier et registrer et icelles exécuter selon leur forme et teneur, car tel est notre plaisir. »

« Donné à Versailles le dernier jour du mois de may, l'an de grâce mil six cent quatre-vingt-cinq et de notre règne le quarante-troisième.

« Signé : LOUIS ».

Au bas de la feuille, André Roux, consul de Besse, a écrit :

« J'ai fait afficher une copie de la déclaration du Roy cy-dessus à la place publique de Besse, le 12 septembre 1685, par Pierre Combe, champier, et fait contrôler une autre. »

II

Une première troupe, composée de cent trente-sept personnes : trente-quatre hommes, vingt-six femmes, trente-six filles au-dessus de quatorze ans, et quarante-un enfants des deux sexes, arriva à Grenoble, le 8 mai 1686. Elle était escortée par deux compagnies de dragons qui avaient reçu les prisonniers à Chapareillan, des mains des Savoyards. La seconde troupe : quatre-vingt-seize personnes des communautés de Mizoën, du Mont-de-Lans et du Fréney, arriva trois jours après, le 11 mai. « Ceux-ci n'avaient du tout rien, les Savoyards les avaient totalement pillés ; pour les autres, ils avaient plusieurs mulets que les officiers de cavalerie gardèrent et les cavaliers prirent tout ce qu'ils avaient de bon et de meilleur dans leur bagage ; du moins ce que l'on a conduit ici n'est que de vieux chiffons (1) ». Les prisons de la place Saint-André, l'Arsenal, tout était plein de réformés. On mit ceux-là dans le Jeu de Paume de la place Sainte-Claire et dans une grande écurie de l'hôtel de Marseille, à la garde de la milice.

Mal logés, vêtus de loques et à peine nourris (2), les prisonniers tombèrent malades en grand nombre. Le 17 mai, on reçut à l'hôpital cinquante-un petits enfants de Besse et de Mizoën, et, un mois après, quatre-vingts femmes, vingt-six grandes filles et trois autres petits enfants.

Après un mois et demi de procédure, le Parlement de Grenoble rendit un arrêt (22 juin 1686). M. l'intendant Bouchu dut en être très satisfait, lui

(1) LE CLAIR : *Lettre au marquis de Saint-Ruhe*, 15 mai 1686 (mémoire inédit).

(2) Le contrôleur général écrit, le 23 mai, d'y mettre « toute l'économie possible ».

qui craignait que le Parlement ne se relachât de sa sévérité ordinaire. Trois hommes sont condamnés à mort ; trois autres aux galères perpétuelles, et le reste à des peines diverses. Voici leur arrêt :

Arrêt pour M. le Procureur général contre plusieurs particuliers accusés de désertion du royaume, du 22 juin 1686.

« La Cour a déclaré le sieur Pierre Bernard, fils de Jacques ; André Bernard, fils de Pierre, et Etienne Eustache dit Garcin, atteints et convaincus du crime de relaps, d'être sortis hors du royaume contre les défenses portées par les édits et déclarations de Sa Majesté, d'y être revenus pour porter les habitants de Besse à désertir le royaume, de les avoir conduits hors des Etats de Sa Majesté, avec attroupement et ports d'armes illicites, pour réparation desquels a condamné ledit Etienne Eustache dit Garcin à être livré entre les mains de l'exécuteur de la haute justice, à être par lui conduit nu pieds, en chemise et la hart au col, portant une torche ardente du poids de deux livres, à la porte de l'église Notre-Dame de la présente ville, et au devant de la porte du Palais, et là, à genoux, déclarer à haute voix, que, méchamment, il a quitté l'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine, pour reprendre celui de la religion prétendue réformée, de laquelle il avait fait adjuration ; que, malicieusement, a quitté le royaume ; qu'il y est revenu pour porter les habitants de Besse à le désertir, et qu'il les a conduits hors d'icelui ; qu'il en demande pardon à Dieu, au Roy et à la Justice ; et après, être conduit à la place du Breuil de la présente ville, à être pendu et étranglé à une potence qui y sera à ces fins dressée jusqu'à ce que mort naturelle s'ensuive. Comme aussi a condamné Pierre Bernard à être pareillement livré entre les mains dudit exécuteur, pour être, par lui, conduit au devant de l'église paroissiale dudit lieu de Besse, et conduisant ledit Bernard en chemise, pieds nus, la hart au col, portant une torche du poids de deux livres, déclarant à haute voix, et après, être pendu et étranglé à une potence jusqu'à ce que mort naturelle s'ensuive ; et a aussi condamné le sieur André Bernard, fils de Pierre, à être livré entre les mains dudit exécuteur, et être par lui, conduit au devant de l'église paroissiale du lieu de Misoën, et là, étant ledit André Bernard, en chemise, nu-pieds, la hart au col, portant une torche ardente dudit poids et déclarer..., et après, être conduit à la place dudit lieu de Misoën, et là, y être pendu et étranglé à une potence qui y sera dressée, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Ordonne qu'après la mort desdits Pierre Bernard, André Bernard et Etienne Eustache, les têtes seront séparées de leurs cadavres et seront élevées sur des poteaux, savoir : celle dudit Eustache, hors la porte Très-Cloîtres, à la place appelée le Rafourd ; celle dudit Pierre Bernard, dans un lieu éminent près le village de Besse ; celle dudit André Bernard, dans un semblable lieu près le village de Misoën »...

L'arrêt fut exécuté. Ce que raconte ainsi Jean Giraud dans sa relation :

« Le 26 juin, jour de mercredi, le pauvre Etienne Hustachy, âgé de vingt-trois ans, fut défait et sa tête exposée sur un poteau hors le faubourg Très-Cloîtres ; et les autres deux conduits par les archers et le grand prévôt à Mizoën, où le dit Masson fut exécuté et sa tête mise sur un poteau à vingt pas au delà de son jardin allant à Besse : ledit Masson,

agé de vingt années et Pierre-Bernard Camus, âgé d'environ trente-huit années, fut défait en Besse, où était encore sa famille, et sa tête a été mise sur un poteau en entrant dans le dit village, et son corps fut traîné au-dessous dudit village, jeté dans le précipice pour n'avoir pas voulu entendre à la religion romaine. On laissa aussi sur le pavé de Grenoble le pauvre Hustachy vingt-quatre heures, qu'on croyait de le jeter sans l'enterrer, parce qu'il n'avait voulu rien faire des marques de la religion romaine. Ainsi au contraire il fit sa prière tout haut au bas de la potence, le lui ayant été permis. Le bon Dieu console les pauvres affligés. »

III

Jean Ougier, fils de Jacques ; Paul Coing, des Chambons, et Danie Bouillet, de la Grave, furent condamnés « à servir le Roy par force dans les galères, leur vie naturelle durant, avec inhibitions et défenses d'en sortir à peine de la hart... »

Jean Ougier abjura peu de temps après. J'ai trouvé aux archives de Besse son certificat d'abjuration. Le voici :

« Je soussigné, Supérieur de la maison de la Congrégation de Marseille, faisant sur les galés de S. M. les fonctions d'aumônier réel, atteste qu'en vertu du pouvoir donné par Monseigneur de Marseille, j'ai reçu l'abjuration que Jean Ougier, de Besse, en Dauphiné, forçat sur la galère dite *a Renommée*, a faite par devant moy de l'hérésie de Calvin.

« A Marseille, ce vingt-cinquième jour du mois d'aoust 1686.

« Signé : LORANCE. »

On trouve également aux archives de Besse, le passeport donné à Jean Ougier pour rentrer dans son pays.

De plus, la Cour condamne soixante-seize femmes ou filles « à être rasées et après recluses dans le lieu qui sera à ces fins ordonné, pour y demeurer à perpétuité ». Les autres femmes et enfants, envers qui le Roy « a bien voulu user de sa clémence », sont renvoyées hors de la Cour et de procès, c'est-à-dire acquittés. Cependant pour les femmes, au nombre de vingt-quatre, la Cour « ordonne qu'elles soient mises dans la maison de la Propagation de la Foi de la présente ville, pour y demeurer pendant deux ans et y être instruites dans l'exercice de la religion catholique, apostolique et romaine ».

En attendant que fut prêt le lieu où elles devaient, suivant les termes de l'arrêt, « être recluses », on mit les femmes de Besse à l'hôpital de Grenoble. C'était en plein été, au temps des fortes chaleurs (23 juin). Elles étaient parties de leurs montagnes au mois d'avril. Depuis cette époque, mal nourries, mal logées dans la prison ou dans l'étable où on les avait enfermées, ces pauvres femmes étaient presque toutes tombées malades. Le 22 juillet, elles adressèrent à la Cour la supplique suivante, que je transcris textuellement dans sa navrante simplicité :

« Nos Seigneurs du Parlement,

« Supplient très humblement, les femmes de Besse et de Mizoën, qui sont détenues dans l'hôpital de la présente ville,

« Depuis que les suppliantes ont été traduites à l'hôpital de la présente ville, par ordre de la Cour, il y en a deux qui sont décédées, et toutes les autres sont tombées malades et en danger de perdre la vie si la Cour de la justice ordinaire n'a la bonté d'ordonner qu'elles soient éloignées dudit hôpital. »

« Par dessus cela il y a des dites femmes qui sont enceintes, et leur fruit peut périr faute d'être secourue de leurs nécessités, dans le lieu où elles sont détenues. La Cour ayant toujours été de coutume d'ordonner l'élargissement de ceux qui sont détenus, alors qu'ils sont malades et en danger de mort, comme sont les dites suppliantes pour changer d'air; et enfin qu'elles soient parfaitement informées de la maladie et du danger où les dites suppliantes sont exposées. Elle aura la bonté de commettre l'un des médecins de la présente ville pour les visiter et faire rapport de l'état où elles sont à présent, et de la nécessité qu'il y a de pourvoir à leur élargissement du dit hôpital et de la présente ville, où il y en a quelques-unes qui ont été mises dans des chambres pour être soignées et servies dans leurs indispositions et maladies... »

* *

Cette requête fut écoutée. Un médecin de Grenoble, M. Monin, visita les prisonnières et les trouva presque toutes atteintes de très graves maladies. Voici quelques passages du rapport qu'il en fit à la Cour :

« Il en est morte une ce matin. J'en ai vu une autre, nommée Marie Hustache, femme de Pierre Béchier, qui était à l'extrémité d'une fièvre continue qui l'avait fait blesser un moment avant que j'arrivasse au dit hôpital d'un enfant qui n'a pu avoir le baptême... Isabeau Béchier est détenue d'une fièvre continue; Anne Gouran, fille, d'une fièvre continue; Isabeau Sauvage a la fièvre par intervalles, elle souffre de douleurs à la tête et est dégoûtée; Jeanne Sauvage a une fièvre lente continue et souffre de maux de tête... Anne Raymond, veuve d'Isaac Hustache, âgée de soixante-dix ans, dégoût et lassitude; Suzanne Hustache, fille, souffre d'un érysipèle aux yeux avec fièvre, etc. »

M. Monin termine par ces mots : « Celles qui sont le moins malades tomberont dans les mêmes maux que celles qui le sont très dangereusement, si elles n'hument tôt un air conforme à leur tempéramment et opposé à celui-ci, comme est leur air natal sans lequel elles ne peuvent guérir » (1).

* *

Le Parlement les fit renvoyer dans leur pays. Mais « les pauvres femmes ! partie sont mortes à l'hôpital, et celles qui se sont retirées chez elles y sont mortes quelque temps après, toutes d'une même maladie, ayant mangé le même pain ! » (Jean Giraud, *relation citée*).

(1) *Archives de l'Isère*: Registre manuscrit des arrêts du Parlement, B, 2154.

IV

Ce féroce exemple n'arrêta pas les religionnaires qui restaient encore dans l'Oisans. L'émigration continua, malgré la garde qui jour et nuit surveillait les passages qui conduisaient de l'Oisans en Savoie. Les déserteurs se réfugièrent en Suisse ou en Allemagne ; la plus grande partie dans les Etats de l'Electeur de Brandebourg, à Magdebourg et à Burg. A Burg, aujourd'hui encore, il y a des Delort originaires de Mizoën.

Les biens des réformés de Besse furent affermés, le 23 juillet 1688, à Laurent Faure, notaire royal. L'état de ces biens porte qu'à cette date cinquante propriétaires avaient quitté la communauté. Quelques maisons avaient été démolies par ordre de l'Intendant ; d'autres affectées à divers usages : telle, celle du ministre, Simon Coing, qui, en 1687, fut donnée au maître d'école ; ce que prouve la lettre suivante, curieuse à plus d'un titre, de Le Clair, aide-major de la ville de Grenoble, qui fut envoyé en mission dans l'Oisans à cette époque. Elle est aux archives de Besse.

A Monsieur le consul de Besse,

« Je prie Monsieur le consul de faire mettre dans la maison qui a appartenu au ministre dudit lieu et qui est vacante par sa désertion, le sieur André Roux, fils à feu Pierre, maître d'école dudit lieu, pour y tenir son école, tout le temps qu'il plaira à M. l'Intendant de le tenir pour agréable, faisant le présent sous son bon plaisir. Je le prie aussi de faire remettre à M. Guerre, curé de Besse, par le séquestre de la maison délaissée par le sieur Jean Berard, religionnaire, qui a déserté ledit lieu et le royaume, un des bois de lit qui se trouvent dans ladite maison, moyennant un billet par lequel il promet de le représenter toutes les fois que je l'en requerrai ou qu'il en sera requis par ceux qui pourront être ordonnés par Monseigneur l'Intendant ou d'en payer la légitime valeur.

« Fait à Clavans-d'en-Haut, ce 14 novembre 1687.

« Signé : LE CLAIR. »

Notes recueillies dans les Archives de la mairie d'Izeaux ;

Par M. GIRARD,
Instituteur à Beaucroissant.

I

1^o Destruction du bourg d'Izeaux par un incendie le 12 février 1750.

Relation de l'incendie d'Izeaux par M. Forgeret, curé.

« La petite ville d'Izeaux, qui est entre la Ccste-Saint-André et Rives, à cinq lieues de Grenoble, fut bâtie en l'année 1314 par les ordres de Jean

Dauphin, qui accorda à ses habitants plusieurs privilèges et exemptions, et notamment des droits de péage, pontanage, layde et gabelle dans toute la province du Dauphiné, ce qui a été confirmé par les roys de France, même par Sa Majesté Louis XV, heureusement régnante en l'année 1730, enregistré au Parlement du Dauphiné. Ses habitants jouissent paisiblement de ces franchises, à l'exception de quelques endroits de la province, où il a été dérogé.

Il y a environ un siècle qu'il arriva *une* incendie considérable dans cette petite ville, qui se trouve exposée aux vents du midy. Ce qui engagea plusieurs habitants à se rebâtir même à paille faute de moyens, hors l'enceinte de ses murs, pour n'estre pas exposés aux incendies. Cela dura jusqu'en 1718, que quarante-huit maisons ou grangés furent encore incendiées et rebâties la plus grande partie à paille, n'ayant pas non plus des moyens d'acheter des tuiles. Ce pays, qui faisait les années dernières cinq mille livres de charges au Roy, estait à peu près rétably, mais voici la désolation et son malheureux sort.

Le 12^e jour de février 1750, sur les huit heures du matin, le feu se prit à une maison couverte à paille sans sçavoir de quelle manière, et, en moins d'une heure, cent quarante bâtiments, le presbytère et, ce qu'il y a de plus déplorable, la maison de Dieu furent réduits en cendres, et les cloches fondues. Ce feu diabolique fut poussé par des tourbillons de vent si impétueux, qu'il fallait estre adroit pour courir et éviter d'étouffer dans les *flames*. Une femme tenant un enfant entre ses bras ayant subi ce malheureux sort dans le chemin, où ils consumèrent de même que neuf autres personnes grands ou petits et dont on a retrouvé que quelques ossements, plus de trente de blessés par le feu en différentes parties de leurs corps et dont les chairs tombent en lambeaux. M. le curé qui était dans l'église fut obligé de se sauver avec la soutane qu'il se trouvait sur le corps n'ayant point de salut que dans la fuite vigoureuse et sans le secours de deux personnes, il étouffait dans les *flames*. Ces pauvres incendiés sont logés jusques à quinze et vingt dans les maisons de ceux qui ont échappé à *cette* *cruelle* incendie, qui se sacrifient pour les faire subsister et vêtir, la majeure partie étant sortis de leurs maisons en chemise et les autres leurs habits leur ayant brûlé sur le corps. La procédure d'estimation des pertes a été faite en conséquence d'une commission de M. de Laporte, intendant de cette province, qui a été vivement touché de ce désastre. Elles vont à 241.000 livres. Cette procédure a été envoyée à M. le Contrôleur Général avec des supplications réitérées de donner des moyens à ces pauvres habitants de pouvoir rebâtir à tuiles

pour n'être pas exposés à l'avenir à des semblables malheurs et des fonds pour rétablir l'église et le presbytère.

Voilà le triste état où est réduite cette infortunée ville, où il n'est resté qu'une maison dans l'enceinte de ses murs (*actuellement l'hôtel Morin*), qui s'est trouvée un peu dégagée du costé du vent, et qui a esté conservée comme par miracle, par la prudence du maitre de cette maison qui se trouva seul dedans sans en pouvoir sortir, n'étant pas possible d'avoir aucun secours et sans eau, parce que les *flames* estaient des remparts que tous les Césars assemblés n'auraient pas osé approcher. Cet homme courageux, avec une présence d'esprit admirable, descend du premier étage des linges et autres effets tous en feu qu'il met sous la cheminée, parce que là ils ne pourront pas faire du progrès ; faute d'eau, il se sert du grain pour étouffer le feu qui attaquait en différents endroits les planchers ; au moyen de quoy il sauve sa maison dont les bords du couvert sont néanmoins brûlés avec une porte d'entrée. Outre la ville, tout un hameau qui se trouvait vis-à-vis du vent qui composait onze habitants a encore esté incendié.

Les désordres affreux de cette fatale journée réduisent soixante et dix familles qui composent environ 400 habitants, qui n'ont rien pu sauver, sous le poids d'une misère qui n'a jamais eu d'exemple. En effet, qu'y a-t-il jamais eu de si affligeant et de plus triste dans la vie qu'un particulier, commerçant assez aisé, arrivant de campagne, trouve sa femme, ses trois enfants, ses bâtiments et généralement tout ce qu'il a au monde, consumé par le feu, ne luy étant resté aucun vestige de sa famille. Si Dieu, par sa miséricorde, ne relevait le courage, à juste titre abattu, pourrait-on jamais trouver de consolation ?

M. le duc de Tallard, notre recommandable Seigneur, qui tient la terre en engagement du Roy et dont il ne tire qu'un très modique revenu, vient de répandre ses largesses en faisant distribuer à ces infortunés cent cinq louis ; l'on nous flatte aussi que le Dauphin Monseigneur veut avoir part à cette bonne œuvre. Le Révérendissime père dom de Larnage, Général du respectable ordre des Chartreux, vient aussy de livrer cinquante louis pour leur estre également distribués. Ces dons faits avec la grandeur d'âme de ces bienfaiteurs inséparables de leurs naissances et de leur haut mérite, qu'ils veulent n'estre sçu que de Dieu, sont bien louables et conformes aux saintes Ecritures, mais nous serait-il permis de taire des actions immortelles ? Quelle gloire et quelle satisfaction pour ces illustres personnages de soulager quatre cents malheureux presque tous incommodés par cet embrasement. C'est trop en dire aux grands hom-

mes et aux âmes bien nées qui auront la bonté de prendre lecture de cette relation pour les supplier d'exercer leurs charités envers ces misérables ; quelque lamentables que soient les lieux saints, nous y redoublerons nos assemblées, et nos prières et vœux au ciel pour la prospérité et conservation des bienfaiteurs de cette infortunée ville ».

2^e Arrêt du Conseil d'Etat du Roy accordant décharge des tailles aux incendiés d'Izeaux.

Vu au Conseil d'Etat du Roy,

« Le procès-verbal dressé le 16 février 1750, par le Sr Buisson, lieutenant de la Chatellenie de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs et les experts par lui nommés de l'incendie arrivé au bourg d'Izeaux le douze du même mois, duquel il résulte que l'église paroissiale et le presbytère ont été incendiés, que les particuliers y dénommés ont aussi perdu par cet accident leurs maisons, granges, meubles, effets, denrées et partie de leurs bestiaux, et qu'ils sont restés redevables sur les tailles de 1748 de 12 livres 9 sols 6 deniers, sur celles de 1749 de 160 livres 17 sols 1 denier et qu'ils doivent sur celles de la présente année 715 livres 6 sols 8 deniers. Et Sa Majesté voulant procurer quelques soulagements aux habitants qui puissent les mettre en état de se rétablir de leurs pertes. Vu l'état des sommes que lesdits habitants doivent de leurs tailles des années 1748, 1749 et 1750, montant à 888 livres 13 sols 3 deniers, ensemble l'avis du Sr de Laporte, intendant de la province de Dauphiné, oûy le rapport du Sr de Machault, conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur Général des finances, le Roy en son Conseil a déchargé et décharge lesdits habitants d'Izeaux dénommés dans le procès-verbal du Sr Buisson de la somme de huit cent quatre-vingt-huit livres treize sols trois deniers qu'ils doivent de restes sur les rolles des tailles de ladite communauté d'Izeaux des années 1748, 1749 et 1750, sçavoir : 12 livres 9 sols 6 deniers sur l'année 1748 ; 160 livres 17 sols 1 denier sur l'année 1749, et 715 livres 6 sols 8 deniers sur la présente année 1750, ordonne Sa Majesté que lesdits restes seront passés en reprise dans les comptes que les receveurs des tailles de l'élection de Romans rendront des trois années chacun pour ce qui les concerne et dans ceux des receveurs généraux des finances en exercice lesdites années en rapportant par lesdits receveurs généraux des finances copies collationnées du présent arrêt, et les certificats de *non soluto* des Consuls collecteurs de ladite communauté d'Izeaux, et pour donner aux habitants le moyen de se rétablir de leurs pertes, ordonne Sa Majesté qu'ils demeureront déchargés de toutes impositions de tailles pendant dix années consécutives à commencer en la prochaine mil sept cent cinquante-un, pendant lesquelles dix années lesdits habitants ne seront compris dans les rolles des tailles qu'à cinq sols chacun à la charge par eux de continuer leur résidence, leur commerce et leurs exploitations audit lieu d'Izeaux et de travailler au rétablissement de leurs habitations, enjoint Sa Majesté au sieur Intendant et Commissaire départi en la province de Dauphiné de tenir la main à l'exécution du présent arrêt. Fait au Conseil d'Etat du Roy tenu à Versailles le dix-sept mars mil sept cent cinquante. Collationné. Signé : Devouguy ».

Pour copie :
Signé : DE LAPORTE.

A la suite du violent incendie d'Izeaux, des suppliques demandant des secours furent adressées aux principaux personnages de l'époque. Quelques-uns firent des dons assez importants, mais il ne semble pas qu'ils aient été bien nombreux, à moins que des pièces du dossier de l'incendie que j'ai sous les yeux se soient égarées.

On relève dans ce dossier :

1° Un rôle de répartition de la somme de deux mille quatre cents livres accordée par Monseigneur le duc de Tallard pour aumône aux incendiés d'Izeaux ;

2° Un rôle de répartition de la somme de six cents livres donnée par Monseigneur le Dauphin de France pour aumône aux incendiés d'Izeaux ;

3° Un rôle de répartition de la somme de douze cents livres donnée d'aumône par le révérendissime père dom de Larnage, général des Chartreux, ensemble trente-six livres aussy données par le prieur de la Sielve Bénite et cent livres de même données par Monseigneur l'archevêque de Vienne, et des mille livres de dégrèvement accordées par Monseigneur l'Intendant suivant l'état du vingt-cinq mars dernier, approuvé par Monseigneur l'Intendant. Montant de toutes lesdites sommes, celle de deux mille trois cent trente-six livres, laquelle a esté distribuée aux incendiés d'Izeaux ;

4° Un rôle de répartition de la somme de trois cents livres donnée d'aumône par Monseigneur l'archevêque de Vienne aux plus pauvres incendiés d'Izeaux, le 29 décembre 1750 ;

5° Un certificat de Pierre Repiton, châtelain d'Izeaux, attestant qu'il a distribué aux pauvres incendiés d'Izeaux, de la part de M^{me} la comtesse de Marsan, la somme de soixante-huit livres ».

Total des sommes distribuées aux incendiés d'Izeaux d'après les documents qui sont encore au dossier : *cinq mille huit cent quatre livres*. C'est peu relativement aux pertes évaluées à 241.000 livres, et aux misères à soulager.

Une supplique fut adressée aux cardinaux, archevêques et évêques de l'Assemblée générale du Clergé de France à Paris. Mais il ne reste dans le dossier de l'incendie d'Izeaux aucun écrit, aucune note faisant connaître que cette assemblée y répondit.

D'après une note de la main du curé Forgeret, on espérait que Son Altesse Royale Monseigneur le duc d'Orléans viendrait aussi en aide aux incendiés d'Izeaux. Mais il ne reste non plus aucune trace des largesses de ce prince.

II

1^o Supplique de Laurent Rozier au duc de Tallard pour lui demander décharge des arrérages d'une sous-ferme.

A Monseigneur le duc de Tallard,
Suplie humblement Laurent Rozier marchand d'Izeaux.

Représente très humblement qu'il a l'honneur d'estre depuis trois ans sous-fermier de votre Grandeur de la tache d'Izeaux ; il est arrivé que le douzième février de la présente année mil sept cent cinquante, le feu a consumé cent quarante bâtiments audit lieu en moins d'une heure ; du nombre desquels se trouvent ceux du dit Rozier, où la récolte provenant de ladite tache de même que les siennes particulières ont été réduites en cendre, aussi bien que ses meubles, argent, papiers et généralement tous ses effets : en sorte que le suppliant est réduit à une extrême misère qu'il est obligé de demander l'aumône.

C'est sur sur votre charité seule que *conte* aujourd'hui le suppliant, et son malheur serait complet, s'il ne trouvait dans vostre Grandeur un protecteur qui daignera *jeter* sur luy les yeux de pitié.

C'est dans cette confiance que le suppliant recourt à vostre Grandeur pour la supplier très humblement de vouloir le décharger du payement de la somme de cent soixante et dix livres qu'il doit pour arrérage de ladite sous-ferme qu'il est dans l'impossibilité de pouvoir payer ; Monseigneur le Maréchal de Tallard ayant eu la même charité en mil sept cent dix-neuf pour Benoit Trémard incendié, qui tenait en sous-ferme la même tache. Et le suppliant ne cessera d'offrir des vœux et des prières au ciel pour la santé et la prospérité de vostre Grandeur.

Signé : L. ROZIER, *suppliant*.

2^o Autre supplique de Tallard que je transcris à titre de curiosité épistolaire.

A Monseigneur
Monseigneur de Tallard, Maréchal, Duc et Pair de France.

« Suplie humblement Magdelaine Martourel veuve de Laurent Rozier ; que vous avez vu le Palatinat réduit en cendre, c'était alors pour vous un sujet de joye parce que le flambeau dont vous vous étiez servy pour y mettre le feu faisait reluire la gloire de la France et la vôtre. Vous voiez aujourd'hui un village de vos terres presque réduit en cendre, il est l'objet de votre compassion, parce qu'un accident funeste en a fait le malheur ; cependant le flambeau de votre charité qui a déjà contribué à la rétablir donne un nouvel éclat à votre gloire. Si vous avez porté la terreur dans un pays ennemi en le détruisant par le feu, vous apportés la consolation dans un païs qui vous appartient, en faisant espérer le rétablissement des dégats que le feu y a faits : votre valeur a parue dans l'un et la charité brille dans l'autre, c'est sur elle que conte beaucoup la suppliante, qui aiant perdu dans l'incendie susdit plus de trois mille livres, a encore perdu depuis huit mois son mary, le feu luy avait ôté ses biens, le feu luy a enlevé le seul apui qui luy restait, son malheur serait complet, si elle ne trouvait aujourd'hui dans votre Grandeur un protecteur qui daignera jeter des yeux de pitié sur une veuve chargée de cinq enfants



auxquels il ne reste guère que cinq bouches ouvertes pour prier conjointement avec leur mère pour votre prospérité ».

Il est à remarquer que la lettre ci-dessus a été caligraphiée avec un soin tout particulier ; mais pas de la main de la suppliante.

III

Origine légendaire d'Izeaux d'après une note du curé Forgeret, trouvée dans le dossier de l'incendie du 12 février 1750.

« Environ l'an 1300 et dans la belle saison, les princes Dauphins faisant une tournée dans leurs Etats, prirent les divertissements de la chasse dans un bois situé au-dessous du coteau de Parmeigne (Parménie), éloigné d'une lieue du bourg de Tullins et de deux de ceux de la Coste-Saint-André et de Moyrans ; et après avoir couru le cerf, étant fatigués, ils désiraient ardemment se rafraichir. Le destin les conduisit heureusement auprès d'une fontaine qui est assez considérable dans sa source ; mais dont l'eau est si douce et si pure et d'une fraîcheur si tempérée qu'ils soulagèrent leur soif avec de telles délices qu'ils prirent ce lieu en inclination et donnèrent des ordres pour y bâtir un bourg qu'ils nommèrent *Ville des bonnes eaux*, et depuis on lui a donné le nom d'*Izeaux* ».

La séance est levée à neuf heures et demie.



Séance du 2 mars 1896.

Présidence de M. PRUVOT, président.

—
ÉLECTION

Sont nommés membres titulaires :

MM. Paul GUILLEMIN ;
l'abbé RONDET ;
le Dr BISCH ;
GODEL ;
MAUREL ;
CHAPOTON ;
Léon VACHER ;
Georges DODERO.

CORRESPONDANCE

Obligation pour la Société de recueillir des documents archéologiques.

M. le Dr *Bonnet* adresse à M. le Président la lettre suivante :

Saint-Robert, le 3 mars 1896.

« Monsieur le Président,

« Les journaux annoncent de temps en temps qu'un trouvaille archéologique a été faite dans notre département. C'est à la Société dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie, qui a su grouper de nombreux chercheurs soucieux du passé et qu'intéresse l'évolution du type humain dans notre pays, c'est à la Société, dis-je, qu'incomberait le soin de recueillir les matériaux trouvés dans les fouilles, toutes les fois qu'un heureux hasard les met à jour. L'état de nos finances ne nous permettant pas de nous livrer à des fouilles méthodiques, il faut profiter de l'occasion qui nous est quelquefois offerte de matériaux accidentellement exhumés. Il ne nous est pas permis de rester étrangers à la découverte de ces documents, de quelque œil qu'on les envisage. Nous sommes moralement tenus à protéger ces témoignages ethniques contre l'ignorance ou le vandalisme et à les soustraire à l'injure du temps.

« Réunir des faits positifs, des documents précieux, les classer, en enrichir notre musée, doit donc être un des premiers soins de notre Société. Chacun de nous pourra interroger ces matériaux, selon les points plus spéciaux où le désignera sa compétence et en tirer les enseignements qu'ils comportent, leurs conséquences légitimes. C'est ainsi que chacun contribuera dans sa sphère, et selon ses moyens d'action, à élucider l'état

social, les sentiments, les mœurs, les souvenirs de race de l'homme avant l'histoire.

« Bref, la Société s'est moralement donné la mission de recueillir tout ce qui peut servir à développer les connaissances anthropologiques. Elle doit se vouer à la vulgarisation des découvertes et provoquer les recherches.

« Je crois être l'interprète de l'esprit général, en proposant à la Société de déléguer un ou deux de ses membres pour étudier les documents mis à jour et si possible en faire l'acquisition. L'activité de la Société pourrait très utilement s'exercer de ce côté. Mais il faudrait agir promptement. Il y aurait utilité à désigner l'un de nous, d'une façon permanente, pour nous renseigner sur la valeur des documents exhumés, en faire l'achat si possible, ou en provoquer le généreux abandon au profit de la Société. Un de nos collègues les plus sympathiques, M. Müller, dont il n'est pas besoin de stimuler l'ardeur et que passionnent ces recherches, me semble tout désigné. Il trouverait facilement l'un de nous pour l'accompagner dans chacune de ces explorations. Une petite somme pourrait être mise à sa disposition. Les frais, seraient, me semble-t-il, de peu d'importance.

« Il ne faut pas nous contenter de bonnes intentions. Le moment est venu de passer à l'exécution de ce plan, et je vous prie, M. le Président, de consulter la Société sur cette question. C'est une des conditions, une des causes de l'existence de la Société, qui ferait ainsi œuvre de grand mérite et d'intelligente initiative ».

La Société applaudit à l'idée de notre distingué collègue et nomme aussitôt une commission, dite *Commission des fouilles*, chargée de centraliser tous les documents, de les vérifier et au besoin d'agir.

La commission est composée de :

MM. le Dr BONNET ;

MULLER ;

le Dr Paul DODERO.

COMMUNICATIONS

Les origines de la Syphilis;

Par M. PICAUD.

Notre Société, Messieurs, possède déjà un grand nombre d'ouvrages très intéressants, grâce à nos échanges de Bulletins. Nous possédons même des ouvrages remarquables écrits en langues étrangères. Mais ces ouvrages seraient pour nous de nulle valeur, si nous ne les lisions pas. Il faut donc que quelques-uns de nos collègues en prennent connaissance et en fassent part à la Compagnie.

J'ai parcouru les *Zeitschrift für Ethnologie*, de Berlin, et j'ai trouvé, dans le fasc. 5 de 1895, un article de M. Seler, intitulé : *Ueber den Ursprung der Syphilis*, que j'ai traduit en entier. Je vous demanderai la permission

de vous en citer quelques extraits, arrangés pour les besoins de ma communication.

Vous savez mieux que moi, Messieurs, que la question de l'origine américaine de la syphilis a été et est encore controversée. On sait que cette maladie fut constatée pour la première fois, en 1494, sous une forme bien déterminée, dans l'armée française, qui était allée, sous le commandement du roi Charles VIII, faire la conquête de Naples. La maladie est connue depuis ce temps sous le nom de *maladie française* (ital., *mal francese*, *mal franzese* ; esp., *mal francés*). En considérant que l'invasion syphilitique eut lieu immédiatement après le retour des premiers explorateurs de l'Amérique, quelques savants ont conçu l'opinion que la syphilis était un cadeau fait par le Nouveau-Monde à l'Ancien. Mais cela a été très vivement controversé, et on a rassemblé des notes, tirées de toutes sortes d'écrits de l'antiquité, qui contenaient des indications sur une maladie déjà existante dans les temps les plus reculés, maladie bien connue et analogue à la syphilis.

La question se résoudrait de la manière la plus simple, si l'on pouvait constater sûrement, sur des squelettes américains d'une époque antérieure à celle de C. Colomb, les modifications qu'entraîne habituellement la syphilis à caractère grave. Jones (1) prétend bien avoir observé sur des ossements tirés des sépulcres de Tennessee, et considérés comme précolombiens, des exostoses qui lui paraissent être des manifestations certaines d'une affection syphilitique. On prétend aussi avoir découvert ces mêmes manifestations sur des ossements des Mound's d'Iowa, dans l'Illinois, le Rock River (2), et sur d'autres provenant du territoire de Nashville, dans le Kentucky (3). Broca a également constaté sur le crâne d'un *Paradero*, Patagon, une exostose qu'il n'hésite pas à déclarer syphilitique. On ne doit cependant pas accueillir tous ces faits sans réserve. Pour beaucoup, en effet, et même pour la plupart des cas observés, il est très possible que l'inhumation n'ait eu lieu qu'à une époque où les Européens commençaient déjà à se répandre sur le continent américain. D'autre part, on a fait ressortir, avec raison, que le plus petit nombre de ces mêmes cas pouvaient être ramenés avec certitude à la vraie *Lue*, à une véritable affection syphilitique. Il est toutefois difficile d'apporter de pareilles preuves, car il

(1) Jones : *Aboriginal remains of Tennessee*. Smithsonian. Contributions, xxii.

(2) Farquharson : *Proceedings Am. Assoc. Advanc. sciences Détroit* (Michigan), 1875.

(3) Putnam : *Archæological Explorations in Tennessee*. Report Peabody Museum II.

semble que, dans le principe, la maladie existait chez les Indiens sous une forme anodine et qu'elle n'acquît de la gravité qu'en se transmettant aux Européens. Las Casas, du moins, avance ce fait que les habitants d'Haïti ne souffraient que fort peu de la syphilis, pas plus que s'ils eussent eu la variole, tandis que les Espagnols en étaient gravement atteints et avaient à supporter de violentes douleurs, surtout pendant la période qui précède la formation des bubons (1).

Si les preuves ostéologiques manquent jusqu'à présent, les témoignages que l'on peut retirer de la littérature indienne paraissent au contraire avoir assez de force pour qu'on n'hésite pas un instant à se déclarer partisan de l'origine américaine de cette maladie, si répandue et si connue.

Les témoignages historiques ont déjà été réunis d'une manière complète par M. Montejo y Robledo, dans un cours public fait sur cette question dans la quatrième séance du Congrès international américain de Madrid, en 1881. Le témoignage de l'historien Oviedo est d'une importance toute particulière, car, servant en qualité de page à la cour royale, il fut témoin oculaire du retour des premiers explorateurs ; on a, d'autre part, celui de l'évêque Las Casas, qui interrogea les Indiens de l'île d'Haïti sur ce point et reçut d'eux le renseignement le plus certain, à savoir que depuis un temps immémorial la maladie avait été connue chez eux. Le père Jérômiste Roman Pane, qui, en qualité d'ethnographe, accompagna C. Colomb dans son second voyage (1495) parle, lui aussi, d'une tradition des Indiens d'Haïti, d'après laquelle le héros Guagagiona, s'étant épris d'une femme, alors qu'il était atteint de la syphilis (*por estar plagado del mal que llamamos Frances*), se mit à la recherche d'une station balnéaire et guérit ses plaies dans un *guanara*, dans un endroit écarté (2).

Quant aux preuves que l'on peut tirer de la littérature indigène, Montejo y Robledo a montré dans sa conférence qu'il y avait, dans un grand nombre de dialectes indiens, des expressions particulières pour le mot *bubas*, qui était devenu en Espagne l'expression technique pour

(1) « Los indios, hombres ó mujeres, que las tenian (las bubas), eran muy poco dellas afligidos, y cuasi no más que si tuvieran viruelas; pero á los españoles les eran los dolores della grande y continuo tormento, mayormente todo el tiempo que las bubas fuera no salian ».

(Las Casas, *Historia apologetica*, cap. 19).

(2) *Fernando Colombo*, Historie del Signor D. Fernando Colombo, nelle quali si ha particolare e vera relatione della vita e de fatti dell' Ammiraglio D. Christoforo Colombo Suo Padre, etc., Venezia, 1685.

syphilis, et que plusieurs des nations civilisées de l'Amérique connaissent, depuis des temps très reculés, certaines plantes capables de guérir cette maladie. Il cite des passages de Sahagun et de Hernandez, dans lesquels sont décrits les remèdes que les Mexicains employaient contre la syphilis, qu'ils nommaient *nanauatl*.

Le passage de Sahagun (10, ch. xxviii, § 5) est ainsi conçu d'après la traduction espagnole du Père :

« On guérit la maladie des bubons (la syphilis) en buvant une infusion de la plante *tlellemaitl*, en prenant quelques bains et en répandant sur les bubons la plante *tlaquequetzal* pulvérisée ou de la limaille de cuivre. Il y a deux sortes de bubons : les uns sont très sales, répugnants, on les nomme *tlacaçol-nanauatl* (gros bubons, bubons enflés) ; les autres sont moins graves, on les nomme *tecpil-nanauatl* (bubons de cavaliers, de gentlemen), ou encore *pocho-nanauatl* (Bombax-Ceiba-Bubons). Ces bubons causent de violentes douleurs et produisent des paralysies des mains et des pieds et rongent les os (estan arraigadas en los huesos). Quand ils s'ouvrent, il faut boire de l'*Atolle* (mais cuit dans l'eau) mêlé avec la graine de la plante *michi-uauhtli*, ou une infusion de la racine *quauhtepalli*, 4 ou 5 fois par jour, et prendre quelques bains. Si des attaques de paralysie se produisent, le malade doit boire une infusion de racine *tlatlapanaltic* et se faire une saignée à l'anus. On se sert des mêmes remèdes pour l'autre espèce de bubons. »

Il ressort évidemment de ce passage qu'au temps où le P. Sahagun prit ses informations chez les Indiens du district Tlatelolco, ceux-ci connaissaient la vraie syphilis constitutionnelle et qu'ils savaient la traiter à leur manière. La même certitude résulte d'une brochure du médecin Pedarias de Benavides, que cite le Dr Jourdanet, dans un appendice à sa traduction de Sahagun. Ce Benavides fut, vers le milieu du xvi^e siècle, pendant huit ans, directeur d'un hôpital de Mexico, et il prétend que la syphilis — qu'il appelle *bubas* ou *morbo galico* — y était beaucoup plus fréquemment traitée qu'en Espagne. La description qu'il donne de la maladie fait reconnaître d'une manière certaine qu'il avait en vue également la vraie syphilis constitutionnelle, car il dit que la maladie a son siège dans les articulations, où les douleurs deviennent très violentes et que les bubons s'établissent aussi sur les os jusqu'à complète destruction de ceux-ci.

Ces renseignements ne sont certainement pas des preuves absolues en eux-mêmes ; ils datent, en effet, d'une époque — environ 50-60 ans après la première apparition de la syphilis en Europe, — où la maladie, même si elle eût été transportée d'Europe en Amérique, aurait eu le

temps de s'y répandre. On pourrait aussi, avec autant de raison, conclure que la lèpre, — maladie de saint Lazare, comme elle est appelée quelquefois par les auteurs — était une maladie endémique en Amérique : il en est parlé dans le paragraphe de Sahagun, qui renferme le passage, déjà cité, sur le traitement de la syphilis. Mais la maladie que les Mexicains appelaient *nanauatl* — nom qui, comme nous l'avons vu, désigne la véritable syphilis constitutionnelle — joue aussi un certain rôle dans les mythes des Mexicains, qui datent certainement des vieux temps païens. Par ce fait, le passage de Sahaáun, déjà cité, acquiert une toute autre signification.

Dans le grand ouvrage du père Sahagun, qui représente jusqu'à un certain point une encyclopédie de la vieille science telle qu'elle fut développée par les Mexicains et transmise de génération en génération, il se trouve aussi un mythe qui traite l'important problème de l'origine du soleil et de la lune (1). Le lieu de l'action de la fable est Teotiuacan, ville qui était déjà abandonnée à l'époque antécolumbienne, mais où s'élèvent encore aujourd'hui les deux grandes pyramides (*Ixaqualli*) du soleil et de la lune. Au temps où il faisait encore nuit dans le monde, les dieux se réunirent et délibérèrent pour savoir qui devait se charger de l'éclairer. Il se présente *Tecciztecatl*, le dieu de la lune, mais après lui personne, car tous avaient peur. Or, il y avait là un dieu auquel personne ne faisait attention ; il était syphilitique et pour cela nommé *Nanauatzin*, ce que Sahagun traduit par *bubosito*, c'est-à-dire le petit syphilitique. Il ne parlait pas ; il se contentait d'écouter modestement ce que les autres disaient. Les dieux se tournèrent vers lui en lui disant qu'il devait se charger de l'affaire. Docilement il s'y déclara tout prêt. Alors un grand feu est allumé et les deux candidats se préparent d'abord par un jeûne de quatre jours à ce grand acte. Le dieu de la lune n'offre en sacrifice que de l'or, des pierres précieuses et du copal-encens non mieux précieux. Mais Nanauatzin offre en sacrifice les véritables témoignages de la mortification, les tiges qui sont passées à travers la langue trouée, des balles d'herbes et des pointes de Magury, sur lesquelles on faisait dégoutter le sang que l'on se tirait, et, au lieu de copal, la croûte des bubons. Quand les quatre jours furent passés, tous deux devaient sauter dans le feu pour être transformés en constellations de la nuit et du jour et s'immoler ainsi en se brûlant eux-mêmes. Le dieu-lune essaya d'abord. Il prend quatre fois son élan et chaque fois le courage lui fait défaut. Mais Nanauatzin, fermant les yeux,

(1) *Historia general de las cosas de Nueva Espana*. Liv. VII, ch. 2.

saute au milieu du feu et se résoud tout en flamme. Après lui, le dieu-lune prend courage aussi et imite son exemple. Immédiatement après, tous deux, sous la forme du soleil et de la lune, apparaissent au ciel.

D'après tout le caractère de cette tradition, qui est écrite en dialecte aztèque et transcrite en dialecte indien dans l'ouvrage de Sahagun, il faut la considérer comme une légende qui n'aurait pris son origine qu'à l'époque chrétienne. En outre, il existe encore d'autres témoignages qui donneraient à entendre que les anciens Mexicains connaissaient des maladies de ce genre et qu'ils étaient habitués à les rattacher particulièrement à la légende du dieu-soleil.

Le jour qui était désigné, dans le calendrier mexicain, par le chiffre *un* et par le signe *xochill* « fleur », les Mexicains célébraient la *Xochilhuill*, la « fête des fleurs », la fête de deux dieux alliés; l'un était appelé *Macuil Xochill* « cinq fleurs » et l'autre *Xochipilli* « prince des fleurs ». C'était là un dieu, d'après Sahagun, analogue au dieu du feu, signalé par lui dans son ouvrage. Mais il était, d'une manière toute particulière, le dieu des gens qui habitent le palais des rois, des gens de la cour. Il était, en effet, considéré, par les Mexicains, comme le dieu de la danse, du chant et du jeu. Mais dans sa patrie, c'est-à-dire dans les régions limitrophes des Zapoteca, ce dieu avait un rôle plus important. C'était le dieu-soleil, qui descendait du ciel sous la forme d'un oiseau (1).

Pendant les jours qui précédaient la fête de ce dieu, un jeûne rigoureux était ordonné aux Mexicains, quatre jours durant, et si quelqu'un, pendant ce temps, entretenait des relations avec une femme ou, réciproquement, une femme avec un homme, on disait que c'était souiller le jeûne, que le dieu en était très offensé et punissait par conséquent ceux qui se rendaient coupables de ce méfait de maladies aux organes génitaux.

Les maladies, qui sont citées dans le texte aztèque, sont les quatre suivantes :

1° *Xochiciuiztli*; ce mot signifie, à peu près, maladie contagieuse occasionnée par le plaisir; il est traduit dans le vocabulaire de Molina et de Sahagun par *almorranas*, ce qui veut dire *hémorroïdes*, mais qui désigne aussi les excroissances à l'anus, conséquence d'une maladie syphilitique. Sahagun emploie ce mot exactement comme synonyme de *bubas*. Il dit, par exemple (l. X, c. 28, § 1): « La maladie des marques à la figure (*pañó del rostro*), qui d'habitude provient de l'*almorranas* ou des *bubas*, c'est-à-dire d'une plaie intérieure ou d'une maladie honteuse, se guérit

(1) V. Šeler, *Wandmalereien von Mula*. Berlin 1895, p. 35.

avec la plante *itellemaitl* », la même plante que Sahagun indiquait comme le remède contre la vraie syphilis (Nanauatl) ;

2° *Menexualiztli*, mot dont le sens étymologique n'est pas tout à fait clair, mais qui, dans le vocabulaire de Molina, est également traduit par *almorranas* ;

3° *Tlapalanaltiliztli*, traduit, dans le vocabulaire de Molina, comme dans Sahagun, par « suppuration du pénis » (*enfermedad del que tiene podrido el miembro genital, podredumbre del miembro secreto*) ;

4° *Quexiliniztli*, qui, sans doute, se traduirait simplement par « abcès de l'aine », car, dans le mot, se trouve la racine *quexil-li*, « aine, mollesse » (*la ingre* Molina). Sahagun met à la place de ce mot : « Diviesos é incordios », mots qui, en espagnol, sont également employés, en particulier, en parlant des abcès de l'aine et des bubons.

Vous, Messieurs, gens du métier, vous pouvez décider jusqu'à quel point les maladies désignées par les noms que je viens de citer peuvent être considérées comme vraies maladies syphilitiques ou non. Mais, joints aux données historiques d'Oviedo, de Las Casas, etc., qui citent, d'une manière très affirmative, l'importation de la syphilis comme concordant avec le retour de ceux qui ont découvert l'Amérique, ces passages paraissent assez significatifs et méritent d'être pris en considération.

Il est bon de faire remarquer que tous ceux qui, à Mexico, sont morts de maladies de ce genre, telles que la lèpre (*teo-cocoliztli*), « la divine », l'authentique, la vraie, l'incurable maladie, ceux qui sont morts de la syphilis (*nanauatl* ou *rochiciniztli*), de maladies de la peau (*xixioltl*), d'abcès suppurants, etc. n'étaient pas incinérés, mais enterrés comme les noyés et les foudroyés et n'allaient pas non plus, d'après la croyance des Mexicains, dans le royaume de Pluton, de *Mictlantecutli*, mais vers le *Tlaloc*, dieu de la pluie, à *Tlalocan* (1).

Ceci dit, Messieurs, il faut reconnaître le mérite de M. Seler, qui a apporté ses preuves littéraires dans la discussion sur l'origine de la syphilis. Mais je crois bon de faire remarquer que la traduction de *bubas* par le mot *bubons* n'est pas absolument exempte de critique. Haeser, en effet, considère comme vraisemblable que les pustules des affections de la peau sont désignées par le mot *bubas* ; il pense aussi que la description de Sahagun, citée par M. Seler, d'après laquelle les *bubas* occasionnent la paralysie des mains et des pieds et envahissent les os, s'accorde peu avec ce que nous savons des bubons.

(1) V. Sahagun. *L. III. Appendice*, ch. II.

Il faut, enfin, bien reconnaître que Sahagun ne vivait pas à l'époque précolombienne. Et si, de son temps, l'expression *bubās* était employée dans le sens de syphilis constitutionnelle, cela n'a pas une grande importance dans la question de la préexistence de la *Lue*. Ces preuves littéraires ont donc besoin d'un examen approfondi quand on veut les apporter dans la discussion. C'est affaire à vous, Messieurs les docteurs.

DISCUSSION

M. *Bordier*. — La question de l'antiquité de la syphilis, dans le nouveau monde comme dans l'ancien, à laquelle M. Picaud vient d'apporter de nouvelles preuves, me semble hors de doute.

En Amérique elle existait bien avant la conquête : sur un grand nombre de crânes du Pérou, Broca et surtout Parrot ont relevé des traces indéniables de syphilis héréditaire, qui avait produit une déformation dite *natiforme*, laquelle avait d'abord été prise pour une déformation ethnique. Deux crânes du musée Broca (Ecole d'anthropologie de Paris), offerts par le Dr Destrugès et provenant de Guayaquil, crânes antérieurs à la conquête, sont syphilitiques.

Un autre, au Muséum de Paris (n° 3, collection Champeaux), provient de Chancaï, au nord de Lima. Dans le tombeau qui le contenait, ont été trouvés divers objets qui, d'après M. Hamy, dénotent une date très antérieure à la conquête. Ce crâne présente également des lésions syphilitiques. Cook a reconnu qu'elle existait à Tahiti avant l'arrivée des Européens, et cette île est, relativement à nous, assez rapprochée de l'Amérique pour figurer, à ce point de vue, dans un chapitre sur l'antiquité de la syphilis dans le nouveau monde ; enfin la description non douteuse de cette maladie se retrouve dans le livre de Bernard Diaz del Castillo, traduit par le Dr Jourdanet (1). Comme l'a fort bien dit M. Picaud, *nanahuatl* était le dieu de la syphilis, dieu terrible et tout puissant : il arriva même ceci, que les missionnaires catholiques, au début de leur campagne, cherchant dans le vocabulaire des Mexicains une expression qui exprimât la puissance et l'omnipotence d'un dieu supérieur, ne trouvèrent que le mot *nanahuatl*, dont ils ignoraient le sens..... médical. Si bien que leurs premiers sermons étaient remplis de l'éloge du *Nanahuatl*, qu'ils voulaient faire connaître aux cathéchumènes, ce qui, dans l'esprit de ces derniers, ne manquait pas d'amener d'étranges confusions.

Quant à l'ancien monde, il n'avait rien à recevoir du nouveau, en fait

(1) *Histoire véridique de la conquête de la nouvelle Espagne*. Paris 1876, in-4°.

de syphilis, et si le contact des *conquistadores* avec les femmes d'Amérique fut une occasion d'accroissement de la syphilis des deux côtés, il n'y a là qu'un fait banal : cette maladie prend un essor nouveau à l'occasion des faits de rapt, de violence et de débauche qui gâtent généralement les lauriers de tous les conquérants.

C'est ce qui se produisit à l'époque des guerres de Charles VIII en Italie. Les Italiens et les Français n'avaient rien à s'envier en fait de syphilis, mais les scènes de débauche qui signalèrent cette campagne, la réunion d'hommes venus de toutes les points de l'Europe occidentale, et devenus momentanément les maîtres d'une population à leur merci, sous un climat méridional, fut l'occasion d'une explosion nouvelle.

Mais la syphilis existait avant les guerres d'Italie ; on sait le grand nombre de léproseries qui existaient chez nous au moyen-âge ; or, il est certain aujourd'hui, que le lèpre n'avait pas, même alors, chez nous, la fréquence que lui suppose le grand nombre de ces maisons de refuge. Sous le nom de lépreux, on entassait dans ces asiles tous les malades défigurés, rongés par des ulcères, et devenus pour leurs voisins un objet de dégoût et de répulsion. Tous les pauvres malheureux qu'on voit encore à l'hôpital Saint-Louis de Paris, et dont la face est rongée par des lupus scrofuleux, les proriasisques, les teigneux, les gens atteints d'eczéma généralisé, enfin bon nombre de syphilitiques étaient réunis sous la rubrique commune de « lépreux ». Broca, en faisant des fouilles sur l'emplacement d'anciennes léproseries, a trouvé un grand nombre d'os qui portent des traces indéniables de syphilis osseuse.

Il me semble probable, d'ailleurs, que la syphilis était bien plus grave à cette époque que de nos jours : d'abord elle était mal soignée, souvent méconnue, et, en outre, nous sommes tous, aujourd'hui, plus ou moins héréditairement non pas immunisés, mais amoindris dans notre réceptivité pour la syphilis. Cela est vrai pour toutes les maladies infectieuses qui ont eu le temps d'agir sur un grand nombre de générations.

Mais, au moyen-âge, dans ce temps de communications moins fréquentes entre les hommes, il y avait certainement un peu partout de petites localités où la syphilis était inconnue ; lorsqu'un *routeur* revenant de guerroyer rentrait dans son pays, il y apportait la syphilis, qui prenait sur une population encore d'une extrême réceptivité des proportions effrayantes.

C'est ce qu'on a vu, même dans notre siècle, pour de petites localités restées jusqu'alors dans l'ignorance de la syphilis : le *mal de Chavanne*, le *bouton d'Irlande*, le mal de *sainte Euphémie*, maladies qu'on croyait nouvelles, lorsqu'on les a ainsi baptisées en 1815, en 1823, en 1827, n'étaient

que des épidémies de syphilis apportées par un soldat ou par une nourrice. Ces faits restaient d'autant plus méconnus dans leur nature que, dans les contacts de la vie commune d'une population pauvre et sans confortable, le mal se prenait de toutes les façons : par le baiser innocent d'une mère, par l'échange d'un verre, d'une fourchette, etc..... Au siècle dernier, le *Pian de Nérac*, le mal de la *Baie de Saint-Paul*, le mal de *Fiume* étaient des épidémies du même genre.

Les guerres d'Italie n'ont donc fait que brasser et agglomérer les causes de syphilis, mais elles n'ont pas innové.

L'antiquité classique elle-mêmes connaissait, comme nous, la syphilis. Les poètes satiriques de Rome n'ont pas ménagé leurs sarcasmes suffisamment clairs et descriptifs aux malheureux syphilitiques (1).

Mentula quum doleat puero, tibi. scœvole, culus,
Non sun divinus, sed scio quid facias.

(MARTIAL, épit. bib. III, 71).

Horace parle de *fæda cicatrix* d'un débauché atteint de *morbis campanus*.

Nous sommes enfin très documentés sur l'existence de la syphilis dans notre pays, à l'époque préhistorique. Sur les crânes de la pierre polie recueillis par le Dr Prunières dans l'Ardèche, Parrot a trouvé les traces de la syphilis héréditaire. Le crâne de Bruce (début de préhistorique) porte une lésion syphilitique.

De tout cela il résulte que la syphilis a existé dans le monde entier depuis une antiquité reculée. Où a-t-elle pris naissance ? Nul ne sait, et notre embarras est le même, toutes les fois que se pose une question d'origine !

Ont dit qu'en Chine (2637 avant J.-C) l'empereur Hoang-ty parle d'une plaie (*gang-nuci-Kan*) qui détruisait le nez. Il en fait cinq classifications qu'il ordonne de traiter par le mercure.

(1) Consulter Dr *Menières* (La médecine et les poètes latins).

Les Enfants assistés de Grenoble avant la Révolution;

Par M. MOURET,

Sous-Inspecteur des enfants assistés.

Messieurs,

Les études sur les enfants assistés sont nombreuses et M. Brueyre a pu dire au Conseil supérieur de l'Assistance publique : « On composerait une bibliothèque, et non des moindres, avec tout ce qui a été écrit, même d'excellent, sur l'histoire des enfants trouvés » (1). Malgré l'abondance et la qualité des travaux publiés, j'ai pensé qu'il serait intéressant de connaître les documents inédits qui concernent notre région. Ce n'est pas, d'ailleurs, une dissertation que je vous présente, mais un simple exposé de faits : comme le fabuliste

Je ne dis rien que je n'appuie
De quelque exemple.

Je dois d'abord remercier M. Béthoux, l'obligeant Secrétaire général des Hospices, de m'avoir ouvert toute grande la porte de fer protectrice de nos archives hospitalières. Grâce à son amicale complaisance, j'ai pu compiler, à mes heures, cette instructive collection locale, qui montre la continuité des efforts de ceux qui ont autrefois dirigé le bon combat « contre le mal des autres ». En ce qui concerne les enfants assistés, je vous apporte la preuve que l'œuvre de l'Hôpital de Grenoble peut avantageusement être mise en regard de celle des villes placées par les historiens à l'avant-garde de l'assistance publique.

(1) *Rapport sur la revision de la législation des Enfants assistés.*

PREMIÈRE PARTIE

LES ADMISSIONS ET LES CIRCONSTANCES QUI LES ENTOURAIENT

LES ORIGINES.

LES ENFANTS NATURELS. — Mesures contre la débauche. — Les déclarations de grossesse. — Enfant donné à Bernadotte. — La Maternité. — Edit et arrêt contre les non-déclarantes. — Réglementation des mères-sages. — Requêtes des filles-mères. — Les avortements et les infanticides. — Recherche de la paternité. — Un curieux jugement : le soluble pour le non-soluble !

LES ENFANTS LÉGITIMES. — Orphelins. — Nécessiteux. — Moralement abandonnés.

LES EXPOSITIONS D'ENFANTS.

ENFANTS DES RELIGIONNAIRES.

STATISTIQUE DES ENTRÉES DE 1769 à 1789.

LES ORIGINES

Le 9 août 1424, Aymon I^{er} de Chissé, évêque de Grenoble, crée l'Hôpital Notre-Dame, établi rue Chenoise. L'acte de fondation contient la clause suivante :

« Le recteur recevra également les femmes enceintes pendant un mois au moment de leurs couches ; il y gardera trois ans les enfants trouvés » (1).

Comme à cette date ces conditions n'étaient remplies que par trois hôpitaux : (celui de Montpellier, installé en 1180, par Guido, fils de Guillaume, comte de Montpellier (2) ; celui du Saint-Esprit, de Paris (1362 et celui de Marseille), Grenoble se trouve ainsi placé bien près du premier rang.

Notons que la réception des enfants conserve toujours dans notre Cité un caractère de large et intelligente libéralité que nous chercherions en vain même dans la capitale. Pendant que par ses lettres patentes du

(1) *Archives de l'Hôpital*, A, 1.

(2) La filiation de Guido est contestée. Remacle, *Des Hospices d'Enfants trouvés*. Chap. III.

4 août 1445, Charles VII déclare que la Confrairie du Saint-Esprit ne recevra que des enfants orphelins nés de légitime mariage « parce que moult de gens s'abandonneraient et feraient moins de difficultés de eux abandonner à pécher, quand ils verraient que tels enfans bâtards seraient nourris davantage, et qu'ils n'en auraient pas la charge première » (1), l'intention de l'évêque Aymon devient tradition et les archives communales renferment, en 1472, cette indication probante : « Tout enfant trouvé ou exposé est nourri aux frais de l'Hôpital » (2).

L'Hôpital fait plus et mieux : il accueille les enfants naturels que les filles-mères sont dans l'impossibilité de nourrir. Dans son introduction aux *Archives hospitalières de Grenoble*, M. Prudhomme écrit (p. xiv) qu'en 1763, la situation financière étant grave ; le Conseil de Direction, pour rétablir l'équilibre entre ses recettes et ses dépenses, décida « qu'il ne prendrait plus à sa charge que les enfants orphelins ». Ainsi présentée, cette détermination restrictive semble impliquer l'exclusion des abandonnés et des trouvés ; or, il résulte du texte même de la délibération, que ces malheureux étaient hors de cause. Il faut au contraire en conclure que l'Hôpital avait souvent trop présumé de ses forces et que ses moyens ne répondaient pas toujours à ses louables intentions. En effet, devant notre siècle dans l'œuvre de la protection de l'enfance, il ne se bornait pas à adopter les trouvés, les abandonnés naturels et les orphelins, mais, quand la subsistance de ces sans-famille n'était pas menacée par un mauvais état budgétaire, il s'efforçait, comme le demande M. H. Monod, dans sa lettre à M. le Préfet de l'Isère (6 juin 1894), de se substituer « aux parents incapables, ceux qui, à raison de leurs infirmités ou de leur extrême misère, ne peuvent procurer à leurs enfants le minimum indispensable de soins et d'éducation » (1).

Entrons dans les détails, et en les examinant de près, constatons la sollicitude hospitalière. Les pièces abondent ; il convient de les classer pour apprécier à leur juste valeur les mesures qu'elles relatent.

ADMISSIONS

Le mémoire d'état des revenus et dépenses de l'Hôpital général de Grenoble, dressé en exécution de la déclaration royale du 11 février 1714, renferme l'exposé suivant :

(1) *Rapport de M. Lombard au Conseil général, session d'août 1894* p. 29.

L'hôpital est le refuge : des enfants venant de naître des pauvres artisans dont les mères ne peuvent les allaiter et qui sont hors d'état de payer leur nourrissement.

Des enfants illégitimes conçus à Grenoble, présentés par leur père ou mère qui sont sans facultés.

Des enfants illégitimes que les père ou mère ont la cruauté d'exposer ou faire exposer ; on a non seulement ceux qui sont conçus et nés à Grenoble, mais encore la majeure partie de ceux de la province.

Des enfants des soldats et invalides de la garnison de Grenoble et de ceux qui y passent lorsqu'ils changent de quartier (1).

(1) *Archives de l'Hôpital*, B, 155.

ENFANTS NATURELS

Pour eux l'entrée était relativement facile : la comparaison avec les autres parties de la France est significative. Partout on ne recueille que les trouvés et les orphelins. A Paris, jusqu'en 1747, le seul mode d'admission était l'exposition. A Lyon, on recevait aussi, sous le nom de petits passants et petites passantes, les enfants abandonnés dont les parents avaient disparu, mais aucun autre.

Certes notre Hôpital ne négligeait pas, une fois la vie de l'enfant sauvegardée, de recourir à qui de droit et de prendre les mesures inspirées par le souci des finances et autorisées par les lois en vigueur ; mais, quand le résultat de ces légitimes recherches mettait l'enfant en danger, l'humanité primait et tout cédait à la commisération, « aux devoirs de l'humanité (1) », disent les Directeurs bien avant les Révolutionnaires.

Mesures préventives. — Nos devanciers croyaient couper le mal dans sa racine en s'attaquant directement aux femmes qui donnaient le mauvais exemple et qui entraînaient les filles dans la débauche.

En 1512, « ordre est donné de chasser de la ville les femmes de mauvaise vie » (2).

En 1621, un arrêt du Parlement de Grenoble condamne « Claua Faure, dite La Verrière, à être attachée par le cou au carcan du pilier de la place publique du banc de Malconseil, à Grenoble, le plus prochain jour de marché, durant l'espace de deux heures, avec un écriteau au devant et un autre derrière le dos, et portant en grosses lettres le mot maquerelle et puis à être bannie perpétuellement de cette ville avec défense d'y entrer sous peine de la hart » (3).

(1) *Circulaire aux curés (vers 1700)*. *Archives de l'Hôpital*, H, 1126.

(2) *Archives communales*, BB, 3.

(3) *Archives départementales*, B, 2058.

Un autre arrêt de la même année condamne « Arthaude B., Marie G., femmes de mauvaise vie, à être attachées au carcan pendant une heure avec ces mots : Pu.... publique, à être battues de verges jusqu'à effusion de sang » (1).

Avouons que le bourreau aurait trop à faire de nos jours !

Déclarations de grossesse. — Malgré cette répression qui paraît si rigoureuse en face des mœurs actuelles, la Direction de l'Hôpital aurait bien vite vu son œuvre arrêtée si l'abandon des enfants s'était fait sans mesure et sans frein. Le premier des actes de préservation était la déclaration de grossesse. Cette déclaration, rendue obligatoire par édit du roi Henri II, permettait non seulement de s'enquérir de la situation de la mère et de surveiller ses agissements, mais encore de rechercher le père et d'établir la responsabilité pécuniaire des communautés d'origine. Elle se faisait ordinairement devant le juge royal ou devant un notaire. La fille jurait d'abord de dire la vérité, racontait les circonstances dans lesquelles elle avait été débauchée, nommait son séducteur et signait après avoir affirmé « qu'elle n'a jamais été connue charnellement d'autre personne que de l'homme dont elle a parlé cy dessus ny esté sollicitée à faire la présente déclaration contre la vérité » (2).

Quelques déclarations sont étrangement circonstanciées ; la plupart ressemblent à peu près à celle de Catherine Lamour qui, en 1789, donna sa fille Olympe-Louise à Bernadotte, alors sergent au Royal-Marine.

Pardevant les conseillers Du Roy Nores à Grenoble Soussignés ce jourd'huy huit mai mil sept cens quatre vingt neuf à Eté présente Catherine Lamour, fille de feu Joseph Lamour et de Catherine Roux de Résidence la Rue Chenoise agée de dix huit ans, Laquelle après avoir prêté serment la main levée à la manière accoutumée nous à déclaré que le nommé Bernadotte, Sergent au régiment du Royal La marine layant recherchée en mariage, Sous ce prétexte sollicitée de lui accorder sa connoissance charnelle et profitant de la faiblesse de son sexe il La connut charnellement, demanière qu'elle est devenue Enceinte de ses faits et œuvres assurant n'avoir Eté Connue charnellement que dud. Bernardotte et qu'elle n'a rien reçu de lui de Tout quoy Laditte, L'amour à Requis acte que nous Nores avons octroyé et recommandé d'avoir Soin De l'Enfant dont elle est enceinte Sous les peines portées par les Edits déclarations de sa majesté que nous lui avons donné à entendre, ainsi fait passé lu arrêté à Grenoble En l'Etude n'ayant laditte Lamour signé pour ne savoir écrire de ce enquise et requise, la minute restée au pouvoir de Girard L'un de nous Consillrs à Grenoble. Le 11 mai 1789, par le Sr Marut qui a Reçu en tout trente neuf sols.

Pour seconde expédition :

GIRARD (3).

(1) Archives départementales, B, 2076.

(3) Archives de l'Hôpital, G, 1.

(2) Archives de l'Hôpital, G, 16.

Le futur roi de Suède se soucia fort peu de tenir la promesse de mariage faite à son infortunée maîtresse, et l'enfant, déposée à l'Hôpital le 10 août 1789, sous le n° 710, y mourut le 2 septembre de la même année.

M. Pilot de Thorey a publié son état civil dans le tome III de la *Statistique de l'Isère*.

Maternité. — Vers 1700, pour ne pas abandonner les filles enceintes dans les heures pénibles de la délivrance, le conseil décide « qu'il sera permis auxdites filles ou femmes enceintes de se retirer à l'Hôpital pour y accoucher en satisfaisant aux déclarations de grossesse, sauf audit Hôpital de se pourvoir pour les frais de couches, nourriture, ainsi qu'il trouvera à propos » (1).

La salle d'accouchements fut d'abord aménagée au Bon Pasteur ; en 1741, les filles sont installées à l'Hôpital même, dans la salle dite de Galilée (2). Depuis longtemps les sages-femmes de la ville logeaient dans l'établissement ; en 1562, il y en avait trois à l'Hôpital Saint-Jayme (3).

Mesures contre les non-déclarantes. — En 1652, le Parlement de Grenoble prend un arrêté enjoignant à tous les curés, sous peine de saisie de leur temporel, de publier au prône, le premier dimanche de chaque mois, l'ordonnance royale contre les femmes enceintes qui recèlent leur grossesse (4). Les non-déclarantes sont traitées avec la dernière rigueur. Un arrêt du Parlement (1612) condamne Claudia Granier de Mantaille à faire « un jour de dimanche, au devant de l'Eglise de ce lieu, à l'issu de la messe paroissiale, amende honorable, tenant une torche ardente de poids de 2 livres et criant : Merci à Dieu, au roi et à la justice, et décide « qu'elle « sera un jour de marché au même lieu battue de verges avec modération » et bannie de cette commune » (Appel d'une condamnation à mort) (5).

Les syndics de l'Hôpital, pour être plus sûrement renseignés, demandent et obtiennent la réglementation des sages-femmes, qui devront se faire inscrire chez le Lieutenant de police, « moyennant quoi aucune autre emme ne pourra se mêler desdits accouchements sous quelque prétexte que ce soit (6).

Requêtes. — Après leur accouchement, les filles-mères dans la misère

(1) *Archives de l'Hôpital*, G, 1.

(2) *Archives de l'Hôpital*, E, 12.

(3) *Archives de l'Hôpital*, E, 1.

(4) *Archives départementales*, B, 2119.

(5) *Archives départementales*, B, 2059.

(6) *Archives de l'Hôpital*, G 1.

adressaient une supplique (1) au Conseil de Direction et ce dernier, par délibération, acceptait la charge de l'enfant, lequel était aussitôt immatriculé sur le registre des entrées. Quelquefois le secret absolu était réclamé. Comme de nos jours, ces cas spéciaux étaient rares (2), et les syndics les résolvaient d'une façon parfaitement conforme à la solution proposée au Conseil supérieur de l'Assistance publique. Je laisse de côté la question pécuniaire, cette pierre d'achoppement à laquelle se heurte l'admission à bureau ouvert : l'Hôpital était pauvre et exigeait au préalable une somme variant de 150 à 300 livres. Mais le Conseil de Direction pensait, comme M. Brueyre, qu'il était nécessaire de savoir qui on recevait et il s'en rapportait au Directeur de service « faisant fonctions d'amy » pour l'examen des papiers d'identité qui étaient déposés aux archives sous pli cacheté.

24 janvier 1700.

Marie baptisée le 19 janvier 1770 née de personnes inconnues, Est la même dont au 17^e art. de la Délibération du 22 du courant à la proposition de M^e Battut Directeur de l'hôpital moyennant 150 livres qu'il a payées luy même comptant « *faisant fonction d'ami* » et remis le baptistaire de ladite Marie cacheté sur lequel il a mis de sa main le nom de ladite Marie avec le jour de son baptême led. paquet ou le n^o 304 a été mis à Eté déposé aux archives de l'hôpital (3).

Avortements et infanticides. — Toutes ces précautions et toutes ces

(1) *A Messieurs les Directeurs et Administrateurs
de l'Hôpital général de Grenoble,*

Messieurs,

Suplie très humblement pauvre Catherine Lamour fille de feu Joseph l'Amour et de Catherine Roux ses père et mère habitants de cette ville, Elle a l'honneur de vous représenter que la faiblesse humaine l'aurait fait succomber aux vives sollicitations du nommé Bernardotte Sergent au Régiment du Royal lamarine qui l'aurait connue charnellement sous promesse de l'Epouser, et comme la Supliante vient de donner le jour à une pauvre créature des œuvres dudit Bernardotte, laquelle a été baptisée mecredy dernier paroisse de Saint Jean Saint Louis, et qu'elle est hors d'état de pouvoir lui fournir la subsistance, n'ayant pas pour elle même de quoy pour la Sienne, etant reduite par charité dans le coin d'une chambre chez M. giroud l'américain chirurgien en Rue Grenette ou elle ne subsiste que des aumônes de quelques personnes charitables qui veulent lui aider, c'est pourquoy Elle à l'honneur de Recourir.

A ce qu'il vous Plaise, Messieurs eu Egard à ce que dessus Et à la triste situation de la Supliante, vouloir Bien recevoir au nombre des pauvres de votre hôpital La fille dont elle vient de donner le jour. lui étant moralement impossible de lui fournir l'aliment, elle a tout lieu d'espérer que vos Cœurs portés toujours à soulager l'indigent lui accorderont sa demande, Et elle ne cessera d'adresser ses vœux au très haut pour la conservation de vos personnes. — *Archives de l'Hôpital*, G, 16.

(2) Brueyre: *Rapport sur la révision de la législation des enfants assistés.*

(3) *Archives de l'Hôpital*, G, 37.

décisions charitables n'empêchaient pas les avortements et les infanticides, qui étaient cependant réprimés sans pitié.

Pour les premiers, le fouet et les galères :

(1610) Arrêt du Parlement de Grenoble confirmant la sentence rendue par le juge ordinaire de la Roche St Secret qui condamnait Agnès Raspail au fouet et au bannissement perpétuel de ce lieu et Louis Rey, son cousin, au fouet et aux galères; la dite Agnès pour s'être délivrée au moyen de breuvages, d'un enfant d'environ 6 mois dont elle était enceinte des œuvres dudit Rey et ce dernier comme coopérateur et complice (1).

Pour les seconds, la mort; à moins que le bourreau ou un de ses valets soit en état et se décide à demander la main de la coupable !

Arrêt du Parlement (1702) permettant à François Picard valet de l'exécuteur de la haute-justice, de tirer des prisons et d'épouser Anne Couilloud native de La Tour du Pin, âgée de 19 ans, condamnée à mort par le juge de ce lieu pour avoir célé sa grossesse et tué l'enfant dont elle était accouchée.

Id. (1725), autorisant Ripert François exécuteur de la haute justice, à tirer des prisons afin de l'épouser Claudine L. condamnée à mort par le juge de Miribel (2).

Les acquittements presque invariablement répétés de notre cour d'assises, font paraître ces châtiments bien impitoyables. Les crimes contre l'enfance sont pour nous aussi odieux que pour nos pères, mais les transformations de la législation ont fourni à nos avocats un argument irrésistible : « Le véritable coupable n'est pas sur la sellette, s'écrient-ils avec raison, et les jurés, comparant l'égarement, les souffrances de l'accusée, avec la quiétude du suborneur, dont la loi protège la lâcheté, acquittent des deux mains.

Recherche de la paternité. — Cette circonstance atténuante, dont nos avocats font bénéficier les filles-mères, n'existait pas avant la Révolution. Nous venons de voir comment le père était désigné et nous savons dans quelles formes le fruit de ses œuvres lui était remis (3). Tous les individus déclarés ne se laissaient pas persuader sans contestation. Les uns, comme Vincent de St-Honoré, remplis de « furie colère » faisaient à l'huissier et aux records une conduite en règle. Les autres, plus pacifiques mais non moins incrédules, répondaient à coup de papier timbré, pour la grande satisfaction des hommes de loi. Nombre de bons bourgeois se sont trouvés dans le cas du sieur Vernay, marchand gantier. Dénoncé par la fille « Magdelaine de Pourret, prostituée à tous allant et venant, ayant tou-

(1) Archives départementales, B, 2058.

(2) Archives départementales, B, 2164.

(3) Bulletin de la Société, avril 95, n° 1, p. 60.

jours mené une vie scandaleuse, ayant fait beaucoup de désordres dans Grenoble », il tint en vain à Nosseigneurs du Parlement le raisonnement suivant, qu'il croyait péremptoire : « Or, de le moment que la de Pourret a vécu de cette manière, qu'elle a fréquenté plusieurs personnes, elle ne peut savoir qui est le père », et dut garder l'enfant (1).

J'ai lu les pièces de quelques procès soulevés et j'avoue qu'en présence des renseignements fournis, les juges devaient être souvent fort embarrassés pour faire acte de bonne justice distributive (2). Ils déployaient parfois la plus grande sagacité, témoin l'arrêt suivant de 1661, renouvelé du jugement de Salomon « En la cause de Pierre Herbasse, Jean Boissonier et des consuls de Roybons, qui fut plaidée par Garcin, Dupré, Capus et Peissonnel, il y eut arrest le 25 février 1661, par lequel il fut dit que l'enfant serait nourry jusqu'à l'âge de 14 ans aux frais communs des particuliers nommez au procez, qui furent convaincus d'avoir eu dans un même jour la connaissance charnelle de la mère de cet enfant et ce, le soluable pour le non-soluable ».

Et Basset, le roi du barreau grenoblois de l'époque, généralise et formule ainsi la conclusion : « Si une fille a esté connuë charnellement par plusieurs, l'enfant doit estre nourry à leurs frais communs solidairement (3) ». La Sagesse des Nations ne saurait mieux dire !

Si la recherche de la paternité donnait lieu à des chantages, il faut reconnaître que, dans la majorité des cas, les pères s'exécutaient. L'hôpital trouvait ainsi des caissiers naturels qui participaient à ses charges. « Qui faict l'enfant le doit nourrir », dit Loysel et les documents de nos archives hospitalières confirment l'opinion de M. Gustave Rivet : « J'imagine qu'au fond il y eut moins d'abus que les avocats ne l'ont dit ; et je crois qu'on a beaucoup calomnié l'ancienne loi française autorisant la recherche de la paternité pour justifier la nouvelle loi napoléonienne » (4).

ENFANTS LÉGITIMES

Orphelins. — Même dans les temps les plus difficiles, les orphelins sont

(1) *Archives de l'Hôpital.*

(2) S'il est permis d'égayer ce sujet grave par un mot léger et connu, il est évident que les femmes galantes ne pourront désigner le père de leur enfant, car, disait l'une d'elles : « Lorsqu'on s'assied sur une fourmillière, sait-on quelle est la fourmi qui vous a piqué ? ». Gustave Rivet : *Recherche de la paternité*, p. 29.

(3) Bibliothèque de Grenoble. Jean Guy-Basset : *Notables arrêts de la Cour de Parlement aydes et finances du Dauphiné*. T. 1, liv. IV, titre II, chap. III.

(4) G. Rivet : *Recherche de la paternité*, p. 254.

toujours reçus à l'hôpital, qui emprunte pour subvenir à leurs besoins. S'ils ont quelque avoir, les Directeurs gèrent leurs biens avec dévouement, de nombreux dossiers en font foi (1).

Nécessiteux. — C'est sur eux que portent les délibérations qui diminuent les charges du budget en les rendant à leurs familles. Mais la mesure est toujours prise avec humanité.

1788

Il a été délibéré.....

Qu'il n'y aura plus que les enfants légitimes ou orphelins qui seront à la charge de l'hôpital — que pour procurer aux pauvres citoyens les moyens de nourrir ou faire nourrir leurs enfants dont l'hôpital se chargeait ci-devant, on leur paiera à eux-mêmes une rétribution en argent en la forme ci-après prescrite (2).

Suit un tarif de secours très détaillé qui prouve avec quel soin minutieux, les syndics s'acquittaient de leur difficile mission. Ces mesures n'étaient d'ailleurs que momentanées, et nous trouvons en 1789, sur le registre des entrées, 34 enfants légitimes.

Moralement abandonnés. — Le 3 avril 1743, l'Hôpital estime qu'il est de son devoir de protéger les enfants moralement abandonnés : « Ces orphelins dont les parents sont vivants », véritable pépinière des malfaiteurs, dit M. H. Monod (3), et il « est donné ordre aux archers d'arrêter tous les enfants qu'ils trouveraient mendiant dans les églises, sur les places et dans les rues, soit mendiants, décrotteurs ou libertins ; ils seront enfermés dans les cachots de l'hôpital, et de là transférés dans la salle des frères Augustins avec les autres pauvres », et ce pour tirer de « l'oiziveté ces jeunes plantes » (4).

Enfants de militaires. — « Le militaire n'est pas riche, chacun sait ça », dit l'opérette, aussi voit-on l'Hôpital recueillir les enfants des soldats de la garnison quand il y a un déplacement de troupes ou une guerre. A chaque nouvelle campagne, le nombre des adoptés augmente ; le Conseil se trouve souvent dans la nécessité d'emprunter pour assurer leur entretien (5).

ENFANTS EXPOSÉS

La statistique montre combien les expositions étaient fréquentes. La

(1) *Archives de l'Hôpital*, G, 59 à 76.

(2) *Archives de l'Hôpital*, E, 28.

(3) Congrès international de l'Assistance publique, 1889.

(4) *Archives de l'Hôpital*, E, 12.

(5) *Archives de l'Hôpital*, E, 7.

honte de la faute commise était certainement une des causes de ces crimes abominables, mais d'autres mobiles poussaient aussi les coupables. Souvent les familles intéressées participaient à la mauvaise action.

« Marguerite Girard, femme d'André Vincent, expose à la porte de l'Hôpital l'enfant que Marguerite Mazet avait eu de son frère, coupa les cheveux de cet enfant et lui mit sur le visage de la therbantine pour le déguiser et pour le rendre méconnaissable » (1).

D'autres fois les nourrices, d'accord avec les parents, exploitaient la charité hospitalière, en exposant l'enfant et en se le faisant ensuite confier à titre d'assisté.

Du 18 juillet 1771.

Marguerite Christine, trouvée âgée de six mois, est placée chez la femme Marie Brun, de Froges.

Du 23 dudit mois de juillet, l'on a appris que ladite Brun, nourricière, a malicieusement changé le nom de son mari qui est Martin, par la raison qu'ils avaient cette enfant chez eux... Le père de l'enfant était de la partie » (2).

A chaque découverte d'enfant exposé, procès-verbal était dressé et transmis à l'hôpital :

La dite fille a été exposée, le 3^e février 1700, à sept heures du soir, dans une boîte, laquelle avait un trou au-dessus, elle a été nommée au baptême Agathe Scholastique (3).

Du 22 décembre 1781, n° 88.

Luce Victoire âgée d'environ 4 jours, Baptisée à Saint-Louis aujourd'hui Trouvée exposée ce matin à minuit dans la rue contre le mur de l'hôpital général sous la fenêtre du Grenier des légumes Dans un vieux panier Dozier ovale coupé à un de ses Bouts parce qu'il était trop court, au fond duquel était un peu de paille ayant cette enfant sur elle trois Bonnets.

La dite Enfant ayant été levée de Terre par le portier de l'hôpital que la Sentinelle a averti de ladite exposition (4).

Les malheureuses qui se séparaient incognito de leurs enfants ne le faisaient quelquefois qu'à grand regret et plus d'une laissait sur le pauvre être quelque trace de sa désolation :

Ayez soin de Patrice, on vous donnera 25 Louis en rendant ce Billet et patrice.

+

Vous Etes prié de faire Baptiser Cet Enfant, il a Cependant Reçu les Eaux parce qu'on Lawoit trouvé mal dans sa naissance.

Messiev vous estes priés de fere portes cet innocent alopital par la grâce de Dieu et de la S^{te} Vierge Baptisé avpres de Catalougne Nom est Jacques ny peres ny mere Il ny a que la Misserre qui La force à recourir à vous (5).

(1) Archives de l'Hôpital G, 1.

(2) Archives de l'Hôpital, G, 37.

(3) Archives de l'Hôpital, G, 2.

(4) Archives de l'Hôpital, G, 35.

(5) Archives de l'Hôpital, G, 1 et 2.

ENFANTS DES RELIGIONNAIRES

« Je n'ai trouvé que de savants conseillers et de braves soldats, mais pas un bourreau », avait répondu de Gordes à Charles IX, « et le Dauphiné resta pur du forfait de la Saint-Barthélemy » (1). Un siècle plus tard, l'Hôpital dut, en exécution des édits royaux, prendre sa part des cruautés qui accompagnèrent et suivirent la Révocation de l'Edit de Nantes et se charger des enfants protestants arrachés à leurs familles.

Déjà, lors de l'affaire des Petits Prophètes, la bergère de Crest, Isabeau Vincent, dite la Belle Isabeau (2), est mise en observation à l'Hôpital ; d'autres furent plus odieusement traités.

J'ai pointé l'état des « Enfants religieux qui seront mis et renfermés dans l'Hôpital et maison de charité de Grenoble sur le compte de sa Majesté et Ensuite des ordres de Monseigneur l'Intendant ou de ses subdélégués pour y être élevés à la foi catholique apostolique et romaine » (1). C'est une lamentable statistique dont les chiffres ont une désolante signification :

Sur..... 40 enfants internés.

3 sont rendus à leur famille.

3 sont mises au couvent.

5 sont placés chez des particuliers.

(Presque la moitié). 16 s'évadent.

(Le 1/3)..... 13 meurent.

Circonstance aggravante, le plus jeune des décédés a plus de 11 ans !

STATISTIQUE DES ADMISSIONS DE 1769 à 1789.

Pour compléter l'exposé des formalités d'admission et des circonstances qui les entouraient, il serait utile de connaître, au moins approximativement, le nombre des assistés que l'Hôpital prenait si charitablement à sa charge (3). J'ai acquis la conviction qu'il serait possible d'établir exactement les entrées et les sorties pendant les cent ans qui ont précédé la Révolution. Mais cette statistique, intéressante à plus d'un titre, exigerait des loisirs que je n'ai pas et j'ai dû me contenter de celle qui suit. Tout

(1) Eug. Fialon : *Notice historique sur le Dauphiné*, p. 59.

(2) « Elle n'était ni native de Crest ni belle ». E. Arnaud : *Histoire des Protestants en Dauphiné*, t. II, p. 70.

(3) Cette communication était faite quand j'ai trouvé le document suivant : « On ne retranchera pas sûrement sur le soin que prend la Direction de faire nourrir constamment 600 enfants trouvés ou orphelins ». Circulaire aux citoyens de Grenoble. 1782. — *Archives de l'Hôpital*, H, 1126.

incomplète qu'elle est, elle donne une idée générale des entrées de 21 années, durée de la vie hospitalière d'un enfant. Ce qui frappe d'abord, c'est la quantité (43,13 p. %) d'enfants légitimes abandonnés aux soins de l'Hôpital, signe certain de la misère de l'époque.

Années.	Entrées.			TOTAL des Entrées.	Décès immédiats.			TOTAL DES DÉCÈS immédiats.
	Enfants légitimes.	Enfants naturels de filles-mères mal- heureuses.	Trouvés.		Enfants légitimes.	Enfants naturels de filles-mères mal- heureuses.	Trouvés.	
1769	100	32	36	167	3	12	16	31
1770	108	34	42	184	3	17	23	43
1771	114	23	43	180	1	5	16	22
1772	70	37	33	140	0	15	16	31
1773	61	36	43	140	1	5	18	24
1774	54	32	50	136	2	7	8	17
1775	63	34	46	143	0	8	13	21
1776	41	39	22	102	1	10	15	26
1777	54	35	25	114	3	10	10	23
1778	38	34	35	107	0	3	6	9
1779	38	32	31	101	2	4	8	14
1780	43	20	44	107	2	3	11	16
1781	50	41	47	138	1	2	17	20
1782	53	37	28	118	2	5	6	13
1783	62	42	45	149	0	7	5	12
1784	55	45	39	139	2	10	14	24
1785	58	40	44	142	0	7	13	20
1786	65	66	48	179	3	17	10	30
1787	69	50	44	163	1	9	16	26
1788	45	63	48	156	0	24	9	33
1789	34	68	49	151	1	11	15	27
Totaux.	1275	840	841	2956	28	191	265	484

Les décès inscrits sont ceux qui survenaient dès l'admission, avant le placement en nourrice ou dans les premiers jours de ce placement.

Enfants légitimes..... 2,27 p. %
 Abandonnés naturels..... 22,73 p. %
 Trouvés..... 31,55 p. %

Cette progression s'explique aisément. Les enfants légitimes étaient admis à tout âge, peu entraient dès la naissance. En 1787, ils se répartissent ainsi :

15 ont moins de 1 mois.
 23 ont de 1 mois à 1 an.
 16 ont de 1 an à 3 ans.
 15 ont de 3 ans à 10 ans. 5

Les enfants naturels, moins heureux, passent cependant leurs premiers jours avec leur mère ; ils ne sont pas, en tous cas, exposés aux intempéries comme les trouvés plus éprouvés.

Cette mortalité immédiate effrayante ne laissait pas indifférent le Conseil de Direction qui eut, de tous temps, de grandes difficultés pour organiser un service de nourrices sédentaires.

En résumé, nous pouvons dire que, malgré l'état toujours précaire de leurs finances, nos pères avaient, mieux que partout ailleurs, compris leur devoir envers l'enfance abandonnée. Nous allons voir qu'ils ne furent pas moins attentifs à rendre leurs jeunes adoptés utiles à la Société.

La Médecine à Grenoble (Suite) (1),

Notes pour servir à l'Histoire de l'Ecole de Médecine et de Pharmacie ;

Par M. le Dr A. BORDIER.

CHAPITRE VIII

(1807-1820)

- I. Les nouveaux professeurs : [Silvy, Bilon père, Bilon fils, Billerey. — Berard-Trousset.
- II. L'administration de l'Hôpital transformée en corps enseignant. — Elle touche l'argent des inscriptions et fait les frais de l'enseignement. — Les guerres de l'Empire assurent le succès des cours de chirurgie. — Création de l'Université impériale. — Cours faits par la Société de Santé. — Bilon fils professeur à la Faculté des sciences.
- III. L'empereur et le quinquina.
- IV. Projet avorté de la création d'une Faculté de médecine à Grenoble : Billerey. — L'île d'Elbe. — Université de quarante jours à Grenoble. — Les Cent jours. — La Restauration : Suppression de la Faculté des lettres de Grenoble. — Disgrâce de Bilon fils. — Décadence des études médicales. — Un médecin nécrologiste. — Héraut ; cours d'accouchement. — Saint-Robert. — Silvy. — Frier. — Renaud : cours libres de pathologie et de médecine judiciaire.

I

La plupart des nouveaux professeurs nous sont déjà connus :

Silvy, qui avait collaboré avec Villars fils, dans la campagne en faveur de la vaccine, avait, en outre, publié un certain nombre de faits intéressants ; entre autres, une note au sujet d'une hystérique, qui avait avalé 1.400 ou 1.500 épingles, lesquelles, pendant plusieurs années, sortaient par divers points de la peau, par la vessie où elles s'incrustaient, par le vagin qu'elles hérissaient de pointes. (2).

Il avait avec *Fournier*, *Chanoine* et *Dcsconteau*, rédigé un rapport, qui

(1) Silvy: *Observations sur une quantité prodigieuse d'épingles et d'aiguilles avalées*, T. 4004.

(2) Voir le Bulletin précédent.

fit un certain bruit, au sujet de cette question posée par le tribunal, dans un procès sur la légitimité d'un enfant : « Un enfant né 316 jours après la dissolution du mariage, c'est-à-dire après la mort du mari de l'accouchée, peut-il donner lieu à une contestation de légitimité? » (1). Les auteurs de la consultation, s'appuyant sur des faits cités par Poupart, Petit, Paris et Louis, conclurent à la possibilité de la légitimité : devant la chambre assemblée il y eut partage égal entre les juges.

Bilon père (Jean-Baptiste) avait été président du Comité de vaccine (1802) ; président de la Société de médecine (1802-1804) ; il était membre de la Société des Sciences et Arts ; il était chirurgien de l'Hôpital

Bilon fils (François-Marie-Hippolyte), élève de Bichat et de Boyer, avait passé sa thèse à Paris (2) ; il était chirurgien de l'Hôpital ; c'était un esprit distingué, un homme du monde, de manières élégantes. Il deviendra, en 1811, professeur à la Faculté des sciences.

Billerey, était une personnalité alors très en vue. Très homme du monde, esprit brillant, il avait une grande clientèle (3). Fils d'un chirurgien des environs de Pontcharra, il avait eu le prix de physique et de chimie à l'Ecole centrale de notre ville et, en 1803, il avait obtenu, à Paris, le prix national de clinique interne, récompense encore rehaussée par cette circonstance, que, parmi les concurrents qui lui disputaient le prix, se trouvait son ami et son émule Laennec. Il était poussé par Berard-Trousset, qui avait été son maître comme professeur de chimie à l'Ecole centrale. C'est même Berard qui l'avait déjà fait nommer professeur à l'école précédemment créée par la Société de Santé : « J'ai à peine le temps de vous transmettre votre brevet de professeur, mon cher Billerey, lui écrivait-il, en l'an xi ; il vous apprendra au moins que, malgré votre absence, je ne vous mets pas au rang des oublis. Ecrivez-moi et marquez-moi si vous êtes satisfait de votre lot. Je vous embrasse » (4).

Le jeune professeur avait de suite passé sa thèse (5) et était revenu à Grenoble, où la fortune lui avait immédiatement souri. Il était tout indiqué pour figurer dans la nouvelle Ecole de 1807, comme il l'avait fait dans celle de 1802. Un des premiers il s'était fait connaître par plusieurs opé-

(1) *Consultation*, par Chanoine, Desconteau, Silvy et Fournier, O. 3736.

(2) *Bilon* : *Aperçu sur l'ensemble de la médecine*.

(3) A. Rey : *Eloge de Billerey*, prononcé devant la Société de Médecine et de Pharmacie, 1865.

(4) A. Rey : *Loc cit.*

(5) *Série de propositions sur l'épidémie catarrhale qui a régné à Paris pendant l'hiver de l'an xi*, par François Billerey. Cette thèse est dédiée à la mémoire de Bichat et au père de l'auteur, Guillaume Billerey, ainsi qu'à Berard-Trousset.

rations d'*empyème* ; il avait le premier tenté des injections dans la plèvre et avait même imaginé un instrument pour prévenir l'introduction de l'air dans la cavité pleurale (1).

Son attention avait sans doute été portée sur les affections thoraciques, par son maître, Troussel, médecin distingué, qu'on est étonné de ne pas voir parmi les professeurs de l'Ecole de 1806, comme il avait été de celle de 1802. Troussel est, en effet, l'auteur d'un bon mémoire sur l'*hydrothorax* (2). Il annonce, dans ce traité, la publication d'une histoire des maladies qui ont régné à Grenoble pendant les années VIII, IX, X, XI, XII et XIII ; mais cet ouvrage ne semble pas avoir vu le jour. Troussel était, d'ailleurs, d'une faible santé et ne pouvait sans doute pas fournir de longs et fréquents travaux. Il a signalé, pour l'an XI, l'alternance de la rougeole et d'un catarrhe épidémique du poumon, des fosses nasales et de la conjonctive, épidémie sans doute de rougeole frustre, qui était connue sous le nom d'*égyptienne*, par une allusion erronée à l'ophtalmie d'Egypte.

Nous n'avons plus à parler de *Villars* qui, avant de partir pour Strasbourg, a publié à Grenoble une série d'observations faites à l'aide du microscope (3) et je ne puis mentionner ici les nombreuses autres publications qu'il a faites sur les sujets les plus divers (4).

II

Ce qui frappe dans l'organisation de la nouvelle Ecole, c'est son annexion totale à l'Hôpital : il n'y a pas d'Ecole ; il n'y a qu'un Hôpital où l'on fait des cours. L'Administration avait, avant tout, voulu assurer le service médical, qui s'était compliqué par la réunion des malades civils et militaires. L'Hôpital devient un véritable corps enseignant, car il est spécifié que les professeurs de l'Ecole sont en même temps attachés comme médecins et chirurgiens au service de ses malades.

(1) Armand Rey : *Loc cit.*

(2) *Mémoire sur l'Hydrothorax*, par M. Troussel, docteur en médecine et en chirurgie, de la ci-devant Faculté de Montpellier ; ex-médecin des Hôpitaux civil et militaire d'Aigues-Mortes, de l'Hôpital militaire de Grenoble ; ancien professeur de physique et de chimie ; actuellement médecin de l'Hospice civil de la commune de Grenoble et du Lycée ; inspecteur des eaux minérales du département de l'Isère ; professeur de médecine clinique et de chimie médicale ; membre de la Société des sciences et arts, de celles d'Agriculture et de Médecine ; correspondant de la Société de Médecine du Gard, de la Société de Médecine pratique de Lyon, Montpellier. — Montpellier, à l'imprimerie J.-G. Tournel, 1806. Bibliothèque, X, 19.

(3) *Observations microscopiques diverses*, par Villars. — Grenoble, Allier, an XII (1804), in 8°.

(4) On trouvera la liste complète de ces publications dans une *Notice bibliographique* des ouvrages de Villars, par H. Gariel. U. 3291.

En 1808, c'est une lettre écrite par Gagnon qui, au nom du conseil d'administration de l'Hospice, convoque à une réunion pour la distribution des prix. Voici cette lettre, adressée au maire Renaudon :

Humanité.

HOSPICE CIVIL DE GRENOBLE

Bienfaisance.

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous prévenir que M. le Préfet du département fera, demain jeudi, 24 courant, à 4 heures après midi, dans une salle de l'Hospice militaire, la distribution des prix des *cours de médecine et de chirurgie*, établis à Grenoble par décret impérial du 10 novembre 1806. Nous vous invitons à vouloir bien honorer cette cérémonie de votre présence.

GAGNON.

L'année suivante (1809), le maire ayant écrit à Bilon fils, *secrétaire des Cours de Médecine institués à Grenoble*, pour lui demander la remise des frais d'inscription en faveur du fils de Liotard, ce professeur répond « que l'Administration de l'Hospice a seule le droit de décharger des inscriptions. »

Il est juste de reconnaître que c'est l'Hôpital qui fait tous les frais : le conseil d'administration avait, dès 1807, fixé le traitement des médecins à 300 fr. et leur indemnité comme professeur à 250 fr., soit 550 fr. (1); les chirurgiens ne recevaient que 450 fr. La somme nécessaire devait être prise, jusqu'à concurrence de 1.200 fr., sur les revenus de l'Hôpital et le surplus sur le produit des inscriptions.

Mais tout compte fait, les recettes du produit des inscriptions dépassaient les dépenses, ainsi qu'il résulte du tableau suivant (2) :

Années.	Honoraires des Professeurs et frais de cours.	Produit des inscriptions prises par les élèves.
1807	1.249,12	400
1808	1.507,16	1.750
1809	1.465,96	2.575
1810	2.203,74	3.375
1811	2.876,50	2.725
1812	1.609,50	4.150
1813	1.124,55	2.850
1814	1.051,50	1.225
1815	» »	250
Total..	13.087,83	19.300

Bénéfice : 6.212 fr. 17

L'Ecole était prospère, ou du moins les cours étaient suivis, car « les guerres de l'empire employaient beaucoup de chirurgiens qui ve-

(1) Archives de l'Hôpital, EE, 2.

(2) Archives de l'Hôpital, EE, 2.

naient prendre chez nous les connaissances nécessaires pour entrer dans cette carrière, alors très courue » (1). Après de rapides études à l'Ecole, les jeunes gens désireux d'être employés au service des armées passaient un examen à la mairie. Voici l'une des lettres de convocation (2) :

DÉPARTEMENT
DE LA GUERRE

Paris, le

Les inspecteurs généraux du service de santé militaire,

A Monsieur le Maire de Grenoble,

Son Excellence le Ministre-Directeur de l'administration de la guerre, Monsieur, nous a renvoyé la demande que lui a faite le sieur d'être employé au service de santé des armées. Comme, avant que cette demande soit prise en considération, nous devons nous assurer de la capacité de ce chirurgien, nous vous prions de lui indiquer le jour auquel vous jugerez à propos qu'il se rende à la municipalité, pour y résoudre, sous votre surveillance, les questions de chirurgie ci-jointes.

Vous voudrez bien, Monsieur, n'ouvrir ces questions que ce jour là, en sa présence et au moment où il s'occupera d'en donner la solution. Il devra le faire sans désemparer, dans un lieu écarté de toute communication, sans le secours d'aucun livre et d'aucun manuscrit. Ces précautions prises, nous vous invitons à lui accorder un temps suffisant, trois heures par exemple, pour qu'il puisse méditer ses réponses et en faire, s'il était besoin, une copie lisible et correcte.

Il faut que le sieur remplisse deux feuilles de renseignements, suivant les indications marginales et qu'il les signe; il faut aussi qu'il produise son acte de naissance et la preuve qu'il a satisfait aux lois relatives à la conscription.

Ayez la complaisance, Monsieur, de nous adresser, sous le couvert de son Excellence le Ministre-Directeur de l'administration de la guerre, les réponses du sieur et les pièces qui lui sont demandées.

Nous avons l'honneur de vous saluer.

PARMENTIER.

DESGENETTES.

On trouve aux-archives 70 de ces pièces, toutes nominatives de 1807 à 1813. On en trouve une dizaine pour les pharmaciens.

La présence à Grenoble de tous ces jeunes élèves chirurgiens, qui allaient jouer un rôle dans l'épopée napoléonienne, la lecture du bulletin des batailles, les récits de blessures, colportés de bouche en bouche, avaient rendu populaire tout ce qui touchait à la chirurgie et à la médecine; aussi les cours étaient-ils suivis, non seulement par les élèves chirurgiens et par les aspirants officiers de santé civils, mais aussi par des personnes de la ville (3) : la salle des leçons ne pouvait contenir tous les auditeurs qui se présentaient. Parmi les élèves de cette époque, on distinguait un jeune homme dont l'avenir fut brusquement brisé, André Mazet, né à Grenoble en 1793, mort à Lisbonne en 1821, victime de la

(1) A. Rey : *Eloge de Billerey*.

(2) Archives municipales, 9, F.

(3) Armand Rey : *Eloge de Billerey*.

fièvre jaune, que le gouvernement l'avait envoyer étudier et combattre avec Pariset, François, Rochoux et Bailly (de Beaurepaire).

Pendant ce temps s'organisait l'Université de France et se réalisait le plan proposé par Fourcroy en 1806. « En se proposant d'établir sous le nom d'Université impériale, avait dit le rapporteur, un grand corps qui, sous plusieurs rapports, pourra être comparé à l'ancienne Université de Paris, le gouvernement entend le constituer sur un plan plus vaste. Il veut faire marcher également, dans tout l'empire, les diverses parties de l'instruction Il la veut soumise à l'influence générale d'une même administration, maintenue par une surveillance continuelle, préservée par le règlement de la manie des innovations et des systèmes » (1).

L'Académie de Grenoble prenait naissance et comprenait l'Isère, les Hautes-Alpes et la Drôme. L'Ecole de Droit devenait Faculté ; une Faculté des Lettres, une Faculté des Sciences étaient créées et, alors qu'il était spécifié que chaque Académie comprendrait (2) : 1° les facultés pour les sciences approfondies et la collection des grades ; 2° les lycées ; 3° les collèges, les écoles secondaires communales ; 4° les institutions ou écoles tenues par des instituteurs particuliers ; 5° les pensions, pensionnats, appartenant à des maîtres particuliers ; 6° les petites écoles, les écoles primaires ; alors que le réseau universitaire faisait aux organismes les plus minuscules l'honneur de les saisir, la médecine, sans y gagner les avantages de l'indépendance, n'était même pas, à Grenoble, sur le même pied que les écoles primaires. Elle ne faisait même pas partie de l'enseignement public !

Ce ne fut pas sans dépit que les médecins, qui se sentaient aptes à l'enseignement et qui avaient fait leurs preuves, virent se construire au-dessus de leur tête cet immense mécanisme universitaire. Ce fut sans doute un des motifs qui déterminèrent les membres de la *Société de Santé*, encore

(1) Décret du 17 septembre 1808. TITRE II, ART. 2. — A dater du 1^{er} janvier 1809, l'enseignement public, dans tout l'Empire, sera confié exclusivement à l'Université.

18 octobre 1808. TITRE I. — Il sera procédé à l'organisation de trente-deux Académies.

TITRE IV. — ART. 73. — L'Académie du ressort de la Cour d'appel de Grenoble aura son siège à Grenoble.

ART. 74. — Il n'y aura point de Faculté de théologie.

ART. 75. — L'Ecole de droit de Grenoble sera la Faculté de droit. Le directeur prendra le titre de doyen.

ART. 76. — Il n'y aura point de Faculté de médecine.

ART. 77. — Les Facultés des sciences et des lettres seront formées près du Lycée de Grenoble.

(2) Décret du 17 mars 1808, portant organisation.

sous le coup de l'insuccès de leur ancienne Ecole de 1802, et naturellement jaloux de la petite chaire mise à la disposition des nouveaux professeurs des *Cours de médecine et de chirurgie*, à ouvrir, cette fois à profusion, des cours publics. « En 1809, dit Armand Rey, la Société de Santé fut transformée en une espèce d'enseignement libre, où chaque médecin eut une chaire à son gré ; mais les professeurs improvisés, n'ayant écouté que leur ambition, trouvèrent leurs aptitudes en défaut et cet essai malheureux dura quelques mois à peine (1) ».

Un seul professeur de l'Ecole de Médecine entra dans l'Université comme professeur de physique et de chimie à la Faculté des Sciences, ce fut *Bilon* fils (François-Marie-Hippolyte). Il remplissait, en outre, à la Faculté des Sciences, les fonctions de secrétaire.

III

Si Napoléon ne se montrait pas favorable à l'enseignement de la médecine et de la pharmacie à Grenoble, il se rattrapait au moins par une distribution inattendue de médicaments : tandis que nous demandions à faire des médecins et des pharmaciens, l'empereur envoie à Grenoble... du quinquina.

Le lyrisme du maire Renaudon ne pouvait manquer d'éclater en des circonstances aussi touchantes et les murs de Grenoble furent couverts de l'affiche suivante :

Nouveau bienfait de Sa Majesté l'Empereur et Roi (2).

Le Maire de la ville de Grenoble s'empresse d'annoncer aux habitants de cette commune un nouveau trait de la bienfaisance paternelle dont sa Majesté l'Empereur et Roi vient de les honorer.

Son attention et ses soins paternels, constamment occupés de la gloire et de la prospérité de l'Empire, embrassant tout ce qui tient au bonheur et à l'avantage de ses sujets, se sont portés sur les moyens de leur assurer des secours nécessaires à leur santé et de leur procurer abondamment le spécifique le plus précieux, dont les circonstances les avaient privés, contre des maladies graves qui renouvellent chaque année leurs ravages dans la plupart de nos provinces.

La lettre suivante, que M. le Maire vient de recevoir de S. Ex. le Ministre de l'intérieur, comte de l'Empire, nous dispense de toute réflexion. Un bienfait si utile et si important, sans ajouter à notre reconnaissance, à notre zèle et à notre dévouement, ne peut que les entretenir.

RENAUDON, maire.

Copie de la lettre de S. Ex. le Ministre de l'intérieur, comte de l'Empire,

A Monsieur le Maire de Grenoble,

Paris, le 3 janvier 1809.

Monsieur le Maire, je m'empresse de vous informer que Sa Majesté a

(1) A. Rey : *Eloge de Billerey*.

(2) *Archives municipales*, 5, J, 1.

ordonné la distribution de 150 quintaux kilogrammes de quinquina à ses quarante deux bonnes villes et que la vôtre est comprise dans ce bienfait pour 150 kilog. (environ) ou 300 livres.

Il m'est agréable d'avoir à vous annoncer que la volonté de Sa Majesté est que les maires et adjoints, les membres des conseils municipaux et les citoyens des quarante deux bonnes villes qui ont part à cette distribution, voient dans ce souvenir un témoignage de la satisfaction et de l'amour que leur porte le Souverain.

Vous employerez les moyens nécessaires pour donner à cet acte, d'une bienfaisance si attentive et si touchante, la publicité convenable ; chacun, dans de pareils soins, reconnaîtra la sollicitude d'un père pour son heureuse famille.

Je vous adresserai ultérieurement une instruction sur le mode qu'il conviendra de suivre pour la distribution et l'emploi du quinquina.

Recevez, monsieur le Maire, l'assurance de ma sincère amitié.

Signé : CRETET.

Malheureusement l'impartiale histoire a le regret de rapprocher de cette assez plate effusion, le rapport beaucoup moins enthousiaste des spécialistes chargés de recevoir le précieux cadeau.

Voici le procès-verbal de l'ouverture des caisses et de leur vérification, à la date du 16 août 1810 :

Du seize août mil huit cent dix, Monsieur le Maire de Grenoble ayant fait appeler auprès de lui Messieurs *Gagnon*, docteur en médecine, Etienne *Breton* et Joseph-Amédée *Plana*, tous deux pharmaciens jurés de la ville de Grenoble, afin de procéder à l'ouverture et à l'examen de quatre collis, soit deux caisses et deux surons kina ; les susdits experts ont procédé en faisant ouvrir devant eux d'abord le suron sous le n° 47. Ils ont trouvé qu'il contenait du kina jaune, *loxa peruviana*, de très médiocre qualité. Successivement, on a ouvert le suron numéroté 108, contenant également du kina jaune, *jaune Calisaya* ; ce kina était d'une qualité inférieure au précédent. De suite on a ouvert la caisse cotée 312, contenant du kina tirant sur le rouge à la partie extérieure, d'un jaune gris à la partie intérieure de chaque écorce, connu, dans l'envoi, sous le nom de *kina nova*. Ce kina, légèrement amer, est d'une qualité bien inférieure au kina rouge du commerce ; enfin, le quatrième collis, sous le numéro 313, contient un mélange de kina gris et de rouge pâle, étiqueté, dans la lettre d'envoi *rouge peruviana*. Dans cette caisse on a trouvé quelques écorces qui avaient encore le byssus, mais en petite quantité ; le reste était privé, non seulement de byssus, mais presque de l'écorce extérieure, présentant, dans la cassure, toutes les marques de la vétusté, soit par la poussière qu'il répandait en le cassant, soit par défaut du coup-d'œil résineux qu'il doit présenter lorsqu'il est frais. En général, les pharmaciens susdits pensent que ce kina peut être utile étant employé en décoction sur les parties externes du corps, soit pour prévenir ou arrêter les progrès de la gangrène ; mais ils n'oseraient, dans leurs pharmacies, l'administrer intérieurement pour guérir les fièvres intermittentes et surtout la fièvre pernicieuse.

Fait à Grenoble, les jour, mois et an que dessus.

Signé : GAGNON, PLANA, BRETON, RENAULDON, maire.

Cette anecdote ne touche que d'assez loin à l'art de guérir ; elle méritait, du moins, de figurer à titre documentaire, dans une histoire de la médecine à Grenoble.

IV

Silvy et Billerey étaient les deux professeurs des *Cours de médecine* alors le plus en vue :

Silvy fait de nombreuses communications aux Sociétés savantes : à la *Société des Sciences et Arts*, dont Gagnon était président et Champollion Figeac secrétaire, il fait un rapport intéressant pour nous, au point de vue rétrospectif, sur le *galactophore* du docteur Martin (le jeune), de Lyon : Les Anglais avaient imaginé, pour faciliter l'allaitement lorsque les nourrices ont le mamelon excorié, de se servir d'une véritable tétine de vache, qu'ils conservaient, entre chaque tétée, dans un vase rempli d'alcool. C'était, au demeurant, le comble de ce qu'on pouvait trouver de plus mauvais et de plus dangereux ! mais l'antisepsie était encore loin ! Silvy n'a pas de peine à montrer les inconvénients d'un procédé prétendu naturel et les avantages d'une tétine en gomme élastique.

Billerey s'occupait de questions plus universitaires, et, sur ses instances, le Recteur de l'Académie de Grenoble avait, paraît-il, rédigé, en 1812, un rapport, où il demandait la création d'une *Faculté de Médecine* à Grenoble. Il avait lui-même été chargé d'aller porter ce rapport à l'Empereur, avec *Repton* avocat, *Dumollard* député et le Dr *Eymeri*, chirurgien-major de la garde (1). « Rien ne prouve mieux, dit A. Rey, qui rapporte le fait, l'influence considérable qu'exerçait Billerey à Grenoble (2). Billerey, dans un rapport officiel (3) raconte lui-même, en 1831, qu'il avait été sérieusement question, en 1812, de créer une Faculté de Médecine dans notre ville. A défaut de Faculté, on se fut contenté de la réalisation d'un autre projet qui avorta, lui aussi : il affirme également « tenir d'un chef de division au ministère de l'instruction publique, qu'à cette époque (1812), l'Empereur avait pris la détermination de convertir en *Ecoles secondaires de Médecine* qui devaient faire partie de l'Université, 18 des *Cours pratiques* créés dans les Hôpitaux, et que sur la liste dressée, Grenoble occupait le troisième rang » (4). Mais les événements de 1813 et de 1814 avaient empêché de donner suite à ce projet.

Les deux dernières années de l'Empire ne sont guères favorables aux

(1) A. Rey : *Eloge de Billerey*.

(2) J'ai vainement cherché les traces de ce rapport, soit dans les archives de l'Académie, soit dans celles de la Préfecture ; néanmoins, les affirmations de Billerey et de A. Rey ne laissent pas de doute sur l'authenticité du fait.

(3) Billerey : *Rapport à M. le Préfet*, 1831.

(4) Billerey : *Rapport à M. le Préfet*, 1831.

études sérieuses. Les cinq professeurs de l'Ecole de Médecine ne font plus de cours : ils se bornent, pendant la seule année 1814, à soigner, avec leurs élèves, environ 1.400 malades ou blessés (1). Le nombre des élèves employés à l'Hôpital est encore de 30 (2), mais, comme on ne fait plus de cours, « le conseil d'administration décide qu'on rendra les inscriptions payées, ou qu'elles serviront pour l'année suivante » (3), mesure fort honnête, sans doute, mais peu brillante, et qui montre dans quel désarroi était l'Ecole de Grenoble, comme la France entière d'ailleurs.

Enfin, le 17 février 1815, au moment même où l'Empereur débarque à l'île d'Elbe, où nous pourrions voir près de lui un jeune chirurgien qui jouera plus tard un rôle à Grenoble, *Camille Leroy*, Louis XVIII nous fait entrevoir un horizon nouveau : « Nous avons mûrement examiné les institutions que nous nous proposons de réformer, dit le roi à peine revenu de l'étranger, et il nous a paru que le régime d'une autorité unique et absolue était incompatible avec nos intentions paternelles et avec l'esprit libéral de notre gouvernement ». En conséquence, l'Université impériale est supprimée (4). L'Académie de Grenoble devient l'*Université de Grenoble* et elle comprendra les départements de l'Isère, du Mont-Blanc des Hautes-Alpes, de la Drôme et du Rhône.

La nouvelle Université de notre ville ne fut pas de longue durée ; elle vécut *quarante et un jours*. Grenoble avait ouvert ses portes à l'Empereur qui, le 30 mars 1815, rétablissait son Université dans l'état où il l'avait laissée (5). Cette fois ce fut définitif : l'Université ne devait plus suivre la fortune de son fondateur, car, après les cent jours, Louis XVIII a renoncé à toucher à son organisation (6). Bien plus, Grenoble, qui, ne méritait certes pas les bonnes grâces de la Restauration, vit sa Faculté des Lettres supprimée (7).

(1) A. Rey : *Eloge de Billerey*.

(2) *Archives de l'Hôpital*, EE, 2.

(3) *Archives de l'Hôpital*, EE, 2.

(4) Ordonnance du 17 février 1815 :

ART. 1^{er}. — Les arrondissements formés sous le nom d'*Académies* par le décret du 17 mars 1808 sont réduits à dix-sept. Ils prendront le titre d'*Universités*. Les Universités porteront le nom du chef-lieu assigné à chacune d'elles.

(5) Décret du 30 mars 1815 :

ART. 1^{er}. — L'ordonnance du 17 février 1815, portant règlement sur l'instruction publique, est annulée.

ART. 3. — L'Université impériale est rétablie telle qu'elle était organisée par notre décret du 17 mars 1808.

(6) Ordonnance du 15 août 1815 :

ART. 1^{er}. — L'ordonnance des Académies est provisoirement maintenue.

(7) Le décret du 18 janvier 1806, qui supprimait la Faculté des lettres de Grenoble portait le même coup à celles d'Amiens, de Bordeaux, de Bourges, de

Les personnages qui s'étaient compromis pendant les Cent-jours ne furent pas, bien entendu, ménagés : Bilon fils qui, pendant cette période, était membre du bureau de la Fédération dauphinoise, fut suspendu de ses fonctions de professeur à la Faculté des Sciences comme à l'Ecole de Médecine, et consigné aux portes de la ville (1).

La vie médicale se ralentit d'ailleurs à Grenoble depuis qu'on ne s'y prépare plus à la chirurgie des champs de bataille ; la ville est en outre endettée : un sieur *Berger* (Sébastien), ancien chirurgien-major, écrit au maire pour lui demander une place de médecin *nécrologiste* (2). Il fait valoir le danger des inhumations précipitées, la fréquence des crimes méconnus et se recommande de son beau-frère Clappier de l'Isle, fourrier de la garde à cheval et juge de paix du canton de Vif ; mais le maire répond que la ville a trop de paiements arriérés pour s'occuper d'un nouvel établissement et engage le postulant à s'adresser au préfet.

Héraut continue néanmoins à faire son cours d'accouchement jusqu'en 1818, époque à laquelle la Maternité est transportée à l'asile Saint-Robert, que le département aménageait depuis 1812, pour y entasser aliénés, mendiants et vénériens, dans l'ancien monastère de Guigues-le-Vieux, acheté pour la somme de 45.000 fr.

Silvy fait encore paraître quelques publications : il signe avec *Chanoine*, *Comte*, *Bouteille* et *Plana*, pharmacien, un mémoire assez intéressant adressé au comte de Montlivault, préfet du département (3), sur une épidémie d'ergotisme qui sévit dans les environs de Beaurepaire. A part l'erreur qui fait attribuer, par les auteurs, l'altération du seigle à un *insecte*, c'est là un document intéressant, qui nous renseigne sur l'état précaire de la culture à cette triste époque, dans une contrée aujourd'hui si riche.

Un praticien de Grenoble, du nom de *Frier*, médecin des épidémies, publie un petit mémoire, sans grande valeur, sur l'efficacité des eaux minérales de La Motte ; enfin les *Cours de médecine et de chirurgie* sont encore faits, avec peu de régularité, par les quatre médecins seulement composant le personnel de l'Ecole ; les élèves sont d'ailleurs peu nombreux.

Seul un médecin attire à ce moment sur lui l'attention générale : c'est le Dr *Renaud* (de Voiron), établi à Grenoble depuis 1810, époque à laquelle

Cahors, de Clermont, de Douai, de Limoges, de Lyon, de Montpellier, de Nancy, de Nîmes, d'Orléans, de Pau, de Poitiers, de Rennes, de Rouen ; il supprimait en même temps la Faculté des sciences de Besançon, de Lyon et de Metz.

(1) Albin Gras : *Grenoble en 1814 et en 1815*.

(2) *Archives municipales*, 5, J. 1.

(3) *Journal politique et départemental de l'Isère*, oct. et nov. 1816.

il avait quitté l'armée. Le 20 avril 1817, il ouvre un cours particulier de médecine à l'usage des gens du monde et obtint, dit A. Rey (1), « un véritable triomphe ». Il fit plus tard un cours de *médecine judiciaire* très suivi par les avocats, les étudiants en droit et les magistrats. Praticien très occupé, « distingué, élégant, soigné, de belle prestance » (2), il fait, à certain moment, grand bruit : l'histoire d'un *homme à la fourchette* lui valut un immense succès de curiosité. Un bateleur de Romans avait avalé une fourchette, qui s'était logée dans le cœcum. Renaud alla l'opérer, ouvrit le cœcum, retira la fourchette, ne fit ni suture, ni ligature et dix jours après le bateleur venait à pieds, de Romans à Grenoble, remercier son sauveur et répandre sa renommée dans toute la ville. L'existence d'adhérences qui avaient permis d'ouvrir l'intestin sans danger, avait sauvé l'opéré des dangers d'une opération hardie à cette époque, où l'antiseptie n'était point soupçonnée. Mais la célébrité de l'opérateur ne fut pas de longue durée et ce praticien remarquable mourut jeune et pauvre.

Les *Cours de médecine et de chirurgie*, à qui la guerre avait fourni pendant l'Empire une clientèle suffisante, n'avaient plus leur raison d'être à Grenoble. Il était temps que l'Université nous ouvrît enfin les bras.

CHAPITRE IX

(1820-1844)

- I. Ordonnance générale qui autorise la transformation des *Cours de médecine et de chirurgie* en *Ecoles secondaires* et leur rattachement à l'Université. — Les Cours de Grenoble sont transformés en *Ecole secondaire de médecine*. — Règlement général. — Silvy Directeur de l'Ecole. — Organisation des cours. — Adresse de remerciements au Recteur. — Fournier secrétaire de l'Ecole. — Séance d'ouverture.
- II. Etat précaire de l'enseignement. — Suppression de la Faculté de droit. — Les cours de l'Ecole de médecine interrompus. — Exposé des doléances des professeurs relativement à l'organisation de l'Ecole. — Appel aux administrateurs de l'Hôpital. — L'Ecole est plus que jamais annexée en réalité à l'Hôpital. — Création d'un chef des travaux anatomiques. — Rapport du Directeur au Maire touchant les desiderata de l'organisation des Ecoles de médecine en général et de celle de Grenoble en particulier. — Lettre des professeurs au Préfet. — Rétablissement de la Faculté de droit. — Bruit d'un remaniement des Ecoles de médecine. — Vœu des administrateurs de l'Hospice en faveur de l'Ecole.

Les droits des professeurs au service médical à l'Hôpital. — Berlioz. — Pro-

(1) A. Rey : *La chirurgie à Grenoble. Loc. cit.*

(2) A. Rey : *Loc. cit.*

position ayant pour but de confier gratuitement le service médical aux médecins de la ville, à tour de rôle. — Protestation de Billerey et de Fournier. — La Commission administrative et son intervention dans les affaires de l'Ecole. — Démission de Silvy — Billerey nommé Directeur.

- III. Enquête d'Orfila. — Ses projets. — Améliorations à l'Ecole de médecine : Camille Leroy; Aribert-Dufresne; A. Charvet; Silvy; Chanrion; Robin; Albin Gras. — Mort de Billerey. — Robin nommé Directeur.
- IV. Le nombre d'élèves est insuffisant. — Découragement général. — Rapport de V. Cousin sur la réorganisation des Ecoles de médecine. — Ordonnances de Louis-Philippe relatives à la réorganisation des écoles secondaires en écoles préparatoires de médecine et de pharmacie. — Règlement de ces écoles. — Examens de fin d'année. — Equivalence des inscriptions.
- V. Initiative du Recteur de l'Académie de Grenoble, pour amener la réorganisation. — Mauvaises dispositions du maire Berriat. — Abnégation des professeurs de l'Ecole. — Sacrifices faits par le Conseil d'administration de l'Hospice. — Vœu gratuit de la municipalité. — Ordonnance portant création d'une Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie à Grenoble.
- VI. Quelques figures médicales de cette période : Billerey; Camille Leroy; Albin Gras; A. Charvet.

I

Déjà, le 15 août 1815, une ordonnance avait donné le nom d'*Ecoles secondaires* à quelques-uns des *Cours* de médecine et de chirurgie institués dans les hôpitaux ; mais cela n'avait rien changé à leur situation : ils avaient continué à dépendre du ministère de l'intérieur, ou, pour mieux dire, de la Commission administrative de l'Hospice dans les villes où ils existaient.

Ce n'est que le 18 mai 1820 que paraissait dans l'*Officiel* l'ordonnance suivante :

Louis, etc.....

Nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Les professeurs des *Ecoles secondaires de médecine et des cours d'instruction médicale*, institués dans les hôpitaux des différentes villes de notre Royaume, et les étudiants qui suivent ces écoles et ces Cours, sont soumis à la discipline du corps enseignant, et placés, à cet égard, sous l'autorité de notre commission de l'instruction publique.

Pour la première fois, les écoles de médecine allaient entrer dans l'Université. Enfin, le 5 juillet 1820, les *Cours de médecine* établis à Grenoble en 1806, sont convertis en *Ecole secondaire*.

A son tour, le 7 novembre 1820, la commission d'instruction publique place les écoles secondaires sous la surveillance des recteurs et des

inspecteurs d'académie, chez lesquels les élèves sont obligés de prendre leurs inscriptions (1) :

ART. 12. — Les certificats d'inscription dans les écoles secondaires ne seront valables, pour dispense d'inscription dans les Facultés, que s'ils ont été visés par le Recteur.

ART. 20. — Les écoles secondaires de médecine, qui n'ont point de chef reconnu et établi par les règlements, présenteront au Recteur de leur académie, deux de leurs Professeurs; le Recteur adressera cette présentation, avec son avis, au conseil royal, qui désignera celui qui doit remplir les fonctions de chef.

ART. 21. — Les chefs des Ecoles secondaires prendront le titre de Directeur. Ils exerceront, chacun près de son école, les fonctions que les doyens exercent près des facultés.

ART. 22. — Les Professeurs des écoles secondaires de médecine légalement établies sont officiers de l'Université et peuvent en porter la décoration comme les Professeurs des facultés et les Professeurs de première classe des collèges royaux; néanmoins, dans les cérémonies publiques, ils ne porteront que la robe de docteur, c'est-à-dire la robe de laine noire à revers de soie nacarat.

ART. 23. — Le présent arrêté sera adressé aux Recteurs et notifié immédiatement par chacun d'eux aux écoles de son ressort. Il devra être en pleine exécution dans chaque école, un mois après sa notification.

ART. 24. — Dans les quinze jours qui suivront le terme exprimé à l'article précédent, le Recteur rendra compte au conseil royal de l'état où en sont les choses et si, quelque école secondaire, à moins de motifs jugés valables par le conseil, ne s'était point conformée aux dispositions contenues dans le présent arrêté, les certificats d'études faits dans cette école ne seraient plus admis pour dispenser d'inscriptions dans les facultés.

ART. 25. — Il en sera de même des écoles secondaires actuellement existantes, où les six cours prescrits par les arrêtés rendus en 1808 par le ministre de l'intérieur n'auraient pas été établis ou, ayant cessé d'avoir lieu, ne seraient pas rétablis dans l'espace de six mois à compter de la publication du présent arrêté.

ART. 26. — Le présent arrêté sera adressé à S. Exc. le ministre de l'intérieur, avec prière d'étendre les deux articles précédents et l'article 12 ci-dessus aux admissions devant les jurys médicaux.

ART. 27. — Les dispositions du présent arrêté, qui sont relatives aux élèves, seront applicables à ceux de ces jeunes gens qui étudient dans les facultés de médecine avec le désir d'obtenir un jour le diplôme d'officier de santé.

Signé au registre :

PETITOT,
secrétaire général,

BARON CUVIER,
faisant fonctions de Président.

Ce règlement fut transmis le 23 novembre 1820 par le Recteur Sordes aux professeurs de l'Ecole secondaire de Grenoble, avec la lettre suivante (2) :

Messieurs,
J'ai l'honneur de vous adresser un exemplaire d'un arrêté, etc.....
.....
Je vous prie, Messieurs, de vouloir bien prendre de suite toutes les mesu-

(1) Arrêté du 7 novembre 1820 concernant l'enseignement et la discipline dans les Ecoles secondaires de médecine.

(2) Registre des délibérations de l'Ecole secondaire de médecine de Grenoble.

res nécessaires pour son exécution. Vous sentez trop bien l'importance d'une école, qui peut procurer de si grands avantages, pour que j'aie besoin d'exciter votre zèle. Je vous dirai seulement qu'il importe d'autant plus de mettre de l'intérêt à sa réorganisation, qu'on s'occupe en ce moment d'un projet de loi et d'un projet d'ordonnance sur les écoles de ce genre. Il sera naturel de conserver et de développer de préférence celles qui se trouveront sur un bon pied.

Agréez, je vous prie, Messieurs, l'assurance de ma parfaite considération.
AUG. SORDE.

Dès le 26 du même mois, les professeurs, réunis sur l'invitation de M. Bilon, l'un d'eux, (1) procédèrent à l'élection des deux candidats qui devront être présentés au Recteur pour remplir les fonctions de Directeur. « La majorité des suffrages se porta d'abord sur M. Silvy et ensuite sur M. Bilon. »

Les professeurs arrêtent, en outre : « 1° Que l'ouverture solennelle de la reprise des cours, qui se professent depuis plus de vingt ans à l'Hôpital de Grenoble, aura lieu le 11 décembre.

« 2° Que l'ordre suivant lequel les différents cours seront faits, sera réglé ainsi qu'il suit :

Anatomie : M. FOURNIER ;

Physiologie : M. BILON ;

Pathologie chirurgicale : M. SILVY ;

Cours de (mot en blanc) : M. BILLEREY ;

Cours de clinique interne et externe, par les professeurs en exercice, à l'issue de leur visite » ;

3° Il est décidé, dans la même séance : « Qu'une lettre sera écrite à M. le Recteur pour le remercier de la communication qui a été faite aux professeurs par sa missive du 23 novembre dernier, lui témoigner combien les professeurs attachent de prix aux liens qui vont les unir à l'Université de France, et particulièrement à son estimable Chef et lui assurer qu'ils ne négligeront rien pour justifier les espérances du gouvernement et mériter son approbation ».

Peu de jours après, le Recteur envoyait à Silvy sa nomination de chef de l'Ecole avec la lettre suivante :

Le Recteur de l'Académie de Grenoble
à Monsieur le Doyen de l'Ecole secondaire de médecine de Grenoble (2).

Monsieur,
J'ai l'honneur de vous adresser une copie du procès-verbal de la séance

(1) Registre des délibérations de l'Ecole secondaire de médecine de Grenoble.

(2) Registre des délibérations de l'Ecole.

On remarquera que le Recteur emploie dans la même lettre les mots *doyen* et *chef*.

du conseil royal de l'instruction publique du 26 décembre dernier, portant votre nomination à la place de chef de l'Ecole secondaire de médecine de Grenoble.

Agréez, je vous prie, Monsieur, la nouvelle assurance de ma parfaite considération.

AUG. SORDE.

Enfin, le 11 décembre 1820, « MM. les professeurs de l'Ecole secondaire de médecine de Grenoble, réunis dans une des salles de l'Hôpital militaire de cette ville, ont fait l'ouverture de la reprise de leurs cours, en présence de MM. les administrateurs de l'Hospice et d'un grand concours d'étudiants de l'Ecole, de docteurs en médecine et de savants distingués de toutes les classes » (1).

Après un discours de *Fournier*, professeur d'anatomie, sur l'origine, les progrès et l'utilité de cette science, M. *Bilon* donne lecture de la lettre du Recteur et du règlement du conseil de l'instruction publique ; enfin le Directeur *Silvy* termine la séance par une instruction aux élèves, et les engage « à mériter l'estime du conseil royal, à répondre à la confiance de MM. les administrateurs de l'Hospice et justifier les espérances du bien aimé Monarque qui gouverne la France » (2).

Il ne restait plus qu'à compléter l'Ecole par la nomination d'un secrétaire, « M. le Recteur ayant informé M. le *Doyen*, qu'il lui paraît convenable de désigner l'un de MM. les professeurs, pour remplir les fonctions de secrétaire de l'Ecole ». *Fournier*, dans la séance du 5 février 1821, fut nommé secrétaire.

II

Tout s'annonçait bien ; mais l'enseignement n'était pas en bonne voie à Grenoble ; notre ville avait été trop liée au retour de l'empereur, le souvenir de la conspiration de Didier était encore trop vivace, pour que nous fussions bien vus par Louis XVIII : le 2 avril 1821, la Faculté de Droit était supprimée. Or, dans une ville comme la nôtre, tous les corps enseignants sont plus ou moins solidaires (3). Plusieurs circonstances

(1) Parmi les étudiants de l'Ecole, à cette époque, on doit citer *Achille Comte*, qui en 1823, était reçu interne à Paris et devait plus tard conquérir une grande réputation comme naturaliste didactique.

(2) Registre des délibérations.

(3) Le considérant du décret qui supprime l'Ecole de Droit est ainsi libellé :

« Plusieurs étudiants de la Faculté de Droit de Grenoble ont constamment figuré dans les troubles dont cette ville a été agitée à diverses époques ; en dernier lieu, un grand nombre ont fait partie des attroupements qui ont arboré des signes de rébellion ».

diverses concoururent sans doute à arrêter l'essor de l'Ecole. La plus importante et la plus *humaine* était l'absence de traitement fixe pour les professeurs. Toujours est-il qu'en 1822 le Recteur dut inviter les professeurs de l'Ecole à *reprendre leurs cours*. Le 14 avril 1822 (1), « les professeurs de l'Ecole secondaire de médecine, réunis chez l'un d'eux, à l'effet de délibérer sur la proposition qui leur a été faite par M. le Recteur de reprendre les cours de l'Ecole, qui n'avaient été interrompus que par suite de quelques circonstances particulières qui n'existent plus, ont unanimement délibéré de présenter à M. le Recteur le mémoire suivant » :

.

« Depuis quelque temps, diverses causes ont découragé les professeurs, éloigné les élèves et fait languir les cours ; et même il ne se fait plus, en ce moment, qu'un enseignement clinique. Toute fois les principales de ces causes ont cessé d'exister ; les professeurs, les élèves, les administrations civiles et celle de l'Hôpital désirent vivement que l'établissement reprenne toute son activité, et, pour arriver à ce but, il ne faut qu'un concours de moyens peu difficiles à réunir et dont le succès serait assuré.

« Jusqu'ici le salaire des professeurs n'a été qu'*éventuel*, puisqu'il n'est fondé que sur les inscriptions des élèves. Or, il serait d'abord nécessaire qu'ils eussent un traitement fixe, qui, quelque modique qu'il fut, suffirait pour soutenir leur zèle, encourager leur travail et répondre de leur exactitude.

« Il est juste, en second lieu, que la ville de Grenoble et le département de l'Isère, qui doivent en retirer les premiers avantages, votent, à ce titre et pour cet objet, une somme annuelle, qui ne serait qu'un article bien faible de leur budget.

« D'une autre part, l'administration de l'Hospice fournirait, comme elle l'a fait jusqu'ici, aux dépenses de localités, aux frais de dissection, aux achats d'instruments, ce dont elle est d'ailleurs bien dédommagée par la certitude d'avoir toujours un nombre d'élèves suffisant pour faire les pansements, suivre les visites et monter les gardes, tant dans l'Hôpital militaire qu'à l'Hôpital civil ».

L'administration de l'Hôpital s'exécuta de bonne grâce ; elle comprenait évidemment qu'il était de son intérêt d'avoir des élèves ; elle tenait aussi à garder la haute main sur l'Ecole qui, même depuis son entrée dans l'Université, n'en demeurait pas moins sa vassale. Une délibération du

(.) Registre des délibérations.

conseil d'administration prend la résolution suivante (1) : « Relativement au rétablissement de l'enseignement médico-chirurgical, qui avait été créé pour l'Hospice de Grenoble par décret de 1806, et dont la suspension avait eu lieu par suite de divers événements, l'administration décide que, pour contribuer autant qu'il est en elle au rétablissement de cet enseignement, il sera payé, pour 1823, aux professeurs, une somme de 2.400 fr. Le produit des inscriptions auxquelles seront soumis les élèves, en conformité des règlements existants (2), appartiendra, en outre, à l'Hospice, qui en fera la perception. »

« Néanmoins, dans le cas où le produit des inscriptions excéderait la somme de 2.400 fr. à payer par l'Hospice, l'excédent tournera au profit des professeurs et sera divisé entre eux par portions égales, et cela de la même manière que les 2.400 fr. accordés. »

« Les frais d'amphithéâtre et autres, relatifs aux cours, seront acquittés par l'Hopice, sans nulle distraction sur les 2.400 fr. accordés aux professeurs ».

En somme, à peu de frais, l'Hôpital s'annexait complètement l'Ecole. La situation mal définie et par conséquent fautive de deux institutions qui doivent rester séparées et amies, mais non fusionnées, l'Ecole et l'Hôpital, apparaît clairement dans la façon dont l'Hôpital et l'Ecole font, chacun de leur côté, le procès-verbal de la séance de rentrée du 13 janvier 1823. Voici le procès-verbal de l'Hôpital (3) :

« Ce jourd'hui 13 janvier 1823, la *commission administrative* et le *conseil de charité* de l'Hospice civil de Grenoble se sont réunis au *lieu ordinaire des séances de l'administration*, sous la Présidence de M. le Maire de la ville, en l'absence de M. le Préfet, qui devait présider l'assemblée, mais qui ne put s'y rendre par suite d'une indisposition. Le *secrétaire général de la Préfecture*. le *Recteur de l'Académie* et Messieurs les *médecins et professeurs de l'Ecole secondaire de médecine*.

Il était temps de citer les professeurs, car on eût pu croire qu'on avait négligé de les inviter. Nos prédécesseurs ne se formalisaient pas d'ailleurs; il leur suffit de rédiger leur procès-verbal à leur façon. Le voici (4) :

Le 13 janvici 1823, à deux heures de relevée, Messieurs les *Professeurs de l'Ecole secondaire de médecine*, réunis dans la salle du bureau de l'administration de l'Hospice, ont fait l'ouverture de la reprise de leurs cours, en présence de M^{rs} l'évêque, du lieutenant général de la 7^e division, de M. le Premier Président, du Procureur général, de M. le Maire de la ville et des

(1) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

(2) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

(3) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

(4) Registre des délibérations de l'Ecole.

membres composant le conseil municipal, de M. le Maréchal de camp commandant du département de l'Isère, de MM. les intendants et sous-intendants militaires, des *administrateurs de l'Hospice civil* et du bureau de charité, du *conseil académique*, etc..... ».

Dans l'un de ces comptes rendus, il s'agit d'une simple séance du conseil d'administration ; dans l'autre, d'une séance solennelle d'ordre académique.

Peu importe, après tout : les discours du Directeur et de l'Inspecteur d'académie faisant fonction de recteur, donnèrent à la séance sa véritable couleur, et, au surplus, je n'insisterais pas sur ces détails relatifs à la situation administrative et hiérarchique des professeurs de l'Ecole secondaire, si les deux manières de comprendre le procès-verbal d'une même séance n'avaient pas pour conséquences, selon qu'on adoptera l'une ou l'autre, de faire de l'Ecole une *Ecole d'enseignement supérieur* dans le premier cas, et dans le second, une simple *Ecole professionnelle*.

Quel que soit, pour le moment, le caractère assez ambigu de l'Ecole, son Directeur Silvy fait tous ses efforts pour développer l'enseignement.

Dans la réunion des professeurs du 3 février 1823 (1), « le Directeur appelle l'attention de ses collègues, sur la nécessité d'adjoindre au professeur d'anatomie un docteur en médecine de cette ville, avec le titre de *chef des travaux anatomiques*, dans le but de diriger les dissections, de faire des répétitions d'anatomie aux élèves ». « MM. les professeurs ont unanimement désigné pour occuper la place de *chef des travaux anatomiques*, M. Joseph Gérard, docteur en médecine, voulant, par cette nomination, lui donner un témoignage de l'estime qu'ils ont pour ses connaissances et pour la manière honorable dont il exerce la médecine ». « M. le Recteur approuve cette nomination, qui est dans l'intérêt de l'Ecole secondaire et conforme aux règlements de l'Université de France ».

Il était, depuis quelque temps, question de *réorganiser* certaines Ecoles secondaires ; mais ces projets ne se réalisaient pas et la situation financière de l'Ecole de Grenoble était toujours peu brillante.

Silvy écrit en 1823 au maire de Grenoble, M. le marquis de la Vallette, député, pour lui demander de faire voter quelques subsides à l'Ecole sur le budget de 1824. De son côté, la commission administrative de l'Hospice émet le vœu de voir remettre en activité les cours d'*enseignement médico-chirurgical* de Grenoble et demande à la municipalité de voter une somme de 2.000 fr. pour les professeurs. La ville accorde 1.500 fr. Enfin, Silvy

(1) Registre des délibérations.

adresse au marquis de la Vallette un long rapport sur l'organisation qu'il rêve pour l'Ecole secondaire :

*Le Directeur de l'Ecole secondaire de médecine de Grenoble
à Monsieur le Marquis de la Valette, député de l'Isère (1).*

Monsieur le Marquis,

..... Le projet de loi qui a été présenté aux
chambres ne me paraît pas devoir remplir le but que l'on devait se pro-
poser: j'avais toujours pensé que le gouvernement devait avoir l'intention
de *disséminer dans les écoles secondaires* les nombreux étudiants qui se
rendent en foule à Paris.....

..... Il est impossible de ne pas voir que l'on
va donner le coup de mort aux écoles secondaires, si le projet n'est pas
modifié; en effet, il est dit que les inscriptions prises dans les écoles secon-
daires ne compteront que pour moitié dans celles du premier ordre; on
double le prix des inscriptions pour les écoles secondaires et on n'aug-
mente pas celui des écoles spéciales, n'est-il pas évident que tous les étu-
dians se rendront de préférence dans l'une des trois écoles spéciales puis-
que le temps de leurs études leur sera compté intégralement et que leurs
inscriptions ne leur coûteront que cent francs par an, tandis qu'on exigerait
deux cents francs dans les secondaires. Cela est si vrai que, depuis la pré-
sentation de la loi, nos élèves se refusent à prendre leurs inscriptions, tous
se disposent à partir pour Paris ou Montpellier et que, sous peu, l'admini-
stration des hospices sera dans l'impuissance d'assurer le service médical
des malades.....

..... L'école secondaire de médecine de Grenoble croit avoir des droits à la
bienveillance du gouvernement, soit par son ancienneté, qui date de plus
de 40 ans, soit par sa position géographique, par le goût bien prononcé de
ses habitants pour l'étude des sciences physiques et naturelles, soit enfin
par les services quelle croit avoir rendus.

..... Permettez-moi, Monsieur le marquis, de vous faire part de mes idées sur
le mode qu'il conviendrait d'adopter pour l'organisation des nouvelles
écoles :

1° Affecter pour chaque école secondaire une circonscription territoriale,
comme cela était établi pour les jurys médicaux;

2° Exiger impérativement de tous les individus qui voudraient se livrer à
l'étude de l'art de guérir, *l'obligation expresse de passer les deux premières
années dans l'école secondaire du ressort de sa circonscription*;

3° Les inscriptions qu'ils seraient tenus de prendre leur seraient comptées
intégralement dans les écoles spéciales;

4° Assujettir chaque étudiant à une rétribution de cent francs par année,
laquelle sera versée intégralement dans la caisse de l'Université;

5° Le produit des réceptions d'officiers de santé et pharmaciens serait
également versé dans la même caisse;

6° Assigner à chaque Professeur un traitement dont le minimum serait de
quinze cents francs, affecter un préciput de 500 fr. au Directeur, comme
cela se pratique dans les facultés;

7° Nomination de six Professeurs dans chaque école;

8° Placer les écoles secondaires sous la surveillance et discipline des
conseils académiques;

(1) Archives municipales, 9 F.

9^e Assujettir les Professeurs à paraître dans les cérémonies publiques revêtus du costume qu'il plaira de fixer.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

Monsieur le marquis,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

SILVY.

Bien des desiderata exprimés dans cette lettre sont encore les nôtres ; entre autres celui-ci : « *On devrait disséminer dans les Ecoles secondaires les nombreux étudiants, qui se rendent en foule à Paris* ». C'est ce que demandent aujourd'hui, non seulement les Ecoles secondaires, mais encore certains professeurs de Facultés. On ne voit pas pourquoi l'inscription des élèves en médecine dans l'Ecole préparatoire de leur ressort ne ne serait pas *obligatoire* pendant les trois premières années ; munis à leur 13^e inscription d'une instruction solide, après avoir facilement et abondamment disséqué, suivies cliniques, les travaux pratiques de laboratoire, ils iraient se perfectionner dans les Facultés désormais désencombrées.

Plus tard, en 1824 (15 août), les professeurs de l'Ecole rédigent, sous l'inspiration de Silvy, un rapport au Préfet, M. de Clavières, pour lui exposer les inconvénients graves du régime administratif et financier de l'Ecole :

A Monsieur le Baron de Clavières, Préfet de l'Isère (1),

Les Professeurs de l'école secondaire de médecine établie à Grenoble ont l'honneur de vous exposer :

Par ordonnance royale du 18 mai 1820, les écoles secondaires de médecine ont été réunies à l'Université et les certificats que les étudiants y reçoivent sont valables pour dispenses d'inscriptions dans les facultés, mais ces écoles sont les seules en France, où la rétribution des Professeurs n'aye pas été fixée. Sans doute, il faut attribuer cet état de choses au défaut d'une organisation définitive depuis si longtemps désirée.

Pour prévenir le découragement qu'inspire naturellement l'absence de cette disposition et soutenir ces précieux établissements, de toutes parts, les départements où il en existe, les conseils généraux se sont empressés de voter dans leur budget annuel des sommes plus ou moins fortes, propres à indemniser les Professeurs de leurs peines et à soutenir leur zèle. Parmi une foule d'exemples, on ne citera que celui du Doubs, où les Professeurs de l'école secondaire reçoivent annuellement chacun un traitement fixe de 2.000 fr. par le moyen du vote départemental.

Ceux de l'Isère, professant à Grenoble, sont loin de jouir d'un pareil avantage ; ils n'ont, pour quatre Professeurs et deux adjoints, qu'une somme totale de 1.500 fr. due à la générosité du conseil municipal de cette ville et le produit éventuel et très faible des inscriptions qui, en 1823, ne se sont élevées qu'à 925 fr. ; total 2.425 fr. à diviser entre six, dividende peu capable de les indemniser de leurs pénibles travaux.

Les soussignés osent se promettre, par votre intervention, Monsieur le

(1) Registre des délibérations de l'Ecole.

Préfet, qu'à l'instar des autres conseils généraux des départements où il existe des écoles secondaires de médecine, celui de l'Isère, qui va s'ouvrir sous vos auspices, sentira de quelle importance est pour nos contrées l'établissement et la conservation de celle qui existe à Grenoble et que, sur votre proposition, il s'empressera de voter provisoirement et jusqu'à l'organisation générale et définitive de l'Ecole, une somme que les soussignés, guidés par un esprit de modération facile à juger, croient ne pouvoir demander au-dessous de 3.000 fr. annuellement.

.....
Signés: SILVY, FOURNIER, BILON, BILLEREY.

On voit que la situation n'était pas brillante ; cependant Grenoble semblait plus en faveur auprès de Charles X qu'auprès de Louis XVIII ; le 22 septembre 1824, la Faculté de droit supprimée en 1821 est rétablie ; d'un autre côté, on parle d'un remaniement nécessaire des Ecoles secondaires : on les supprimerait toutes et on en créerait de nouvelles. Silvy informe l'administration de l'Hospice de la nouvelle qu'il vient de recevoir (1), et termine sa lettre en disant : « Le ministre m'engage, dans l'intérêt de l'Hospice et dans celui de notre Ecole, à vous inviter, ainsi que le conseil municipal, à prendre une délibération pour demander le rétablissement de notre Ecole ; déjà M. de la Valette a conféré avec le ministre de l'intérieur, qui lui a promis de s'intéresser à celle de Grenoble ».

Le conseil d'administration s'émut, en effet, du projet de suppression de toutes les Ecoles secondaires, et, en présence de l'éventualité de la création de 20 Ecoles nouvelles, déclare « qu'il importe de mettre sous les yeux de Son Excellence les *droits qu'a cet Hospice* à réclamer une des 20 Ecoles nouvelles ». On voit que l'Hôpital était toujours le défenseur de l'Ecole, mais, en somme, *pro domo* (2).

Mais le projet de refonte des Ecoles secondaires n'eut pas de suite ; le plan présenté aux Chambres par le Gouvernement (3) fut bien accueilli par la Chambre élective, mais dénaturé par la Chambre des pairs, qui voulait une 4^e Faculté à Lyon. Dans ces conditions, le Gouvernement retira sa proposition.

On continue donc à vivre petitement ; l'Ecole est menacée dans son existence même. Le *conseil de l'Hospice* vote une somme de 2.400 fr. pour les professeurs de l'Ecole et l'on vit comme l'on peut ; le 8 septembre 1825, un arrêté préfectoral nomme Silvy (Célestin), neveu du directeur, professeur-adjoint à l'Hôpital, et chargé du cours d'anatomie et de matière

(1) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

(2) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

(3) Discours de Billerey, 1831.

médicale. *Fournier* (Bernard-Adolphe), docteur en chirurgie, est nommé à la chaire des maladies de femmes et des enfants.

En 1830, *Bilon* fils étant mort, l'Hôpital nomme aux fonctions de médecin de l'Hôpital le gendre de Duchadoz, *Berlioz*. Mais *Berlioz* n'était pas professeur à l'Ecole; or, nul ne pouvait être professeur à l'Ecole s'il n'était médecin de l'Hôpital, ni médecin de l'Hôpital s'il n'était professeur (1). *Billerey*, comme doyen des médecins de l'Hôpital, s'élève contre l'entrée de celui qu'il appelle « *un intrus* » (2), son collègue *Fournier* se joint à lui.

La réclamation était absolument légale; elle était d'autant plus opportune, que l'empiètement de l'Hôpital sur l'Ecole menaçait de l'annihiler complètement: le maire avait, en effet, l'intention, dit *Billerey* (3), de confier le service de santé de l'Hôpital, non plus aux médecins-professeurs rétribués, mais à la généralité des médecins, qui au nombre de 28, offraient de faire ce service, gratuitement, à tour de rôle. C'était retomber dans les errements du siècle dernier, à l'époque où le Père de la Charité n'étaient pas encore à Grenoble. En réalité, cela faisait une économie misérable de 1.200 fr., cela créait surtout une illégalité et risquait de compromettre l'Ecole.

Dans un discours de rentrée prononcé en 1831, *Billerey* ne manque pas l'occasion de rappeler, avec les droits de l'Ecole, les services qu'elle avait rendus malgré sa mauvaise organisation (4). « Elle a, dit-il, peuplé de médecins recommandables la ville, le département et les départements voisins. Parmi eux, le plus grand nombre y ont trouvé le complément de leurs connaissances médicales, de manière à n'avoir plus à prendre que leurs degrés dans les Facultés spéciales; d'autres y ont reçu la moitié ou les trois quarts de leur éducation médicale, sans compter un bien plus grand nombre d'officiers de santé, qui ont pris du service dans les armées ou qui pratiquent avec succès dans les campagnes ». « Ces services, ajoute-t-il, sont d'autant plus méritoires, que l'Ecole n'a jamais eu, pour se soutenir, que le zèle des professeurs, qui, loin d'être traités à l'égal de

(1) Décret de 1807: « Le service médical de l'Hospice sera confié exclusivement aux professeurs de l'Ecole ».

(2) Lettre du docteur *BILLEREY*, premier médecin et professeur de médecine-clinique à l'Hôpital civil de Grenoble, à M. le Préfet du département de l'Isère. Grenoble, 1831. O, 3717.

(3) Lettre au Préfet.

(4) Discours prononcé à l'ouverture des cours de l'Ecole secondaire de médecine de Grenoble le 7 novembre 1831, par *BILLEREY*, professeur de clinique interne, de matière médicale et de thérapeutique. O, 3714.

ceux des autres Ecoles, confiées comme elle à la sollicitude des administrations locales, n'ont jamais joui que d'une rétribution, qui ne pouvait être qu'exigüe, attendu qu'elle était prise sur le budget de l'Hospice, fourmillant d'autres besoins encore plus impérieux. Les renseignements qui nous sont parvenus d'autres Ecoles de France nous ont appris, en effet, que nulle part les professeurs n'étaient traités avec autant d'indifférence que ceux de Grenoble, car on voit que partout, on leur fixe à chacun un traitement d'au moins 1.000 fr. annuellement, payé par les votes des conseils généraux ou des conseils municipaux, tandis qu'il ne nous a jamais été alloué que quatre votes de 1.500 fr., savoir : deux par le conseil général et deux par le conseil municipal ». L'orateur revient sur la nomination illégale d'un médecin de l'Hospice, non professeur à l'Ecole : « On a introduit dans l'Hospice des médecins étrangers à l'Ecole, alors qu'il y a un droit attribué aux professeurs par le décret d'institution, qui consiste dans l'exercice exclusif du service des malades ». Mais comme il prononçait cette dernière phrase, il fut brusquement interrompu par M. Pierquin, inspecteur d'académie, qui présidait en l'absence du Recteur, et qui leva la séance ! Il est vraisemblable que l'éloge dithyrambique de l'Empereur qu'il avait fait quelques minutes avant fut au moins pour quelque chose dans la susceptibilité excessive du Président.

Billerey n'en voulait pas autrement à la commission administrative, qu'il remercie, dans ce même discours, « d'avoir donné une nouvelle vie à cette Ecole si négligée et si délaissée, en lui donnant six professeurs au lieu de cinq ». Robin vient en effet d'être nommé professeur de matière médicale (1831) ; A. Charvet enseignait l'anatomie ; Chanrion avait été nommé à la clinique externe ; enfin Sylvy neveu, déjà chirurgien à l'Hôpital, adjoint depuis deux ans, était nommé titulaire de pathologie externe.

L'Hôpital, d'ailleurs, tout en cédant sur la question de principe, qui réservait la place de médecin aux professeurs de l'Ecole, n'en continuait pas moins à tenir l'Ecole sous sa coupe : le 8 avril 1832 (1) l'administration de l'Hospice convoque, en effet, les professeurs, et leur reproche d'avoir suspendu leurs cours depuis plusieurs mois. Elle arrête : « qu'il sera tenu un registre pour constater l'absence des élèves aux cours ». Enfin, Sylvy ayant donné sa démission de Directeur, le 17 octobre 1832, c'est elle qui invita les professeurs à lui choisir un successeur. « Les professeurs (2) dit le procès-verbal de la séance du 7 décembre 1832, réunis dans une

(1) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

(2) *Registre des délibérations de l'Ecole de médecine.*

des salles de l'Ecole, il a été donné lecture d'une lettre de la commission administrative de l'Hospice, par laquelle elle invite les professeurs de l'Ecole à se réunir à l'effet de nommer, parmi eux, les deux candidats qui devront être présentés au choix du ministre de l'instruction publique, conformément à l'article 20 de l'arrêté du 7 novembre 1820, pour le remplacement de M. Silvy, Directeur de l'Ecole, dont la démission a été acceptée par décision ministérielle du 16 novembre dernier. »

..... « Au premier tour, M. *Billerey* a obtenu l'unanimité ; au second tour, M. *Chanrion* a obtenu deux suffrages ».

Signé : SILVY neveu, A. CHARVET, ROBIN, FOURNIER, BILLEREY.

Billerey fut installé par le Recteur dans ses fonctions de Directeur.

Sous la direction de Billerey, la prépondérance de l'Hospice ne se fait pas moins sentir que du temps de son prédécesseur : le conseil d'administration fixe d'ailleurs, en 1833, les honoraires collectifs des professeurs à 2.400 francs qui s'ajouteront aux 2.400 francs qui leur sont partagés comme médecins de l'Hôpital (1). C'est à lui que s'adresse le Directeur pour les achats de livres : « Je viens proposer à votre sollicitude pour notre Ecole, écrit Billerey en 1834 (2), et à l'intérêt qui vous anime pour la prospérité de cet établissement placé jusqu'à présent sous votre protection paternelle, de souscrire en faveur de cette Ecole au Traité complet de l'anatomie de l'Homme accompagné des plus belles planches qu'on ait vues jusqu'ici, du Dr Bourgerie » (3). Plus tard, en 1837, le maire écrit aux administrateurs de l'Hospice, pour leur communiquer une lettre du Dr A. Charvet, professeur d'anatomie, qui prie la commission d'acheter pour l'Ecole un mannequin du Dr Auzou. « Les Ecoles de médecine, écrit A. Charvet, qui sont pourvues de ce moyen d'instruction, sont recherchées par les élèves, de préférence à celles qui en manquent » (4).

(1) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2 (18 septembre).

(2) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

(3) Cette prépondérance de l'Hospice n'était pas spéciale à Grenoble. Le 11 juillet 1834, le Conseil d'instruction publique approuve le nouveau règlement de l'Ecole secondaire de médecine de Rouen, rédigé par la commission administrative de l'Hospice civil de cette ville.

ART. 1^{er}. — Les élèves de l'Hospice suivront exactement les cours de l'Ecole secondaire de médecine.

ART. 2. — Sera rayé de la liste des élèves celui qui quittera le service de l'Hôpital

(4) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

III

L'année 1837 est une date mémorable dans l'histoire des Ecoles de médecine : Orfila fait une grande enquête sur l'enseignement médical en France (1). Il demande, en particulier, aux administrateurs de l'Hospice de Grenoble, la liste nominative des élèves qui suivent les cours, avec une note sur leurs progrès et le nombre de leurs inscriptions (2). Ces inscriptions ont été prises par 16 élèves en 1837, par 22 en 1836 et par 35 en 1835. Il vient lui-même à Grenoble, et fait dans son rapport la constatation suivante :

Les cours sont semestriels ; j'ai assisté aux leçons de tous les Professeurs du semestre d'été.

Tous les professeurs sont attachés à l'hôpital, soit comme médecins, soit comme chirurgiens, d'où il résulte qu'ils peuvent facilement joindre l'exemple au précepte dans le cours de leurs leçons.

La chimie et la pharmacie, ainsi que l'Histoire naturelle médicale ne sont pas enseignées à l'Ecole de Grenoble. J'aurai l'honneur de proposer au conseil la création de ces deux enseignements.

L'Hôpital de Grenoble est fort riche et peut suffire à l'instruction de plus de cent élèves ; on y compte de huit à neuf cents lits et les malades civils et militaires sont à la disposition des élèves, en effet, ces deux services, à l'exception des militaires fiévreux, sont confiés aux Professeurs de l'Ecole. On vient de créer une salle d'accouchements, qui m'a paru trop petite. J'ai demandé à M. le Maire s'il ne pourrait pas obtenir qu'elle fut agrandie.

Les cadavres sont nombreux et livrés sans difficulté aux élèves, soit pour le service des dissections, soit pour celui des opérations. Si l'Ecole prospérait et qu'il fut nécessaire d'agrandir ce local, on pourrait y réunir trois fois plus d'élèves à peu de frais, et l'administration s'y prêterait volontiers.

Il existe deux beaux amphithéâtres pour les cours.

Le jardin botanique est vaste et très bien disposé.

La bibliothèque de la ville est superbe.

Les considérations générales auxquelles il se livre sont encore pleines d'actualité et sont dignes, aujourd'hui plus que jamais, d'être méditées.

« Utilité des Ecoles secondaires.

« Les jeunes gens qui se destinent à la médecine, n'étant plus dans l'obligation d'aller, fort jeunes encore, commencer leurs études dans l'une des trois Facultés, et pouvant trouver le même moyen d'instruction dans dix-huit départements du royaume, resteront sous la tutelle presque immédiate de leurs parents jusqu'à un âge où l'on peut espérer que le goût du travail se sera déjà fait sentir, et, ces élèves étant peu nombreux, ne tardent pas à être connus et peuvent être facilement surveillés par les

(1) Rapport d'Orfila sur l'état de l'enseignement médical en France (10 septembre 1837).

(2) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

maîtres. Les leçons, et surtout les démonstrations qui ne sont faites que pour un petit nombre, portent plus de fruits que celles qui s'adressent à des réunions nombreuses : aussi l'anatomie, la médecine opératoire et les accouchements, dont l'étude suppose nécessairement des dissections et des manœuvres, peuvent-elles être bien mieux étudiées dans les Ecoles que dans les Facultés, parce que les élèves étant très nombreux dans ces derniers établissements, il y a rarement assez de cadavres pour eux (1). »

« On peut et l'on doit espérer que les jeunes gens, en sortant des écoles secondaires, arriveront dans les Facultés connaissant bien l'anatomie, les opérations et les accouchements et que l'instruction qui se donne sur ce matières, dans les Facultés, ne sera plus désormais pour eux qu'une étude de perfectionnement. Plusieurs de nos chirurgiens les plus distingués avaient déjà une connaissance parfaite de ces matières à leur arrivée à Paris ; ils l'avaient puisée dans les écoles secondaires. »

« Des notions bien précises sur la clinique seront données aux étudiants, parce qu'étant peu nombreux, ils peuvent entourer, sans encombrement, le lit des malades, leur prodiguer des soins assidus et rédiger des observations. Par la même raison, l'étude de l'histoire naturelle médicale, de la chimie, de la pharmacie, et de toutes les sciences de démonstration, leur est plus facile, attendu qu'ils peuvent, sans obstacle, voir et toucher. »

.....

J'ai dit que les villes étaient intéressées aussi dans la question ; en effet, le service des hôpitaux est assuré par la présence des élèves ; l'obligation où se trouvent les professeurs et les autres médecins de se tenir constamment au courant de la science, les uns pour donner plus d'éclat à leur enseignement, les autres pour être jugés dignes de faire un jour partie de l'Ecole, est une garantie de plus en faveur de leur capacité ».

Orfila ne se dissimule pas que beaucoup d'Ecoles ne répondent pas au but qu'elles doivent poursuivre : « Dans beaucoup de localités, les sœurs s'opposent à la distribution des cadavres ; presque partout l'administration des Hospices interdit aux étudiants l'entrée des salles de la maternité ; les professeurs de clinique se bornent à dire quelques mots au lit des malades et se croient dispensés de faire une leçon régulière ; enfin, dans la plupart des écoles, on n'enseigne ni la chimie, ni la pharmacie, ni l'histoire naturelle. Enfin le traitement des professeurs est très faible. Il se compose soit du produit des inscriptions, auxquels les conseils municipaux ajoutent quelquefois une légère subvention ; soit d'une allocation

(1) Tous ces vices n'ont fait qu'augmenter depuis 1837.

votée par les conseils municipaux ou par les administrations des Hospices. A un petit nombre d'exceptions près, ces traitements ne s'élèvent pas au-dessus de 700 à 800 fr. Ils sont quelquefois au-dessous de cette somme ».

Il proposait, en conséquence, les améliorations suivantes :

« L'enseignement, dans ces Ecoles, doit être médical et pharmaceutique et il doit tendre à bien préparer les élèves, à suivre les cours des Facultés et des Ecoles spéciales de pharmacie ; dès lors, les écoles secondaires doivent porter le titre d'*Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie*.

.....
Chaque école devra avoir *neuf* cours, savoir :

1^o *Chimie et pharmacie* ;

2^o *Histoire naturelle* ;

3^o *Anatomie et physiologie* ;

4^o *Pathologie interne* ;

5^o *Pathologie externe* ;

6^o *Clinique interne* ;

7^o *Clinique externe et médecine opératoire* ;

8^o *Accouchements ; maladies des femmes et des enfants* ;

9^o *Métier médical et thérapeutique* ;

Il est juste que les traitements des professeurs soient tous portés au même taux : le chiffre de 2.000 fr. paraît convenable. Il faudrait que l'Etat prit à son compte les recettes et les dépenses de ces établissements. »

.....
« Une des mesures que me paraissent encore exiger les intérêts des études, c'est que les élèves ne soient admis à faire compter leur inscription dans une Faculté qu'après avoir subi, dans l'Ecole secondaire, des examens annuels, correspondant au nombre des inscriptions qu'ils y avaient prises et après avoir satisfait à ces examens. On devra aussi refuser de nouvelles inscriptions à ceux des étudiants qui n'auraient pas fait la preuve de connaissances suffisantes ».

C'était la première fois qu'on tentait d'élever les Ecoles de médecine et de leur donner un rôle directement actif dans l'harmonie des études. Toutes les parties du projet d'Orfila ne devaient pas entrer dans la période d'exécution, néanmoins, un grand pas était fait.

Dès l'année 1837, en vertu des nouveaux projets d'organisation, l'Ecole s'adjoint, pour la chimie et la pharmacie, *Leroy*, professeur de chimie à la Faculté des Sciences, et *Aribert-Dufresne*, pour l'histoire naturelle médicale : elle se trouve donc ainsi constituée :

Chimie et pharmacie : C. LEROY.

Anatomie et physiologie : A. CHARVET.

Pathologie interne : SILVY.

Clinique interne : BILLEREY, Directeur.

Histoire naturelle médicale : ARIBERT-DUFRESNE.

Clinique externe : CHANRIONT.

Opérations et accouchements : FOURNIER.

Matière médicale et thérapeutique : ROBIN.

Mais le procès-verbal (1) du 11 novembre 1837 constate que « l'impossibilité de faire, pour cette année, le cours de chimie et de pharmacie à l'Ecole a été reconnue, vu le manque de matériel. Il a été, en conséquence, regardé comme utile, selon ce qui avait déjà été arrêté, en présence de M. le Recteur, qu'il y fut provisoirement suppléé par le cours de chimie de la Faculté, auquel le professeur ajouterait, pour les Elèves de l'Ecole, deux leçons particulières par semaine, destinées aux interrogations, explications et développements pharmaceutiques, lesquelles leçons seraient faites à la pharmacie de l'Hôpital ». Premier exemple de la marche parallèle de la Faculté des sciences et de l'Ecole de médecine, dans le sens de l'instruction des futurs médecins.

L'année suivante (1838), l'Ecole s'adjoint *Gras*, docteur en médecine, comme professeur *provisoire* de pathologie interne, et *Massot*, docteur en médecine, comme chef des travaux anatomiques ; tous deux nommés par le ministre l'instruction publique.

L'échange de services entre la Faculté des sciences et l'Ecole, déjà commencé par la nomination de *Leroy* comme professeur de chimie à l'Ecole, se continuait en 1839 par la nomination de A. *Charvet*, déjà professeur d'anatomie à l'Ecole, à la chaire de zoologie et d'histoire naturelle à la Faculté des sciences,

Une animation nouvelle semble régner dans l'Ecole, lorsqu'en 1839, survint la mort de Billerey (27 octobre). Le 3 décembre, le Recteur informe les membres du conseil d'administration de l'Hospice (2) que le ministre de l'instruction publique l'a remplacé, comme Directeur de l'Ecole, par *Robin*, déjà professeur de clinique interne.

IV

Les projets d'Orfila vont prendre une forme définitive : il est grand temps

(1) Registre des délibérations.

(2) Archives de l'Hôpital. E E, 2.

du reste, de sauver les Ecoles secondaires et en particulier celle de Grenoble, car le nombre moyen d'élèves ne dépasse pas 20 chaque année et tout le monde se plaint de ce petit nombre ainsi que du peu d'assiduité de ceux qui sont inscrits. En 1839, Billerey lui-même excusait, dans une lettre très humble, à la commission des Hospices, les « élèves de notre Ecole secondaire, sur laquelle vous avez incontestablement un droit d'inspection et de discipline (1). Nous voulons, Messieurs, marcher d'accord avec vous et même sous votre patronage ».

Le Préfet lui-même, frappé du petit nombre des élèves, écrit au même conseil d'administration, en 1840, pour lui faire remarquer qu'en 1839 et 1840, l'Ecole n'a eu que 21 élèves, dont 15 du département de l'Isère ; que les 1.200 francs donnés par le conseil général, joints aux 2.400 francs de l'Hospice, font 3.600 francs, soit 240 francs par élève de l'Isère qui sont au nombre de 3 élèves et demi par professeur. Dans ces conditions, il ne demande plus la subvention de 1.200 francs au conseil.

L'Hospice enfin parle de supprimer les 2.400 francs (2), et pourtant le traitement de professeurs est toujours insuffisant : en 1840, Albin *Gras* et *Leroy*, professeurs provisoires, écrivent même au conseil d'administration de l'Hospice, pour se plaindre de ce que depuis plus de deux ans, « ils font des cours à l'Hôpital et prennent part aux examens sans aucune rétribution. M. Billerey, ajoutent-ils, n'ayant pas été remplacé comme professeur, le traitement qui lui était alloué est supprimé, et, au lieu de six professeurs payés aux termes du décret qui a constitué l'Ecole, il n'y en a que cinq. » Ils demandent qu'on partage entre les trois *provisaires* le traitement précédemment alloué à Billerey.

Heureusement, le 13 octobre 1840 (3), V. Cousin, grand maître de l'Université, adresse à Louis Philippe un rapport où il est dit :

Il existe en France dix huit écoles secondaires médicales, mais ces écoles ayant été fondées isolément, et sans aucune règle commune, ne présentent aucun ensemble dans leur organisation ; quelques-unes possèdent des fondations, qui pourvoient aux frais du matériel et au traitement des Professeurs ; dans la plupart, c'est le conseil municipal ou le conseil général du département, ou l'administration des hospices, qui subvient aux dépenses, ce qui livre ces établissements au vice d'une perpétuelle mobilité ; enfin, quelquefois, elles n'ont d'autre ressource que le faible produit des inscriptions payées par les élèves. Le prix de ces inscriptions varie suivant

(1) *Archives municipales*, 9 F.

Exactement 15 élèves en 1831, 25 en 1832, 20 en 1833, 20 en 1834, 26 en 1835, 17 en 1836, 21 en 1837, 21 en 1838, 20 en 1839, 21 en 1840.

(2) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

(3) Rapport et ordonnance concernant l'organisation des Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie.

les localités, depuis 6 fr. jusqu'à 30 fr. ; dans deux écoles on ne paye même aucune rétribution. Les traitements des Professeurs présentent la même inégalité fâcheuse : quelques uns ne touchent que 130 fr. par an, d'autres reçoivent 1.000 fr., quelques-uns 1.500 fr. ; un assez grand nombre n'ont aucune espèce de traitement.

V. Cousin propose pour les Ecoles qui seront *réorganisées* conformément aux nouvelles dispositions, de remplacer le titre d'Ecole secondaire par celui d'*Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie*.

il ajoute :

« Un des avantages les plus précieux des Ecoles préparatoires, est d'offrir pour les études anatomiques, cette base essentielle de la médecine, des ressources qu'on ne rencontre pas toujours dans les Facultés où les élèves sont quelquefois trop nombreux pour suivre utilement toutes les démonstrations ».

Les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie sont des établissements communaux ; et, sous ce rapport, elles seront dans la même situation, à la garde des facultés, que les collèges communaux à l'égard des collèges royaux. Les villes pourvoiront, en conséquence, à toutes les dépenses du personnel et du matériel, s'élevant ensemble à un minimum de 13.000.

Suivait l'ordonnance de Louis-Philippe, ainsi conçue dans ses principaux articles :

ART. 1^{er}. — Les écoles actuellement établies sous le titre d'Ecoles secondaires de médecine, et qui seront *réorganisées* conformément aux dispositions prescrites par la présente ordonnance, prendront le titre d'*Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie*.

ART. 2 — Les objets d'enseignement dans les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie sont :

1. Chimie et pharmacie.
2. Histoire naturelle médicale et matière médicale.
3. Anatomie et physiologie.
4. Clinique interne et pathologie interne.
5. Clinique externe et pathologie externe.
6. Accouchements, maladies des femmes et des enfants.

ART. 3. — Il y aura, dans chaque école, six Professeurs titulaires et deux Professeurs-adjoints.

ART. 4. — Les professeurs titulaires et adjoints seront nommés par notre ministre de l'instruction publique, sur une double liste de candidats présentée, l'une par l'Ecole où la place est vacante, l'autre par la Faculté de médecine dans la circonscription de laquelle ladite Ecole se trouve placée.

ART. 6. — Les professeurs recevront un traitement annuel, dont le minimum est fixé à 1.500 fr. pour les titulaires et à 1 000 fr. pour les adjoints.

ART. 7. — Les professeurs titulaires et adjoints subiront sur leur traitement la retenue du vingtième au profit de la caisse des retraites, auxquels ils auront droit désormais, comme tous les autres fonctionnaires de l'Université, et aux mêmes conditions.

ART. 9. — L'administration des hospices de chaque ville, où une Ecole

préparatoire sera établie, fournira, pour le service de la clinique médicale et chirurgicale de ladite Ecole, une salle de cinquante lits au moins.

ART. 10. — Les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie sont des établissements communaux.

ART. 11. — Une commission vérifiera, chaque année, les comptes présentés par le Directeur.

Cette commission sera composée :

Du Maire de la ville, président.

D'un membre désigné par le conseil municipal.

D'un membre désigné par le conseil général.

De deux membres désignés par la commission des hospices.

ART. 14. — Les élèves des Ecoles préparatoires pourront faire compter les huit inscriptions prises pendant les deux premières années, pour toute leur valeur dans une Faculté de médecine.

ART. 15. — Les élèves en pharmacie seront admis à faire compter deux ans d'études dans une Ecole préparatoire pour deux années de stage dans une officine et pour quatre années de stage lorsqu'ils justifient, en même temps, de deux années de stage.

Le 12 mars 1841, un règlement (1) précisait les détails du nouveau fonctionnement des écoles.

Je signalerai entre autres articles :

ART. 14. — Chaque leçon est d'une heure et demie, y compris l'interrogation sur la leçon précédente, qui doit avoir lieu au commencement de chaque séance, sans excéder une demi-heure.

ART. 21. — Tous les ans, à la fin d'août, les élèves ayant pris quatre, huit, ou douze inscriptions dans les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie, soutiendront un examen de trois quarts d'heure sur les matières des cours qu'ils auront dû suivre.

ART. 22. — Les étudiants qui auront satisfait à l'examen recevront un certificat qui ne leur conférera aucun grade, mais sans lequel : 1° ceux qui se destinent à la médecine ne pourront être admis à prendre de nouvelles inscriptions, ni à échanger dans une Faculté celles qu'ils auraient prises ; 2° ceux qui se destinent à la pharmacie ne pourront jouir du bénéfice accordé par l'article 15 de l'ordonnance du 13 octobre 1840.

Mesure excellente, sans laquelle l'assiduité aux cours n'avait aucune sanction.

Il y avait dans ces ordonnances et règlements une amélioration incontestable des conditions d'existence qui nous étaient faites, bien que notre indépendance vis-à-vis tout autre corps que l'Université ne fut pas encore complète, ainsi que le prouve l'art. 11 de l'ordonnance.

(1) Règlement relatif aux Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie signé *Villemain*, grand maître de l'Université, contresigné par *Saint-Marc Girardin*.

V

Il s'agissait pour l'Ecole secondaire de Grenoble de profiter de ces bonnes intentions du gouvernement et d'arriver à être *réorganisée*. Ce fut le Recteur, Avignon, qui prit les devants (1). Dans une lettre au maire, il rappelle les termes de l'ordonnance de 1840, insistant sur le caractère communal des dépenses, dont le minimum obligatoire est de 13.000 fr. ; il ajoute : « Ces avantages (l'équivalence des huit premières inscriptions) auront pour effet d'attirer un plus grand nombre d'élèves dans les Ecoles ; je me plais à croire que la ville de Grenoble voudra assurer, immédiatement, à son Ecole médicale, les avantages de la nouvelle organisation, en votant l'allocation nécessaire ». De son côté le maire Berriat, cherchant à éviter à la ville une dépense nouvelle, écrit au ministre (2), que « Grenoble, siège d'une Académie, voit professer, outre les sciences qu'on y enseigne, et en dehors de l'Académie même, une multitude de cours intéressants pour les études médicales, comme un cours de botanique, dont les frais sont faits par la caisse municipale, comme des cours d'hygiène et d'anatomie, mais que la ville ne peut faire les frais des 13.000 fr. demandés pour la réorganisation ; je viens donc, monsieur le ministre, dit-il en terminant, vous demander une subvention de 2.000 fr. pour la première année de la formation de l'Ecole ».

La réponse n'était pas douteuse : le 31 octobre 1840, le ministre refuse purement et simplement, « le principe de l'ordonnance du 13 octobre étant que les villes soutiennent elles-mêmes leurs Ecoles secondaires médicales ».

Berriat se retourne d'un autre côté : « Je ne vois chance d'arriver, écrit-il au Recteur (3), que par l'adoption d'un moyen, savoir : l'abandon volontaire, par MM. les professeurs titulaires et par MM. les professeurs adjoints, d'une portion de leur traitement. Les premiers ne reçoivent aujourd'hui que 400 fr. ; si donc ils consentaient à une réduction du tiers de leur nouveau traitement, ils ne seraient pas très mal rétribués ». Cela avait l'air d'une mauvaise plaisanterie ! « Je crains, ajoute le maire, qui nous donne à croire que le conseil municipal d'alors était fort inférieur à ses successeurs, que le conseil se dise : l'Ecole secondaire est de peu d'intérêt pour la ville ; elle ne répandra aucun éclat

(1) *Archives municipales*, lettre du Recteur, 1840, F 9.

(2) *Archives municipales*, 9 F.

(3) *Archives municipales*, 9 F.

sur la cité et c'est sous MM. les professeurs actuels qu'elle est constamment venue en déclinant ». Le maire n'était pas tendre pour l'Ecole ! Comme il tient surtout à se dégager, il termine en disant : « C'est pour l'Hospice en particulier, que cet établissement est utile ; jusqu'à ce jour le conseil général, dans un intérêt départemental et l'Hospice dans celui de l'exécution de ses services, avaient seuls pourvu aux frais de l'entretien de l'Ecole secondaire et l'on n'avait jamais eu la pensée d'appeler la ville à y contribuer ».

Des démarches tendant à abuser des professeurs furent immédiatement tentées mais elles rencontrèrent dans Orfila un obstacle inattendu. Avec le tact qui le caractérisait, l'illustre médecin voyait là une atteinte considérable à la dignité du professorat et faisait pressentir les dangers d'un précédent qui amènerait plus tard des conflits ; ses prévisions se réalisèrent ! On passa outre, et malgré son influence, malgré ses exhortations, les professeurs eurent la magnanimité, un peu naïve, de se dépouiller. « Les professeurs de l'Ecole de médecine, prenant en considération (1) les dépenses énormes qui sont en ce moment à la charge de l'Hospice, s'engagent collectivement à faire, pour l'année 1842, à cet établissement, l'abandon de la somme de 3.200 fr. à prendre sur leurs émoluments de la même année. Cette somme sera versée par eux, dans la caisse du receveur de l'Hospice, dans la proportion suivante : les professeurs titulaires et le chef des travaux anatomiques donneront chacun 400 fr. ; les deux professeurs adjoints (Leroy et Gras), chacun 200 fr. ». Cette mesure, qui comprenait même les trois professeurs, adjoints ou titulaires, qui n'étaient pas en même temps médecins de l'Hôpital (Leroy, Gras et Aribert Dufresne), était prise avec le consentement de ces derniers, qui abandonnaient, à eux trois, une somme de 1.000 fr.

Le conseil de l'Hospice décide alors :

- | | |
|---|-------|
| 1 ^o De verser au budget de l'Ecole les 2.400 fr. attribués jusqu'ici aux professeurs de l'Ecole..... | 2.400 |
| 2 ^o D'y joindre les 2.000 fr. attribués jusqu'ici au service médical. | 2.000 |
| 3 ^o D'y ajouter les 400 fr. attribués au prosecteur..... | 400 |

Enfin, ne voulant pas rester avec les médecins en retard de générosité, il décide « de remettre, à l'avenir, le montant des inscriptions qui jusqu'ici revenaient à l'Hospice, dans la caisse de la ville ».

Devant cet assaut d'abnégation de la part de tout le monde, le conseil

(1) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

municipal se déclara prêt à tout faire pour la réorganisation, et prit, le 17 mai 1841, la résolution suivante (1):

La réorganisation exige que la ville s'engage à donner à l'Ecole un budget de 13.000 fr.

Or, l'Hospice offre d'abandonner le produit des inscriptions qu'il a touché jusqu'ici et de contribuer aux frais, pour une somme de..... 4.800 fr.

Le Préfet promet du conseil général..... 2.000 »

Le produit des inscriptions dont la ville profitera seule est de. 2.200 »

9.600 fr.

Cette somme est insuffisante; mais, si les médecins renoncent à leurs appointements, l'Hospice, au lieu de 4.800 fr., donnera..... 5.700 fr.

On arrivera alors à une somme de 10.500 fr.

La ville n'aura plus à donner que..... 2.500 fr.

En conséquence:

Le conseil émet le vœu que l'Ecole soit réorganisée conformément à l'ordonnance du 13 octobre 1840, à partir de l'année scolaire 1841-42.

Il décide de porter au budget une somme supplémentaire de 2.500 fr., à condition que le département donne 2.000 et l'Hospice 5 700 fr.

C'était s'en tirer à bon marché! Sans flatterie pour nos édiles contemporains, leurs devanciers étaient loin d'avoir, comme eux, le sentiment de la grandeur et de l'utilité de l'enseignement supérieur.

Il ne restait plus au ministère qu'à prononcer la *réorganisation* et à nous donner le titre d'*Ecole préparatoire* au lieu de celui d'Ecole secondaire.

Le 3 octobre 1841, paraissait l'ordonnance portant création d'une Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie dans la ville de Grenoble (2):

ART. 1^{er} — Une Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie est établie dans la ville de Grenoble.

ART. 2. — Le cours de pathologie externe qui, aux termes de notre ordonnance du 13 octobre 1840, doit être annexé au cours de clinique externe, demeure provisoirement confié, dans ladite Ecole, au Professeur titulaire.

ART. 3. — Pour la première organisation de l'Ecole, la nomination des professeurs titulaires et adjoints sera faite directement par notre ministre-secrétaire d'Etat de l'instruction publique.

Contre-signé: VILLEMAIN.

(1) Archives de l'Hôpital, E E, 2.

(2) Le 14 février de la même année, des ordonnances semblables avaient été rendues pour les Ecoles d'Amiens, Caen, Poitiers, Rennes; le 31 mars pour Angers, Besançon, Clermont, Marseille, Nantes, Toulouse, Limoges; le 13 juin pour Arras et Lyon; le 22 juin pour Tours.

Le 22 novembre, une ordonnance semblable était rendue pour Dijon.

VI

L'Ecole préparatoire de Grenoble comptait un certain nombre d'hommes de valeur, dont j'ai cité les noms à mesure que les événements les appelaient, mais que je n'ai pas encore suffisamment fait connaître. Nous les retrouverons presque tous dans le chapitre suivant, sauf un seul, dont nous n'aurons plus occasion de reparler, c'est le second Directeur de l'Ecole de Grenoble, Billerey, que nous avons déjà vu à ses débuts brillants à Grenoble.

C'était certainement une figure originale, un esprit enthousiaste, primesautier, qui, malheureusement, n'avait pas assez de philosophie pour supporter les échecs et dont la vie fut assombrie par une foule de questions secondaires, alors que son intelligence élevée eut dû le mettre au-dessus de ces incidents. « Billerey, dit A. Rey (1), était de taille un peu au-dessus de la moyenne; d'un embonpoint assez fort, sans cependant en être incommodé; il avait le teint coloré, l'œil d'un beau bleu, les cheveux blanchis avant le temps, mais assez fournis; le nez petit et court, mais gracieux et correct de forme; la bouche bien faite, un peu dédaigneuse, se relevait finement sur l'une de ses commissures. quand il souriait et laissait voir, en s'entrouvrant par un sourire empreint de bonhomie, des dents belles et bien conservées; sa physionomie jouissait d'une grande mobilité et semblait accoutumée à exprimer des sentiments gais; il avait la parole facile, parlant toujours le verbe haut et avec vivacité, sa répartie était prompte; il affectionnait particulièrement la plaisanterie. On cite de lui une infinité de mots heureux qui contribuaient à donner à sa conversation une tournure à la fois attrayante et originale. Comme médecin, il possédait un tact médical presque infaillible, une sûreté de pronostic surprenante. »

Né en 1776, aux environs de Pontcharra, il s'était fixé à Grenoble en 1805 et devint successivement professeur à l'Ecole de médecine, médecin en chef de l'Hôpital, membre du jury médical, inspecteur des eaux minérales du département de l'Isère, inspecteur des eaux d'Uriage et Directeur de l'Ecole de médecine (1832-1839).

Les eaux minérales sont son principal titre à la reconnaissance de ses concitoyens; mais là fut également la source des mille soucis qui l'assiègent et du mécontentement, quelque peu misanthropique, qui termina sa carrière. Il est le véritable créateur des thermes d'Uriage, qu'il fonda de ses deniers, et pour lesquels il dépensa son argent, son temps et son intelligence, en in-

(1) A Rey: *Eloge de Billerey*.

ventions d'appareils divers (1). Mais des difficultés survenues avec la marquise de Langon, propriétaire du château, puis avec son héritier, M. de Saint-Ferréol, amenèrent sa destitution d'inspecteur, sa lutte avec Gerdy, nommé inspecteur adjoint, et finalement son découragement. Dans plusieurs factums, il exhale son ressentiment en termes qui donnent la mesure de son caractère impressionnable : « Victime innocente d'un système de persécution peut-être inouï dans les annales de l'administration, abreuvé d'ingratitude, affligé dans mes sentiments moraux, froissé dans mes intérêts matériels » (2).

Néanmoins, appuyé pendant longtemps par le baron d'Haussey, préfet de l'Isère, il avait publié une série d'utiles travaux sur les eaux qu'il avait, en réalité, fondées (3). « Ces eaux, dit-il, de nature saline et sulfureuse, étaient naguères mélangées avec environ moitié ou un tiers d'eau commune, et dans cet état, elles jouissaient d'une propriété purgative remarquable, qui attirait à leur source une foule d'individus, dans le seul but de se purger (4), ce qui durait deux ou trois jours, après lesquels ils se retireraient ». Il les conseille en boisson, en bains, en lotions en lavements et en douches. « On trouve, ajoute-t-il, chez le sieur Brun à la ferme de M. Perrier, dans le voisinage d'Uriage, le logement, la nourriture, et toutes les commodités que les circonstances locales permettent dans un établissement

(1) Mémoire sur un nouvel hydrocalé facteur à la vapeur d'eau, par l'intermédiaire du récipient condenseur placé au milieu d'un réservoir rempli de ce liquide, par BILLEREY, docteur en médecine de la Faculté de Paris, premier médecin de l'Hôpital civil de Grenoble, professeur de clinique interne, de matière médicale et de thérapeutique à l'Ecole secondaire de médecine de Grenoble, membre du jury médical et inspecteur des eaux minérales du département de l'Isère. Sans date, avec cette épigraphe : *Hos ego versiculos feci; tulit alter honores* (Virgile). Bibliothèque, V. 748.

(2) Mémoire du Dr BILLEREY, de la Faculté de médecine de Paris, professeur et directeur de l'Ecole de médecine de Grenoble, inspecteur titulaire de l'établissement thermal d'Uriage, médecin et chef de l'Hôpital civil et militaire de Grenoble, contre M. le comte de Saint-Ferréol, propriétaire de cet établissement, à M. le Ministre de l'agriculture et des travaux publics. Le mémoire porte cette devise : *sic vos non vobis mellificatis apes* (Virgile). Grenoble, 1839. Bibliothèque de la ville. T. 176

(3) Instructions relatives à l'usage des eaux minérales d'Uriage, publiée par ordre de M. le baron d'Haussey, maître des requêtes au Conseil d'Etat, préfet du département de l'Isère, par M. BILLEREY, docteur en médecine de la Faculté de Paris, premier médecin et professeur de médecine clinique, de matière médicale et de thérapeutique à l'Hôpital civil de Grenoble, membre du jury médical et inspecteur des eaux minérales du département de l'Isère, inspecteur particulier des eaux d'Uriage. Grenoble, Allier, 1821. T. 797.

Billerey a publié en outre : « *Notices sur l'établissement thermal d'Uriage, près Grenoble, dans le département de l'Isère, pour la saison de 1834* », par BILLEREY. Bibliothèque, T. 3720.

(4) L'usage voulait qu'on but 15, 20, 30 et même 40 verres !

naissant ». Il donne près de 6.000 bains la première année et dépense plus de 9.000 fr., sans compter 6.000 fr. du Conseil général.

Billerey ne s'occupait pas seulement d'Uriage ; il s'occupait aussi des eaux de Lamothe, qu'il rêvait de faire venir à Vif.

Chemin faisant, il bataillait avec les homœopathes, (1), notamment avec un nommé *Crepu* qui prétendait avoir fait neuf ans d'études à l'Ecole de Grenoble. « Comme il n'est pas possible, lui dit-il, que vous ayez pu justifier de neuf ans d'études dans une Ecole dont je suis professeur et Directeur, sans avoir eu recours à des certificats émanés de moi ou de mes collègues, qui constatent le fait, et que j'ai la certitude de n'avoir pas eu la faiblesse de commettre un faux pour vous complaire, ni à qui que ce soit, il résulte, bien évidemment, de l'arrêt du ministre, que vous y avez suppléé par d'autres moyens, contre lesquels je proteste, en ma double qualité de professeur et de Directeur ».

Tout en s'occupant de l'Ecole, il fonde à l'Hôpital des consultations cliniques, entre les médecins de cet établissement, pour remplacer les séances de la *Société de Santé*, qui n'avaient plus lieu (1823), montrant par là quelle importance il attachait à la libre discussion des choses de la science.

Enfin il publie, en 1832, un ouvrage considérable à tous égards sur le *choléra* (2). A. Rey, parlant de ce livre, fait remarquer avec raison « qu'il fallait être d'un grand courage pour présenter sur une maladie aussi terrible que le choléra, et juste au moment où elle faisait le plus de victimes, une théorie aussi alarmante que celle de la contagion ». Ce courage ne fut pas d'ailleurs apprécié, comme le méritait la valeur de l'auteur et la justesse de ses appréciations : il était dit que Billerey n'aurait jamais de chance dans ses rapports avec l'administration. « Les mesures administratives que vous proposez, lui répond le ministre aussi dédaigneusement que mal à propos, sont liées à vos théories sur le choléra ; or, l'administration n'est point juge des questions de doctrine, elle ne peut s'en rapporter, à

(1) Lettre de François Billerey, docteur en médecine de la Faculté de Paris, médecin en chef des Hôpitaux civil et militaire, professeur de clinique interne et directeur de l'Ecole secondaire de médecine de Grenoble, inspecteur des eaux minérales du département de l'Isère, au sieur Alb. Crepu, praticien homeopathe à Grenoble, 1834. Bibliothèque, O. 3715.

(2) *La contagion du choléra-morbus de l'Inde*, dénoncée et démontrée par les faits et le raisonnement, ou opinion d'un médecin de province sur la nature de cette maladie et sur les mesures à prendre pour en réprimer promptement le cours, avec l'indication des moyens curatifs les plus rationnels et les plus expérimentés, par BILLEREY, etc. Chez Prudhomme, 1832. Bibliothèque, X, 4631.

cet égard, qu'à l'opinion des corps savants ; l'Académie royale est son conseil naturel en fait de médecine et, puisque cette compagnie a exprimé sur la contagion du choléra des idées entièrement différentes des vôtres, je ne saurais, sur la seule autorité de vos lumières, prescrire des dispositions que l'Académie a proclamées dangereuses et inutiles ».

En dépit de l'Académie et du ministre d'alors, les idées de Billerey sont heureusement acceptées maintenant dans le monde entier.

Mais ce qui m'a le plus frappé dans ce livre, où l'affirmation de la contagion est déjà, par elle-même, un fait assez remarquable, c'est l'originalité et le caractère encore aujourd'hui absolument nouveau des vues émises sur la nature des maladies infectieuses. Il cite d'abord, en lui donnant tout son assentiment, une méthode qui a été reprise depuis, qui consiste « à recourir à l'injection de médicaments dans les veines pour les faire parvenir dans le torrent de la circulation, ainsi que cela a été pratiqué en Angleterre, où l'on n'a pas craint d'injecter de l'eau chaude ». Il précise et parle des expériences de Moreau de Jonnés, qui injectait déjà à cette époque 2 gros de carbonate de soude dans 60 onces d'eau ; avec l'enthousiasme qui lui est propre et qui, cette fois, a quelque chose de divinatoire, il ajoute : « si cette méthode prend faveur, comme je l'espère, on pourra l'appeler *transfusion* ou *infusion*, et elle changera assurément la face de la médecine, dont elle augmentera, sans doute, colossalement la puissance. L'un de nos grands moyens thérapeutiques est incontestablement la saignée, parce que, le plus souvent, dans les maladies aiguës *toxicogénées* ou *excrétogénées*, c'est dans le torrent de la circulation qu'existe l'agent morbide, les points fluxionnaires n'étant qu'un accident secondaire ; or, tirer du sang et ne rien mettre à la place, ou introduire l'agent médicamenteux par la voie détournée des organes de la digestion, c'est évidemment ne faire que la moitié de l'opération. Tirer du sang et introduire, aussitôt, à sa place, un médicament convenable, comme, par exemple, l'eau dans laquelle serait étendu l'agent thérapeutique, comme des acides végétaux, dans les maladies inflammatoires, *un antidote contre une maladie vénéreuse*, serait certainement le comble de la perfection médicale. Un pareil succès élèverait plus haut le génie de l'homme que toutes les découvertes transcendentes ! » N'y a-t-il pas là la vision prématurée des injections hypodermiques, des injections intra-veineuses et de la sérothérapie !

Si le Directeur de l'Ecole de médecine était un homme d'une incontestable valeur, plusieurs de ses collègues étaient également des hommes

distingués qui font, comme lui, le plus grand honneur à la jeunesse de notre Ecole de médecine.

Camille Leroy avait débuté à l'âge de 18 ans, en 1814, comme chirurgien sous-aide à l'Hôpital de Ferrajo (1), et lorsque Napoléon aborda l'île d'Elbe, il était accompagné d'*Emery*, de Grenoble, qui fit sans y réussir ses efforts pour le retenir. Leroy vint en effet s'installer à Grenoble. Esprit éminemment philosophique et ouvert, il publie d'abord un *Traité de l'éducation physique* (2), dans lequel, au milieu d'un assez grand nombre de lieux communs inévitables en semblable matière, on trouve pas mal d'idées que nous croyons modernes : « On a beaucoup proclamé, dit-il, l'inalliance de la force physique et du talent, et, sans doute, c'est d'après une opinion pareille que l'on néglige tant le développement de la première. Mais s'il est vrai que l'une existe très souvent sans l'autre et que presque jamais on ne voit les qualités de l'âme se trouver avec la vigueur accablante et féroce des athlètes, est-ce à dire que la possession des dons de l'intelligence soit incompatible avec une constitution ferme et robuste ? » Devançant notre époque de *sport* et d'*entraînement*, il ajoute : « Ne serait-ce point parce que nous élevons nos enfants dans la mollesse, que nous les environnons de trop de soins et de précautions, que nous ne les dressons qu'à des travaux pénibles, s'ils doivent embrasser des professions mécaniques, ou à la seule culture de l'intelligence, souvent surchargée d'une manière plutôt nuisible qu'utile. si nous les destinons à la carrière des sciences et des lettres ? Telle est la cause qui fait obtenir si peu d'hommes qui, à la fois, soient instruits et robustes : pour en avoir de tels, les Grecs n'agissaient point de même ! »

En 1832, le choléra l'occupe aussi lui et il quitte la pédagogie pour l'hygiène prophylactique (3); comme ses prédécesseurs au temps de la peste, il recommande de prendre 12, 15 gouttes de la liqueur suivante :

Esprit de vin.....	12 onces.
Ammoniaque liquide à 18°.....	3 onces.
Huile essentielle d'anis.....	1/2 once.
Camphre.....	1 gros 1/2.

(1) *Souvenirs de l'île d'Elbe*, par LEROY, docteur en médecine, professeur à la Faculté des sciences, 1842. Bibliothèque, O, 3449.

(2) *Traité de l'éducation physique des enfants*, ouvrage couronné par la Société royale de Bordeaux, par LEROY, membre correspondant de cette Société, docteur en médecine de la Faculté de Paris, résidant à Grenoble, 1824. T, 1388.

(3) *Instructions relatives au choléra-morbus et à l'emploi des moyens désinfectants*, par Camille LEROY, membre de l'intendance sanitaire du département de l'Isère, professeur-adjoint à la Faculté des sciences de Grenoble, médecin en chef de la direction des douanes de la même ville. Imprimé par ordre de la Mairie, 1832. O, 3448.

Il affectionne avec raisons le laudanum, l'éther, et recommande de mâcher le matin de la cannelle, du quinquina.

D'après la commission centrale de Paris, il conseille, pour l'usage externe, comme liniment :

Eau de-vie.....	1 chopine.
Vinaigre fort.....	1 chopine.
Moutarde en poudre	1/2 once.
Camphre.....	2 gros.
Poivre.....	2 gros.
1 gousse d'ail pilée.	

Il cherche surtout à rassurer l'opinion publique, insistant pour démontrer, que beaucoup de maladies épidémiques font plus de ravages que le choléra. La grippe nous l'a bien prouvé, à nous. Il fait preuve, dans ce court mémoire, de beaucoup de bon sens et de simplicité, disant avec raison « qu'il ne peut y avoir qu'affectation et danger à faire étalage de science et à soulever des questions théoriques devant ceux qui, ne pouvant être juges, ne sauraient en faire qu'une fausse application ».

C'est un talent de savoir régler son esprit suivant les circonstances : simple et terre à terre, dans ses instructions au public, sur le choléra, il s'élève à de hautes conceptions médicales dans un ouvrage important qu'il publie en 1832 sur les *affections fébriles* et les *maladies aiguës* (1). Ce mémoire ne fut imprimé qu'en 1846. « Il ne se présente pas, dit l'auteur dans l'avant-propos, sans recommandation spéciale : rédigé en 1832 et envoyé au concours pour le grand prix de médecine, il est un des quatre dont la commission de l'Académie des sciences déclarait, dans son rapport en 1834, avoir été tellement satisfaite, qu'elle avait pensé un moment à partager le prix entre deux de ces mémoires et à mentionner honorablement les deux autres..... Jé publie cet ouvrage, malgré sa composition déjà ancienne, parce que, en suivant les progrès de la science, je crois voir, chaque jour, prendre plus d'importance, soit les idées qu'il exprime, soit les doctrines qu'il défend ».

Leroy ne s'illusionnait pas et bon nombre d'idées exprimées dans ces

(1) Considérations sur les affections fébriles ou maladies aiguës, réponse à cette question proposée en 1832 par l'Académie des sciences : « Déterminer quelles sont les altérations des organes dans les maladies désignées sous le nom de fièvres continues ; quels sont les rapports qui existent entre les symptômes de ces maladies et les altérations observées ? Insister sur les vues thérapeutiques qui se déduisent de ces rapports », par Camille LEROY, docteur en médecine, ancien chirurgien aide-major et ancien élève des hôpitaux de Paris, lauréat de la Société de médecine de Bordeaux, professeur à la Faculté des sciences de Grenoble et à l'Ecole préparatoire de médecine de la même ville, ex-président de la Société de statistique du département de l'Isère, 1846.

pages étaient de beaucoup en avance sur leur époque. Carrément en lutte avec la doctrine de Broussais, qui ne voyait la cause des maladies que dans les affections locales, il ne voyait, au contraire, dans ces dernières, que la conséquence d'un état général, qui précède et prime tout. « Ces maladies, dit-il, d'une autre nature que les phlegmasies, loin d'en dépendre leur sont primitives. C'est parmi ces affections dues à des influences qui, au lieu de blesser immédiatement les organes de manière à altérer les tissus, portent leur action sur les systèmes centraux de l'économie et viennent, en les lésant, sortir celle-ci de ses conditions d'équilibre, que se trouvent les maladies qu'on appelle ou qu'on peut appeler générales. Tel est surtout le cas des fièvres intermittentes, des fièvres éruptives et d'un certain nombre de celles qu'on nomme inflammatoires et typhoïdes, espèce pathologique, qu'il faut bien distinguer des fièvres symptomatiques et qu'on voudrait vainement, selon l'esprit de l'Ecole physiologique et de la doctrine de la localisation, assimiler à ces dernières et regarder comme des gastro-entérites, des encéphalites, des bronchites ou des angio-cardites, quoique celles-ci s'y observent souvent et les compliquent »..... « Ce n'est qu'au sein et à la suite d'un mouvement général, pendant la durée duquel tous les organes semblent menacés, que l'affection locale apparaît ou se dessine, et souvent même à mesure que ce mouvement se calme..... Elles ne sont que secondaires: tel est le cas des encéphalites, des angines, des croupes, des bronchites, des péripneumonies, des érysipèles ». « Les altérations phlegmasiques ne surviennent qu'en second lieu, la maladie déjà engagée et par l'effet d'un mouvement général signalant déjà la préexistence d'autres lésions. Ces altérations phlegmasiques sont, par rapport à ces lésions, ce que sont les chancres et les bubons vénériens, les taches, les ulcères scorbutiques au vice qui les donnent ». Toutes ces idées ne sont pas encore aujourd'hui bien vieilles! Il n'y a pas bien longtemps qu'elles réunissent l'assentiment de tous les médecins!

Sa théorie de la contagion est également fort en avance sur son époque et peut encore être aujourd'hui formulée presque dans les mêmes termes: « Toutes les maladies en lesquelles on reconnaît la contagion ou la soupçonne, ont pour source un virus ou une infection quelconque. C'est ainsi que les fièvres éruptives, la vaccine, la syphilis, la rage, la pustule maligne, comme la peste, le typhus ou la fièvre jaune, arrivent à l'homme provoqués de cette manière, au lieu de se développer spontanément. Que suppose une pareille origine? L'existence d'une matière particulière, spéciale, qui, s'introduisant en nous, y produit, ou par voie d'impression, ou par voie d'altération ou de combinaison et, après un temps d'incubation plus ou moins

prolongé, l'état morbide. Ainsi suscitée, est-il étrange de penser que cet état puisse reproduire la matière ou le principe qui l'a occasionné? Le liquide sécrété ou exhalé doit se trouver capable de provoquer, chez les individus mis en rapport avec lui, le même ordre de mouvements, les mêmes effets. *C'est l'histoire de la fermentation qui, excitée dans les corps par un levain particulier, le reforme avec le pouvoir de la déterminer ailleurs.* Cela fait des maladies autant de foyers, desquels se dégagent des effluves pouvant contenir les germes de leur affection ».

Au milieu de ces travaux d'ordre différent, Leroy donnait son temps à une foule de fonctions: il était membre de l'intendance sanitaire, secrétaire du conseil de salubrité, secrétaire de l'Académie delphinale.

Sur son initiative et sur celle de quelques-uns de ses collègues, s'était fondée, en 1838, à Grenoble, une société qui répondait à un véritable besoin: la *Société de statistique des sciences naturelles et des arts industriels du département de l'Isère*; c'est dans ses bulletins qu'on trouve, pendant un demi-siècle, ce qu'on pourrait nommer le *graphique* du mouvement scientifique dans notre pays; Leroy en fut un des premiers présidents. En 1837, il avait été nommé professeur de chimie à l'Ecole de médecine et en 1838 professeur de chimie à la Faculté des sciences.

A titre de médecin et de chimiste, il devait naturellement porter son activité sur les eaux minérales, que les travaux de Billerey, de Gueymard, de Breton avaient mises, plus que jamais, à l'ordre du jour dans notre pays (1). Il étudie les eaux de *La Motte*, de *Mens*, d'*Uriage*, d'*Allevard*, de *l'Echaillon*.

Au sujet des eaux de *La Motte*, il s'associe au projet de les amener le long du lit du Drac jusque dans la plaine de Champ, ou à Vif et même de les conduire jusqu'à Grenoble, « projet utile certainement, mais bien gigantesque ». Tout en rendant justice aux travaux de Nicolas, « médecin de mérite, dit-il, qui fut le premier, en 1797, à annoncer qu'elles étaient spécialement salines », de Bilon, de Breton, de Gueymard, il émet une hypothèse que les travaux de Plauchud ont confirmée: « Mises en bouteille, dit-il, et conservées, elles prennent facilement l'odeur sulfureuse...; ces effets tiennent sans doute à la présence de matières organiques. Ce seraient des cryptogames, dont le temps et les circonstances opéreraient

(1) *Essai statistique et médical sur les eaux minérales des environs de Grenoble*, par LEROY, docteur en médecine, professeur à la Faculté des sciences. Bibliothèque de Grenoble, T, 110.

le développement ultérieur. On pourrait penser que les matières organiques agissent en désoxygénant une certaine partie des sulfates et les convertissent en sulfures ».

Il semble ignorer les travaux du XVIII^e siècle sur l'eau d'*Aurioles* et ne parle, à son sujet, que des recherches de Nicolas. Il en fait lui-même l'analyse, qui lui donne 0,05 de carbonate de fer par litre.

Dans une étude comparative sur les eaux d'*Uriage* et d'*Allevard*, étude que je ne suis pas, je l'avoue, en mesure de juger, il pense « que la différence entre ces deux eaux porte sur deux points : leur mode de sulfuration et la quantité de sels qu'elles contiennent ; l'eau d'*Allevard* a bien plus d'acide sulfhydrique que celle d'*Uriage*, mais elle a en outre des sulfhydrates, et il se présente, à cet égard, une chose assez singulière : si on tient compte du soufre qui entre dans ces sulfhydrates, les deux sources contiennent, l'une et l'autre, la même quantité de soufre, mais sous des formes différentes et engagé dans des combinaisons distinctes ».

Il fait également l'analyse de l'eau de l'*Echaillon* : il trouve 6 à 7 centim. cubes d'acide sulfhydrique par litre, mais pense, comme l'avait déjà écrit Billerey, qu'en été elle peut être plus concentrée. Néanmoins « je ne pense pas, ajoute-t-il, qu'il faille fonder sur cette source de grandes espérances : par sa composition, l'eau semble être, jusqu'à présent, moins riche que celles d'*Uriage* et d'*Allevard* ; sa position au pied du Rachais, dans le lit de l'*Isère*, rendra toujours son abord difficile. Il faudrait l'élever par des machines ».

Une vue nouvelle de Leroy sur les eaux minérales, c'est l'importance qu'il attache à leur altitude. Même de nos jours, on ne tient pas assez compte de l'altitude, qu'on ne croit active sur l'organisme que lorsqu'on approche des niveaux où le mal des montagnes commence à se faire sentir. Mais il en est de ce moyen thérapeutique comme des autres : les petites doses longtemps continuées peuvent avoir une action très suffisante. Je crois qu'il a raison de regarder, comme non négligeable, la perte de poids atmosphérique que nous subissons à Grenoble, encore mieux à *Uriage*, à *Allevard* et à *Mens*. C'est moins la perte du poids en elle-même qui est utile, que la facilité de l'exhalation pulmonaire et cutanée qui est accrue. Leroy donne un tableau où il a calculé, pour chacune de nos stations, la perte du poids subi.

Si le chimiste trouvait, dans l'étude des eaux, un emploi tout indiqué de ses aptitudes, le médecin, et aussi le philosophe, apparaissent pleinement dans la façon dont il comprend l'action des eaux minérales sur

l'organisme; à ce point de vue, Leroy diffère singulièrement de ceux de nos confrères qui écrivent sur les eaux, dans lesquelles ils se complaisent généralement à trouver des agents pharmacodynamiques formidables. « Les eaux minérales, dit-il, produisent-elles seules les bons effets qui résultent ordinairement de leur usage? non; ces effets dépendent bien souvent des circonstances nouvelles dans lesquelles sont placés ceux qui en usent, circonstances qui modifient les individus plus ou moins puissamment. C'est à tel point que je pense que si les eaux étaient prises loin de ces circonstances, chez soi, par exemple, ou au milieu des causes qui ont vu naître le mal, elles cesseraient souvent de produire les mêmes résultats; de même que j'ai la conviction que si, dans leur usage, ne devait pas entrer l'influence d'autres modificateurs de l'organisme, on obtiendrait fréquemment le même bien avec l'eau ordinaire administrée sous la même forme et de la même manière ». Nos confrères des eaux durent bondir d'indignation!

« Loin de moi, ajoute-t-il, en avançant ce principe, l'intention de vouloir déprécier le mérite des eaux minérales, de décrier leur pouvoir thérapeutique. Elles ont d'abord leurs vertus propres et spéciales; c'est incontestable. Ensuite, viendraient-elles à tirer une partie de leur pouvoir des circonstances accessoires qui concourent avec elles, qu'il faudrait bien toujours le leur rapporter, puisqu'elles seraient l'occasion de la manifestation de ces circonstances. Ce que j'en dis ici n'est donc que pour arriver à analyser toutes les causes de leur action, à distinguer ce qui en dépend naturellement de ce qui en résulte indirectement, distinction qui n'est pas sans importance. Tel est le but de ma proposition, et elle est si évidente que personne ne doute que la plus ou moins grande salubrité des lieux, que le changement d'air et d'habitudes, que les modifications introduites dans le régime que la vie nouvelle que l'on prend pour celle que l'on quitte, que les plaisirs, le mouvement, les distractions, ne soient autant d'accessoires qui influent puissamment sur l'économie et qui, joignant leur pouvoir à celui des eaux, ne contribuent à des guérisons naturellement attribuées ensuite à celles-ci seules, et peut-être, cependant, dans quelques cas, obtenues contre elles, c'est-à-dire malgré leur usage intempestif.

.....

Croît-on que, chez cet homme constamment occupé de ses affaires ou livré à une vie sédentaire, la privation de travail, le repos de l'esprit, les courses, l'exercice, dont l'usage des eaux lui fera un besoin, ne concourront pas au bien-être qu'il en éprouvera? Croît-on qu'il n'en sera pas de

même pour celui qui, habitant des localités basses, étroites, malsaines, exposées à mille émanations pernicieuses, y trouvera un air pur, vif, dégagé de tout principe étranger et largement, constamment respiré? Pense-t-on que la femme délicate, vaporeuse, oisive et ennuyée, en proie aux mille fatigues, aux mille caprices, qui tourmentent sans relâche les personnes trop inquiètes, sensibles ou irritables, ne devra pas aux distractions, au mouvement, aux préoccupations de la vie toute nouvelle qu'elle y mènera, les heureux résultats qu'elle obtiendra du séjour aux eaux et qu'elle croira leur devoir ? »

Albin Gras, nommé d'abord, comme Leroy, professeur provisoire de l'Ecole (1838), était encore un esprit à aptitudes variées : avec Billerey, il y avait là, à l'Ecole, trois hommes remarquables et faisant honneur à l'enseignement médical de Grenoble.

Né à Grenoble en 1808, il avait débuté par l'Ecole des mineurs de Saint-Etienne (1826-1827), s'était fait recevoir docteur ès sciences (1831) et étant élève en médecine de Paris, avait publié une étude sur la gale, sujet alors tout nouveau (1).

Dès son retour à Grenoble, il ne cessa de montrer une grande activité, s'occupant successivement des sujets les plus variés ; il débute par un essai sur la *Topographie médicale* (2) de notre ville. Bien que ce sujet eut déjà tenté Villars, Gras sut lui donner un caractère personnel et original ; il est intéressant de remarquer qu'il signale la fréquence, à cette époque, des fièvres intermittentes souvent larvées. Aujourd'hui ces accidents sont rares et, dans la discussion qui eut lieu à la Société de statistique, lors de la lecture du mémoire, son collègue A. *Charvet* fit la remarque qu'ils étaient rares autrefois. Peu de temps après il publie plusieurs notes de chimie, entre autres, une sur un nouveau composé cyanogéné (3) et une étude qu'il ne pouvait manquer de faire à son tour, sur les *Eaux minérales* (4). Il se propose d'étendre et de faire connaître, dans un but fort louable de patriotisme local, les richesses du département.

Il passe en effet tour à tour en revue les eaux de *La Motte*, d'*Uriage*, où il trouve 37 centimètres cubes d'hydrogène sulfuré par litre ; d'*Allevard*,

(1) *Recherche sur l'acarus ou sarcopte de la gale de l'homme*, par Albin GRAS, docteur ès sciences, élève de l'Hôpital Saint-Louis, à Paris, 1834. O. 8725.

(2) Essai de la topographie médicale de Grenoble. (*Bulletin de la Société de statistique*, 9 mars 1838).

(3) Note sur un nouveau composé cyanogéné, se rapprochant de la substance désignée par Wöhler sous le nom de cyanogène hydrosulfuré. (*Société de statistique*, 13 décembre 1839).

(4) Note sur les eaux minérales du département de l'Isère. (*Société de statistique*, 29 novembre 1838).

sulfureuses et salines ; de l'*Echaillon*, pourvues d'hydrogène sulfuré ; de *Corenc*, « dans la propriété Flauvan, route de Chambéry à Grenoble (1) ». Il ajoute : « D'après les recherches de Gueymard, elles auraient la même composition que celles d'Uriage ». Il étudie ensuite les eaux de *Choranche*, eaux sulfureuses, dans le canton de Pont-en-Royans ; de *Bourg-d'Oisans*, sulfureuses, en deux sources : l'une au hameau des *Soulieux*, au bord de la Romanche ; l'autre au hameau de *La Paule* ; les eaux sulfureuses de *Tréminis* ; les carbonatées ferrugineuses d'*Auriol* et de *Monestier-de-Clermont* ; de *Crémieu*, et enfin la source, non analysée de son temps, de la *Terrasse*.

Obéissant à un sentiment de patriotisme local, il va jusqu'à dire « que pour les eaux sulfureuses nous n'avons rien à envier aux Pyrénées, et que les eaux de Bussang, de Forges et de Spa pourraient être remplacées par celles d'Auriol, de Crémieu et de Monestier ».

Plus tard, il porte son attention sur l'histoire naturelle, et en particulier sur les *mollusques* (2) ; puis aborde les questions d'hygiène sociale, notamment celles relatives aux enfants trouvés (3).

Il passe ensuite à l'*archéologie* et étudie les souvenirs laissés par les Romains à Grenoble (4) à l'Histoire de la médecine (5). Ne me proposant pour le moment que de montrer le bilan intellectuel de l'Ecole préparatoire de Grenoble au moment de sa réorganisation, je ne poursuis pas plus loin la revue des travaux de Gras. Nous le retrouverons bientôt.

Il importe, d'ailleurs, de placer à côté de lui et de noms précédents, complétant la liste d'hommes d'une incontestable valeur, qui se trouvaient, à ce moment, réunis à Grenoble, dans l'ordre des sciences médico-naturelles, leur collègue A. *Charvet*, médecin des Hôpitaux civil et militaire, professeur d'anatomie et de physiologie à l'Ecole de médecine, professeur de zoologie à la Faculté des sciences.

Travailleur infatigable, A. Charvet a laissé de nombreuses publications, qui, toutes sont marquées au coin d'un esprit judicieux et élevé : comme

(1) Cette source, qui existe encore, était, jusqu'à une époque très récente, utilisée par les gens du pays. Des travaux de nettoyage et de captage meilleur seraient aujourd'hui nécessaires.

(2) Description des mollusques fluviatiles et terrestres du département de l'Isère. (*Société de statistique*, 1840).

(3) Notice historique sur les enfants trouvés et abandonnés du département de l'Isère.

(4) Note sur les anciens remparts de Grenoble.

(5) Notice historique sur Villars et histoire des institutions médicales à Grenoble.

anatomiste, il a laissé dans l'esprit de ses élèves une réputation considérable.

Son premier travail sur l'*Action de l'opium chez l'Homme et les animaux* (1) laisse déjà prévoir le naturaliste et l'esprit hautement généralisateur ; cette dernière qualité s'accroît dans son second travail sur la *Détermination des espèces en zoologie* (2).

Ce n'est pas sans un certain étonnement et sans satisfaction, qu'on voit à cette époque, où Lamarck était si oublié, si méconnu, où Darwin n'existait pas, triompher dans l'esprit de A. Charvet les principes défendus par Etienne Geoffroy Saint-Hilaire contre Cuvier. « Ces groupes (les espèces), dit-il, sont arbitraires. . . . Dans les animaux, comme dans les végétaux, il est souvent difficile de distinguer l'espèce de la variété. . . . et il faudrait parvenir à déterminer d'une manière précise les limites des variations possibles dans les végétaux soumis à des circonstances différentes, et, pour les animaux, savoir les variations qu'entraînent l'âge, le sexe, la localité, la race ».

Plus tard, d'ailleurs, il se montrera l'élève d'Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, par la publication de plusieurs travaux sur les *monstruosités* (3).

Dans le domaine de la zoologie descriptive, il publie deux notes sur le *dragonneau* (4) :

« Ce nouveau dragonneau se trouve dans deux ruisseaux de Fontanil, qui ont une source commune, dont le fond est pierreux et le courant rapide. Il se trouve aussi à Saint Robert et à Saint-Egrève, dans le torrent de la Vence ; à Saint-Martin-le-Vinoux, dans le petit torrent qui coupe le chemin de Quaix. . . . Un ver de cette espèce fut trouvé dans la fontaine du Lion, à Grenoble, et, près de Meylan, dans l'intestin du *gryllus stridulus* et dans celui du *phaneropteres falcata* ». « Dans les gros torrents, ces vers sont cachés sous la pierre, à l'abri du courant et de la lumière, et ne nagent jamais à la surface comme ceux de Claix et de Risset » : Il décrit, en somme, trois dragonneaux : 1° de Risset, 2° de Claix ; 3° des torrents.

(1) *Action de l'opium chez l'homme et les animaux*, par Pierre-Alexandre CHARVET. Bibliothèque, V, 941.

(2) *Sur la détermination des espèces en zoologie*, par Pierre-Alexandre CHARVET, 1827. Thèse pour le doctorat ès sciences. Bibliothèque, O, 8808.

(3) *Recherches pour servir à l'histoire générale de la monstruosité dans les animaux*, par A. CHARVET (1837).

Recherches sur les monstruosités par inclusion chez les animaux (1838), par le Dr A. CHARVET, professeur d'anatomie à l'Ecole de médecine de Grenoble.

(4) Note sur le dragonneau de Claix et le dragonneau de Risset (nouvelles annales du Museum, tome III).

Note sur une espèce non décrite du genre dragonneau. Grenoble, T, 4237.

Ce dernier se rapprocherait des filaires et sa présence dans l'intestin de quelques insectes, aussi bien que sous les pierres des torrents, à l'abri de la lumière, du mouvement et des changements de température, était, aux yeux de A. Charvet, une condition commune du *milieu*, qui expliquait sa vie souvent parasitaire et son passage au type filaire, dont il diffère cependant par une bouche non cornée et par un tube digestif simple et sans renflement.

En 1839, Charvet est nommé professeur à la Faculté des sciences, et, malgré ce surcroît de besogne, continue la série de ses publications : il publie une note sur un Hydrachme parasite qu'il a trouvé chez l'anodonte des canards, des marais de Voreppe, sous forme de petits grains noirs, subovoïdes, répandus entre les feuillets des branchies et la lame palléale (1). Nous aurons encore, au chapitre suivant, l'occasion de constater les effets de son infatigable activité. Ce que je viens de dire des principaux professeurs de la nouvelle *Ecole préparatoire*, montre assez que son personnel enseignant était évidemment supérieur et digne de la *réorganisation*.

(A suivre.)

(1) Note sur un hydrachme parasite des mollusques d'eau douce, par A. Charvet. (*Société de statistique*, 1840).

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
D'ETHNOLOGIE & D'ANTHROPOLOGIE

TOME TROISIÈME

N° 2. — NOVEMBRE 1896

SOMMAIRE

Séance du 13 avril : Les fouilles de Pressins, par M. H. MULLER (compte rendu de la Commission des fouilles). — Sépultures antiques découvertes à Besse-en-Oisans, par M. OUGIER. — La Médecine à Grenoble, notes pour servir à l'Histoire de l'Ecole de médecine et de pharmacie de Grenoble (*fin*), par le Dr A. BORDIER. — Recherches dans les archives de Besse: *Délibération du Conseil du district de Grenoble; Assemblée; Verbal sur la destruction des papiers féodaux*, par M. OUGIER.

Séance du 4 mai : Registres de la paroisse de Moirans : *Irrégularité des Saisons; Mauvaises Récoltes en général; Impôts excessifs; Misère du Peuple; Charité; Evénements d'Hiver au XVIII^e siècle*, par M. GIRARD. — Une inscription romaine sur une plaque de bronze trouvée à Grenoble, par M. MULLER. — Note historique sur Vatilieu, par M. GIRARD. — Transitions de Queyras : *Estimation des terres de Ville-Vieille et Château-Queyras déclarés biens nationaux; Revenus de la cure de Château-Queyras; Etat des dépenses d'une commune en 1619 (Molines); Procès des Dîmes; Lettre d'établissement du marché d'Abries (1757)*, par M. REYNAUD.

Séance du 1^{er} juin : Fête estivale à Heidelberg, par M. PICAUD. — Note sur une hache de pierre trouvée à Saint-Ismier, par M. H. MULLER. — Note sur des monnaies romaines trouvées à Vinay, par M. H. MULLER (avec planches).

Séance du 6 juillet : Note sur un bracelet trouvé à Rochefort, par M. H. MULLER. — Sur une tombe fouillée au Monestier-d'Allemont, par M. MULLER. — Les enfants assistés de Grenoble avant la Révolution, par M. MOURET.

GRENOBLE

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE VEUVE RIGAUDIN

8, Rue Servan, 8,

1896

En vente aux Librairies Gratier, Drevet et Terrier.

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
D'ETHNOLOGIE & D'ANTHROPOLOGIE

.....

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
D'ETHNOLOGIE & D'ANTHROPOLOGIE

TOME TROISIÈME

N° 2. — NOVEMBRE 1896.



GRENOBLE
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE VEUVE RIGAUDIN
8, Rue Servan, 8
—
1896

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE

D'ETHNOLOGIE & D'ANTHROPOLOGIE

Séance du 13 avril 1896.

Présidence de M. PRUVOT.

Les Fouilles de Pressins (*Compte rendu de la Commission
des fouilles ;*

Par M. H. MULLER.

Dans une précédente séance, il a été question de la découverte faite par un cultivateur, à Pressins (Isère), de pierres sculptées représentant, d'après les journaux, des dragons, des dauphins, mêmes des corps humains. M. le Dr Bonnet, à cette occasion, avait manifesté le désir de voir se créer dans notre Société une commission d'études de ces découvertes, commission qui, étant permanente, devait s'enquérir par les voies les plus économiques de la valeur de ces trouvailles et des moyens de les conserver en Dauphiné ; cette commission a été nommée, et ayant appris que M. le Dr Pegoud devait aller à Pressins, elle l'a prié de vouloir bien voir ce dont il s'agissait.

M. le Dr Pegoud a rapporté un cliché d'une des pierres sculptées et en voici une épreuve : ce sont tout simplement des blocs de grès (molasse), qui, sous l'action des eaux, ont pris des formes curieuses, tourmentées, et parmi lesquelles le cultivateur a cru voir des sculptures ; le pauvre diable en a rempli sa grange et croit en retirer grand profit.

Déjà l'an passé, M. Rérolle, conservateur du Muséum, fut chargé par la ville de s'enquérir de cette trouvaille, qui a été plusieurs fois annoncée par les journaux, et il dut renoncer à convaincre le cultivateur de la nullité de ces pierres qui pourtant, aux yeux du propriétaire sont bel et bien des œuvres d'art. Tout au plus pourrait-on, d'après M. Rérolle, s'en servir pour monter des rocailles dans un jardin.

**Sépultures antiques découvertes à Besse en Oisans;
Par M. OUGIER.**

L'année dernière, à une profondeur de 1^m,80, on a pratiqué des fouilles dans une terre formant le demi arpent curial, contiguë au cimetière actuel ; 8 sépultures, rangées par ordre à la suite les unes des autres, ont été découvertes, elles paraissent remonter au IV^e ou au V^e siècle. Ces sépultures forment une espèce de construction faite avec des ardoises ou lauzes. Après avoir creusé la fosse, on plaçait les ardoises sur tout le fond du plancher, on y déposait le cadavre au-dessus ; puis on recouvrait avec d'autres ardoises qu'on mettait de chaque côté du cadavre en les rejoignant par le haut en forme de toiture, sur toute la longueur de la fosse. Aux deux extrémités, on taillait deux ardoises en forme de triangle et on les adaptait exactement à l'ouverture. Tous les joints étaient faits avec des mortiers en terre glaise. Ces sépultures, malgré qu'elles remontent aux siècles primitifs, sont parfaitement conservées ; cependant les ardoises étaient sensiblement altérées par l'humidité du terrain. Ces espèces de caveaux contenaient les ossements sans aucun mélange de terre. Il faut conclure que nos aïeux apportaient beaucoup plus de soins pour ensevelir leurs morts que ne le font les populations actuelles (1).

**La Médecine à Grenoble (Suite et Fin.) (2),
*Notes pour servir à l'Histoire de l'Ecole de Médecine et de Pharmacie ;***

Par M. le Dr A. BORDIER.

CHAPITRE X

(1844-1866)

- I. L'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie. — Création d'un laboratoire de chimie — L'Asile de Saint-Robert et le Dr Evrat. — Albin Gras. — A. Charvet. — C. Leroy.
- II. De Salvandy et la grande commission médicale. — Plaidoyer de Gintrac en faveur des Ecoles préparatoires menacées de suppression. — Vœu formé par la commission en faveur de l'institution d'un concours subi à l'Ecole, pour le recrutement des professeurs des Ecoles. — Congrès médical. — Examens de fin d'année.

Projet de loi déposé par de Salvandy comportant la suppression des officiers de santé, l'institution d'un baccalauréat médical passé dans les Ecoles. — Projet

(1) Il est probable que ces sépultures sont gallo-romaines.

(2) Voir les Bulletins précédents.

de rattachement des Ecoles au budget de l'Etat. — Propositions du maire de Grenoble. — La révolution de 1848.

Commission de la réforme des études en pharmacie.

De Fourtoul. — Suppression des jurys médicaux. — Suppression du certificat d'études pour les officiers de santé, qui sont astreints à prendre des inscriptions et à passer des examens dans les Ecoles. — Pharmaciens de 2^e classe, herboristes, sages-femmes. — Réorganisation successive des Ecoles secondaires.

III. L'Ecole de Grenoble. — Cours départemental d'accouchement à l'Hôpital de Grenoble. — Aribert-Dufresne. — Albin Gras. — A. Charvet. — B. Charvet. — Nicolas. — Michaud. — Edouard Leroy. — Bertrand. — Breton. — Arthaud. — Berriat.

L'Ecole et l'Hôpital.

Mort de Célestin Silvy. — Aribert Dufresne, Directeur.

IV. Association de prévoyance et de secours des médecins et des pharmaciens de l'Isère. — Le D^r Buissard. — Armand Rey et l'établissement hydrothérapique de Buquéron. — Les eaux de La Motte.

Albin Gras. — A. Charvet. — Armand Rey. — Minder. — Legs Ferrat. — Legs Clot-Bey. — Don de la Faculté de Montpellier.

V. Vendre, maire. — Réorganisation de l'Ecole de Grenoble. — Modifications dans le personnel.

I

L'Ecole *préparatoire* de Grenoble entrait dans une nouvelle phase : sans doute elle n'avait pas encore fini avec les difficultés, mais une étape dangereuse était franchie.

Les professeurs étaient :

MM. ROBIN, *directeur*.

SILVY.

CHANRION.

FOURNIER.

A. CHARVET.

ARIBERT-DUFRESNE.

C. LEROY, } *suppléants*.

A. GRAS, }

Les générosités de l'Hospice ont été acceptées par la ville, qui porte de suite en recette la somme de 940 fr. à recouvrer de l'Hospice, pour premier à compte de la réorganisation de l'Ecole secondaire (1); enfin, comme par un heureux présage, le bruit circule que le gouvernement va proposer aux Chambres un projet *propre à retenir les étudiants en médecine dans leurs Académies respectives* (2), mesure excellente et nécessaire... que nous attendons encore, mais à laquelle la force des choses conduira certainement. En attendant, chacun s'efforce de travailler dans la sphère de son

(1) Archives de l'Hôpital, E E, 2.

(2) Lettre du Préfet au Maire, Archives municipales, 9, F.

activité : *Silvy, Aribert-Dufresne, A. Charvet, C. Leroy* et *Albin Gras* formaient déjà un groupe d'hommes intelligents et actifs ; le Recteur écrit, dès le lendemain de la réorganisation, à la commission des Hospices, pour obtenir d'elle un laboratoire de chimie pour *Leroy*, professeur de chimie et de pharmacie (1). *Robin*, le directeur, appuie de son côté cette création et insiste sur l'urgence.

La situation des élèves en pharmacie n'était cependant pas encore bien nette : l'ordonnance du 13 octobre 1840 fixait à *trente-cinq francs* le prix de chaque inscription trimestrielle dans les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie, alors que dans les trois Ecoles spéciales de pharmacie, les élèves n'avaient à payer qu'une somme *annuelle de trente-six francs* ; d'ailleurs les Ecoles préparatoires et les conseils municipaux de plusieurs villes proposaient un chiffre différent pour la rétribution scolaire des pharmaciens. Le ministre de l'instruction publique prit le parti de fixer le maximum au taux précédent et de laisser aux conseils municipaux la faculté de l'abaisser autant qu'ils voudraient (2). Le conseil municipal de Grenoble fixa le taux de chaque inscription pour les élèves en pharmacie à *cinq francs*.

En même temps, une ordonnance royale étend aux élèves en médecine des Ecoles l'obligation, jusqu'ici imposée aux élèves des Facultés, de suivre pendant une année le service de l'Hôpital.

A l'Hôpital, *Robin* et *A. Charvet* étaient médecins en chefs ; *Aribert-Dufresne* était médecin adjoint. Les institutions médicales de Grenoble s'améliorent du reste : à Saint-Robert, le D^r *Errat*, avec une rare énergie et un incontestable talent, lutte, en dépit de mille obstacles, pour fonder un asile modèle, qui cessa dès lors de recevoir les mendiants, les syphilitiques et les filles-mères, désormais établies à l'Hôpital : double amélioration aussi utile pour l'asile que pour l'Hospice de Grenoble, où se trouvait ainsi réuni tout le service de la maternité.

Une nouvelle activité semble régner même parmi les élèves et *Robin*, comme directeur de l'Ecole, prie les administrateurs de l'Hospice de décider un concours d'internat et un concours d'externat (3). Les juges du concours, et cela montre bien la fusion de l'Hôpital et de l'Ecole, sont les professeurs de l'Ecole et les membres de la commission administrative de l'Hospice.

(1) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

(2) Ordonnance de Louis-Philippe, du 13 mars 1842.

(3) *Archives de l'Hôpital*, E E, 2.

Il est juste de constater que se sont deux professeurs adjoints qui, avec A. Charvet, continuent par leurs travaux scientifiques à jeter le plus de lustre sur l'Ecole.

Albin Gras, dont certains travaux nous sont déjà connus, publie chaque année quelque nouveau mémoire et toujours sur les sujets les plus variés :

En 1842, dans une note sur le *Magnétisme animal* (1), il relate certains faits alors nouveaux et presque merveilleux, que l'Ecole de la Salpêtrière a fait entrer depuis dans le domaine de la physiologie plus au moins normale.

L'année suivante, 1843, il se fait démographe (2) : il constate que depuis quatre ans, les mariages et les naissances ont diminué à Grenoble, tandis que les décès ont augmenté : de 1830 à 1838, la moyenne annuelle des décès était de 858 ; de 1838 à 1842, elle est devenue 923. Dans la première période, la moyenne annuelle des mariages était 264 ; dans la seconde, elle devient 251. Il attribue ces résultats à l'insalubrité de la ville, due elle-même aux travaux exécutés par le génie militaire, à l'augmentation de la misère et au grand nombre de désastres financiers survenus, paraît-il, à cette époque.

La même année, il publie le plan de deux anciennes portes de Cularo (3), construites par Dioclétien et par Maximien, qui existaient encore à la fin du xvi^e siècle. Le plan qu'il donne a été copié sur un ancien manuscrit d'Aymar de Rivail, appartenant à Champollion.

En 1844, il publie le mémoire, que j'ai eu l'occasion de citer plusieurs fois, sur les Institutions médicales de la ville de Grenoble (4) et une étude sur les bois du département de l'Isère (5). Il insiste, avec raison, sur la disparition des vastes futaies de chênes, de hêtres et d'arbres résineux dont l'existence est prouvée par les chartes et les titres anciens : la plaine de Bièvre aujourd'hui nue, était jadis occupée par une immense forêt. Les défrichements commencèrent à l'époque de Humbert II, qui fit de nombreuses concessions de coupe aux communautés religieuses, ainsi qu'à différents particuliers ; malgré les édits du gouvernement, la dévastation

(1) Albin Gras : Note sur le magnétisme animal (*Société de statistique*, 1842).

(2) Note le mouvement annuel des naissances, des décès et des mariages à Grenoble, de 1830 à 1842.

(3) Albin Gras : Note sur deux anciennes portes de Cularo. (*Bulletin de la Société de statistique*) ; l'une de ces portes, dite *Romaine* ou *Jovia*, était située à l'extrémité de la Grand'Rue, du côté de Grenoble et avait pris le nom de porte *Traisne* ; l'autre, dite *Viennoise* ou *Herculea*, au nord de la place Notre-Dame, était connue sous le nom de porte de l'Evêché.

(4) *Bulletin de la Société de statistique*, 1844.

(5) Albin Gras : Etude sur les bois du département de l'Isère, Grenoble 1844.

des forêts fut continuée au XVIII^e siècle et fut portée à son comble pendant la Révolution.

Beaucoup plus importante est la publication de la statistique botanique du département de l'Isère (1), travail considérable pour l'époque.

A. Charvet continuait, de son côté, ses importants travaux : en 1842, il fait paraître une étude sur un cas de mélanisme partiel (2); en 1844, un travail sur la reproduction de la sangsue (3). L'intérêt de ce mémoire est aujourd'hui bien diminué, la sangsue étant peu employée, mais, à cette époque, c'était une question d'actualité; les sangsues disparaissaient de notre région : les marais de Bourgoin, qui jadis suffisaient à approvisionner Lyon, n'en avaient plus; les marais du Bourg-d'Oisans, de Sassenage atterris et pourvus de larges canaux d'écoulement, devenaient impropres à la culture de cette hirudinée. L'auteur signale également comme contribuant à détruire les sangsues, la musaraigne d'eau (*Sorex fodiens*).

C. Leroy poursuivait ses recherches sur les eaux minérales du Monestier (4) et d'Oriol (5), dont la captation venait d'être améliorée par Accarias, leur propriétaire.

II

Pendant que l'Ecole préparatoire de Grenoble s'acclimatait à son nouveau régime, les intérêts supérieurs de la médecine étaient discutés à Paris où de graves questions s'agitaient, qui devaient avoir plus tard, mais bien tard, leur retentissement à Grenoble.

Le 18 novembre 1845, M. de Salvandy, grand-maître de l'Université, sentant la nécessité de faire une bonne fois des réformes profondes dans l'enseignement de la médecine, sans cesse remanié à la surface au gré des événements politiques, propose au roi la nomination d'une grande commission chargée d'étudier les moyens « de donner satisfaction aux intérêts les plus essentiels de la science et de la société (6) ».

(1) Statistique botanique du département de l'Isère, ou guide de botaniste dans le département, par Albin Gras, docteur ès sciences, docteur en médecine de la Faculté de Paris, professeur à l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie de l'Isère, membre correspondant de la Société Linnéenne de Lyon et de la Société médicale d'émulation de la même ville, vice-secrétaire de la Société de statistique 1844. O, 2900.

Albin Gras devint en 1852 secrétaire perpétuel de la Société de statistique, à la mort de son frère Scipion Gras.

(2) *Bulletin de la Société de statistique*, 1842.

(3) *Bulletin de la Société de statistique*, 26 juillet 1844.

(4) Notice sur les eaux minérales du Monestier, *Société de statistique*, 1842.

(5) Nouvelle analyse de l'eau gazeuse et ferrugineuse d'Oriol, près Mens.

(6) Voir Beauchamp : Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur, tome XLIX.

Cette commission était présidée par *Orfila* (1). Les questions relatives à l'enseignement dans les Ecoles préparatoires, les seules qui doivent m'occuper, furent vivement débattues. Contre ces Ecoles parlait *Terme*, membre de la Chambre des députés et maire de Lyon, qui ne visait que leur suppression avec création d'une Faculté lyonnaise. Leur avocat, dont le nom mérite d'être ici mentionné, fut *Gintrac*, professeur de clinique médicale à l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie de Bordeaux.

Dès la première séance, les positions sont prises : *Donné* ayant proposé de voter « que les Ecoles existantes continueront à vivre, qu'elles feront partie de l'Université et que leurs recettes ainsi que leurs dépenses seront portées au budget de l'Etat », *Terme* propose carrément leur suppression et leur remplacement par une faculté nouvelle à Lyon.

Comme on voulait en même temps supprimer les officiers de santé et qu'on s'appuyait sur cette suppression, à supposer qu'elle fût votée, pour fermer les Ecoles préparatoires, sous prétexte qu'il ne devait pas y avoir deux ordres d'enseignement, alors qu'il n'y aurait plus deux ordres de médecins, *Gintrac* fit valoir en faveur des Ecoles des motifs qui valent encore la peine d'être cités, même aujourd'hui que cette suppression est faite :

« C'est une erreur de croire, dit-il, que les Ecoles préparatoires soient destinées exclusivement à faire des officiers de santé. Loin de là; elles préparent un grand nombre de candidats au doctorat, qui viennent plus tard dans les Facultés... De ce qu'on ne conserverait pas deux degrés de médecins, on ne voit pas pourquoi les Ecoles préparatoires devraient être détruites.... En général, il est avantageux de multiplier les foyers d'instruction et c'est une erreur de croire qu'on releverait les Facultés de province en détruisant les Ecoles préparatoires. »

Les Ecoles préparatoires furent maintenues.

Une autre victoire de *Gintrac* devant la commission fut l'acceptation, en principe, du concours pour le recrutement des professeurs des Ecoles préparatoires. L'illustre professeur de Bordeaux s'étonne que, alors que le concours a été décidé pour les professeurs des Facultés, on ne l'applique pas à ceux des Ecoles préparatoires. « Son refus pour ceux-ci constitue, dit-il, une véritable irrégularité. Ainsi il y aurait concours pour les prosecteurs, les chefs de

(1) Elle était ainsi composée : *Orfila*, président; *Donné*; *Fouquier*; *Chomel*; *Bouillaud*; *P. Dubois*; *Royer-Collard*; *Andral*; *Velpeau*; *Roux*; *Dumas*; *Behier*; *Marchal de Calvi*; *Caizergue*; *Lordat*; *Coze*; *Forget*; *Bussy*; *Gintrac*; *Sénac*; *Combes*; *Serres*; *Caventou*; *Pariset*; *Villeneuve*; *Boullay*; *Cap*; *Alquié*; *Richaud des Brus*; *Terme*; *Labarraque* et *Cattois*.

travaux anatomiques, les agrégés, puis interruption pour les professeurs des Ecoles préparatoires, et de nouveau concours pour les professeurs des Facultés. Pourquoi cette différence? Pourquoi ce défaut d'harmonie? » « C'est à tort qu'on a supposé que des menées, des intrigues vicieraient en province les résultats du concours. Mais le concours délivrera les juges des trois quarts au moins des intrigants qui s'y seraient pressés sans lui. » Plusieurs membres acceptaient le concours, mais à condition que, pour le débarrasser des influences locales, on le transporterait dans une Faculté: c'est le système qui nous régit actuellement. « Je verrais dans cette mesure, répond Gintrac, de très graves inconvénients. D'abord les jeunes médecins des villes où sont placées les Ecoles préparatoires et qui voudraient concourir, seraient obligés de laisser leur clientèle; . . . d'un autre côté, et ceci est sérieux, en ôtant aux professeurs des Ecoles le droit de contribuer au choix de leurs nouveaux collègues, vous jetteriez sur eux une déconsidération imméritée; vous les mettriez en état perpétuel de suspicion. . . . Ne voyez-vous pas partout le niveau des études s'élever? Et ce serait avec ce mouvement expansif, avec ce rayonnement vivifiant, que vous penseriez à une mesure qui frapperait d'inertie nos écoles, refroidirait le zèle, réprimerait les élans généreux qu'il importe tant de faire naître et d'exciter loin du centre? . . . Le sol scientifique est généralement assez paisible; il serait au moins parfois remué et toujours au profit de l'instruction de tous. Vous ne priveriez pas, je l'espère, nos cités de ce moyen certain d'émulation, de ce levier précieux, qui tend d'une manière si efficace les ressorts intellectuels; . . . c'est donc devant l'Ecole où la chaire est vacante que le concours devrait avoir lieu. »

Gintrac ajoutait: « Je souhaiterais d'ailleurs que le professeur d'une des Facultés du royaume, chargé de la chaire correspondante à celle dont la vacance motive le concours, reçut de M. le Ministre la mission de venir présider cet important concours ».

Appuyé par *Velpéau*, par *Royer-Collard*, le principe du concours pour la nomination des professeurs des Ecoles préparatoires fut adopté par la commission. Elle décida également que le jury serait présidé par un délégué de l'Université, pris soit dans l'une des Facultés, soit dans l'une des Ecoles de pharmacie.

La même commission émet le vœu: « qu'à l'avenir, il ne sera plus créé qu'un seul ordre de praticiens, celui des docteurs en médecine ».

Un congrès médical réuni à la même époque avait émis, de son côté, des vœux pressants, en faveur des Ecoles préparatoires très fortement menacées. A la séance de clôture de ce congrès, qui avait réuni les

sommités médicales de la province, M. de Salvandy, leur dit : « Les Ecoles préparatoires vous ont occupé. Dans cette sagesse qui a plané sur vos travaux, vous avez pensé qu'elles devaient être maintenues; vous vous êtes prononcés pour le fait existant. Un vœu a été exprimé : que les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie fussent plus directement attachées à l'Université; qu'elles passassent tout entières sous son autorité; qu'elles ne relevassent que d'elle. Vous avez eu raison. La dignité de l'enseignement médical y est intéressée » « Il faut de leur côté que les villes s'appliquent au matériel de vos Ecoles, dont le développement est indispensable au but que nous voulons atteindre » Le ministre, en terminant, engage les médecins à lutter « *contre cette centralisation, contre laquelle le devoir de mon ministère est de lutter* ». Belles paroles qui ont mis du temps à devenir une réalité, ou du moins à commencer à se traduire dans les actes!

Entre temps, le 7 septembre 1846, un arrêté instituait les *examens de fin d'année* pendant le cours des études médicales, et spécifiait que les deux premiers, passés dans les Ecoles préparatoires, étaient valables pour l'inscription ultérieure dans les Facultés. Ces examens de fin d'année avaient l'avantage de donner aux cours professés dans les Ecoles préparatoires, une sanction qu'ils n'avaient pas. Leur suppression est évidemment très préjudiciable à l'exactitude et au zèle des élèves en médecine.

Enfin, le 15 février 1847, M. de Salvandy présentait à la Chambre des pairs un projet de loi, sur l'exercice et l'enseignement de la médecine.

Il y proposait la suppression des officiers de santé; il maintenait la division des élèves entre les 3 Facultés et les 20 Ecoles secondaires; il conférait aux Ecoles préparatoires, en la restreignant aux deux premières années d'études médicales, l'égalité absolue pour ces deux années et il constatait cette égalité, en investissant les Ecoles préparatoires du droit nouveau de conférer, comme les Facultés, un premier grade médical, qui eut été, comme dans l'ordre de droit, le baccalauréat; mais il maintenait aux Facultés la prérogative de conférer seules, la licence et le doctorat et fixait à cinq années le cours d'études nécessaires pour le grade de docteur, « la reconstitution définitive, ajoutait l'exposé des motifs, qui est proposée pour les Ecoles préparatoires, a paru l'unique part qui fut à faire à la diffusion de l'enseignement et aux progrès du temps. Ces écoles désormais seront des annexes des Facultés; elles participeront au droit de conférer des grades: cet acte solennel marquera leur rang dans l'Université, et par le lustre qu'elles en recevront, les pères de famille seront de plus en plus

encouragés à leur confier leurs enfants (1) ». « Ces centres d'études multipliées, dit-il encore, ont pour l'enseignement des avantages considérables : l'accès plus libre et plus facile dans les jardins botaniques, dans les collections, dans les amphithéâtres, dans les hôpitaux, au lit des malades ; la parole du maître écoutée de plus près, plus personnelle, sinon plus fréquente, et pour les familles la proximité, l'économie, la sécurité ». Enfin le projet ajoutait : « Les Ecoles préparatoires seront mises successivement à la charge de l'Etat ; le matériel et les collections resteront à la charge des communes ».

On disait à Grenoble que trois Ecoles allaient passer au budget de l'Etat : celles de Lyon, de Bordeaux et de Toulouse. Le maire de Grenoble s'empessa d'adresser une pétition aux Chambres (2) pour qu'aux villes de Lyon, Bordeaux et Toulouse, qui étaient visées par le projet, on ajoutât les villes qui ont une Faculté des sciences, comme *Grenoble*, Caen, Rennes, Besançon, Dijon. C'était un acheminement détourné au titre de Faculté. Mais tous ces projets restèrent à l'étude. La Révolution de 1848 vint arrêter la réalisation d'un plan qui contenait beaucoup de bonnes choses.

Quant à la pharmacie, ce n'est qu'en 1850 que la réforme des études fut mise en discussion et soumise à une commission (3). Dans leur rapport, les commissaires touchent incidemment une question qui nous intéresse : « Nous n'avons pas mission, disent-ils, d'examiner si les jurys locaux, tels qu'ils sont constitués aujourd'hui, fonctionnent d'une manière satisfaisante ; si le professeur de la Faculté de médecine chargé de présider ces jurys, composés de deux médecins et de quatre pharmaciens du département, n'est pas d'ordinaire réduit à protester seulement par sa boulevole noire contre la faiblesse des candidats admis par la majorité et si, dans l'intérêt des études pharmaceutiques, il ne serait pas urgent de modifier cet état de choses, en supprimant la collation des grades par les jurys locaux ». Mais rien ne fut résolu.

Enfin, en 1854, un vaste projet fut présenté pour la médecine et la pharmacie.

Mais il ne s'agit plus du projet de Salvandy, qui semble abandonné.

(1) Les Facultés de Paris, Montpellier et Strasbourg comptaient à cette époque, à elle trois, 1.052 étudiants. Les 20 Ecoles secondaires en comptaient ensemble 823 ; l'Ecole de Grenoble en comptait 32.

(2) *Archives municipales*, 9, F.

(3) Elle était composée de : Thénard, Orfila, Bérard, Bussy, Persoz, Chevreul, de Jussieu, Milne-Edwards.

Au lieu des réformes radicales qu'il comportait, on se bornera à certaines améliorations de l'état de chose existant.

En tête des réformes utiles et logiquement devenues nécessaires, proposées en 1854 par A. de Fourtoul, il faut noter la suppression des *jurys médicaux* « dont on pouvait comprendre la nécessité lorsque l'enseignement médical était à peine organisé en France, mais qui n'ont plus de raison d'être, depuis qu'on a créé vingt Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie. A quoi bon des commissions spéciales pour délivrer des grades, quand les Facultés de médecine et les Ecoles peuvent suffire à cette tâche et sont beaucoup plus compétentes ».

Une réforme d'une grande valeur était, en outre, proposée : jusqu'à présent les jurys médicaux délivraient aux officiers de santé un simple certificat d'aptitude. « Après une discussion approfondie, le conseil impérial de l'instruction publique et le Conseil d'Etat ont été d'avis de proposer la suppression absolue du prétendu certificat d'études médicales et de le remplacer par *douze* inscriptions prises dans une Faculté de médecine, ou par *quatorze* inscriptions dans une Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie », importante modification qui ne pouvait être matériellement au moins qu'avantageuse aux Ecoles. Ces mesures s'étendaient d'ailleurs aux pharmaciens de 2^e classe, aux herboristes et aux sages-femmes (1).

(1) Un décret d'août 1854 stipulait :

ART. 12. — Douze inscriptions dans une Faculté de médecine peuvent être compensées par quatorze inscriptions prises dans une Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie, moyennant un supplément de cinq francs par inscription.

ART. 17. — Les jurys médicaux cesseront leurs fonctions au 1^{er} janvier prochain, en ce qui concerne la délivrance des certificats d'aptitude pour les professions d'officiers de santé, sages-femmes, pharmaciens et herboristes de 2^e classe.

A partir de cette époque, les certificats d'aptitude pour la profession d'officier de santé et celle de sage-femme seront délivrés, soit par les Facultés de médecine de Paris, Montpellier et Strasbourg, soit par les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie, sous la présidence d'un professeur de l'une des Facultés de médecine.

A partir de cette époque, les certificats d'aptitude pour les professions de pharmacien et d'herboriste de 2^e classe seront délivrés, soit par les Ecoles supérieures de pharmacie, soit par les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie, sous la présidence d'un professeur de l'une des Ecoles supérieures de pharmacie.

ART. 20. — Les aspirants au titre d'officier de santé doivent justifier de douze inscriptions dans une Faculté de médecine ou de quatorze inscriptions dans une Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie.

Les aspirants au titre de pharmacien de 2^e classe doivent justifier : 1^o de six années de stage ; 2^o de quatre inscriptions dans une Ecole supérieure de pharmacie ou de six dans une Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie.

Deux années de stage pourront être compensées par quatre inscriptions dans

Il est aisé de mesurer combien la situation des Ecoles secondaires s'était améliorée : elles ne sont plus regardées comme un annexe de l'Hôpital ; elles sont un des rouages universitaires et confèrent, au même titre que les Facultés, certains grades en médecine et en pharmacie. Une seule lacune déparait encore cette nouvelle organisation de nos Ecoles, c'était l'absence d'équivalence complète entre leurs inscriptions et celles des Facultés : cette équivalence n'était absolue que pour les 8 premières, mais au-delà de 8 elle cessait : 9 inscriptions ne valaient plus que 8 et 14 ne valaient que 12. Il y avait néanmoins un mouvement très marqué. L'idée de l'administration perçait bien, à la même époque, dans les considérants de l'organisation des conseils académiques (14 juin et 22 août 1854) : « L'administration, est-il dit, s'est principalement proposé, dans les réformes dont l'enseignement supérieur a été l'objet, de constituer de véritables centres d'enseignement, et de *rallumer ces foyers de la science dont nos grandes provinces universitaires étaient privées depuis longtemps*. L'isolement est mortel aux établissements d'enseignement supérieur, aussi tous nos actes ont-ils tendu à les rapprocher, à les unir, à les pénétrer, en quelque sorte, les uns par les autres. Les Facultés de théologie et de droit s'appuient sur la Faculté des lettres ; les Facultés de médecine, les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie sur les Facultés des sciences ; les Facultés des sciences elles-mêmes ne sont pas étrangères aux Facultés des lettres, puisque les unes et les autres concourent aux examens du double baccalauréat. »

Il est aisé de voir le point de départ du mouvement qui aboutira demain à la création des Universités provinciales.

A partir de 1854, la plupart des Ecoles préparatoires se mirent à l'unisson des réformes qui leur étaient demandées en échange des avantages qui leur étaient offerts ; elles se firent, suivant le terme consacré, *réorganiser* ; un programme de cours leur fut d'ailleurs donné en 1857 (1), mais Grenoble devait encore attendre avant que sa situation lui permit de recevoir la consécration nouvelle.

une Ecole supérieure de pharmacie, ou, moyennant un supplément 5 francs par inscription, par six inscriptions dans une Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie, sans que le stage puisse, dans aucun cas, être réduit à moins de quatre années.

(1) Circulaire relative au nouveau règlement d'études pour les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie, 16 avril 1857 (*l'écueil de Beauchamp*).

III

Revenons donc à Grenoble et voyons ce qui s'y passait, tandis que s'élaborait à Paris cette lente édification des Ecoles préparatoires.

Par suite de la nouvelle affectation de Saint-Robert, le cours départemental d'accouchement qui se faisait dans cet asile au service des filles-mères est fait maintenant à l'Hôpital, et le Dr *Aribert-Dufresne* est nommé professeur de ce cours. *Mabboux* est nommé professeur adjoint.

Albin Gras continue ses travaux personnels. Il publie une note sur les oursins fossiles du département (1); il donne une étude d'histoire sur Grenoble depuis la suspension de Louis XVI jusqu'en Thermidor (2). Enfin dans une étude purement médicale sur la topographie médicale de Grenoble (3), le médecin, souvent caché derrière le naturaliste, reparait sans que celui-ci masque toutefois celui-là, car il montre que le climat de Grenoble a permis l'acclimatement d'insectes et de plantes de la Provence : *Convolvulus cantabrica*; *Rhamnus alaternus*; *Olyris alba*; *Pistacia terebinthus*.

Entre temps, Gras poursuit ses études de géologie et signale dans l'arrondissement de Grenoble quelques fossiles nouveaux *Ostrea columba* et *Holaster subglobulosus*.

A. Charvet publie un volume important sur la statistique générale du département de l'Isère (4). Il donne une note assez intéressante sur une variété noire de la vipère commune signalant dans la haute montagne des environs de Grenoble des individus noirs, généralement moins grands que

(1) ALBIN GRAS : Description des ossements fossiles du département de l'Isère, précédée de notions élémentaires sur l'organisation et la glossologie de cette classe de zoophytes, Grenoble 1846.

(2) Deux années de l'Histoire de Grenoble, depuis la suspension de Louis XVI (10 août 1792) jusqu'à la chute de Robespierre (5 thermidor an II), par Albin Gras, docteur ès sciences, docteur en médecine de la Faculté de Paris, professeur à l'Ecole de médecine de Grenoble, ex-président de la Société de statistique de l'Isère, O, 2789.

(3) Essai sur la topographie médicale de la ville de Grenoble, par le Dr Albin Gras, O, 3816.

(4) Statistique générale du département de l'Isère publiée sous la direction de M. Pollenc, préfet de l'Isère; par M. Gueymard, ingénieur des mines, A. Charvet, docteur en médecine, professeur à la Faculté des sciences de Grenoble et à l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie; Pilot, homme de lettres, et Albin Gras, docteur en médecine et ès sciences, professeur à l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie de Grenoble, vice-secrétaire de la Société de statistique, T. II.

ceux de l'espèce commune. A la même époque, il publie un travail sur un cas d'inversion splanchnique générale (1); entre temps il s'occupe de fouilles paléthnologiques (2).

Son neveu, J.-B. *Charvet* jeune, préparateur d'anatomie à l'Ecole de médecine, passe en 1845 sa thèse de doctorat (3).

L'enseignement supérieur s'accroît à Grenoble en 1847, par suite du rétablissement de la Faculté des lettres, supprimée depuis 1816. Enfin 1850 voit arriver trois nouveaux professeurs suppléants : *Nicolas*, *Michaud*, et Edouard *Leroy*, fils de C. Leroy. Le dernier ne tarda pas à donner sa démission; le Dr *Michaud* compte aujourd'hui, après une carrière bien remplie, parmi nos professeurs honoraires (4). Le Dr *Michaud* et *Nicolas* furent révoqués après le 2 décembre; M. *Michaud* fut réintégré (18 juillet 1853), après avoir juré obéissance à la Constitution et fidélité à l'empereur. *Nicolas* ne fut pas réintégré (5). En 1850 *Epaminondas Bertrand* est nommé chef des travaux anatomiques; il est en 1853 professeur suppléant d'anatomie et de physiologie. La même année, *Breton* (Henri), professeur suppléant, est, avec l'autorisation du Recteur, chargé par le titulaire *Leroy* de la chaire de pharmacie. M. *Breton*, dont la verte vieillesse défie les années, est avec M. *Michaud* un de nos professeurs honoraires.

Un certain nombre d'autres modifications se font en peu d'années dans le personnel de l'Ecole: en 1856, *Arthaud*, qui a quitté le barreau pour la médecine où il acquiert une grande clientèle, est nommé chef de travaux anatomiques en remplacement de *Bertrand*, dont la délégation est expirée.

La même année, *Michaud*, déjà professeur suppléant, est nommé pro-

(1) Observation sur un cas d'inversion splanchnique général, T, 4239.

(2) D'une caverne à ossements à Leval (Drôme), (*Société de statistique*, 1831), Bibliothèque, T, 4238.

(3) Sur l'incurvation instantanée des os longs chez les enfants, Bibliothèque, O, 3923.

Le Dr J.-B. CHARVET, fidèle aux traditions de sa famille, porte encore aujourd'hui fort allègrement, après avoir fait une grande clientèle, un nom respecté dans le monde savant comme paléthnologue. La question du harnachement du cheval, au point de vue préhistorique et historique l'a principalement occupé. Ses travaux font autorité et ses collections ont une réputation européenne.

(4) Parmi les travaux du Dr *Michaud*, je citerai :

Note sur un fœtus monstrueux (*Société de statistique*, 1843);

Réflexions sur quelques épidémies du Dauphiné (*Société de statistique*, 1846).

(5) Le Dr *Nicolas* était membre du conseil municipal de Grenoble. Il est le père de notre collègue le Dr *Nicolas*, qui continue à l'Ecole, comme ancien professeur suppléant chargé du cours de physiologie, les traditions d'honneur et de travail de sa famille.

fesseur adjoint de pathologie interne. Enfin en 1857, *Arthaud*, déjà chef de travaux anatomiques, est nommé professeur suppléant; il conserve néanmoins le titre et les fonctions de chef des travaux, et est chargé, pendant le semestre d'été, de l'enseignement de la physiologie, qui, dans les Ecoles réorganisées, était confié au professeur adjoint d'anatomie et de physiologie; *Berriat* (Hippolyte) est également nommé suppléant.

La situation de l'Ecole vis-à-vis l'Hôpital est d'ailleurs toujours la même; la subordination est complète et les cours ne se font pas, quand les besoins de l'Hôpital l'exigent: le 27 juin 1855, l'administration de l'Hospice avertit purement et simplement l'Ecole pour lui dire: « La réparation de la salle de MM. les officiers nous met dans la nécessité de disposer du salon des cours, le cas échéant, pour y placer les officiers malades qui entreraient à l'Hôpital militaire. Nous avons pris toutes les mesures pour assurer la prompte exécution des travaux. Nous espérons que nous n'aurons pas de malades dans l'intervalle. S'il en était autrement, nous vous prierions de supporter avec nous cette gêne momentanée, en établissant provisoirement les cours de médecine dans la salle des opérations et dans le laboratoire de chimie » (1).

Les compensations qui peuvent se présenter dans cette étroite dépendance ne sont pas d'ailleurs suffisantes; elles se bornent à quelques livres reçus: « Le 27 août 1855, M. l'intendant militaire transmet plusieurs volumes des mémoires de médecine et de pharmacie militaires: d'après une dépêche du ministre de la guerre, ces volumes sont destinés à la bibliothèque de l'Hospice civil, et comme cette bibliothèque vous est confiée, afin qu'elle puisse servir à l'instruction de MM. les élèves, nous avons l'honneur de vous les adresser » (2).

En 1861, l'Ecole perd son directeur *Silvy* (Célestin), homme actif et dévoué. *Leroy* pourra, avec justice, dira sur sa tombe: « Ses fonctions publiques ont eu plus de 30 ans de durée et nous seuls, ses collègues dans l'enseignement, pouvons dire avec quelle exactitude, quels soins consciencieux il les remplissait, plein du désir de voir l'Ecole prospérer, y concourant de tous ses efforts, aimé de ses collaborateurs et chéri des élèves, dont les succès faisaient l'objet de ses plus vives préoccupations ».

Il est remplacé par *Berriat*, comme professeur, et comme directeur, par *Aribert-Dufresne* (13 mars 1861), professeur de matière médicale.

(1) Registre des délibérations de l'Hospice.

(2) Registre des délibérations de l'Hospice.

Quant à Leroy, le doyen de la Faculté des sciences, déjà professeur adjoint de chimie à l'Ecole, il est nommé, en 1861, professeur titulaire de chimie.

IV

Si nous laissons un moment l'Ecole pour voir en dehors d'elle le monde médical, nous constatons un mouvement qui est tout à l'honneur du corps médical de Grenoble. Il a pour effet la transformation, le rajeunissement de l'ancienne *Société de santé*, qui avait à plusieurs époques joué un rôle important. Le 20 novembre 1856, sur l'initiative du Dr *Buissard*, et avec l'autorisation du préfet de l'Isère, en date du 22 octobre, les médecins et pharmaciens de l'Isère, réunis à l'Hôtel de Ville, fondaient avec les débris de l'ancienne Société de santé l'*Association de prévoyance et de secours des médecins et pharmaciens de l'Isère*. Le but de l'association, dit l'art. 1^{er} des statuts est *de distribuer des secours aux sociétaires tombés dans le malheur par suite de maladies, infirmités, progrès de l'âge. Les veuves et les enfants des sociétaires pourront être admis à participer aux secours de l'Association. L'Association aura à signaler et à réprimer, par tous les moyens en son pouvoir, les délits et les abus relatifs à l'exercice de la médecine et de la pharmacie.*

Nous fondions donc à Grenoble, du même coup, une association de prévoyance et un syndicat professionnel spécialement dirigé contre l'exercice illégal de la médecine ; nous restions, en outre, dans la vieille tradition dauphinoise, qui avait créé jadis à Grenoble, par la réunion des médecins et des pharmaciens en une seule association, l'ancien *corps de médecine*.

Il est bon de rappeler que ce n'est que deux ans plus tard que fut créée à Paris, en 1858, l'*Association Générale des médecins de France*. Le Dauphiné avait donc l'honneur de l'initiative. L'Association générale demanda de suite à l'Association de l'Isère de s'affilier à elle ; mais la largeur de vue qui avait guidé les médecins de Grenoble ne nous permettait pas d'entrer dans le cadre plus étroit qui avait été façonné à Paris : l'Association générale ne comptait en effet, que des médecins, et nous, nous avions englobé en un seul faisceau les médecins et les pharmaciens. Après de longs pourparlers, le Dr *Buissard* répondit que nous consentions à affilier la partie médicale de notre association locale, sans rien changer à la largeur de ses statuts, excellent exemple à la fois de conciliation et de fermeté. Gardons nos forces chez nous : la centralisation, ici comme en tout, est paralysante.

En même temps d'excellents travaux, d'utiles créations se faisaient dans notre pays.

En 1853, Armand Rey, que nous retrouverons bientôt à l'Ecole, fondait l'établissement hydrothérapique de Bouquéron, ouvrant ainsi une voie agrandie plus tard et intelligemment rendue pratique par le syndicat d'initiative de Grenoble (1).

Buissard concourait au même but, en introduisant la pulvérisation et l'inhalation aux eaux de la Motte, dont il était inspecteur (2).

Les infatigables travailleurs Albin Gras et A. Charvet continuaient à donner de nouvelles publications.

Albin Gras menant de front la science et l'histoire, publie le catalogue des plantes qui croissent spontanément dans le Bourg-d'Oisans (3).

Charvet, à propos d'une dent de mastodonte trouvée à Voiron (4), publie un mémoire sur les ossements fossiles du Dauphiné, et continue ses études sur les monstruosité (5).

En 1864, *Armand Rey*, est nommé professeur suppléant des chaires d'accouchement et de chirurgie, en remplacement d'Arthaud, qui meurt jeune, d'une tuberculose pulmonaire. La place de chef de travaux anatomiques est donnée au Dr *Minder* qui, à ce titre, comme c'était alors l'usage, fait l'enseignement de la physiologie et inaugure une série d'expériences et de vivisections, alors nouvelles à Grenoble.

La même année l'Association locale des médecins et des pharmaciens de l'Isère perd son vice-président, homme de talent et d'avenir, que nous avons vu briser volontairement sa carrière en 1852, le Dr Nicolas.

L'Ecole a su conserver l'affection de ceux qui l'ont fréquentée. Par testament du 18 décembre 1855, M. Ferrat (Louis-Alexis), de la Mure,

(1) Notice sur l'établissement hydrothérapique de Bouquéron près Grenoble, précédée d'un exposé critique, dogmatique, théorique et pratique de la véritable doctrine hydrothérapique par ARMAND REY, professeur d'accouchement, de maladies des femmes et des enfants à l'Ecole de médecine de Grenoble (2^e édition, 1870). La 1^{re} édition est de 1860, T, 727.

(2) La Motte-les-Bains. Lettre au rédacteur de la *Gazette médicale de Lyon*, par le Dr Buissard, médecin inspecteur des eaux de La Motte. O, 10114 — Consulter du même auteur : Indicateur médical et descriptif des eaux de La Motte-les-Bains, par Buissard. T, 4464.

En collaboration avec Breton, le Dr Buissard avait fait, en 1850, des recherches sur l'existence de l'iode et de l'arsenic dans les eaux de La Motte.

(3) Ces notes se trouvent dans l'Essai descriptif de l'Oisans par *Aristide Albert*. Elles se trouvent mêlées aux notes de Bouteille, de Viaud et de Thevenot. T, 563.

(4) A. CHARVET : Mémoire sur les grands ossements fossiles du Dauphiné, *Société de statistique*, 1860.

(5) A. CHARVET : Observations sur des cas d'anomalies anatomiques multiples. Il s'agit dans ce mémoire principalement d'anomalies musculaires et artérielles.

décédé à Dijon, où il occupait le poste de chef de division à la préfecture, laisse à la bibliothèque de l'Ecole de médecine de Grenoble un certain nombre de volumes qu'il a reçus lui-même en héritage, de son oncle Charles-Frédéric Carrot.

Enfin en 1861, un médecin, dont le nom était devenu célèbre et qui, sorti de l'Ecole de Grenoble, avait contribué à répandre en Egypte l'influence française, en organisant les études médicales, le D^r Clot-Bey envoie lui-même 120 volumes à l'Ecole de Grenoble. « J'éprouve, aujourd'hui, dit-il, à la suite d'une grave et longue maladie qui a sensiblement affaibli mes facultés, le désir de donner à l'Ecole de Grenoble un nouveau témoignage de toute ma sympathie, en partageant entre elle et la Société impériale de médecine de Marseille, un certain nombre d'ouvrages scientifiques ».

Déjà l'année précédente, en 1860, Berard, doyen de la Faculté de Montpellier, avait donné à l'Ecole une importante collection des thèses de Montpellier (1825-1858) (1).

V

Malgré tout le bon vouloir de quelques-uns, il ne faut pas se dissimuler que l'Ecole végétait : elle n'avait guère que 25 élèves. Tandis que la plupart des Ecoles étaient *réorganisées*, la nôtre était encore dans les vieux errements et ne pouvait offrir aux élèves les mêmes avantages que ses rivales. Il fallait pour la sortir du marasme l'énergie d'un maire à qui l'Ecole doit une pieuse reconnaissance, M. Vendre.

Il s'agissait pour obtenir la réorganisation de créer trois nouvelles chaires et de porter le budget de l'Ecole à 15 800 fr. M. Vendre saisit le Conseil municipal de la question, sans essayer de lui masquer la situation. « Notre Ecole dépérit, lui dit-il; divisés par des rivalités anciennes, les professeurs ne sont d'accord que sur le terrain de l'apathie..... (2). Les chaires principales, telles entre autres les deux cliniques et les accouchements, sont à peu près abandonnées par les professeurs titulaires, qui, par suite de leur grand âge, ou de l'état général de leur santé, ou des infirmités graves dont ils sont atteints, sont empêchés de professer, au grand détriment des élèves dont ils furent pendant de longues années les

(1) Comme pour continuer la tradition, M. le Recteur de Montpellier se souvenant de son séjour à Grenoble, a bien voulu, après entente avec M. le Recteur actuel, M. Zeller, envoyer à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie un certain nombre de thèses et de livres. L'Ecole leur exprime à l'un et à l'autre sa reconnaissance.

(2) *Archives municipales*, 9, F. Exposé du maire dans la séance du conseil du 15 octobre 1866.

maîtres savants et dévoués
 Pour toutes ces causes, on entrevoit la ruine certaine de notre Ecole dans un avenir très rapproché. Or la suppression de notre Ecole préparatoire eût été un grand malheur pour Grenoble, tant au point de vue des intérêts matériels, qu'au point de vue des intérêts moraux de l'ordre le plus élevé. Cette suppression, quelle que fût la cause qui l'avait produite, aurait été un danger, même pour la conservation de notre Ecole de droit, que d'autres nous envient, vous le savez, en même temps que c'eût été un démenti donné à la vieille réputation de notre ville, qui fut toujours connue pour son amour des lettres, des sciences et des arts.

J'ai donc proposé, sauf votre ratification, la réorganisation de l'Ecole et l'augmentation des professeurs titulaires par la création de nouvelles chaires ».

« Au préalable il faut, ajoute-t-il, infuser du sang nouveau, puisque plusieurs cours ne sont jamais faits ». Il déclare donc, que « l'un des professeurs de l'Ecole a été admis à faire valoir ses droits à la retraite ; que deux autres ont été mis en non activité et que le quatrième a été provisoirement, et pour six mois encore, conservé possesseur de sa chaire ».

Il prie ses collègues de voter 9 chaires, par l'adjonction de *Buissard*, de *Corcellet*, licencié ès sciences, chargé de l'enseignement de la physiologie et des suppléants *Allard* et *Berger*. En terminant il leur expose « les compensations réelles, effectives, qui couvriront au-delà les dépenses, par l'augmentation du produit des inscriptions et des examens, et par les avantages qui résulteront, pour l'ensemble de nos concitoyens, des dépenses faites par les nouveaux élèves ».

Ces raisons prévalurent en 1866, comme elles prévalurent depuis, comme elles prévaudront encore dans l'incessante évolution que, suivant la loi commune, l'Ecole de Grenoble devra accomplir ; le 20 novembre 1866, notre Ecole, entrant dans une phase nouvelle, fut déclarée réorganisée.

Son personnel était ainsi composé :

1. *Thérapeutique et matière*

médicale..... ARIBERT-DUFRESNE, Directeur.

2. *Chimie et Pharmacie*.... LEROY.

3. *Anatomie* A. CHARVET.

4. *Physiologie*..... CORCELLET.

5. *Clinique interne*..... BUISSARD (il remplace Robin, mis en congé d'inactivité).

6. *Clinique externe*. MINDER, chargé de la clinique externe (il remplace J. Chanrion, mis en congé d'inactivité) (1).
7. *Pathologie interne*. MICHAUD.
8. *Pathologie externe*. BERRIAT, précédemment adjoint de cette chaire.
9. *Accouchement, maladie des femmes et des enfants* A. REY (il remplace Fournier).

Les 4 suppléants étaient :

- Anatomie*. BERTRAND.
- Chirurgie*. ALLARD (Félix), (à la place de Rey, nommé aux accouchements).
- Médecine*. BERGER.
- Chimie*. BRETON.

CHAPITRE XI

(1866-1894)

- I. Heureux effets de la réorganisation. — Accroissement du nombre des élèves — Changements dans le personnel de l'Ecole. — Dr Turel, cours d'histologie. — M. Bréton. — M. Giroud. — Bisch. — Buissard. — Minder. — Clinique des maladies mentales. — Les ambulances de 1870. — Dr Berger. — Dr Girard. — La chaire de pharmacie et de toxicologie transformée en chaire de pharmacie et de matière médicale. — Chaire de chimie, M. Raoult. — Chaire de thérapeutique et d'histoire naturelle. — A. Charvet et Raoult.
- II. Décret sur l'enseignement de la pharmacie; manipulations obligatoires. — Nécessité d'une installation nouvelle. — Le bâtiment des épidémies. — La conciergerie. — L'Hospice. — Une installation *provisoire* qui durera vingt ans. — Le Dr Berger nommé Directeur.
- III Décret sur l'enseignement et le traitement des professeurs dans les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie. — Onze chaires. — Nécessité d'agrandir l'Ecole. — Le palais des Facultés. — Modifications importantes dans la scolarité des Ecoles préparatoires. — Hésitation du conseil. — Ultimatum du ministre. — Vote du conseil. — Augmentation de la subvention départementale. — Nouvelles recrues dans le personnel enseignant. — Carlet. — Dr Pegoud.

(1) Chanrion avait été pendant quelques mois directeur de l'Ecole (1849). Il avait succédé à Robin et avait été remplacé par Célestin. Silvy. Il était fils de Joseph Chanrion, ce républicain ferme, intègre et calme dont la démarche auprès de Robespierre, demeurée célèbre, évita à Grenoble les excès de la Terreur. Chirurgien, élève de Lisfranc, il était très aimé des élèves. Il mourut en 1867. Il avait pratiqué un certain nombre d'opérations hardies et neuves de son temps : l'opération césarienne et la ténotomie.

— Dr Genevey-Montaz. — Dr Nicolas. — Réorganisation de la Maternité départementale : A. Rey remplace Aribert-Dufresne comme professeur d'accouchements. — Tentatives pour fonder une école d'infirmiers garde-malades.

IV. Les Ecoles préparatoires menacées — Enquête auprès des conseils académiques. — Revendication des Ecoles.

Décret relatif aux conditions d'études pour le titre d'officier de santé. — Décret portant réorganisation des Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie. Douze chaires.

V. Efforts faits à Grenoble pour arriver à la réorganisation. — L'Hôpital accorde une salle pour les maladies des enfants. — Le conseil vote les crédits nécessaires. — Le département augmente sa subvention. — La question de la construction d'un bâtiment, condition *sine qua non*.

Le transfert de l'Hôpital-Hospice. — Hésitations. — Contradictions. — Intervention de la Société de médecine et de pharmacie.

Insistance du Recteur M. Bizos. — Pétition des étudiants. — Mouvement général dans les Ecoles de médecine : Clermont, Dijon, Grenoble. — Lettres successives des professeurs de Grenoble. — Intervention de M. le directeur de l'enseignement supérieur. — L'Hôpital concède le service des filles-mères. — Le Conseil décide de commencer les travaux. — Mort de Carlet. — Dr Bordier. — Démission du Dr Berger. — Le Dr Bordier nommé directeur. — Suppression du cours théorique d'accouchement et du cours d'hygiène. — Création d'une chaire de clinique obstétricale et d'un cours d'histologie. — Réglementation des études médicales et suppression des officiers de santé. — L'Ecole, déclarée réorganisée, prend possession de son nouveau local. — Discours de M. Zeller, recteur de l'Académie de Grenoble.

I

Les effets de la réorganisation ne se firent pas attendre, le nombre des élèves s'élève rapidement à 60; le produit des inscriptions et des examens s'accroît considérablement.

Produit des inscriptions et des examens :

1866.....	3.400 fr.
1867.....	4.757 »
1868.....	5.445 »
1869.....	6.365 »
1870.....	6.080 »
1871.. .	8.270 »
1872.	9.745 »

Il en résulte que la somme *réellement* versée par la ville, sous forme de subvention, va parallèlement en diminuant.

Sommes réellement versées par la ville à titre de subvention :

1867.....	9.942 fr.
1868.....	9 514 »
1869.....	9 048 »
1870.....	8 948 »
1871.....	7.205 »
1872.....	5.750 »

Ce sont là, après tout, des sommes peu importantes et nous verrons bientôt augmenter la subvention réelle de la ville. Mais cette augmentation n'est-elle pas largement compensée, comme le disait Villars au siècle dernier, par l'apport d'argent fait par chaque élève dans la ville de Grenoble?

Des considérations d'un autre ordre avaient en outre déterminé le vote du conseil ; il avait compris la justesse de cette appréciation du D^r Gintrac : « Une institution d'enseignement médical doit être considérée comme une institution scolaire, mais aussi et surtout comme une institution sociale et administrative, ayant pour but d'offrir à une population considérable la somme de lumières médicales que réclame sa conservation. Priver une population d'une institution médicale, c'est la dépouiller des garanties de salubrité et de santé indispensables aux grandes améliorations sociales. »

L'Ecole possède, au moment où nous sommes parvenus, un certain nombre de jeunes éléments qui ne peuvent que lui donner de l'activité.

Le D^r Turel, qui venait d'être nommé chirurgien de l'Hôpital de Grenoble, par la première application du concours, ouvrait en 1868 un cours semi-officiel d'histologie, très suivi par les élèves. A l'époque où cette tentative était faite, c'était à Grenoble une nouveauté, presque une hardiesse.

Le D^r Turel était d'ailleurs le défenseur et le propagateur de toutes les nouveautés, lorsque, en 1868, deux ans à peu près après la mémorable communication de Villemin à l'Académie de médecine, il résumait la discussion si confuse à laquelle la tuberculose avait donné lieu à cette époque et se déclarait, un des premiers, partisan de la contagion, de la virulence, de l'inoculabilité de la tuberculose. Aujourd'hui l'affirmation nous semble banale et peu compromettante. En 1868, M. Turel faisait preuve d'indépendance et de clairvoyance (1).

M. Breton enseigne la pharmacie et la toxicologie ; M. Giroud est nommé suppléant de la chaire.

(1) Compte rendu synthétique et critique de la discussion sur le tuberculose par le D^r Turel. Grenoble, 1868.

L'Ecole reçoit, en 1869, *Bisch* (1), ancien médecin de marine, qui après une brillante carrière aux colonies, deviendra successivement suppléant d'anatomie, suppléant des chaires de médecine, chef des travaux anatomiques et enfin professeur de pathologie interne. La même année *Buissard*, *Minder* et *Corcellet*, jusque-là chargés de cours, sont nommés titulaires.

Sur l'initiative du Directeur Aribert-Dufresne, qui avait signalé la faiblesse des élèves en physique et réclamé un professeur pour cet enseignement, le doyen de la Faculté des sciences en avait été chargé. Aribert-Dufresne avait également porté son attention sur l'enseignement des maladies mentales : il aurait désiré voir les élèves suivre de temps en temps la clinique mentale de Saint-Robert.

La guerre de 1870, en arrêtant, bien entendu, tout travail à l'Ecole, ne fut pour les médecins, ici comme partout, qu'une occasion de plus de montrer leur dévouement : le Dr Buissard était le président de la section internationale des secours aux blessés pour le département de l'Isère, où un grand nombre d'ambulances sédentaires ou volantes furent rapidement organisées (2).

En 1873, le Dr *Berger*, déjà professeur suppléant, est nommé titulaire de la chaire de clinique interne, devenue vacante par la mort de Buissard, qui lui-même avait succédé à Robin.

La même année, la chaire de pharmacie et de toxicologie, occupée par M. Breton, est transformée en chaire de pharmacie et de matière médicale.

En 1873, l'Ecole de médecine a l'honneur de compter comme professeur de chimie un savant déjà célèbre, aujourd'hui illustre, et dont le nom restera lié à une des plus fécondes découvertes de ce siècle, M. Raoult, doyen de la Faculté des sciences. M. Raoult arrive à l'Ecole comme professeur d'une nouvelle chaire de chimie et de toxicologie, pour la création de

(1) Bisch a laissé, entre autres travaux et communications, une note intéressante sur la *lucilie hominivore* qu'il avait observée à la Guyane. *Société de statistique*, 1871.

(2) Les Ambulances du lycée étaient ainsi organisées : Salle n° 1, 56 lits; chirurgien en chef, *Baptiste Charvet*; chirurgien-adjoint, *Leroy* — Salle n° 2, 43 lits; chirurgien en chef, *Armand Rey*; chirurgien-adjoint, *Peyraud*. — Salle n° 3; chirurgien en chef, *Gaché*; chirurgien-adjoint, *Berriat*.

Ambulances Saint-Joseph : *Félix Allard*.

Ambulances des Capucins : *Bois*.

Le service pharmaceutique était assuré par *H. Breton*, *Giroud*, *Martel*, *Flandrin*, *Drevon* et *Sirand*.

L'ambulance volante était composée de *Jacquet*, chirurgien-major; *Bernard* et *Masson*, chirurgiens aides-major; *Rostaing*, pharmacien; l'abbé *Martin*, puis l'abbé *Régner*, aumôniers; *Dallemagne*, comptable.

Enfin le Dr *Turel* était médecin-major de la 1^{re} légion mobilisée de l'Isère; c'est lui qui organisa dans la salle du musée, en façade sur la rue Villars, une infirmerie de 50 lits, installée exclusivement aux frais de la légion.

laquelle le conseil municipal, sur l'initiative de M. Calvat maire et du Dr Gaché adjoint, vient de voter un crédit.

La chaire d'histoire naturelle et de matière médicale, occupée par Aribert-Dufresne, est transformée en chaire de thérapeutique et d'histoire naturelle.

Le Dr Berriat, professeur de pathologie externe, demande à être mis en congé. Il est remplacé par le suppléant pour les chaires de chirurgie, le Dr Girard (1), qui le remplace définitivement lorsqu'il donne sa démission en 1876.

En 1874, arrive à l'Ecole, comme suppléant d'anatomie et de physiologie, le Dr Turel, qui devient, en 1876, professeur d'histoire naturelle et de thérapeutique, jusqu'au jour où il prend la chaire de pathologie externe et de médecine opératoire. Le Dr Turel est en outre nommé à l'élection secrétaire de l'Ecole. Cette même année, Bisch remplace M. Michaud comme professeur de pathologie interne.

L'Ecole se renouvelait ainsi petit à petit : si les nouveaux éléments allaient être pour elle une source nouvelle de vigueur, ses professeurs honoraires eux-mêmes n'avaient rien perdu de leur activité : A. Charvet continuait la série de ses travaux, et il est difficile de ne pas être surpris de l'activité de ce savant qui, médecin, professeur de zoologie, professeur d'anatomie, mène de front l'anatomie, l'embryologie, la botanique et l'ensemble des connaissances biologiques (2).

(1) Voici les principales publications du Dr Girard :

Résorption urineuse et urémie dans les maladies des voies urinaires.

Du bubon chancreux sus-épitrochéien.

Du traitement des hernies étranglées par la ponction aspiratrice.

De la ponction sus-pubienne dans la rétention d'urine.

Du traitement du pédicule dans les hystérectomes abdominales.

De la suette miliaire.

De l'ostéomyélite à répétition.

De la valeur médico-légale des ecchymoses sous-pleurales, péricardiques et péricraniennes.

Grenoble, au point de vue de l'Hygiène.

Des précautions à prendre pour éviter les maladies contagieuses : choléra, diphthérie, variole, scarlatine, 4 brochures différentes.

De l'application du « tout à l'égout » à Grenoble, au point de vue de l'hygiène.

De la trépanation dans l'épilepsie.

De l'emploi de l'éther iodoformé, en injections, dans les arthrites tuberculeuses.

Chirurgien honoraire de l'Hôpital et médecin en chef des épidémies, le Dr Girard est la tête des services hospitaliers de la ville en qualité de vice-président du Conseil d'administration des hospices.

(2) A. Charvet publie en 1869 un compte rendu du service médical de l'Hôpital civil de Grenoble.

Il publie une note sur les plantes médicinales des environs de Grenoble (*In*

L'élévation habituelle de son esprit donnait à tous les travaux d'A. Charvet une tournure sociologique, témoin sa belle étude sur le crétinisme dans l'arrondissement de Grenoble (1).

Dans ce travail remarquable, A. Charvet constate la diminution progressive de cette endémie, dans les vingt dernières années : « Au commencement de ce siècle, dit-il, le tiers et, dans certains villages, la moitié peut-être des habitants étaient porteurs de goîtres volumineux. Des crétins aux formes et aux allures caractéristiques vaguaient dans les rues et sur les chemins, ou étaient assis dans la maison immobiles ou se balançant machinalement sur leurs chaises ». Dans des considérations intéressantes sur le rôle de la misère comme facteur capable d'accroître la réceptivité de l'organisme vis-à-vis la cause encore inconnue de l'endémie crétino-goitreuse, il cite des faits curieux, qui montrent la complexité des questions de milieu : A Saint-Paul-de-Varces, le goître était très fréquent ; à une époque où les vignobles de la contrée tout entière furent ravagés par l'*oidium*, la commune de St-Paul, si pauvre habituellement, fut épargnée. Elle seule eut en effet du vin et, comme le vin fut très cher cette année-là ainsi que les suivantes elle vit une prospérité relative remplacer chez elle l'ancienne misère et l'endémie diminuer. La commune de Vaulnaveys vit de même sa richesse s'accroître et l'endémie diminuer avec le percement de la route d'Uriage à Vizille, avec la création de l'établissement d'Uriage et avec l'introduction des métiers à tisser la soie, qui amenèrent l'aisance. Charvet cite même telle commune voisine qui, après avoir été assainie par les métiers, vit l'endémie revenir avec la misère, le jour où les métiers disparurent pour une cause quelconque.

Si les derniers travaux de Charvet contribuèrent à illustrer l'Ecole de médecine, celle-ci pouvait avec raison se montrer flattée des recherches de son nouveau professeur de chimie, M. Raoult, professeur de chimie à la Faculté des sciences (2).

Société de statistique, 1863). L'auteur signale notamment la présence, aux environs de Grenoble, de plantes méridionales : *centaurea solstitialis* et *asclepias syriaca*.

En 1871, il publie une étude sur le *phylloxera vastatrix*. Malheureusement ses prévisions sur la marche du phylloxéra ne se sont pas réalisées. Il pensait en effet que le plateau des terres froides, où la vigne n'est pas cultivée et où le phylloxéra, si le vent l'amenait, ne trouverait pas à vivre, mettrait la vallée du Grésivaudan à l'abri du parasite.

En 1874, il publia une note intitulée : Cébocéphalie avec adhérence du placenta au crâne et à la face sur un fœtus humain.

(1) Exposé sur l'extinction progressive du crétinisme et du goître endémique, dans l'arrondissement de Grenoble. T. 4241.

(2) Parmi les publications de M. Raoult je signalerai les suivantes :

II

Malgré les précieuses recrues faites par le personnel enseignant, malgré l'accroissement du nombre des élèves, les bâtiments de

-
- Recherches sur les forces électromotrices des éléments voltaïques.*
Recherches sur la chaleur chimique et la chaleur voltaïque. (*Comptes rendus de l'Académie des Sciences*, 14 septembre 1863.)
Chaleur dégagée par l'unité de Force électromotrice dans l'unité de résistance. (*Ibid.*, 11 janvier 1864.)
Mesure directe de la chaleur dégagée lors de la combinaison du cuivre avec le chlore et le brome (*Ibid.*, 4 juillet 1864.)
Recherches thermiques sur les voltamètres et mesure des quantités de chaleur dégagées dans les actions chimiques. (*Ibid.*, 19 septembre 1864.)
Influence de la température sur l'Electrolyse. (*Ibid.*, 9 novembre 1868.)
Influence du changement d'état des métaux sur la force électromotrice des éléments voltaïques. (*Ibid.*, 15 mars 1869.)
Influence du changement d'état les sels sur la force électromotrice des éléments voltaïques (*Ibid.*, 11 octobre 1869.)
Condensation de l'hydrogène dans le nickel. (*Ibid.*, 11 octobre 1869.)
Action d'un couple cuivre-cadmium sur le sulfate de cadmium. (*Ibid.*, 4 novembre 1872.)
Sur la réduction apparente des sels par leurs métaux. (*Ibid.*, 20 janvier 1873.)
Recherches sur les forces électromotrices et les quantités de chaleur dégagées dans les combinaisons chimiques. (1^{re} Partie : *Annales de Chimie et de Physique*, série 4, T. II, 1864. — 2^e Partie : *Ibid.* T. IV, 1865.)
Comparaison des coefficients colorifiques des courants thermoélectriques et hydroélectriques. (*Annales de Chimie et de Physique*, juillet et août 1871.)
Sur les causes de la différence entre la chaleur chimique et la chaleur voltaïque. (*Bulletin de la Société chimique de l'Isère*. 1870.)
Analyse des gaz de la Fontaine ardente. (*Comptes rendus de l'Académie des Sciences*, 16 mai 1870.)
Transformation d'une dissolution de sucre de canne en glucose, sous l'influence des rayons solaires. (*Ibid.*, 30 octobre 1871.)
Absorption de l'ammoniaque par le nitrate d'ammoniaque. (*Ibid.*, 19 mai 1873.)
Absorption de l'ammoniaque par les dissolutions salines. (*Ibid.*, 10 novembre 1873.)
Emploi de charbon de cornues pour la distillation de l'acide sulfurique. (*Ibid.*, 1874.)
Appareil simple pour l'analyse des mélanges gazeux par les liqueurs absorbantes. (*Ibid.*, 10 avril 1876.)
Influence de l'acide carbonique sur la respiration des animaux. (*Ibid.*, 8 mai 1876.)
Sur la présence du cuivre et du zinc dans le corps des animaux. (*Ibid.*, 2 juillet 1877.)
Action de l'acide carbonique sec sur la chaux pure. (*Ibid.*, 24 janvier 1881.)
Action de l'acide carbonique sur la baryte et la strontiane. (*Ibid.*, 9 mai 1881.)
Sur les carbonates basiques de chaux. (*Ibid.*, 20 juin 1881.)
Nouveau réactif de la strychnine. (*Bulletin de la Société de statistique de l'Isère*, 3^e série T. IV.)
Moyen de traiter directement le sulfure d'arsenic dans l'appareil de Marsh. (*Ibid.*)
Les acides de la série sulfurique. (*Ibid.*)

l'Ecole étaient insuffisants. Un décret ministériel allait donner le signal du lent exode, qui devait, après bien des pourparlers, après

Recherches sur l'absorption de l'ammoniaque par les dissolutions salines. (Annales de Chimie et de Physique, 5^e série, T. I, 1874.)

Influence de l'acide carbonique sur la respiration des animaux. (Annales, ibid., T. IX, 1886.)

Les recherches de M. Raoult sur la cryoscopie et la tonométrie sont surtout célèbres. Je citerai :

Sur la tension de vapeur et sur le point de congélation des dissolutions salines. (Comptes rendus de l'Académie des Sciences, 22 juillet 1878.)

Sur le point de congélation des mélanges alcooliques. (Ibid., 12 avril 1880.)

Loi de congélation des solutions aqueuses des matières organiques. (Ibid., 5 juin 1882.)

Loi de congélation des solutions benzéniques des substances neutres. (Ibid., 24 juillet 1882.)

Loi générale de congélation des dissolvants. (Ibid., 27 novembre 1882.)

Recherches sur le partage des acides et des bases par la méthode de congélation des dissolvants. (Ibid., 26 février 1883.)

Sur le point de congélation des dissolution acides. (Ibid., 4 juin 1883.)

Sur le point de congélation des dissolutions alcalines. (Ibid., 29 octobre 1883.)

Sur l'abaissement du point de congélation des dissolutions de sels alcalins. (Ibid. 25 février 1884.)

Sur l'abaissement du point de congélation des dissolutions des sels est métaux biatomiques. (Ibid., 28 avril 1884.)

Sur le point de congélation des dissolutions salines. (Ibid., 18 août 1884.)

Action de l'eau sur les sels doubles. (Ibid., 24 novembre 1884.)

Influence de la dilution sur le coefficient d'abaissement du point de congélation des corps dissous dans l'eau. (Ibid., 13 avril 1885.)

Sur les abaisséments moléculaires limites de congélation des corps dissous dans l'eau. (Ibid., 22 juin 1885.)

Application de la cryoscopie à la détermination des poids moléculaires. (Ibid., 23 novembre 1885.)

Recherches sur la température de congélation des dissolutions. (1^{re} partie — Journal de Physique, janvier 1884; 2^e partie — Journal de Physique, février 1884.)

Sur le point de congélation des liqueurs alcooliques. (Annales de Chimie et de Physique. 5^e série, T. XX, 1880.)

Loi de congélation des solutions aqueuses des matières organiques. (Ibid., 5^e série., T. XXVIII, 1883.)

Loi générale de congélation des dissolvants. (Ibid., 6^e série, T. II, 1884.)

Recherches sur le partage des acides et des bases par la méthode de congélation des dissolvants. (Ann., ibid.)

Sur le point de congélation des dissolutions acides. (Ann., ibid.)

Sur le point de congélation des dissolutions alcalines. (Ann., ibid.)

Sur le point de congélation des dissolutions salines. (Annales de Chimie et de Physique, 6^e série, T. IV, 1885.)

Influence du degré de concentration sur le point de congélation des dissolutions. (Annales de Chimie et de Physique, 6^e série, T. VIII, juillet 1884.)

Méthode universelle pour la détermination des poids moléculaires. (Ibid.)

Extension de la loi générale de solidification au thymol et à la naphthaline. (Comptes rendus de l'Académie des Sciences, 7 juin 1886.)

Kryoskopische Studien über Traubensäure und traubensäure Salze. (Zeitschrift für physikalische Chemie, I, 4.)

Sur la composition des permanganates alcalins. (Bulletins de la Société chimique, T. XLVI, p. 805, 1886.)

bien du temps perdu et après de trop longues étapes dans des conditions mauvaises, amener l'Ecole de médecine à l'emplacement qu'elle occupe aujourd'hui.

Le 14 juillet 1875, un décret modifiait le régime des études de pharmacie et précisait : Art. 3. — *Les travaux pratiques sont obligatoires. Chaque période annuelle de ces travaux est fixée à huit mois (1).*

Les manipulations allaient devenir absolument nécessaires ; il fallait un laboratoire complet, sous peine de voir les élèves chercher ail-

Conférence sur la Cryoscopie, faite à la Société chimique de Paris. (Bulletin de la Société chimique et Revue scientifique du 29 mai 1886.)

Sur les progrès de la Cryoscopie. (Bulletin de la Société de statistique de l'Isère, 1888.)

Détermination du point de congélation des dissolutions aqueuses très diluées. — Application au Sucre de canne. (Comptes rendus de l'Académie des Sciences, 8 février 1892.)

Sur les tensions de vapeur des dissolutions faites dans l'Ether. (Comptes rendus de l'Académie des Sciences, 6 décembre 1886.)

Influence du degré de concentration sur la tension de la vapeur des dissolutions faites dans l'éther. (Ibid., 4 avril 1887.)

Loi générale des tensions de vapeur des dissolvants. (Ibid., 23 mai 1887.)

Remarque sur un calcul de M. Van t'Hoff relatif à la tension de vapeur des dissolutions. (Ibid., 7 novembre 1887.)

Sur la tension de vapeur des dissolutions faites dans l'alcool. (Ibid., 13 août 1888.)

Sur les tensions des dissolutions faites dans l'éther. (Annales de Chimie et Physique, 6^e série, tome XV ; novembre 1888.)

Sur la tension de vapeur des dissolutions faites dans l'acide acétique (en commun avec M. Recoura). (Comptes rendus de l'Académie des Sciences, 24 février 1890.)

Sur les tensions de vapeur des dissolutions. (Ann. de Chimie, et Physique, 6^e série, t. XX ; juillet 1890.)

Détermination des poids moléculaires par la cryoscopie et la tonométrie. (Conférence faite à la Société chimique de Paris, le 18 mai 1894. — Revue scientifique du 15 septembre 1894.)

Sur les phénomènes osmotiques qui se produisent entre l'éther et l'alcool méthylique, à travers différents diaphragmes. (Comptes rendus de l'Académie des Sciences, du 22 juillet 1895.)

Sur les tensions de vapeur des dissolutions faites dans l'acide formique. (Comptes rendus de l'Académie des Sciences, 26 mai 1896.)

Influence de la température du réfrigérant sur les mesures cryoscopiques. (Comptes rendus de l'Académie des Sciences, 8 juin 1896.)

(1) Voici le décret du 14 juillet :

ART 1^{er}. — Les études pour obtenir le diplôme de pharmacien de 2^e classe dureront six années, dont trois ans de stage officinal et trois années de cours suivis dans une Ecole supérieure de pharmacie ou dans une Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie.

ART. 2. — Les élèves ne seront admis à prendre la 5^e et la 9^e inscription qu'après avoir subi, avec succès, un examen de fin d'année.

ART. 3. — *Les travaux pratiques sont obligatoires.*

Ce décret complétait d'une manière utile l'organisation des Ecoles préparatoires qui, depuis 1854, instruisaient et recevaient les pharmaciens de 2^e classe.

leurs une instruction que l'Ecole de Grenoble était alors dans l'impossibilité matérielle de leur donner.

On songea à construire pour l'Ecole un bâtiment neuf ; on parlait d'une surface de 400 mètres environ, sur l'emplacement d'anciens moulins, près de l'Hôpital ; mais les démarches, l'établissement d'un devis, le temps de la construction portaient l'installation à 4 ou 5 ans ; la dépense était estimée 80.000 fr.

Aribert-Dufresne, le directeur, insistait avec raison pour une installation immédiate, qui put permettre aux élèves de travailler de suite. Un rapport, fait au conseil municipal par M. Flandrin, pharmacien, fit adopter l'urgence d'un laboratoire (1). Où allait-on le faire ? Tout le monde était d'accord pour installer l'Ecole agrandie dans un bâtiment de l'Hôpital, désigné sous le nom de bâtiment des épidémies ; mais le conseil d'administration refuse de consentir et prend la résolution suivante :

Extrait du registre des délibérations de l'administration des Hospices de Grenoble (2).

Du 23 mai 1876,

La commission, assemblée dans le lieu ordinaire de ses séances, où étaient présents : MM. Gaché, maire de Grenoble, président ; Gautier, vice président de St-Ferriol, Vicat et Sestier,

A délibéré ce qui suit :

Sur la demande renouvelée par M le maire, du bâtiment des épidémies pour l'installation des cours de l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie, la commission, rappelant la délibération prise dans la séance du 25 février dernier, et qui fut adressée à M le premier adjoint faisant fonctions de maire, pour être communiquée à la commission académique, déclare y persister, savoir : conserver la libre disposition du bâtiment des épidémies, céder à l'Ecole préparatoire le *bâtiment de la conciergerie*, auquel on pourrait annexer ultérieurement le bâtiment de la meunerie. La ville de Grenoble prendrait à sa charge les dépenses d'appropriation, et les Hospices celles de l'établissement de l'amphithéâtre, considéré comme une dépendance de l'Hôpital lui-même. Les Hospices resteraient propriétaires des locaux sans pouvoir en changer la destination, si ce n'est avec l'assentiment préalable de la ville.

Après diverses observations échangées entre MM. les membres de la commission, lesquels font ressortir d'une part la convenance et la nécessité pour les Hospices de conserver le bâtiment des épidémies et d'autre part les avantages que présente, pour l'Ecole le bâtiment de la conciergerie, M. le maire reconnaissant en effet que l'emplacement offert par la commission réunit les conditions désirables d'accès, d'isolement, d'indépendance et de proximité des Hospices, déclare satisfaisante la proposition de la commission ; il fait connaître qu'il va faire étudier un projet d'ensemble, dès lors surtout que la commission offre de prendre à sa charge la construction de l'amphithéâtre.

Dès le lendemain Aribert-Dufresne envoie à la ville la délibération de

(1) *Archives municipales*, 9, F.

(2) *Archives municipales*, 9, F.

L'Ecole, qui conclut à l'appropriation du premier étage de la *conciergerie* pour le laboratoire de chimie et de pharmacie.

Les professeurs désignés par leurs collègues pour former la commission chargée d'étudier un projet de réinstallation de l'Ecole de médecine, réunis sous la présidence de M. le Recteur, vu la délibération des Hospices, qui rejettent en principe l'idée de céder le bâtiment des *épidémies*, dans lequel il eût été possible d'installer d'une manière convenable tous les services de l'Ecole, sont d'avis de se borner pour le moment :

1^o A installer provisoirement les manipulations chimiques et pharmaceutiques dans le bâtiment de la *conciergerie*;

2^o L'ancien laboratoire sera converti en une salle destinée à recevoir les collections de l'Ecole;

3^o La question d'une installation définitive sera réservée pour le moment ;

4^o On accepte l'offre des Hospices de reconstruire à ses frais la salle de dissection et l'amphithéâtre.

Le devis de la *conciergerie* fut de 4.000 francs. Il suffit de se souvenir de la façon dont était installée l'Ecole dans cette trop célèbre *conciergerie*, pour rendre justice à la modestie des prétentions de l'Ecole ainsi qu'à l'énergie qu'elle a développée pour instruire et faire manipuler, *provisoirement*, les élèves pendant *vingt ans* !

Pendant qu'on faisait les travaux d'installation, un changement survient dans la direction de l'Ecole, et Aribert-Dufresne est remplacé par le D^r Berger comme directeur, le 5 octobre 1876. Le D^r Bertiox est nommé *suppléant* d'anatomie et de physiologie.

III

Pour hâter notre évolution, provisoirement arrêtée à la *conciergerie*, il fallait qu'un autre décret rendit plus difficiles encore et plus impérieuses les conditions de milieu, où nous avions à vivre, à moins que, vaincus dans la lutte, nous ne fussions destinés à disparaître.

Un décret du 10 août 1877 fixait à nouveau les conditions *sine qua non* de l'enseignement et du traitement des professeurs dans les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie (1). On aurait tort de s'étonner de voir figurer sur le même pied les questions d'enseignement et de traitement ; elles sont solidaires. Il ne faut pas se dissimuler que dans les Ecoles et même dans les Facultés de médecine, ce qui fait tort au professeur, c'est la clientèle ; plus que tout autre, le professeur médecin

(1) Voici le décret du 10 avril 1877 :

ART. 1^{er}. — Le traitement minimum des professeurs titulaires, dans les Ecoles

forcé de négliger sa clientèle doit donc trouver dans la rémunération de l'enseignement une compensation équitable et nécessaire.

Le décret de 1877 allait rendre encore plus impérieuse la nécessité de s'agrandir et l'Ecole nomade allait encore songer à déménager. Déjà l'Hôpital avait refusé de nous recevoir, dans le bâtiment des épidémies; notre destinée voulut que les Facultés refusassent aussi de nous admettre dans le palais que la ville leur faisait construire. Il est des échecs heureux: nous n'avons pas en effet aujourd'hui à regretter celui-là. Toujours est-il que, animé d'intentions qui nous faisaient honneur, le conseil municipal (1) avait émis le vœu que l'Ecole de médecine fut installée dans le nouvel édifice qu'on construisait alors pour les Facultés: M. Durand-Savoyat, rapporteur devant le conseil, avait fait valoir les inconvénients de l'établissement de l'Ecole dans les bâtiments de l'Hôpital; il était à craindre, disait-il, que le local qu'elle occupait lui soit, quelque jour, retiré; les salles de l'Ecole sont d'ailleurs sur des points différents de l'Hôpital, etc. M. Durand-Savoyat formulait, en passant, une excellente idée: Parmi les avantages de l'établissement de l'Ecole dans le palais des Facultés, il voyait la possibilité « d'ouvrir les cours au public », habitude qui avait été déjà prise à Grenoble, on s'en souvient, et qu'il ne dépend aujourd'hui que du public, sous réserves de certaines formalités, de faire revivre. La proposition de M. Durand-

préparatoires de médecine et de pharmacie, est fixé à deux mille cinq cents francs par an.

Le traitement annuel des suppléants attachés à ces mêmes établissements est fixé à un minimum de mille francs.

ART. 2. — Le titre de professeur-adjoint est supprimé.

ART. 3. — L'enseignement dans les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie doit être distribué entre onze professeurs au moins, savoir:

Un professeur d'anatomie;

- de physiologie;
- d'hygiène et de thérapeutique;
- de pharmacie et de matière médicale;
- de pathologie externe et de médecine opératoire;
- de pathologie interne;
- d'accouchements, maladies des femmes et des enfants;
- de clinique externe;
- de clinique interne;
- d'histoire naturelle;
- de chimie et de toxicologie.

Il y a, en outre, un chef des travaux anatomiques et un chef des travaux chimiques, nommés après concours.

Ces derniers emplois pourront être cumulés avec ceux de suppléants.

Le traitement de ces fonctionnaires est fixé à mille francs au moins.

ART. 4. — Il sera inscrit au budget annuel de chaque Ecole un crédit minimum de deux mille cinq cents francs destiné à faire face aux dépenses occasionnées par les frais de cours.

(1) *Archives municipales*, J, F.

Savoyat, soumise à une commission composée de MM. les Doyens, du Directeur de l'Ecole et de l'architecte, fut repoussée. Le fait est qu'il y avait impossibilité matérielle. Les Facultés sont aujourd'hui à l'étroit dans leur palais. Que serait-ce si, par malheur, on nous eut acceptés comme voisins !

La ville montrait d'ailleurs le plus grand désir de voir l'enseignement de la médecine à Grenoble sur un pied digne d'elle-même et des professeurs : le 13 mars 1878, elle votait l'augmentation de leur traitement. Mais les décrets se succèdent, de plus en plus exigeants pour la bonne installation des Ecoles et un conseil moins éclairé eut pu aisément se décourager.

Le décret du 20 juin 1878, développant les travaux de laboratoire, rend plus impérieuse encore l'obligation de s'agrandir. Ce décret nous accordait en effet 12 inscriptions, ce qui était un avantage considérable ; ces inscriptions comptaient toutes, pour toute leur valeur dans une Faculté ; mais une réforme qui était loin d'être heureuse, c'était la suppression des examens de fin d'année, qui enlevait toute sanction à l'assiduité des élèves aux cours.

Pour développer les travaux pratiques, un crédit de 3.000 fr., destiné à l'achat d'instruments, est demandé et obtenu par le D^r Berger, mais malgré son bon vouloir le conseil hésite à se lancer dans la voie des dépenses plus considérables. Il fallut que le ministre fit de ces sacrifices une question de vie ou de mort pour l'Ecole, pour le décider à satisfaire aux exigences du décret du 10 août 1877.

Jules Ferry exige en effet l'intégralité de toutes les réformes prescrites par le décret de 1877. Il fait valoir que le règlement du 20 juin 1878 « modifie profondément le régime des examens du doctorat. Désormais dit-il la scolarité des aspirants à ce titre conservera sa valeur intégrale pour les trois premières années passées dans les Ecoles. Ils n'ont plus à renouveler leur 3^e examen de fin d'année quand ils passent dans la Faculté. Il faut donc des moyens d'instruction plus complets que par le passé, sous peine de placer les élèves des Ecoles dans un état d'infériorité vis-à-vis ceux des Facultés ».

« Cette mesure, écrit de son côté le Recteur au maire (1), a pour but de conserver à la scolarité des aspirants au doctorat en médecine sa valeur intégrale pour les trois premières années passées dans les Ecoles préparatoires : elle a donc pour notre Ecole une importance qui n'échappera pas à MM. les membres du conseil municipal. C'est une question

(1) *Archives municipales*, 9, F.

d'existence ! Si les réformes demandées ne sont pas faites, les conditions faites aux élèves pour leur passage dans les Facultés et pour leurs examens de doctorat ne peuvent être maintenues, et les inscriptions prises cesseront d'être valables à partir du 1^{er} novembre 1879 ».

Le Conseil semblait devoir résister. Jules Ferry écrit une seconde fois au Recteur : « Sans méconnaître les sacrifices considérables consentis par la ville pour les établissements d'enseignement supérieur et le bon vouloir de la municipalité, je ne puis oublier que le refus du conseil porterait atteinte au principe même du décret précité et supprimerait les garanties, qui doivent établir une corrélation nécessaire entre les études des Facultés et celles des Ecoles. Il serait impossible au gouvernement de maintenir à ces derniers établissements, qui ne pourraient compléter leur enseignement, les conditions faites à leurs élèves pour leur passage dans les Facultés et pour les examens de doctorat ».

Le rapporteur du conseil, M. Petit (1), ne se dissimule pas l'importance des dépenses déjà faites pour l'édifice des Facultés réunies de droit, des sciences et des lettres ; « cependant, ajoute-t-il, il y a pour notre cité un devoir d'honneur à maintenir dans leur intégrité les établissements de haut enseignement, au développement desquels elle a largement contribué jusqu'à ce jour. Dans le faisceau des hautes études qu'il faut bien se garder de rompre, l'Ecole de médecine a naturellement sa place dans l'intérêt de la santé générale. Je pense en outre que l'Hôpital civil de Grenoble, recevant un secours incessant de l'Ecole préparatoire de médecine, dont les élèves lui fournissent des internes zélés et d'utiles auxiliaires, il n'hésitera pas à prendre sa part des nouveaux sacrifices réclamés »..... « Il espère également que le conseil général voudra venir aussi en aide à la ville, en augmentant l'allocation de 2.000 fr. votée précédemment par lui pour l'Ecole, car la plupart des départements qui possèdent une Ecole préparatoire n'ont pas hésité à lui donner, chaque année, 4.000, 5.000, 7.000 et même 12.000 francs ». Relativement à la onzième chaire et au chef des travaux chimiques, M. Gaché « se demande, dans le cas d'une solution favorable, qu'il souhaite et qu'il espère, si l'Hospice et le département ne devraient pas être appelés à augmenter les subventions accordées jusqu'à ce jour à une des institutions les plus dignes d'intérêt ».

Cette insistance, ces menaces officielles, décidèrent enfin le Conseil qui vota, en avril 1879, la création de la onzième chaire (1) demandée

(1) *Archives municipales*, 3, F.

(2) *Archives municipales*, 9, F.

Par décret du 12 mai 1879, la chaire de thérapeutique et d'histoire

par le ministre, ainsi que la création d'un emploi de chef des travaux chimiques.

En même temps, la subvention départementale est portée à 4.000 fr.

De nouvelles recrues viennent encore fortifier le personnel enseignant : la Faculté des sciences, à qui nous devons déjà Leroy, Charvet, M. Raoult, nous donne, pour la chaire d'histoire naturelle, *Carlet* (1), esprit distingué, naturaliste éminent de l'Ecole moderne, enlevé brusquement par la mort à un enseignement qui lui avait valu l'estime et l'affection des élèves. En 1881, le Dr *Pegoud* est nommé suppléant, puis professeur de pathologie interne. Le Dr *Genevey-Montaz* (2) remplace Corcellet à la chaire de physiologie ; enfin le Dr *Nicolas* est nommé, en 1882, suppléant d'anatomie et de physiologie et, en 1885, M. *Gagneu*, suppléant d'histoire naturelle.

Le Dr *Berlioz*, déjà professeur suppléant d'anatomie et de physiologie et chef des travaux anatomiques, en remplacement du Dr *Satre*, nommé en 1875 et démissionnaire en 1877, est nommé, en 1882, professeur titulaire d'hygiène et de thérapeutique (3).

Une réforme importante est faite en 1882 dans l'organisation de la

naturelle médicale prend le titre de chaire d'hygiène et de thérapeutique.

La chaire de *pathologie externe* prend le titre de chaire de *pathologie externe* et de *médecine opératoire*.

Il est créé une chaire d'histoire naturelle.

(1) Le professeur Carlet a laissé d'importants travaux. Je me bornerai à citer ses recherches sur les hirudinées, sur l'appareil musical de la cigale et son *Traité de zoologie médicale*.

(2) M. Montaz a fait de nombreuses publications sur la chirurgie. Je citerai ses travaux principaux : Sur les *lymphadénomes du pharynx* ; l'*entérostomie*, la *résection du coude*, la *désarticulation du genou* ; la *chirurgie de l'estomac* ; la *chirurgie des reins* ; les *exostoses de croissance* ; sur l'*organisation antiseptique simplifiée*, etc., etc. — M. Montaz, démissionnaire en 1895, est mort depuis que ces lignes ont été écrites. Son nom restera dans le souvenir de ses contemporains comme celui d'un chirurgien de premier ordre.

(3) Le Dr Berlioz a fait de nombreux travaux, parmi lesquels je citerai :

Manuel de thérapeutique (3^e édition),

Etude sur les diathèses et les dermatoses.

Manuel des maladies de la peau (3^e édition).

Etude expérimentale sur l'action physiologique des eaux d'Uriage (Acad. de médecine).

Recherches expérimentales sur la tuberculose.

Etude sur la microcidine (Acad. de médecine).

Etude sur le formol (Acad. des sciences).

Etude sur le stéresol (Acad. de médecine).

Découverte d'un bacille pathogène produisant la broncho-pneumonie et la pleurésie hémorragique (Acad. de médecine).

Annuaire du bureau d'hygiène (1890, 1891, 1892, 1893, 1894).

M. Berlioz est, en outre, inspecteur départemental de travail dans l'industrie, directeur du bureau d'hygiène et directeur du laboratoire de sérothérapie de Grenoble, lequel, placé sous le patronage de la Ville et de l'Ecole, est ouvert à l'enseignement de cette dernière. (Procès-verbal du conseil municipal, 1^{er} juillet 1895.)

maternité départementale : cette institution, dont l'origine était déjà ancienne à Grenoble, avait subi successivement de nombreuses transformations, lente évolution qui n'était pas, à l'époque où nous sommes arrivées, parvenue à son dernier terme.

Les cours de la maternité, même depuis qu'ils ne se faisaient plus à Saint-Robert, n'avaient lieu que tous les deux ans ; ils duraient dix mois, et pendant ce temps le service des accouchements était perdu pour les élèves en médecine. Le 15 décembre 1882, Aribert-Dufresne, qui était chargé du cours de la maternité, donne sa démission. Cette chaire, réorganisée en août par le conseil général, qui décide que le cours aura lieu chaque année, est donnée au Dr Armand Rey, qui prend le titre de directeur de la Maternité et reçoit une indemnité annuelle de 1.200 fr. (1).

Le conseil municipal émet à cette époque un vœu qui mérite d'être de nouveau formulé : il demande que l'Ecole fasse des cours pour former des garde-malades. Le Dr Berger, consulté comme directeur, avait approuvé cette idée et donné à penser que les élèves internes se chargeraient volontiers de cet enseignement très utile : on sait quels services rend à Paris l'enseignement des garde-malades, fondé par le Dr Bourneville. Cette idée a été reprise récemment par le Dr Perriol, devant la Société de médecine et de pharmacie de l'Isère, et il est à souhaiter qu'elle réussisse à former un personnel de garde-malades offrant les garanties que demandent les familles. C'est en effet ce qui manque à Grenoble, comme partout.

IV.

Nous arrivons, en 1882, à une époque importante dans la vie des Ecoles préparatoires. Il semble, à ce moment, qu'elles vont disparaître ; elles ne furent sauvées que par la vitalité dont un grand nombre sut faire preuve et par la transformation qu'elle subirent. Les institutions comme êtres les vivants, ne subsistent dans le temps que grâce à d'incessantes transformations.

La question de l'avenir des Ecoles était dans l'air : toutes se remuent, émettent au moins des vœux, cherchent à se défendre contre de sinistres bruits de mort qui circulent un peu partout. A l'Ecole de Reims,

(1) Il a été remplacé par le Dr Gallois. La Maternité départementale a été depuis supprimée comme service spécial ; elle n'a plus de directeur spécial ; elle a été rattachée à la clinique d'accouchement de l'Ecole de médecine, qui se charge de l'instruction des élèves sages-femmes, lesquelles suivent la clinique obstétricale et les leçons spéciales de la sage-femme M^{lle} Loubet.

le professeur Decès émet le vœu que les étudiants en médecine soient mis dans l'obligation de commencer leurs études dans l'Ecole de leur région, et le Dr Luton, le directeur, émet le vœu que l'Etat prenne les Ecoles préparatoires à sa charge.

Le ministre de l'instruction publique, M. Duvaux, provoque lui-même une enquête auprès des conseils académiques, dont il désire connaître l'opinion sur l'avenir des Ecoles préparatoires. On peut même voir, comme un signe de bonne augure, le ministre dans une lettre aux Recteurs, protester, aussi lui, contre la centralisation. « Un intérêt général d'ordre élevé, dit-il, nous engage à tout faire pour concourir à la décentralisation scientifique et multiplier les centres de sérieuses études. »

Armand Rey fut chargé de faire le rapport au conseil académique. Comme tout le monde l'avait déjà fait, il déplore la suppression des examens de fin d'année, et demande l'abrogation du décret du 20 juin 1878, qui les avait supprimés. Malgré de très bonnes et très utiles modifications réalisées depuis, ces examens n'ont malheureusement pas encore été rétablis. Il demande, aussi lui, l'obligation pour les jeunes gens de faire au moins les deux premières années de leurs études dans l'Ecole de leur circonscription ; enfin, comme les professeurs de l'Ecole de Reims, il demande que l'Etat prenne les Ecoles à sa charge.

En 1883, tous les directeurs des Ecoles préparatoires, réunis à Paris, vont porter eux-mêmes au ministre les *desiderata* communs. Ils réclament le retour aux examens de fin d'année, seule sanction que possèdent les professeurs ; ils demandent qu'un certain nombre d'examens probatoires puissent être subis dans l'Ecole ; que les internes des hôpitaux et les prosecteurs puissent prendre 14 inscriptions ; enfin que les Ecoles préparatoires soient représentées par un ou plusieurs de leurs membres au conseil supérieur de l'instruction publique (1).

Le ministre, J. Ferry, était loin d'être animé d'intentions hostiles aux Ecoles préparatoires ; loin de les vouloir détruire, il se proposait de les relever, seul moyen de réaliser ce vœu qu'il émettait dans un discours officiel : « Nous aurions obtenu un grand résultat, s'il nous était possible de constituer un jour des Universités rapprochant les enseignements les plus variés ».

La suppression des officiers de santé, qui avait failli être réalisée en 1847, est abandonnée pour le moment ; mais, comme tout le monde est

(1) Ce vœu vient d'être déposé de nouveau au Conseil général des Facultés de Grenoble.

d'accord sur l'impossibilité de conserver une inégalité dangereuse parmi les membres du corps médical, au lieu de les supprimer, on prend le parti de les instruire. C'est un acheminement comme un autre à leur suppression ; car lorsqu'ils auront la même instruction que les docteurs, pourquoi leur refuser le même titre ? La durée des études qui leur sont imposées est fixée à quatre années, pendant lesquelles ils prendront 16 inscriptions trimestrielles. Ils sont astreints à des travaux pratiques obligatoires, au stage hospitalier ; ils passent enfin trois examens de fin d'année et trois examens définitifs devant un jury composé d'un professeur de Faculté de médecine et de deux professeurs d'Ecole préparatoire.

Ce décret augmentait considérablement les études de l'officier de santé et assurait aux Ecoles préparatoires une nombreuse clientèle.

En même temps, un autre décret élevait aussi le niveau des études dans les Ecoles (1) : c'est le décret du 1^{er} août 1883 « portant réorganisation des Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie ».

Par ce décret les chaires sont portées au nombre de douze : anatomie ; physiologie ; hygiène et thérapeutique ; pathologie interne ; pathologie externe et médecine opératoire ; chimie et toxicologie ; physique ; histoire naturelle ; pharmacie et matière médicale ; clinique médicale ; clinique chirurgicale ; clinique obstétricale et gynécologie.

Les suppléants sont au nombre de six : anatomie et physiologie ; pathologie et clinique médicale ; pathologie, clinique chirurgicales et clinique obstétricale ; physique et chimie ; pharmacie et matière médicale ; histoire naturelle. Ils sont nommés au concours pour une période de neuf ans.

Les Ecoles auront : un prosecteur, un aide d'anatomie et de physiologie,

(2) Décret du 1^{er} août 1883 : Les aspirants au titre d'officier de santé suivront, dit ce décret, dans les Ecoles préparatoires de médecine et de pharmacie, les cours suivants : 1^{re} année : physique, chimie, histoire naturelle, ostéologie et arthrologie ; 2^e année, anatomie, physiologie et pathologie ; 3^e année, anatomie, physiologie, pathologie interne et pathologie externe, clinique interne et clinique externe ; 4^e année, pathologie interne et pathologie externe, hygiène thérapeutique et matières médicale, clinique interne, clinique externe et clinique d'accouchements.

Dans une circulaire aux Recteurs (du 9 octobre 1883), le ministre se déclare disposé à répondre au vœu des Ecoles qui demandent que les deux premiers examens probatoires puissent être subis par leurs élèves à l'Ecole même, sous la présidence des professeurs de Faculté. Il reconnaît la légitimité des plaintes des Ecoles préparatoires. « Mais nous avons pensé, dit-il, que nous devions profiter de cette occasion pour procéder à une *réorganisation* de ces établissements. Du moment, en effet, où les Ecoles préparatoires demandent une extension considérable des privilèges dont elles jouissent déjà, nous avons le droit de déterminer les conditions qu'elles devront remplir pour que ces nouvelles concessions leur soient accordées ».

des chefs de clinique, des préparateurs pour les cours de chimie, de physique, de pharmacie et d'histoire naturelle, un bibliothécaire et un secrétaire.

Les villes sièges d'Ecoles préparatoires contractent, en outre, l'obligation :

1° D'assurer le service des trois cliniques prévues ;

2° De mettre à la disposition de l'Ecole une ou plusieurs salles consacrées aux maladies des enfants :

Elles s'engagent à prendre entièrement à leur charge le traitement du personnel et à couvrir les dépenses de toute nature occasionnées par l'enseignement, les exercices pratiques, l'entretien des bâtiments, du mobilier, des collections, des laboratoires, du jardin botanique et des cliniques.

Enfin les aspirants au doctorat en médecine, élèves des Ecoles préparatoires *réorganisées*, passent le premier examen probatoire et la première partie du second examen dans ces Ecoles.

V

Ces *réorganisations* successives ne sont jamais définitives, ce ne sont que des degrés, des étapes dans une évolution indéfinie. Réorganisée en 1866, l'Ecole de médecine de Grenoble avait en 1883 beaucoup à faire pour s'élever à ce qui était alors la nouvelle organisation. Il nous fallait modifier le personnel, le matériel et surtout le local, car la conciergerie, dans laquelle on s'était logé provisoirement, était ridiculement insuffisante.

Afin de commencer à compléter notre outillage, le Directeur de l'Ecole écrit au maire (1) pour lui demander, conformément au décret du 1^{er} août 1883, d'assurer à l'Ecole un service de maladies des enfants. Il demande que l'Hospice confie à l'Ecole le service de la salle des enfants, désignée sous le nom de *crèche*.

Peu de temps après, le 25 avril 1884, la commission administrative, saisie par le maire de la demande du Dr Berger, prend la résolution suivante :

« Considérant que l'intérêt de la ville et des Hospices est de favoriser, autant que possible, la prospérité de l'Ecole de médecine, et qu'en conséquence il y a lieu d'accueillir favorablement la demande du Directeur de l'Ecole, la commission délibère :

« Tous les enfants déposés à la *crèche*, qui seront ou deviendront malades, seront placés dans la salle contiguë désignée habituellement sous le nom de *classe*.

(1) *Archives municipales*, paquet III.

« Cette salle d'enfants malades sera mise à la disposition de l'Ecole de médecine, pendant l'année scolaire, pour servir au cours de clinique des élèves, mais le Dr Berthollet reprendra le service médical de ces enfants pendant les vacances de l'Ecole, de même qu'il conservera pendant toute l'année la surveillance et la direction de la crèche ».

En même temps le conseil municipal vote les crédits nécessaires pour obtenir la réorganisation, élevant de ce chef de près de 20.000 francs les dépenses prévues pour l'Ecole. Le département porte de son côté la subvention de l'Ecole de 4.000 à 5.800 francs. On peut dire que le bon vouloir fut général, pour mettre l'Ecole de médecine au point que le ministère exigeait, avant de la réorganiser. Et cependant elle était toujours soumise à l'ancien régime et ses élèves devaient encore aller à Lyon ou à Montpellier passer leurs examens. Le Dr Girard, au Conseil municipal, montre tout ce que cette situation a de fâcheux : « Le conseil a voté, dit-il, les crédits nécessaires et cependant nos étudiants sont encore forcés d'aller passer leurs examens devant la Faculté de Lyon ». Ceux qui ont vu l'Ecole de médecine logée à la conciergerie de l'Hôpital ne s'étonneront pas que le ministère ait refusé constamment d'accorder la *réorganisation* à une Ecole si peu installée.

On cherche bien de tous côtés un emplacement : le maire et le Dr Girard, au Conseil municipal, proposent le Lycée, qui était à la veille d'être abandonné par les garçons mais qui devint le Lycée de jeunes filles. Le temps se passe, la réorganisation ne se fait pas, et la question de l'emplacement de l'Ecole avance d'autant moins, qu'elle est liée à une autre question, celle du déplacement de l'Hôpital.

Il était depuis longtemps question de déplacer l'Hôpital : en 1881, une commission extra-municipale s'était déjà prononcée pour le transfert de l'Hôpital-hospice à une faible distance de la ville, mais la dépense prévue (environ 2.500.000 fr.), en avait empêché la réalisation.

En 1888 (25 mai), fut présenté au conseil un nouveau projet de transformation, avec construction d'un hospice de vieillards à la campagne. Ce projet fut adopté.

C'est alors qu'intervint la *Société de médecine et de pharmacie* (1), qui, comme cela s'était déjà vu dans l'Histoire médicale de Grenoble, est consultée par le maire. Une commission composée de MM. Berlioz, Gallois et Montaz repousse le projet de transfert et prend les conclusions suivantes :

(1) L'ancienne *Société de Santé*, devenue en 1857 *Association de prévoyance des médecins et des pharmaciens*, devient en 1883, la *Société de médecine et de pharmacie de l'Isère*.

1^o La Société rejette en principe la nécessité du déplacement total ou partiel de l'Hôpital-hospice.

2^o Elle croit qu'on pourrait utilement étudier divers projets basés sur l'agrandissement sur place, après démolition de tous les bâtiments insalubres et elle conseille d'employer les économies qui pourraient être ainsi réalisées à des améliorations urgentes dans le service des malades.

Ces conclusions furent votées par la Société.

On vit alors la majorité de la commission administrative revenir sur son ancienne décision relative au transfert, en même temps que les médecins et chirurgiens de l'Hôpital, consultés au moyen d'une sorte de questionnaire, se prononcèrent en majorité pour le maintien de l'Hôpital-hospice sur son ancien emplacement. Enfin, en 1890, il arriva que la commission rejetait également, et la transformation sur place, et l'exécution du plan de 1888.

C'est alors que le conseil municipal, sur un rapport de M. Marquian, « déclare persister expressément dans le projet d'ouverture du boulevard de Bonne à travers le domaine hospitalier, homologué par arrêté préfectoral, après enquête du 15 mai 1882. Il invite l'administration municipale à poursuivre immédiatement la réalisation de cette ouverture et à mettre l'administration hospitalière en demeure d'accomplir les obligations du traité du 10 avril 1888, relatif à la construction à la campagne d'un Hospice, au déplacement des services accessoires et à l'amélioration des hôpitaux, traité auquel le conseil déclare donner son approbation entière sans réserve ».

Cela semblait hâter directement le transfert de l'Ecole : déjà, en 1888, le Recteur avait en effet écrit au Maire : « Au moment où le conseil municipal s'occupe de la question importante de l'agrandissement de l'Hospice, je crois devoir appeler son attention sur les besoins de l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie. Vous savez, Monsieur le Maire, combien est insuffisante l'installation de cette Ecole, dans un local très restreint, où elle n'a ni les salles, ni les laboratoires nécessaires. J'ai l'honneur de vous communiquer une note indiquant les locaux dont l'Ecole aurait besoin ».

Il s'agissait d'un terrain de 4.500 mètres, la construction devant occuper 2.000 à 2.500 mètres ; le reste devait être consacré à un préau et à un jardin botanique.

En même temps, 1889, les étudiants de l'Ecole de Grenoble adressèrent à la municipalité la lettre suivante :

Monsieur le Maire,

Les étudiants en médecine et en pharmacie ont l'honneur de vous adresser une pétition afin d'obtenir un nouveau local pour leur Ecole.

Depuis longtemps, sur l'initiative de M. le Directeur, la municipalité avait promis d'installer l'Ecole de médecine et de pharmacie dans des locaux plus vastes et mieux aménagés. Mais la ville a jusqu'à ce jour complètement ajourné ce projet, sous prétexte de la prochaine transformation de l'Hospice, qui est renvoyée d'année en année.

Les salles actuelles des cours et de manipulations deviennent chaque jour de plus en plus insuffisantes, en raison du nombre des étudiants et du nouvel enseignement pratique : analyses chimiques, micrographie, histologie, bactériologie.

Cette situation s'oppose au développement des études médicales et pharmaceutiques, et nuit en même temps au prestige de l'Ecole. Et cependant les étudiants sont astreints à payer à Grenoble les mêmes frais d'études et d'examens que dans les Facultés et Ecoles des autres villes qui sont convenablement installées.

Les étudiants, Monsieur le Maire, comptent sur votre bienveillance pour prendre en considération leur juste et légitime réclamation.

Néanmoins, rien ne se décidait ; la réorganisation ne se faisait toujours pas. Il y a plus : les projets qui circulaient sur la suppression des officiers de santé, sur la réforme des études médicales, avaient une seconde fois provoqué dans les Ecoles préparatoires une inquiétude générale. Chacun s'y remuait pour défendre sa propre existence.

Les professeurs de Clermont-Ferrand adressent aux représentants des départements de leur circonscription académique et médicale (Puy-de-Dôme, Allier, Haute-Loire, Cantal, Creuse, Corrèze, Loire, Lozère, Aveyron), une longue lettre, pour exposer la nécessité d'imposer, comme condition d'exercer la médecine, une *licence* médicale, dont le titre serait délivré par les Ecoles, laissant aux Facultés la délivrance du titre universitaire de *docteur*.

C'était sans doute un moyen de garder une bonne clientèle d'élèves, mais c'était aussi condamner les Ecoles à une fabrication forcément inférieure de praticiens et à un enseignement uniquement professionnel. Autant nous laisser la spécialité des officiers de santé. En réalité, les Ecoles n'ont pas d'intérêt à conduire les élèves dans une autre direction que les Facultés. Elles doivent les conduire comme elles, parallèlement à elles. Jusqu'à quel point doivent-elles les conduire ? C'est là la question ; mais l'essentiel est d'admettre le parallélisme, la superposition même des deux voies, Ecole et Faculté. Le chemin est le même. Il est tracé plus ou moins loin, mais toujours susceptible d'être prolongé. Avec le temps, par la force des choses, si nous remplissons utilement nos fonctions de corps enseignant, il faudra bien qu'on nous accorde le droit de conduire les élèves presque jusqu'au but, sinon au but lui-même : l'Ecole préparatoire d'aujourd'hui sera demain l'Ecole de plein exercice et plus tard la Faculté ;

laissez à cette évolution normale et physiologique la possibilité de s'accomplir, si dans la lutte pour l'enseignement l'Ecole a su tenir son rang et jouer son rôle, mais ne nous lancez pas, dès le début, dans une voie bornée, sans issue. Voilà ce qu'on eût pu répondre à ceux de nos collègues qui cédaient à la peur de mourir le lendemain de la suppression des officiers de santé.

Avec beaucoup plus de raison, les professeurs de Clermont protestaient une fois de plus contre la suppression des examens de fin d'année. Avec le système actuel des examens probatoires échelonnés et non précédés d'examens de fin d'année, il ne faut pas se dissimuler que les étudiants font, en effet, leurs études par *paquets*, sans plan général. En vue d'un examen, tout ce qui ne fait pas partie de cet examen est non avenu ; une fois l'examen passé, ses matières sont rejetées à tout jamais.

L'Ecole de Dijon, dans une pétition aux représentants de la Côte-d'Or et des départements voisins (Saône-et-Loire, Nièvre, Aube, Yonne, Haute-Marne), se joignit à celle de Clermont pour demander le maintien de deux ordres de médecins et le rétablissement des examens de fin d'année ; elle demandait en outre dans le cas où les pharmaciens de 2^e classe seraient supprimés, le droit pour les aspirants au titre de pharmacien de 1^{re} classe de faire toutes leurs études dans les Ecoles ; enfin, point important, sur lequel nos collègues de Dijon insistaient avec raison, elle demandait l'élargissement du projet de loi sur les Universités, afin de permettre aux groupes comprenant trois Facultés et une Ecole de médecine et de pharmacie, d'être érigés en Universités (1).

Les professeurs de l'Ecole de Grenoble s'adressent à leur tour aux représentants de l'Isère et des départements voisins (Drôme, Hautes-Alpes, Ardèche, Savoie, Haute-Savoie, Ain). Ils insistent pour l'érection d'une Université à Grenoble.

« Bien que, disent-ils, la création d'Universités régionales dans quelques grandes villes privilégiées constitue une innovation distincte des projets de loi sur l'exercice de la médecine, ces deux questions sont intimement liées, et nous venons vous soumettre quelques réflexions sur l'*enseignement médical*, objet de nos préoccupations constantes.

« En ce qui concerne la création d'Universités dans quatre ou cinq grandes villes essentiellement commerçantes ou industrielles, nous ne pouvons que nous rallier sans réserve au vœu émis le 29 juillet dernier par la Faculté de droit de Grenoble. Il y a bien place en France pour

(1) Cette réforme importante a été votée par les Chambres depuis que ces lignes ont été écrites.

douze Universités, puisqu'il y en a treize en Italie et nos Facultés brillent encore d'un assez vif éclat pour que Grenoble ait droit à sa place dans la décentralisation projetée. »

Naturellement ils réclament le maintien de deux ordres de médecins : on ne pouvait leur demander de se couper eux-mêmes la gorge. Les professeurs de Grenoble sont unanimes en outre pour demander le rétablissement des examens de fin d'année.

Tout cela ne nous amenait pas encore la réorganisation, et nous luttons pour ennoblir le rôle des Ecoles préparatoires, au moment même où nous allions peut-être être supprimés pour cause d'incapacité de recevoir les élèves, étant Ecole sans domicile ! Le plus pressé était donc d'obtenir un local ; il serait temps plus tard de songer au meilleur mode de vivre. Mais *primo vivere* !

Les professeurs adressent donc à la municipalité la lettre suivante :

Grenoble, le 1^{er} mars 1890.

Monsieur le Maire,

Messieurs les Conseillers municipaux,

Les professeurs de l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie se sont préoccupés du nouveau projet de loi sur l'exercice de la médecine et de la pharmacie qui va être prochainement discuté et qui comporte la suppression des officiers de santé. Cette suppression, que le gouvernement accepte, diminuera sensiblement le nombre des étudiants et amoindrira l'un de nos établissements de l'enseignement supérieur.

Nous avons l'honneur d'appeler toute votre sollicitude sur cette situation et sur la requête que nous vous adressons en vue de neutraliser les effets fâcheux de ce projet de loi.

En conséquence, considérant :

1^o Qu'un certain nombre d'Ecoles moins importantes que celles de Grenoble ont obtenu le titre d'*Ecole réorganisée* ;

2^o Que le budget exigé pour la réorganisation est voté depuis plusieurs années, et que, par conséquent, les conditions demandées par les règlements, au point de vue du nombre des chaires, ont reçu satisfaction ;

3^o Que plusieurs demandes de réorganisation ont été faites et que l'un des motifs de refus allégué par le ministère est l'insuffisance des locaux ;

4^o Que cette insuffisance est notoire et incompatible, tant avec le bon fonctionnement des cours et conférences, qu'avec celui des exercices pratiques, dont le nombre et l'importance s'accroissent chaque année ;

5^o Que le bâtiment actuel de l'Ecole est indigne d'un établissement d'enseignement supérieur, surtout dans une ville où les Facultés, les Lycées et les Ecoles primaires sont parfaitement aménagés ;

6^o Que les règlements universitaires ont depuis dix ans apporté un obstacle sérieux au recrutement et au maintien des élèves en doctorat, et que malgré cela l'Ecole de médecine reste aux premiers rangs, ainsi qu'en font foi les résultats des examens et les recettes de la comptabilité municipale ;

7^o Que la suppression des officiers de santé diminuera le nombre des élèves ;

8^o Que l'atteinte qui serait portée à l'Ecole de médecine pourrait ébranler la stabilité du centre Universitaire de Grenoble ;

9^o Que le seul moyen de prévenir ce danger est la réorganisation de

l'Ecole, qui permettra de conserver les élèves en doctorat en leur donnant la possibilité de passer à Grenoble deux examens ;

Nous vous prions instamment de vouloir bien décider qu'un local répondant aux exigences des services sera attribué à l'Ecole de médecine et de pharmacie, et de faire auprès des pouvoirs publics de pressantes démarches en vue d'obtenir le plus tôt possible le titre d'Ecole réorganisée.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, Messieurs les Conseillers municipaux, l'assurance de notre respectueux dévouement.

BERLIOZ,
J. CARLET,
TUREL,
PEGoud,

RAOULT,
Félix ALLARD,
P. JANET,
GAGNEUX,

BABOIN,
DESCHAMPS,
LABATUT.

M. Liard, qui a dirigé avec tant de sollicitude pour nos Ecoles la réorganisation générale de notre enseignement supérieur et qui a tout fait pour l'élever à la hauteur de la science moderne et de ses moyens d'investigation, vient à Grenoble, calme les esprits, mais ne cache pas l'impression fâcheuse qu'il avait forcément éprouvée en visitant les locaux de la conciergerie.

Cette visite eut l'heureux effet de stimuler la municipalité, devant qui le Maire (22 mai 1890), fait l'exposé suivant :

Dans sa dernière inspection de nos établissements d'enseignement supérieur, M. Liard, directeur de ce service au Ministère de l'Instruction publique, nous a confirmé dans notre opinion que rien ne serait changé à notre situation universitaire malgré les bruits alarmants qui avaient circulé quelques jours avant son arrivée.

Nos Facultés sont installées convenablement dans un monument digne de l'enseignement qui y est donné par des professeurs distingués. L'esprit des élèves est excellent, et je crois que M. le Directeur a emporté de sa visite à Grenoble une bonne impression.

Seule l'Ecole de médecine fait tache dans le tableau. Son état de saleté et de délabrement est connu de nous tous. L'on n'a fait jusqu'à présent que des réparations urgentes dans le local actuel pour éviter la suppression de l'Ecole ; mais cette situation déplorable ne pourrait pas durer indéfiniment. Il y a urgence actuellement à s'occuper de la reconstruction de l'Ecole de médecine sur un autre point, à la suite de l'Arsenal, par exemple, sur les terrains appartenant à la Ville. Cette question étant, d'un autre côté, liée à celle du transfert de l'Hospice sur un autre point du territoire de la ville et à celle du prolongement du boulevard de Bonne, le *statu quo* est impossible.

Si nous voulons conserver définitivement à Grenoble nos Facultés et faire consacrer l'existence de notre Ecole de médecine, qui est seulement tolérée aujourd'hui, il importe de ne point perdre de temps. C'est pourquoi, Messieurs, je vous propose de renvoyer à vos Commissions de Travaux et de l'Instruction publique l'étude de cette question que j'ai déjà fait préparer par notre Architecte municipal.

En août 1890, nouvelle lettre des professeurs :

Monsieur le Maire,
Messieurs les Conseillers municipaux,

Les projets de décentralisation universitaire actuellement en préparation auront pour effet, s'ils se réalisent, d'augmenter l'importance de certains

centres d'enseignement supérieur et cela dans des proportions telles que les centres moins bien partagés risqueront de disparaître à bref délai.

A Grenoble, l'enseignement de cet ordre se trouve particulièrement menacé et nous avons le regret de constater que la situation de l'Ecole de médecine et de pharmacie accroît encore ce danger.

Notre Ecole, malgré les efforts incessants de son Directeur, de ses professeurs et de ses élèves, se trouve dans une situation irrégulière. Elle n'est pas *réorganisée* conformément au décret du 1^{er} août 1883. La ville de Grenoble a consenti cependant à faire les sacrifices nécessaires. Il nous manque malheureusement quelque chose de plus, un élément indispensable de réorganisation, un *local*, et M. le Directeur de l'Enseignement supérieur nous le répétait encore, en présence de M. le Maire, lors de sa récente visite à Grenoble.

Nous ne pouvons ne pas reconnaître cependant que bien des progrès ont été réalisés. Il y a 20 ans, tous les cours se faisaient dans une salle de l'Hôpital militaire; la bibliothèque n'existait pas, pas plus que les laboratoires. Nous avons aujourd'hui salles de cours, bibliothèque, laboratoires pleins, on pourrait dire encombrés d'appareils précieux; mais le tout se trouve caché dans l'Hôpital et renfermé dans une mesure sordide presque en ruines. C'est là que nous devons recevoir prochainement M. le Ministre de l'Instruction publique.

Puisque d'une installation nouvelle dépend notre réorganisation, c'est-à-dire notre existence, nous croyons devoir insister auprès de vous pour que cette amélioration indispensable soit faite ou ait reçu au moins un commencement d'exécution dans le plus bref délai possible. Dans quelques mois il pourrait être trop tard.

Dans une situation intermédiaire entre les grandes et les petites villes, Grenoble, en tant que centre universitaire, doit grandir ou tomber. Nous comptons, certes, beaucoup sur le renom de nos Facultés, renom qu'une tradition fidèle a si glorieusement conservé, mais encore ne faut-il pas qu'il existe, dans ce brillant ensemble, des taches trop noires et notre installation actuelle en est une.

L'Ecole de médecine de Grenoble, comme les autres Ecoles semblables, est municipale et ne coûte rien l'Etat, puisqu'elle lui a rapporté plus de 8.000 fr. pour la seule année dernière, la part de la ville étant encore de 18.862 francs.

C'est grâce à la ville qu'elle existe, grâce à son appui qu'elle a pu vivre et prospérer. Sans insister sur ce côté particulier de son utilité, la formation avec les Facultés d'un tout homogène et solide, nous croyons qu'elle peut récompenser Grenoble de ses efforts. Déjà nos travaux se multiplient, nos publications sont connues et citées. A un point de vue plus immédiatement pratique, c'est pour la population de notre Ville une garantie salubre que la présence d'un corps médical et pharmaceutique recruté au concours, concours sérieux devant un jury en grande partie étranger à notre Ecole et constitué dans les conditions les plus indiscutables de compétence et d'impartialité.

Les élèves sont actuellement moins nombreux qu'ils ne le seraient avec d'autres programmes; mais ces programmes ne peuvent manquer d'être modifiés et ne le seraient-ils pas, le nombre des élèves augmentera beaucoup si, comme nous le croyons, notre Ecole, résistant à l'orage, parvient, grâce à son énergie et à son travail, à conquérir bientôt un rang plus élevé.

Nous ne trouvons rien à redire aux améliorations apportées à la situation d'autres Ecoles. Plus les centres d'enseignement seront multipliés, plus s'élèvera le niveau général de l'instruction pour laquelle la France républicaine a déjà fait de si grands et si utiles sacrifices. — Mais si nous ne protestons pas contre le maintien ou même la création d'Ecoles ou de Facultés rivales, nous voulons au moins faire connaître nos droits à la lutte non seulement pour l'existence mais encore pour le progrès.

Il importe que nous ne succombions pas dès le début pour qu'il nous soit possible de rendre à la Ville, sous forme de renommée et de services, une partie au moins de ce qu'elle a fait pour nous.

Nous comptons cette fois encore sur votre appui efficace et surtout immédiat.

Tant que satisfaction ne sera pas donnée à M. le Ministre de l'Instruction publique, en ce qui concerne notre local, nous ne pouvons nous adresser qu'à vous.

On vient de réorganiser, on réorganise encore d'autres Ecoles ; celle de Besançon, par exemple, ville qui ne possède que deux Facultés, ou même celle d'Angers qui n'en a point, et lorsque la nôtre seule en France n'aura pas reçu cette consécration officielle, sorte de certificat de vie, elle sera bien près d'être supprimée, entraînant peut-être dans sa chute les trois Facultés qui l'entourent.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire et Messieurs les Conseillers municipaux, l'assurance de notre entier dévouement.

Suivent les signatures de tous les professeurs :

ALLARD, BABOIN, BERGER, BERLIOZ BISCH, CARLET,
DESCHAMPS, GAGNIEU GALLOIS, GIRARD, JANET,
LABATUT, MONTAZ, NICOLAS, PEGOUD, RAOULT,
TUREL, VERNE.

Grenoble, le 6 août 1890.

Le 21 mars 1891, M. le Recteur Bizos, à qui l'Ecole de Grenoble doit être reconnaissante des efforts qu'il a faits pour elle dans cette période difficile, fait parvenir au maire une lettre signée du Directeur et des professeurs ; il ajoute : « Ces messieurs m'ont exprimé le désir que cette lettre vous fût adressée par mon intermédiaire et j'y ai consenti bien volontiers, heureux de m'associer à eux dans les remerciements qu'ils envoient à la municipalité et dans le témoignage qu'ils donnent de leur dévouement aux intérêts de l'enseignement supérieur à Grenoble ».

Voici cette lettre :

Grenoble, 24 mars 1891.

Les professeurs soussignés remercient la municipalité de tous les efforts qu'elle faits en faveur de l'Ecole de médecine et de pharmacie.

Alors que les circonstances sont plus favorables que jamais à une amélioration de la situation universitaire de l'Ecole, ils seront heureux de voir mettre à exécution le projet de reconstruction conformément aux plans adoptés et sur l'emplacement choisi par la municipalité (rue Mazet).

Cette amélioration considérable ne peut venir à un meilleur moment, pour l'avenir de l'enseignement supérieur à Grenoble.

BERGER, CARLET, RAOULT, MONTAZ, BERLIOZ, LABATUT, GALLOIS,
PEGOUD, DESCHAMPS, BABOIN, NICOLAS, BISCH, TUREL, VERNE,
GAGNEUX, GIRARD, ALLARD.

Enfin l'horizon semble s'éclaircir, les Ecoles semblent reprendre pied ; notre déplacement semble sur le point de se faire.

Dans la discussion devant la Chambre de la loi relative à l'exercice de la médecine, une déclaration du ministre, répondant à M. A. Rey, député de l'Isère, vient en effet à point dissiper les craintes. « Je déclare très nette-

ment, dit M. Bourgeois à la tribune, que les intérêts des Ecoles secondaires nous avaient paru comme à M. Rey respectables, considérables même, et que nous devons nous-mêmes prendre toutes les mesures nécessaires pour que les Ecoles de médecine ne soient pas atteintes par les effets du projet de loi en discussion..... D'accord avec M. Rey et avec M. le Dr Langlet, qui se sont fait les organes autorisés des intérêts et des besoins de l'enseignement de la médecine, le gouvernement pense qu'il y a lieu de conserver et de fortifier les Ecoles secondaires. Elles constituent, suivant nous, des foyers d'études supérieures qu'il serait regrettable de voir disparaître et vous pouvez être assurés, messieurs, que le gouvernement fera tous ses efforts, non seulement pour maintenir tous ces foyers, mais pour les développer encore s'il est possible ».

En même temps, le conseil, sur le rapport du Dr Girard, renonce à l'emplacement choisi précédemment rue Mazet pour l'Ecole, et adopte un autre emplacement rue Lesdiguières (1). Voici le rapport du Dr Girard :

Messieurs,

Dans votre séance du 25 septembre dernier, à la suite d'un rapport présenté par notre honorable collègue, M. Marquian, au nom des commissions réunies de l'instruction publique, des finances et des travaux, vous avez approuvé le projet de construction d'une Ecole de médecine dressé par l'architecte municipal et se montant à la somme de 125.000 fr., de plus, vous avez désigné un emplacement situé sur la rue Mazet.

Ce projet a dû subir de nombreuses modifications, sur la demande des intéressés ; tout dernièrement, M. le Ministre de l'instruction publique présentait quelques observations au sujet de l'installation des laboratoires.

Aujourd'hui, le plan remanié selon les vœux de l'administration supérieure et complètement approuvé par elle, peut être mis immédiatement à exécution. L'administration municipale a, du reste, la certitude que la construction de l'Ecole de médecine dans ces conditions entraînera forcément avec elle le titre d'Ecole réorganisée que vous demandez depuis 1885 (Rapport du conseil municipal, 1885), mais que le ministre a toujours refusé en raison de l'état des bâtiments actuels.

Les modifications apportées au plan primitif ont élevé les devis à la somme de 200.000 fr. ; c'est donc un surcroît de dépense de 75.000 fr. qui vous est demandé.

Le conseil, consulté officieusement par l'administration municipale, a reconnu la nécessité de voter ce supplément de 75.000 fr. et il a recherché les moyens de se procurer cette somme.

Il a tout d'abord reconnu que l'exécution du projet voté le 25 septembre dernier entraînerait une dépense totale de 225.000 fr., soit comme construction 125.000 fr., soit comme emplacement 100.000 fr.

En effet, la valeur actuelle du terrain avoisinant la rue Mazet est de 50 fr. le mètre carré, et cette valeur ne peut que s'accroître. Or, l'Ecole de médecine située sur cet emplacement occuperait ou rendrait inutilisable une surface de près de 2.000 mètres carrés, soit à 50 fr. le mètre, cent mille francs.

(1) Séance du 18 avril 1891.

Comme il était impossible de ne pas répondre aux exigences ministérielles et partant, de réduire le devis, il a fallu songer à réaliser des économies sur l'emplacement en abandonnant le terrain de la rue Mazet.

S'inspirant de cette idée, l'administration municipale a proposé de construire l'Ecole au Jardin des Plantes, à droite ou à gauche du Muséum.

Cette proposition a séduit tout d'abord le conseil, car, outre l'économie du terrain qu'elle permettait de faire, elle avait encore l'avantage de juxtaposer l'Ecole de médecine et de pharmacie à l'un des premiers jardins botaniques de France et au Muséum, dont les collections d'histoire naturelle sont très riches ; de plus, la présence de l'Ecole eût augmenté l'animation de ce quartier relativement déshérité.

Mais un accès des lieux a démontré que cette solution mutilerait trop, soit le jardin botanique, soit le jardin paysager, et d'un commun accord, et bien qu'à regret, elle a été rejetée.

D'autant que l'administration municipale a alors proposé un emplacement très heureusement choisi et qui a réuni tous les suffrages.

D'après cette nouvelle proposition, l'Ecole serait construite à l'angle du boulevard de Bonne et de la rue Lesdiguières, en face de l'infirmerie du lycée de garçons. Ce terrain est frappé d'une servitude qui en diminue beaucoup la valeur, celle de ne pas permettre des constructions à quatre étages, sous peine de porter préjudice aux cours de récréations du lycée ; de plus, il est situé à côté de nouvelles casernes alpines.

En le choisissant de préférence au terrain de la rue Mazet, on réalisera donc assurément une très importante économie.

En ce qui concerne les intérêts en cause, c'est-à-dire ceux des étudiants en médecine et en pharmacie, le nouvel emplacement est très convenable, car il est d'une part à égale distance de l'Hôpital (boulevard de Bonne) et de la Faculté des sciences (rue Lesdiguières et place de la Constitution) et, d'autre part, il est peu éloigné du jardin botanique et du Muséum, situés, l'un et l'autre, sur le boulevard des Alpes, qui est le prolongement du boulevard de Bonne.

En résumé, Messieurs, vous êtes appelés aujourd'hui à confirmer les décisions que vous avez prises en réunion officielle, c'est-à-dire à approuver les nouveaux plans et devis qui ont reçu la consécration officielle ; à dire que le supplément de dépenses de 75.000 fr., en partie comblé par l'économie faite sur le terrain, sera inscrit au prochain emprunt et enfin, que l'Ecole de médecine et de pharmacie sera construite à l'angle du boulevard de Bonne et de la rue Lesdiguières ; à autoriser M. le Maire à faire préparer le cahier des charges de la construction en vue de l'adjudication dans le délai le plus rapproché possible.

En même temps, est organisé le service obstétrical de la nouvelle Ecole.

M. le Maire expose que M. le Ministre de l'Instruction publique demande, pour la réorganisation de l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie, que la commission administrative des hospices mette à la disposition de l'Ecole le service des maladies des enfants et le service de clinique obstétricale et il invite la commission à délibérer sur cette demande :

La commission, considérant que la réorganisation de l'Ecole de médecine et de pharmacie est toute à l'avantage de la ville de Grenoble et des Hospices, et qu'il y a lieu de la faciliter en accueillant la demande de M. le Ministre,

Délibère : En ce qui concerne la clinique obstétricale, que le service

des filles mères restera, comme par le passé, à la disposition de l'Ecole de médecine ;

En ce qui concerne la clinique infantile, la commission confirme sa délibération du 25 août 1884, par laquelle le service des enfants malades a été confié au professeur de l'Ecole chargé de ce cours ;

Avoir délibéré les jour, m is et an que dessus et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme :

L'administrateur de service,

Signé : Dr GIRARD.

Les premiers travaux sont mis en adjudication le 27 août 1891, et pendant que s'élève le monument, l'Ecole vit, comme elle peut, à la conciergerie, soutenue par l'espoir d'un avenir meilleur et prend très judicieusement son parti de la suppression des officiers de santé. En 1888, M. Baboin avait été nommé professeur suppléant, et M. Verne, ancien chef des travaux chimiques de l'Ecole (concours de 1880), avait été nommé professeur titulaire de pharmacie et de matière médicale (1).

Une perte cruelle allait frapper l'Ecole avant qu'elle quittât ses anciens locaux : le Dr Carlet meurt brusquement, en pleine activité intellectuelle. Sa perte fut vivement ressentie par les élèves. Trait-d'union entre la Faculté des sciences et l'Ecole, le Dr Carlet continuait une tradition déjà ancienne, en vertu de laquelle nous avons déjà vu Leroy, Charvet, M. Raoult et d'autres jeter sur les deux enseignements un égal éclat, qui ne pouvait que profiter à l'Ecole de médecine et de pharmacie.

Il fut remplacé à la chaire d'Histoire naturelle de l'Ecole par le Dr Bordier, depuis longtemps professeur de géographie médicale à l'Ecole d'anthropologie de Paris (2).

(1) M. Verne a publié de nombreux mémoires :

Sur la découverte de la boldine (Bulletin de la Société chimique de Paris).

Etude sur le boldo, couronnée par la Société de pharmacie de Paris.

Etude sur les ferments digestifs.

Etude sur les altérations du calomel par l'albumine, le sucre et les acides.

Des préparations pharmaceutiques du goudron, etc., etc.

(2) Voici les principales publications du Dr Bordier :

Epidémie cholérique de 1866 à l'Hôpital Beaujon. Paris, Asselin, 1867.

De l'emploi du sphymographe dans l'étude des agents thérapeutiques. Paris, Hennuyer, 1868.

Des nerfs vaso-moteurs. Paris, Leclerc, 1868.

De la glycosurie dans la convalescence des maladies aiguës. Paris, Asselin, 1868.

Migraine. (Art. du Dict. *encycl. des Sciences médicales*). Paris, en collaboration avec Gubler, Masson, 1872.

Névrosthéniques. (Art. du Dict. *encycl. des Sciences médicales*). Paris, Masson, 1873.

De l'élimination des médicaments. Paris, Hennuyer, 1873.

De l'influence des variations de la pression atmosphérique sur l'évolution organique. Paris, Masson, 1877.

Les Esquimaux. Paris, Masson, 1877.

Peu de temps après, le D^r Berger demandait, pour des raisons de santé,

- Note sur les effets narcotiques du protoxyde d'azote.* Paris, Masson, 1877.
Tiahuanaco et les bords du lac Titicaca. In Bull. Société d'Anthropol., 1877.
Des localisations cérébrales. In Revue d'Anthropol., 1877.
Instructions pour l'île de Madagascar, Paris, Masson, 1878.
Les Gauchos. In Bull. Société d'Anthropol., 1878.
De l'usage de l'arc et des échasses en Océanie. In Bull. Société d'Anthropol., 1879.
L'exposition des Sciences Anthropologiques. Paris, Reinwald, 1878.
Instructions pour la Malaisie. In Bull. de la Société d'Anthropologie, 1879.
Instructions pour la Laponie. In Bull. de la Société d'Anthropologie, 1879.
Etude sur une série de crânes d'assassins. Paris, Masson, 1879. 2^{me} édition, 1890.
Notes de pathologie exotique, le bouton de Biskra et la Veruga ou bouton des Andes. J.-B. Baillières, 1880.
L'Ethnographie du Mackensie. In Bull. de la Société d'Anthropologie, 1881.
De l'aptitude des races blondes de l'Europe pour la suette. In Bull. de la Société d'Anthropologie, 1881.
Japonais et Malais. In Revue d'Anthropol., 1881.
Notice sur la collection d'Anthropologie préhistorique du Muséum d'histoire naturelle de Grenoble. Grenoble, Dupont, 1882.
L'Humanité devant la foi et devant la science. Grenoble, Dupont, 1882.
La science et la question du travail. Grenoble, Dupont, 1882.
Rapport à M. le Maire de Grenoble sur une expérience de transport de la force motrice au moyen de l'électricité. Grenoble, Dupont, 1883.
Articles Coca ; Condurango, Fer, Musc, Nicotianine, Nicotine, Quassia, Raifort, Résolutifs, Santal, Scammonée, etc. In Dict. encycl. des Sciences médicales. Paris, Masson.
Articles : Albinisme, Algérie Beriberi, Bouton de Biskra, Choléra, Dégénérescence. In Dictionnaire des Sciences Anthropologiques. Paris, Doin.
La Géographie médicale, 1 vol. in-8° de 660 pages, avec planches. Paris, Reinwald, 1884.
La Colonisation scientifique et les Colonies françaises, 1 vol. in-8° de 500 pages. Paris, Reinwald, 1884.
La Vie des Sociétés, 1 vol. in-8° de 350 pages. Paris, Reinwald, 1887.
Pathologie comparée de l'Homme et des êtres organisés, 1 vol, in-8° de 500 pages. Paris, Lecrosnier, 1889
Les microbes et la transformisme. (Revue scientifique, 1891.)
Le milieu intérieur et l'acclimatation. (Revue de l'Ecole d'anthropologie, 1891.)
Le sifflet chez les peuples primitifs. (Bulletin de la Société d'anthropologie et la Nature, 1891.)
Naissance et évolution des idées et des pratiques médicales, superstitions médicales (Revue de l'Ecole d'anthropologie, 1893.)
La question de race en médecine. (Annales de l'Université de Grenoble, 1893.)
Toxicologie primitive. (Revue de l'Ecole d'anthropologie, 1893.)
Théorie et mécanisme de l'hérédité. (Revue de l'Ecole d'anthropologie, 1893.)
Mutilations ethniques. (Annales de l'Université de Grenoble, 1893.)
Coup d'œil sur la population néolithique dans le Dauphiné et en Europe Grenoble, Rigaudin, 1894.
Les Monuments mégalithiques. Grenoble, Rigaudin, 1894
Les cordeliers de Grenoble et le maréchal Bourcet. Grenoble, Rigaudin, 1894.
L'Etat social en Dauphiné avant la Révolution. Grenoble, Rigaudin, 1894.
La vie d'un paysan dauphinois avant la Révolution. Grenoble, Rigaudin, 1894.
Etude sur la couleur des cheveux et des yeux dans le département de l'Isère. Grenoble, Rigaudin, 1895.

à être relevé de ses fonctions de Directeur ; il était nommé Directeur ho. oraire et remplacé par le Dr *Bordier*. Le Dr *Porte* (1) est nommé suppléant des chaires de pathologie et de clinique médicales ; le Dr *Perriol* est nommé chef des travaux anatomiques, il est nommé en même temps chirurgien adjoint des hôpitaux (2). M. *Romeyer*, pharmacien en chef de l'Hôpital, est nommé chef des travaux chimiques. M. *Labatut* (3), suppléant des chaires de chimie et de physique, est chargé du cours de M. *Raoult*, démissionnaire. En 1883, M. le Dr *Deschamps* avait été nommé professeur suppléant des chaires de chirurgie et d'obstétrique (4). Le Dr *Douillet* avait

D'une coutume funéraire en Dauphiné, 1895.

Etude sur le rôle de la médecine dans l'expédition de Madagascar.

Passim : In *Journal de Thérapeutique* de Gubler, *Bulletin de Thérapeutique*, *Revue scientifique*, *Revue internationale des Sciences*, *Archives de Médecine*, *Archives de Médecine navale*, la *gazette hebdomadaire de Médecine et de Chirurgie*, *Bulletin de la Société anatomique*, *Bulletin de la Société de Thérapeutique*, *Bulletin de la Société d'Anthropologie*, *La Nature*, *Le Bulletin de la Société dauphinoise d'Ethnologie et d'Anthropologie*, *La Revue de l'Ecole d'Anthropologie*, etc.

(1) M. *Porte*, chargé de la suppléance de la chaire de clinique médicale, a publié un certain nombre de travaux, dont voici les principaux :

Phlébite au cours d'un pneumonie bilieuse. (*Dauphiné médical*, 1855.)

Néphrite périphérique.

Néphrite syphilitique précoce.

En collaboration avec M. *Labatut*. *Traitement de la goutte et du rhumatisme par l'électrolyse du chlorure de lithium.*

Bruits musicaux cardio-vasculaires.

(2) M. *Perriol* a publié :

Désarticulation du genou par la méthode sous-périostée.

Suture du nerf médian et sutures tendineuses.

Désarticulation de l'épaule à lambeau cutané.

Imperforation du rectum (*Comptes rendus de la Société de médecine et de pharmacie*.)

(3) M. *Labatut* a fait d'importants travaux sur le transport des ions. Il a ainsi posé les bases d'une nouvelle méthode d'introduction des médicaments, qu'il a développée au point de vue clinique, en collaboration avec le Dr *Porte*.

(4) M. *Deschamps* a publié de nombreux travaux relatifs à l'ophtalmologie : Thèse inaugurale. Paris, 1884. *Du choléra endémique en Cochinchine*. Mention honorable (prix de thèse).

Un cas de calcul de l'amygdale. (*Dauphiné médical*, juillet 1889.)

Conjonctivite due à la présence prolongée d'un grain de blé dans le cul de sac conjonctival supérieur. (*Dauphiné médical*, avril 1889.)

Quelques considérations sur l'opération de la cataracte (*Dauphiné médical*, 1890.)

Corps étranger ayant séjourné 25 ans dans une fosse nasale. (*Dauphiné médical*, 1890.)

Complications oculaires de la rougeole. (*Dauphiné médical*, 1890.)

Deux observations des luxations traumatiques du cristallin. (*Dauphiné médical*, mars 1891.)

De la luxation spontanée du cristallin. (*Annales d'oculistiques*, 1891.)

Du choix des lunettes. (*Annales de l'enseignement supérieur de Grenoble*, 1891.)

Sur les végétations adénoïdes. (*Dauphiné médical*, 1891.)

été, en 1891, nommé suppléant des chaires d'anatomie et de physiologie (1).

Pendant que les ouvriers mettaient la dernière main à ce qui allait être l'Ecole de médecine *réorganisée*, survient le décret de 1893, qui allait modifier profondément les études médicales. Notre réorganisation, notre installation dans les nouveaux bâtiments venaient à point pour coïncider avec une orientation nouvelle : c'était une rénovation complète.

L'idée générale de la nouvelle réglementation est excellente, elle repose sur l'importance de plus en plus grande que prennent chaque jour dans la médecine, les sciences qu'on nommait jadis *accessoires* ; ce sont elles qui font que la médecine est de plus en plus une science, mise au service d'un art (2) : mais elle a l'inconvénient de ne pas rétablir les examens de fin d'année.

Les avantages qu'elle présente pour nous ont été très bien résumés par M. le Directeur de l'enseignement supérieur (3). « Il se trouve donc, dit-il, — et on l'a voulu — que les décrets de 1893 sont une mesure de décentralisation. Si les familles en comprennent bien l'esprit, ils peuvent avoir pour les établissements d'enseignement supérieur et en particulier pour les Ecoles de médecine, de plein exercice et préparatoires, les plus heureux effets. On a voulu proposer un remède à l'engorgement excessif de Paris. Les étudiants y font foule, le conseil général des Facultés s'en plaignait récemment et en signalait les dangers

De l'intervention chirurgicale dans les blessures de l'œil avec pénétration de corps étranger. (Dauphiné médical, décembre 1892.)

Un nouvel appareil destiné à remplacer la pile du galvano cautère. (Annales d'oculistiques, 1893.)

Guérison de plusieurs cas de surdité profonde d'origine spécifique. (Dauphiné médical, octobre 1893.)

Les vapeurs de formol dans les affections de l'oreille moyenne. (Annales des maladies de l'oreille, avril 1894.)

Traitement du ptérygion par le râclage méthodique de la cornée. Communication à la Société Française d'ophtalmologie, en mai 1895.

(1) M. Douillet a fait de nombreuses publications :

Sur la myopathie atrophique. (Loire médicale, 1885.)

Sur la tachycardie essentielle. (Dauphiné médical, 1851.)

Sur un empyème enkysté suivi de vomique.

Sur l'atétrose.

Sur les accidents dus à l'électricité à courants continus.

(2) On sait que cette réforme repose surtout sur le certificat d'études physiques, chimiques et naturelles exigé des aspirants au doctorat — en ce qui concerne les Ecoles, elle leur est favorable puisque les étudiants peuvent passer dans ces Ecoles deux examens probatoires et prendre 12 inscriptions.

(3) La réglementation des études médicales, par Louis LIARD, *Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1894.

. Les familles se figurent, bien à tort, qu'il est bon pour leurs enfants de commencer leurs études médicales à Paris ; elles savent que les ressources y sont considérables, mais elles ignorent, que, si considérables qu'elles soient, elles sont insuffisantes ».

Plusieurs modifications préparent notre réorganisation : la chaire d'accouchement, maladies des femmes et des enfants est supprimée et remplacée, avec le même titulaire, le D^r Gallois, par une chaire de clinique obstétricale. En même temps, le Conseil général du département, sur la demande du Conseil général des Facultés, décide que le service de la maternité départementale sera à la disposition de l'Ecole de médecine, non plus pendant six mois seulement, mais pendant toute l'année. Il supprime en même temps l'ancien cours départemental d'accouchement, laissant à l'Ecole la charge de l'enseignement des élèves sages-femmes. Le cours d'hygiène et de thérapeutique est supprimé et remplacé par une chaire d'histologie, dont M. *Berlioz*, devient titulaire. Enfin, le 22 octobre 1894, paraît le décret de réorganisation : « L'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie de Grenoble est autorisée à jouir des droits conférés aux Ecoles préparatoires réorganisées par l'art. 13 du décret du 1^{er} août 1883 ».

En même temps qu'elle entrait en jouissance de ses nouveaux droits, l'Ecole prenait, au mois de novembre 1894, possession de ses nouveaux bâtiments, et M. le Recteur Zeller (1), le chef autorisé de ce que nous pouvons nommer maintenant l'Université de Grenoble prononçait, dans la séance de rentrée des Facultés, les paroles suivantes, qui peuvent servir d'épigraphe à ce livre et sont, en même temps, un gage pour l'avenir :

« Par une de ces bonnes fortunes, qui ne sont point dues au hasard, et qui n'échoient qu'à ceux qui les méritent, il arrive qu'au moment précis où la récente réglementation ouvre à notre Ecole de médecine une nouvelle et féconde carrière, le superbe édifice que lui a construit la ville de Grenoble se trouve terminé et prêt à la recevoir. M. le directeur de l'enseignement supérieur nous a fait l'honneur de le visiter au mois de septembre dernier. Il ne nous a pas ménagé les témoignages de satisfaction. Il a déclaré devant le maire dévoué de cette ville, et devant l'architecte qui l'a si habilement secondé, qu'à son avis l'Ecole préparatoire était l'une des plus belles et des mieux aménagées qu'il y eut en France.

« L'Ecole de médecine et de pharmacie occupera désormais une place

(1) Séance annuelle de rentrée des Facultés et de l'Ecole préparatoire de médecine et de pharmacie, le 3 novembre 1894.

d'honneur à côté du Musée-Bibliothèque, du Palais des Facultés, du Lycée de garçons et des autres monuments scolaires, qui sont la parure et la gloire de Grenoble. » S'adressant aux divers étudiants de Grenoble, M. Zeller terminait par cet encouragement : « Le gouvernement de la République et les municipalités qui se sont succédé à la tête de la ville depuis vingt ans, vous ont élevé des monuments construits à grands frais et aménagés avec le plus grand soin. On vous a donné des professeurs d'un grand mérite, parmi lesquels il en est qui se sont illustrés par leurs travaux et leurs découvertes. Il vous appartient de justifier et de faire fructifier l'œuvre de vos pères. . . . l'avenir de notre centre universitaire est entre vos mains. C'est à vous d'en attester la vitalité par votre travail, d'en accroître le prestige par vos succès et de faire en sorte que, dans cette ville de Grenoble, qui vous est si hospitalière, il y ait toujours un foyer d'études florissant, digne de son glorieux passé et des sacrifices du temps présent, *ut in ed sint perpetuo*, comme disait le dauphin Humbert, *generalia studia in juris, medicinæ, artium Facultatibus* ».

J'arrête à cette date le récit du développement de notre Ecole de Médecine; la suite de cette histoire nous la vivons; d'autres l'écriront. Les chapitres ultérieurs mentionneront, il le faut espérer, le titre d'Ecole de plein exercice, puis celui de Faculté. Dès maintenant, la valeur des professeurs (1), leur exactitude, l'importance de leurs travaux, le nombre

(1) Depuis la réorganisation M. Pionchon a remplacé M. Janet, comme professeur de physique.

M. Georges Dodero, chef des travaux chimiques à la Faculté des sciences, est chargé de la suppléance de la chaire de physique.

Le Dr Nicolas est chargé du cours de physiologie en remplacement de M. Montaz, démissionnaire. Il sera sans doute demain titulaire.

Il a publié de nombreux mémoires :

Traitement abortif de la blennorrhagie après anesthésie par la cocaïne, décembre 1888.

Hydramnios, ponction, accouchement prématuré, avril 1889.

Deux observations de diphthérie bénigne, mars 1889.

Observation de coup de chaleur, juillet 1889.

Cancer du pylore. Pièces anatomiques, décembre 1889.

Un cas d'hydro-pneumothorax, décembre 1889.

Syphilis congénitale, mars 1890.

Endocardite végétante et aortite, juin 1890.

La neurasthénie, septembre 1890.

Angine de poitrine. Pièces anatomiques, novembre 1890.

Vérification des thermomètres médicaux, janvier 1891.

La variole à l'hôpital, mars 1891.

Deux autopsies après hémorrhagies cérébrales, mai 1891.

Sclérose en plaques, mai 1891.

Réactions anormales de l'albumine, juillet 1891.

croissant des élèves et leur application nous permettent d'espérer que les sacrifices que la ville a faits, à tant de reprises, porteront leurs fruits et que l'Ecole de Médecine tiendra sa place avec honneur dans l'Université de Grenoble.

Obstruction totale des narines dans la syphilis congénitale, août 1891.

Traitement de l'occlusion intestinale par l'électricité, février 1892.

Emploi du sublimé comme traitement des gerçures du sein, février 1892.

Pneumonie double suppurée, novembre 1892.

Appendicite et pérityphlite, décembre 1892.

Cirrhose atrophique du foie, janvier 1893.

Vaginalite aiguë et étranglement herniaire, février 1893.

Hydronephrose intermittente, décembre 1893.

Chorée chronique de Huntington, décembre 1893.

Néphrite syphilitique héréditaire, décembre 1894.

Paralysie radiculaire du plexus brachial, type supérieur, mai 1895.

Incontinence nocturne d'urine, juin 1895.

M. Paul Dodero a été nommé professeur suppléant d'histoire naturelle.

Il a publié plusieurs mémoires, relatifs à la zoologie et à la médecine, sur la conservation des pièces anatomiques par un procédé nouveau et sur les douches locales, rectales et vaginales.

FIN

Recherches dans les Archives de Besse;

Par M. S. OUGIER (1).

I. — Délibération du Conseil du district de Grenoble.

« Du 27^e messidor l'an 2^e de la République française, une et indivisible, Le Conseil général de la commune de Besse en Oisans a été introduit dans le sein du Conseil, en suite de l'arrêté du district du 22^e de ce mois il a été fait lecture dudit arrêté et du procès-verbal du comité de surveillance dudit Besse, après quoi ledit Conseil a été interrogé comme ci-après :

D. Pourquoi n'avez-vous pas obéi à la requisition de fournir cinquante-cinq mulets, pour les transports de foins d'Oisans à Briançon ?

R. Nous n'avons refusé, puisque la requisition est du 20 et que le 23 la requisition a été exécutée en partie et qu'elle le sera incessamment pour le surplus.

D. Vous ne l'avez fait exécuter en partie le 23 que parce que le comité de surveillance consigna votre refus contre-révolutionnaire dans son procès-verbal du 21, sy vray que vous répondîtes à ce comité que la loi vous exemptait d'obéir à cette requisition et que vous vous permîtes de répondre malhonnêtement aux recherches civiques de ce comité ?

R. Nous nions tout tout cela.

D. Entre votre négative, le verbal du comité consigné dans un temps non suspect sur les papiers et signés, ne convenez-vous pas que c'est le verbal du comité qui fait preuve, puisque la loi révolutionnaire l'établit surveillant ?

R. Nous ne savons pas cela.

D. Ne savez-vous pas au moins que c'est une vexation expressive de commander pour cette requisition les plus pauvres habitants et de vous en exonérer, vous les plus aisés du village, et cette conduite n'est-elle pas un abus criminel du pouvoir que la loi vous délègue pour aider le pauvre et non pour l'accabler du fardeau que vous devez supporter ?

R. Nous avons eu tort en cela, cependant deux ou trois d'entre nous ont été compris dans la requisition, mais nous promettons de ny pas retourner, nous promettons aussi de répartir sur nous le surplus de la requisition et de ne plus nous exonérer à l'avenir.

D. Ne convenez-vous pas que cette conduite est contre-révolutionnaire

(1) Nous donnons sans commentaires, et tels que M. Ougier les a trouvés, les curieux documents qu'il a bien voulu nous adresser. LA RÉDACTION.

jusqu'à un certain point, puisqu'elle pouvait exposer les armées à manquer de subsistance ?

R. Nous n'avons pas prévu cela, nous n'avions pas mauvaise intention et nous avons exécuté d'ailleurs en grande partie la requisition comme il en comte par le certificat du garde magasin d'Oisans, que mettons sous les yeux de l'administration.

D. Pourquoi êtes-vous en retard d'envoyer au district les cloches, l'argenterie, le cuivre et les ornements de l'église, malgré les fréquentes requisitions de l'agent national de vous exécuter ?

R. Nous avons encor tort en ce point, mais nous nous exécuterons sans retard.

Vu les réponses ci-dessus ;

Ouy l'agent national provisoire ;

Le Conseil du district, justement indigné de la conduite incivique du Conseil général de la commune de Besse, arrête que le maire et l'agent national seront traduits dans la maison de détention de la propagation pour y rester, le maire durant quinze jours et l'agent national huit, après quoy ils seront tenus de se rendre à leurs fonctions, sauf séparation. Les autres membres sont renvoyés à leurs fonctions pour les remplir avec plus de zèle et d'exactitude que par le passé, il leur enjoint d'obéir à l'avenir exactement aux requisitions qu'y leur seront faites pour le service de la république, de les repartir sur les citoyens les plus aisés et sur eux-mêmes avant d'atteindre les autres citoyens, à peine d'être portés sur la liste des suspects et traités comme tels.

Il leur est enjoint d'envoyer sous dix jours au district toutes les cloches, excepté une, l'argenterie, le cuivre, les linges, ornements et dépouilles de l'église, à peine d'y être contraints personnellement, solidairement et à leurs frais, sauf à vendre les gros meubles de l'église. Le présent arrêté sera consigné sur les registres des délibérations du conseil de ladite commune. Un autre extrait sera publié et affiché dans ladite commune à la diligence de l'agent national ou de celui qui en fera les fonctions pendant sa détention ; un autre extrait sera adressé au comité de surveillance de Besse avec une lettre de satisfaction de sa conduite, il en surveillera l'exécution.

Et ont les membres présents signé au registre : Denantes, président, Boivert, Umberto, Cros, Périer, Marcel Balmet, Pouchot, Point, Bigillon, Palois, Hilaire, agent national, Deblache secrétaire.

Pour extrait conforme : BARTHELEMY, off ; HOSTACHY, off. »

II. — **Assemblée.**

« Du 10 thermidor, l'an deux de la République française, une et indivisible, au lieu de Besse, dans la maison commune, où la municipalité ou Conseil Général et quelques du comité de surveillance se sont assemblés. L'agent national a dit que la Bienfaisante loy du maximum ne peut recevoir son plein et entier effet qu'au préalable les journées de travail des ouvriers manouvriers, moissonneurs, artisans et autres ne soient réglées et fixées, qu'au surplus il est très instant aux termes de la loy de procéder à une liste de tous les citoyens de la commune qui étaient en usage de travailler à la journée et de suite à envoyer un extrait à l'administration de district pour l'ordonnancer et la mettre à exécution, requiert que vous ayez à vous occuper de cet important objet et a signé : François Hustache, agent.

Ouy la proposition cy-dessus ;

La municipalité, son conseil et membres du comité de surveillance bien convaincus de la bienfaisante loy du maximum et de la nécessité de fixer la journée des ouvriers en tout genre et de procéder à la liste des citoyens et citoyennes qui étaient en usage de travailler à la journée, ont arrêté qu'il serait sur le champ et sans désemparer procédé à ladite liste et quant à la fixation des journées, ils y ont procédé ainsy qu'il suit :

Bâtiers.....	Trente sols.
Cordonniers	Dix-huit sols.
Cordiers.....	Quinze livres le quintal.
Maçons.....	Une livre cinq sols.
Manœuvre.....	Quinze sols.
Manœuvre pour la culture.....	Dix-huit sols (les hommes).
Id.	Dix sols (les femmes).
Maréchaux.....	Une livre dix sols pour une ferrure complète et posée, sans les nourrir.
Peigneurs de chanvre.....	Un sol six deniers par livre.
Tailleurs d'habits.....	Quinze sols.
Tailleuses.....	Sept sols six deniers.
Faucheurs.....	Vingt sols par jour.
Pour le port d'une charge de foin des montagnes :	
Les plus éloignées.....	Trente sols (8 heures pour 1 voyage).
Seconde classe..	Prés moins éloignés (6 heures) une livre.
Troisième classe.....	Prés moins éloignés (4 heures) quinze sols.
Quatrième classe.....	Encore plus près (3 heures) douze sols.

Cinquième classe.....	Rif tord, le vallon (6 heures) vingt sols.
Le restant des prés.	Dix sols.
Journée d'un homme avec son mulet.	Une livre quinze sols.
Gages des domestiques mâles.....	Cent livres pour six mois.
— femelles	Cinquante livres pour six mois.
Tisserands.....	Sept sols six deniers par ram de trois aunes avec la denrée qu'on est obligée de leur donner.
Fabricant de cerge.....	Vingt-cinq sols pour un ram.
Galochers pour hommes	Cinq sols par paire en ne fournissant que leurs maius.
— pour femmes.. ..	Quatre sols.
— pour enfants.....	Trois sols.

Tout ce qui peut avoir été omis au tableau cy dessus reste fixé au prix de mil sept cent nonante et la moitié en sus, sauf de la thomme du pays qui reste fixé à cinq sols la livre. Ainsi délibéré et arrêté et ont les membres présents signé : A. Josserand, maire. Suivent les autres signatures. »

III. — Verbal sur la destruction des papiers féodaux.

« Du dix pluviôse, l'an second de la République française, une et indivisible, au lieu de Besse, la municipalité assemblée au lieu ordinaire de ses séances, l'agent national a dit qu'il y a déjà longtemps qu'on aurait dû procéder au brûlement des papiers féodaux et tyranniques, qu'il ne connaît aucun motif qui en aie pu retarder l'effet, qu'en conséquence il requiert que la municipalité ait à s'occuper de cet important objet.

Et a signé : François HUSTACHE, agent.

Où la proposition ci-dessus, la municipalité a délibéré que sur le champ, le vallet de commune serait mandé tant au comité de surveillance qu'au capitaine de la garde nationale pour mettre trente hommes de ladite garde sous les armes et que tous seraient rendus à la chambre de commune à une heure après midi. La municipalité, le comité de surveillance et la garde nationale requise et étant donc réunis au lieu et heure ci-dessus indiqués, le secrétaire greffier a déposé sur la table tous les papiers féodaux trouvés dans ladite chambre de commune, ainsi que ceux qui ont été remis par l'agent de Viennois et dont décharge lui en a été passée, lesquels papiers ont été remis au vallet de commune pour les porter au lieu de leur supplice bien mérité, alors le cortège s'est mis en marche pour se rendre au devant de l'arbre de la liberté. Le capitaine avec huit hommes de la garde nationale marchaient les premiers ayant un tambour à leur tête ; la municipalité suivait ensuite en écharpe, le comité de surveillance suivait ayant un violon à leur tête ; venait

ensuite le restant de la garde nationale au milieu d'eux le vallet de commune chargé de ces papiers. Arrivés sur la place et au devant de l'arbre de la liberté, où était construit un petit bûcher sur lequel ont été placés les papiers, pour lors il a été remis entre les mains du maire un flambeau allumé, le maire n'eut pas plutôt présenté le feu au bucher qu'il prit à l'instant le feu, malgré la neige qui tombait pour ainsi dire en pluie. O ! prodige, dans un moment tout fut consommé, au milieu des cris : Vive la République. On en'onna des hymnes analogues à la fête qui fut terminée en dansant la carmagnole et répétant le serment de vivre libres ou mourir. Le cortège se retira ensuite dans le meilleur ordre possible à la chambre de commune pour y dresser le présent procès-verbal.

A Besse le jour et an que dessus.

Signés au registre : A. Josserand, maire ; Claude Roux ; Pierre Hustache ; Barthelemy, officier ; Retourna, secrétaire. »

Séance du 4 mai 1896.

Présidence de M. PRUVOT.

Registres de la paroisse de Moirans

Par M. GIRARD,

Instituteur à Beaucroissant.

Irrégularité des saisons. — Mauvaises récoltes en général. — Impôts excessifs. — Misère du peuple. — Charité. — Evénements divers au XVIII^e siècle.

Année 1733. — Dans la présente année, il y a eu un déluge dans la ville de Grenoble, qui commença le soir du 14^e au 15^e de septembre. L'izère inonda aussy toutes les Iles de ce pays le long de son cours. Elle vint à deux cents pas près de la grange de M. de Luppé.

Semblable inondation arriva le même jour 14 septembre 1219, comme il se voit à la chambre des comptes et aux archives de l'évêché, Jean I^{er} de Sassenage étant pour lors Evêque de Grenoble.

Année 1740. — Il y a dans la présente année..... 50 baptêmes.

..... 36 sépultures.

L'hiver de cette année a commencé à devenir très rude dès les premiers jours de janvier, il a duré long temps et l'on n'en a guère vu de plus rude et de plus long depuis l'année 1709. Il est tombé de la neige le troisième may, jour de l'invention de la Sainte-Croix, qui a séjourné trois jours et suivie d'une gelée qui a gâté et retardé les fruits de la terre. En sorte qu'on a eu les fruits précoces qui sont les cerises qu'après la feste de saint Jean, et les autres à proportion ont de même été retardé et n'ont eu aucun goût.

Le printemps a toujours été mêlé de jours froids et mauvais.

Il y a eu très peu de chaleur en été, ce qui a fait que les fruits ont eu beaucoup de peine à meurir et la moisson n'a commencé qu'après la my juillet et a été médiocre, cependant plus abondante que dans les autres païs de France, où elle est presque manqué

L'automne a été de même froide. Il a commencé à tomber de la neige le sixième octobre qui a été suivie d'une gelée qui a gâté la vendange et fait tomber presque toutes les feuilles des souches et des arbres fruitiers

qui ont gelé avant qu'on ait pu ramasser les fruits. On n'a commencé la vendange que dans les derniers jours d'octobre et les premiers de novembre. Et dans les lieux élevés où la gelée avait été plus rude, on n'a point du tout vendangé. Les raisins étant absolument gelés sans être meurs, quoiqu'on ait laissé longtemps la vendange dans la cuve, n'ayant pressé le vin qu'au mois de décembre, il a été très mauvais et en très petite quantité.

Le vingt-un décembre, jour de la saint Thomas, apôtre, il y a eu une grande inondation causée par la fonte des neiges, ensuite d'un vent chaud qui avait duré plusieurs jours. La ville de Grenoble, où l'on allait en bateau dans la plupart des rues, a souffert de grands dommages et a été fort soulagé par les soins et les secours de Monseigneur l'Evêque, de M. le premier président et autres. L'isère s'est aussi répandue en ce pays dans la plaine et a causé beaucoup de dommages, étant venue aussi loin que dans l'année mil sept cent trente-trois.

Année 1742. — Dans la présente année il y a 65 baptêmes.

— 43 sépultures.

Dans cette année j'ai acheté deux surplis de toile de Cambray qui m'ont coûté trente une livres les deux.

Année 1747. — Il y a dans la présente année. 43 baptêmes.

— 52 sépultures.

La présente année il y a eu peu de grains et presque point de vin très mauvais. En sorte que ceux qui en recueillaient pour l'ordinaire cent charges n'en ont pas eu plus de dix, ce qui a causé beaucoup de misère, le bled s'étant vendu pendant toute l'année trois livres le bichet ; et dans l'année suivante, il a augmenté tous les marchés. En sorte qu'il se vend actuellement au commencement du mois de may quatre livres dix sols. Ce qui a été causé par un hiver très rigoureux et très long qui a duré jusqu'à la fin du mois d'avril, étant tombé une quantité prodigieuse de neige. En sorte que les arbres n'ont poussé leurs feuilles qu'au commencement du mois de may.

Année 1748. — En la présente année il y a 43 baptêmes.

— 53 sépultures.

La misère a été grande, le bled depuis le commencement de l'année ayant valu trois livres dix sols le bichet et ayant toujours augmenté jusqu'à quatre livres douze sols, le froment et le bled noir après la récolte ayant valu jusqu'à quarante sols le bichet.

Nous avons fait du pain pour les pauvres depuis le commencement de may jusqu'au 14 juillet, tant de l'aumône du prieuré que des charités de

divers particuliers, leur aiant distribué tous les dimanches pendant ce temps la quantité de huit à neuf quintaux chaque fois.

La récolte de la présente année a été très médiocre, la plupart n'ayant presque leur semence, le bled très mauvais faisant le pain noir et n'étant pas propre à semer, en sorte qu'on a été obligé d'acheter à grand prix des semences, ce qui a réduit la plupart à une extrême pauvreté qui durera selon toutes les apparences jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu de bénir le grain qui est en terre. La récolte du vin a été médiocre.

Le vingt-deux octobre de l'année précédente, il est tombé un demy pied de neige qui a duré plusieurs jours. Il a fortement gelé et les châtaignes qui n'étaient pas encore recueillies ont été gâtées. Le bled noir de même qui était encore sur plante a beaucoup souffert, on craint même pour les arbres qui étaient chargées de feuilles lorsque la neige est tombée. Cette neige fut précédée le vingt-un par quantité d'éclairs et de tonnerres. Cependant depuis la feste de tous les saints, le temps a été beau et le froid très léger le reste de l'année.

Année 1749. — En la présente année il y a..... 45 baptêmes.

— 58 sépultures.

Depuis l'année 1700 jusqu'en 1749 inclusivement

pendant 50 années il y a..... 2.384 baptêmes.

-- 2.309 enterrements

La misère a continué pendant cette année. Le bled aiant été aussi cher que l'année dernière : sçavoir le froment trois livres dix sols et le beau quatre livres cinq sols; le blé noir aiant été abondant a été d'un grand secours pour les pauvres.

La récolte de la présente année a été très médiocre soit en bled soit en vin.

Il est arrivé comme l'année dernière un froid au vingt-deux octobre. Il est tombé de la neige et le froid a gâté les châtaignes aussy bien que les arbres et surtout les noyers qui étaient chargés de feuilles.

Année 1751. — En la présente année il y a..... 49 baptêmes.

— 42 sépultures.

La récolte de cette année a été très médiocre. Le bichet de froment a été vendu trois livres et quelques sols. Le bled noir a valu jusqu'à trente sols le bichet.

La récolte du vin a été aussy médiocre et les fruits ont été presque tous perdus par la neige et la gelée qui sont arrivés le onze avril, jour de Pâques et les jours suivants, et la quantité de neige a été si grande qu'elle

a rompu beaucoup de branches d'arbres qui étaient pour lors chargés de fleurs et de feuilles.

Il y a eu deux incendies dans cette paroisse, l'une le dix-sept mars de la maison Morel dans le hameau des Pions, l'autre le vingt-un novembre de la maison Gacri et de la veuve Bevard dans le bourg de Moirans.

Nous avons eu cette année le Jubilé de l'année sainte 1750 qui a duré six mois. La première ouverture s'en est faite le jour de saint Pierre avec solennité dans la ville de Grenoble par une procession générale et quoiqu'il fut censé ouvert dans tout le Diocèse en même temps et qu'il fut libre à toute personne de la gagner, néanmoins l'ouverture solennelle n'en a été faite dans les autres paroisses que le dernier jour d'octobre, dimanche, par une procession solennelle où l'on a porté le très Saint Sacrement ; après la messe du Saint Esprit, nous sommes allés dans l'église des Saints Pères Cordeliers et en revenant en celle des religieuses Ursulines. Depuis ce jour jusqu'au 30 novembre, feste de Saint André, il y a eu tous les jours une prédication sur les cinq heures du soir et ensuite la bénédiction du Saint Sacrement excepté le samedi ; on a aussi prêché à la messe les jours de dimanche et de festes. Le matin la 1^{re} messe s'est dite à sept heures pendant laquelle il y a eu *une* exercice pour apprendre à bien entendre la messe, qui était précédée de la prière du matin, d'une lecture et d'une méditation de deux heures. Et après la messe on donnait la bénédiction du Saint Sacrement. C'est le R. Père Lucien Gardien des Récollets de Grenoble, et M. Charmeil, sacristain et vicaire de la paroisse, qui ont prêché alternativement pendant le dit temps avec beaucoup dédification et de succès. La cloture du Jubilé s'est faite le vingt-neuf décembre par la bénédiction du Saint Sacrement après avoir chanté le *Te Deum*.

Pour prévenir les grandes occupations du Jubilé, nous l'avons fait faire aux enfants dans le mois de septembre, on les a confessés et on a fait faire leur première communion à ceux qui étaient en âge et qu'on a trouvé instruits et disposés, au nombre d'environ soixante garçons ou filles. Leurs stations du Jubilé ont été cinq processions. On les a conduits dans l'église des Cordeliers, dans celle des Religieuses, à la chapelle du Rosaire et au grand autel de la paroisse qui sont les quatre stations ordonnées par la Bulle. A chacune on a récité cinq fois l'oraison dominicale et la salutation angélique.

Ensuite de la Requette présentée à Monseigneur l'Evêque et Prince de Grenoble par Sr Joseph Tournier, méd. chirurgien de cette paroisse, en qualité d'acquéreur de la charge de Maire de ce lieu, tendant à obtenir la per-

mission de Monseigneur l'Evêque pour placer un banc dans l'église paroissiale. Lad. requête aiant été décrétée dont soit montré au Sr Curé et ensuite de la réponse faite par led. Sr Curé, il a été statué par Monseign. comme il s'en suit : Jean de Caulet, Evêque et prince de Grenoble, vu la requête, notre décret et l'avis du Sr Curé de la paroisse de Moirans. Le tout cy dessus, nous avons permis et permettons au Sr Joseph Tournier, attendu la qualité de Maire de Moirans, de faire construire et poser à ses frais dans la nef de l'église paroissiale dud. lieu en place décente et non incommode au service divin ni au public et d'ailleurs libre pour son usage personnel, pendant tout le temps qu'il jouira de la charge de maire de Moirans et non autrement ; l'exhortant à user de quelques libéralités envers lad. église. Laquelle libéralité nous laissons à sa pieuse disposition. Sera notre présente enregistrée au registre de lad. paroisse et Eglise et ensuite remise au Sr Tournier.

Donné à Grenoble dans notre palais Episcopal ce vingt-sept avril mil sept cent cinquante-un.

Signé : † J. Ev. de Grenoble.

La susd. ordonnance de Monseign. l'Evêque a été remise au Sr Tournier. Ainsy le certifie.

Année 1752. — Il y a eu dans la présente année. . . 43 baptêmes.

— 23 sépultures.

Il n'y a eu aucun événement considérable dans la présente année ; la récolte du grain a été assez abondante et celle du vin de même, en sorte que le prix de l'un et de l'autre a diminué assez considérablement par rapport aux dernières années.

L'automne a été fort sèche, il a resté plus de trois mois sans pleuvoir et beaucoup de fontaines, de puits et de ruisseaux ont tari pendant tout ce temps.

Il y a eu des vents violents dans le mois de novembre et le neuf du même mois le gros Tilliot du cimetière s'est abattu par la violence du vent.

Le jour de Noël il y a eu aussy un vent chaud qui a fait fondre les neiges dans les montagnes et qui a causé une légère inondation le long de la rivière d'Isère.

J'ay fait faire une chasuble de satin couleur de rose, garnie de galons d'argent qui a coûté soixante-quinze livres à Lyon.

Année 1753. — Il y a eu dans la présente année. . . 45 baptêmes.

— 38 sépultures.

Le clocher de l'église en pierres de tuf ayant été commencé au 14 du

mois de may a été achevé dans le cours de l'année. Le nommé Sibilat du lieu de Voreppe en a été l'entrepreneur pour le prix de quinze cents livres qui ont été imposées sur les trois ordres de la paroisse.

Le neuf mars, à deux heures après midy, il y a eu un tremblement de terre qui se fit sentir environ trois ou quatre minutes, mais qui ne causa aucun dommage.

Le douze janvier suivant, il y en eut un plus considérable, entre dix et onze heures du soir, qui fut très violent, mais qui ne causa aucun dommage.

La récolte de cette année a été médiocre en grains, le bled s'étant vendu jusqu'à cinquante sols le bichet pendant toute l'année, mais la récolte du vin a été très abondante et la qualité très bonne, ce qui a multiplié le nombre des ivrognes.

Année 1754. — Il y a dans la présente année.... 45 baptêmes.

— 39 sépultures.

Il y a eu en la présente année aucun événement remarquable. La récolte des grains a été assez abondante, celle du vin l'a été aussy dans les lieux élevés. Mais la gelée arrivée au mois de may fit mourir toutes les souches dans le bas. En sorte qu'il n'y a presque point eu de vin dans les Iles.

Les contrebandiers, à la tête du nommé Mandrin, de la paroisse de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, ont fait beaucoup de bruit dans ces païs. Ils ont fait contribuer tous les endroits où il y avait des Bureaux (*de douane sans doute*). Ils sont même allés à la ville de Baune et à celle d'Autun qu'ils ont mis en contribution.

Année 1755. — Il y a eu dans la présente année.... 53 baptêmes.

— 31 sépultures.

L'hiver de cette année a été un des plus longs dont on se souvienne dans ce païs depuis 1709. La rivière de l'Isère a gelé et on la passait à pied sec.

Année 1756. — Il y a eu dans la présente année.... 43 baptêmes.

— 43 sépultures.

En cette année le temps a été variable et inconstant, l'été et l'hiver ont été pluvieux et l'été n'a pas été bien chaud. En sorte que la récolte du bled et des autres grains a été médiocre et celle du vin très mauvaise. Dans le temps des vendanges, on a vendu le vin de l'année précédente jusqu'à vingt-quatre francs la charge et le vin nouveau quoiqu'il soit mauvais quatorze et quinze livres. Le froment ordinaire cinquante-quatre sols et le bled noir vingt-quatre.

Nous avons eu cette année le chapitre provincial des R. Pères

Cardeliers, qui à l'ouverture, qui s'est faite le douzième jour de septembre, sont venus en procession chanter la messe paroissiale dans la paroisse où l'on a prêché. Le R. Père Rezançon a été élu provincial.

Sur la fin de cette année, la veille et le jour de Noël, il est tombé une grande quantité de neige et il en reste encore à présent plus de deux pieds de hauteur, ce qui cause un grand froid.

Année 1757. — Il y a eu dans la présente année.... 62 baptêmes.

.... 46 sépultures.

Le premier événement de cette année a été le triste assassinat du Roy, arrivé le cinquième de janvier, par un scélérat nommé Pierre Damien, qui lui donna un coup de couteau au bas ventre, mais dont heureusement il fut guéri dans la suite. Toute la France fut dans d'effroyables alarmes, on fit des prières publiques dans notre diocèse, dans toute les villes du royaume pour le rétablissement de la santé de Sa Majesté, et le Seigneur ayant écouté les prières de son peuple, on chanta le *Te Deum* dans toutes les églises en actions de grâces.

Cette année l'hiver a été long et rigoureux. En été, il y a eu des pluies abondantes qui ont causé beaucoup de désordres et fait beaucoup de mal dans les paroisses de Tullins et de Voreppe, jusqu'à renverser des maisons, La même chose est arrivée de l'autre côté de l'Isère par des ravines et des foudres d'eau.

La récolte de cette année a été très médiocre. Il y a eu peu de grains et encore moins de vendange. Ce qui nous a advertis qu'il y aura bien de misères dans l'année prochaine.

J'ay crû devoir joindre ici les tristes événements qui ont commencé en l'année 1758. Elle a commencé par un des hivers les plus rudes, ce qui a augmenté la misère de l'année précédente et les pauvres ont beaucoup souffert par la rigueur du froid et par la disette des vivres.

Mais ce qui a mis le comble à leur malheur, c'est ce qui vient d'arriver. Le dimanche seize avril à l'entrée de la nuit, il fit un tonnerre effrayant qui fut suivi de la grêle qui se changea en pluie pendant une partie de la nuit et ensuite en neige qui dura tout le jour et en abondance. Le dix-sept du même mois, sur le soir, le temps s'éclaircit et le matin du dix-huit, il gela comme dans le plus rude hiver. En sorte que tous les arbres fruitiers ont été desséchés aussy bien que les souches. En sorte qu'il n'y aura ni vin, ni fruit, ni aucun autre fruit. On peut juger par ces tristes événements combien sera grande la misère.

Année 1758. — L'année mil sept cent cinquante-huit est une des plus remarquables par la disette des années et la misère qui en a été la suite.

Il est tombé de la neige assez bas sur les montagnes presque tous les mois de l'année. Les mois de juin et juillet ont été froids et pluvieux, on a eu de la peine à recueillir le bled et une grande partie a germé sur les champs. C'est cependant la seule danrée qu'on ait recueillie et un peu de chanvre. Le 17 avril il est tombé beaucoup de neige qui a été suivie d'une grande gelée qui a gâté toutes les souches qui avaient déjà commencé à pousser, elles n'ont ensuite repoussé que très tard et peu de raisins, encore ce peu a coulé par les pluies fréquentes du mois de juillet, de sorte que personne ne s'est présenté pour vendanger ici ny presque dans toute la paroisse, ce qu'aucun homme vivant n'avait encore ny vu ny entendu dire. La rareté des denrées jointe aux impôts accablants et aux suites de la guerre ont produit une grande misère sur la fin de l'année et l'annoncent encore plus grande pour l'année prochaine.

Vers le commencement du mois de décembre, il a commencé à régner ici une maladie épidémique dont plusieurs sont morts, et à la fin du mois elle va toujours en augmentant.

Année 1759. — Il y a eu dans la présente année. . . . 54 baptêmes.

— 58 sépultures.

Cette année la misère a été grande parmi le peuple. Et tout le monde s'en est ressenti parce que la récolte avait totalement manqué l'année dernière et que l'argent est devenu très rare étant presque tout sorti du royaume pour entretenir nos armées en Allemagne. Il a pourtant fallu payer des impôts accablants, ce qui a mis tout le monde dans la plus grande malaisance.

La maladie épidémique qui avait commencé vers les derniers mois de l'année dernière dans cette paroisse, a continué à y faire des progrès dans les mois de janvier, février, mars et il en est mort plus de trente de cette maladie que les médecins ont qualifié de fièvres putrides.

Année 1763. — J'ay fait faire cette année un surplus neuf d'une pièce de Cambray, qui a coûté dix livres dix sols. Les dames religieuses l'ont fait gratis. M^{lle} Périer a fait présent d'un autre à l'église d'un Cambray fin.

Cette année la récolte en bled a généralement manqué, la semence n'ayant pas doublé. Celle du vin a été *fort* retardée et le vin *fort* mauvais, ayant été *fort* endommagé par un grand vent qui a ravagé tout le 1^{er} et le 2^e octobre. Le 25^e novembre il est tombé beaucoup de neige et il a fait un froid fort vif, le thermomètre étant descendu à 7 degrés au-dessous de la congélation. ce qui a endommagé toutes les vignes du bas. Ce qui amènera une mauvaise récolte pour l'année prochaine.

Année 1764. — Le dix juin de cette année, fête de la Pentecôte, l'Isère

a inondé la plaine, elle s'est encore enflée davantage le onze et le douze et n'a commencé à décroître que vers la minuit de la troisième fête ; elle roulait un limon gluant qu'elle a déposé, ce qui a endommagé toute la récolte en foin des prairies situées sur le bord de la rivière, tous les chanvres, etc.

La gelée du mois d'octobre dernier ayant fait périr la vigne dans la plaine, il n'y a point eu de vin depuis la ferme de M. de Luppé en bas. Les souches ont repoussé par le bas, les autres sont absolument mortes. La récolte en vin dans le haut a été assez abondante et d'une assez bonne qualité. La récolte en bled a été très abondante. Le bled ayant rendu communément de quatre à cinq pour un.

Année 1765. — Cette année a été remarquable par les pluies abondantes, qui ont été continuelles pendant plus de six mois ; elles ont endommagé toutes les récoltes. A peine la semence des grains a doublé. Les bleds ont totalement manqué et il n'y a pas eu en vin le tiers d'une récolte médiocre. Le bled et le vin ont doublé de prix en août et septembre, et ce qui a contribué surtout pour le bled, c'est le transport du bled des récoltes précédentes que l'on a erré pour les provinces voisines, ce qui a excité une sédition dans ce pays dans les derniers jours de novembre.

Les pluies ont occasionné une si grande quantité de limaçons que les terres en étaient couvertes. Ils ont mangé le bled à mesure qu'il poussait, ce qui ne laisse espérer qu'une modique récolte si la providence de Dieu n'y supplée. Les bleds ont été fait fort tard à cause des pluies, mais heureusement ils ont été un peu plus épargnés par les limaçons.

Nous avons eu cette année dans le mois d'octobre deux inondations de la rivière qui est sortie de ses bornes et s'est répandue fort avant dans les terres.

Le 28 décembre, il est survenu un grand froid qui est toujours allé en augmentant. Le thermomètre est descendu à 10 degrés au-dessous de la congélation et beaucoup d'arbres ont fendu par les rigueurs du froid. Le prix du bled est à trois livres six sols et va jusqu'à trois livres dix sols. Ce qui indique une grande misère dans le peuple pour l'année prochaine. Dieu daigne cesser à notre égard le fléau de sa justice.

Année 1767. — J'ai continué cette année pendant les mois de janvier, février, mars, avril, mai et juin à distribuer toutes les semaines aux pauvres huit, neuf ou dix quintaux de pain suivant le besoin ; pendant les mois d'hiver de janvier et février la distribution a été de vingt-cinq mesures et la distribution n'a fini que lorsqu'on a distribué les grains des pauvres huit jours après la Saint Jean. Sans ce secours les pauvres auraient

beaucoup souffert, mais au moyen de cette aumône tous ont été soulagés, grâce aux libéralités de M. Paris. Outre cette aumône en pain, j'ai secouru en argent des pauvres honteux et les malades. Tout ayant été bien économisé, il m'a resté encore de l'argent entre les mains dont je m'esers pour soulager les pauvres. Voyez les mémoires journaliers que je tiens, ils contiennent la recette et la dépense.

A la misère des dernières années a succédé cette année une gelée qui a fait périr les vignes et endommagé les feuilles des mûriers. Il commença au 18 avril à faire très froid et à geler. Le thermomètre était descendu à 3 degrés au-dessous de la congélation. Le 19, jour de Pâques, il a neigé tout le jour et la nuit il a gelé. Le temps s'éclaircit le 20 et la neige a fondu dans ces contrées le même jour, mais la nuit du 20 au 21 il a gelé fort pendant la nuit, c'est le dernier gel qui a endommagé la vigne et fait périr tous les fruits à noyau et généralement toutes les feuilles des mûriers qui n'ont ensuite repoussé que vers la fin de may. Les vignes ont repoussé vers le même temps, mais ont donné peu de ports. Cette seconde poussée avait peu de raisins. Ils ont fleuri trop tard et dans le temps de la fleur il y a eu des pluies fréquentes qui ont fait couler les fruits, de sorte que le vin a été très mauvais, en très petite quantité sur les treillages et rien dans les vignes basses, de sorte que le vin du pays s'est vendu 36 livres la charge. Le 2^e juin il est tombé sur les 3 heures après-midy une grêle si rapide et si grosse qu'elle a endommagé tous les chanvres, ce qui est une perte considérable dans le pays.

Une inscription romaine sur plaque de bronze, trouvée à Grenoble;

Par M. H. MULLER.

Messieurs, ayant suivi assez attentivement les fouilles pratiquées sur les côtés de la future voie centrale pour l'érection de nouveaux bâtiments, j'ai eu le bonheur de pouvoir sauver du tombereau, au moment où on l'y reléguait, une plaque de bronze portant une inscription.

Il faut reconnaître que l'ouvrier, qui piochait le sol à 2^m,50 de profondeur et juste en-dessous du point où j'ai pu ramasser les crânes étudiés par M. le Dr Bordier, façade de la place Sainte-Claire, a senti son outil glisser d'une façon inusitée, et, tout en envoyant les matériaux dans le tombereau, s'attendait à trouver au moins un caillou dur et plat, mais

n'a pas été impressionné le moins du monde en voyant un morceau de métal qu'il a tout de suite dénommé fer ! Bref, après une discussion financière assez vive, j'ai pu garder la plaque, la nettoyer à loisir et l'amener telle que vous le voyez.

Cette plaque en bronze a 0^m,180 de long sur 0^m,137 de large et près de 0^m,004 d'épaisseur. Elle pèse 579 grammes, sa patine est roussâtre avec granulations vertes en relief sur la plaque. L'angle droit supérieur est absent, et cela à partir du 12^e centimètre ; la cassure descend jusqu'au bas de la première ligne de lettres, fait un coude et vient rejoindre le bord droit à environ 0^m,004 de la base.

La première ligne est incomplète, la cassure a suivi le fond du jambage droit du E du MAIAE, a passé sur l'angle supérieur du E de MER en suivant le fond de la queue du R, pour venir se terminer au sommet du S de ATTICUS. Le bas de la plaque montre une moulure formant gouttière, et il y a eu également rupture tout le long de la partie concave ; de plus la plaque est cintrée depuis le E de MAIAE jusqu'au deuxième T de ATTICUS ; les ruptures sont anciennes, car les sections en sont au même degré d'oxydation que les autres parties de la plaque, et il est évident que ce n'est pas un choc qui a produit cassure et courbe ; il s'agit plutôt au contraire, d'une action pareille à ce qui arrive lorsque, mettant un morceau de métal entre les mâchoires d'un étau, on cherche à le rompre en le maillant en avant et en arrière jusqu'à ce que le morceau de métal se casse, et cela toujours de préférence aux points faibles, représentés ici par le creux des lettres qui est, en certains points, de plus de 0^m,001. Ce serait bien là le fait d'un fondeur brisant les objets avant de les mettre au creuset. Je dois ajouter une remarque curieuse, c'est que dans les mêmes couches, j'ai pu ramasser des fragments d'un creuset ? et de scories oxydées en vert.

Sur l'avis de M. Maignien, conservateur du musée-bibliothèque, je me suis adressé à M. Allmer, membre de l'Institut, à Lyon, qui a bien voulu m'instruire sur divers points et dont j'ai reçu de nombreux renseignements.

D'après M. Allmer, il s'agit d'une dédicace à Maia, mère de Mercure, et qu'il lit ainsi : *Maiae u(t) v(overat) s(olvit) l(ibens) mer(ito) C(aius) Attius Atticus*. Au lieu de *u(t)* on pourrait lire *u(ti)* et au lieu de *mer(ito)* on pourrait lire *mer(italae)* en faisant accorder le mot avec *Maiae* sans que cela ne change rien au sens.

« *Attius* est un nom gentilice très répandu en Narbonnaise : à Nîmes, à

Vienne, et notamment à Grenoble, qui, à l'époque de l'inscription, n'était, quoique ville importante, qu'un *vicus* de la cité de Vienne, cité s'étendant alors du nord au sud de Genève à l'Isère et de l'est à l'ouest du Mont-Blanc au mont Pilat. Genève, Aoste, Albens, Aix, Grenoble (Cularo), étaient des *vicus* de cette grande commune représentant tout l'ancien territoire des Allobroges ».

« M. Almer trouve que l'inscription lui parait être d'une bonne époque, de cette écriture qui tardivement se montre souvent sur les pierres, mais de bonne heure sur le bronze, la table claudienne par exemple ».

Voici les inscriptions que M. Allmer apparente à celle qui nous occupe, et dans l'ordre qu'il leur a donné :

« Une inscription de Grenoble (Voir *Inscr. de Vienne*, III, p. 140) parle d'un Lucius Attius Julianus et de ses fils Attius Julianus et Attius Atticus. Un Sextus Attius Atticus *Viennensis*, probablement de Grenoble, avait rempli dans sa patrie toutes les hautes fonctions municipales (*omnibus honoribus in patria sua functus*), était flamine provincial de la Narbonnaise et avait une statue à Rome (voir *Inscr. de Vienne*, I, page 259). Ce même personnage ou son fils, apparaît sur une épitaphe de Grenoble (II, p. 194) : *Diis Manibus Sexti Attii Attici omnibus honoribus functi; Sextus) Attius Atticus filius*. Une Attia Bellica de Grenoble (II, p. 194), fille d'un Attius Atticus, était la femme d'un sévir augustal ».

« Plusieurs autres Attius, mais sans le prénom de *Caius* ni le surnom d'*Atticus*, sont mentionnés par des inscriptions de Vienne et de Grenoble. Une inscription récemment découverte à Grenoble fait mention d'un préfet d'un pagus *Ati...*, probablement un pagus *Atius* par un seul *t*; l'inscription n'étant pas de mauvaise époque, on n'est pas fondé à y supposer une abréviation irrégulière pour *Ati(lii)* ou *Ati(sii)* ».

« Tout cela semble indiquer qu'il y a avait à Grenoble, au premier et au deuxième siècle, une famille aristocratique du nom d'*Attius* et que ceux de cette famille qui avaient le surnom d'*Atticus* y brillaient au premier rang ».

M. Allmer pense que la plaque de bronze sur laquelle se lit la dédicace à Maia décorait la face d'un autel de pierre ou de marbre consacré à la déesse.

En résumé, les inscriptions romaines sur bronze sont rares, et je crois avoir trouvé le seul spécimen connu à Grenoble ; de plus, c'est un document important pour l'histoire de notre vieux Cularo.

Je dois à M. Maignien la traduction de la légende de cette inscription,



1. Inscription romaine sur bronze, Grenoble.
2. Charnières en os, Monétier-d'Allemont (Hautes-Alpes).
3. Bracelet trouvé à Rochefort (Isère).
Fragment de bracelet en verre, même provenance.
4. Hache trouvée au-dessus de Saint-Ismier (Isère).

qui indique que *Caius Atticus a librement consacré* (cet autel) à *Maia* comme il en avait fait vœu.

M. le colonel Allotte de la Fuye, consulté également, a bien voulu me répondre et dans le même sens.

Pour terminer, voici quelques notes extraites d'une notice de M. Casimir Guirimand, publiée dans le *Bulletin de l'Académie delphinale* (3^{me} série, t. XXI), sur la découverte à Grenoble d'une inscription en l'honneur de Maia.

Sur deux monuments épigraphiques extraits du sol aux cours des travaux de construction des égouts, un seul a pu être sauvé par M. Maignien, conservateur du musée-bibliothèque, dont voici l'inscription telle que l'a donnée M. Guirimand :

// AIAE
 /// G. S // C //

et qu'il lit ainsi :

mAIAE
 auG. SaCr.

Et en complétant les mots abrégés :

Maiae Augustae sacrum,

soit, en français :

Autel à Maia Auguste.

M. Guirimand, parlant d'autres inscriptions découvertes dans l'Isère sur les monuments dédiés à Maia (soit au nombre de cinq connus en 1887), en conclut que le culte de la déesse était très répandu dans nos contrées et que c'est bien sur le territoire des Allobroges qu'il paraît avoir été le plus populaire en Gaule.

DISCUSSION

M. Milanta. — Ce qui rend la communication de M. Müller particulièrement intéressante, c'est qu'elle remet en mémoire une découverte analogue faite par l'honorable M. Maignien, en 1886.

A cette époque, en effet, des ouvriers, occupés à faire des fouilles pour distribuer les eaux de Rochefort, mirent à nu un bloc de pierre rectangulaire sur lequel on ne tarda pas à déchiffrer des inscriptions en l'honneur de la déesse Maia.

Cette pierre était enfouie dans le sol à un mètre de profondeur, à l'entrée de la rue Brocherie, vers la place Notre-Dame, et sur le même emplacement où, d'après M. Pilot de Thorey, passait la voie romaine.

La découverte récente de M. Müller, faite sur un terrain très avoisinant

de celui ci-dessus décrit, n'est donc pas un fait purement accidentel, elle est conforme à la destination ancienne de cette partie de la ville, et vient confirmer d'une façon irréfutable les travaux antérieurs des archéologues sur l'emplacement dans ces parages de la voie romaine.

Notice historique sur Vatilieu ;

Par M. GIRARD,

Instituteur à Beaucroissant.

Vatilieu avant la Révolution.

J'entreprends de conter l'histoire de Vatilieu avant la Révolution. La tâche me paraît épineuse et je ne sais si je suis à la hauteur d'un tel sujet. Je réclame la bienveillante indulgence de ceux qui me liront pour les imperfections et les lacunes qu'ils pourront relever.

Et maintenant comment dire ce que fut autrefois ce coin de la terre française ? A quelle époque faut-il commencer ? Je ne puis certainement songer à remonter à son berceau, les documents manquent pour cela. Quelques actes publics, dressés par mains de notaires, que j'ai pu découvrir, peuvent seuls me donner une bien vague idée de ce qu'était Vatilieu pendant les XVI, XVII et XVIII^e siècles. Aucun titre traitant de l'époque révolutionnaire. La tradition elle-même ne conserve que de rares et peu sûres données sur l'état des esprits de ces temps mémorables. Les enfants de ceux qui furent les témoins, ou actifs ou indifférents, du grand mouvement populaire de 1789 ne sont plus. Il est donc difficile de dire comment les idées nouvelles furent reçues ici, et quelle part la population prit dans les événements. Je mettrai du moins à ce travail tout ce que j'ai de bonnes volonté ; heureux si, par mes recherches, je puis tirer de l'oubli quelque fait propre à être relevé par les futurs historiens du Dauphiné ; heureux surtout d'apporter ainsi ma modeste pierre au glorieux et retentissant anniversaire que la France se prépare à célébrer.

D'après le recensement de 1886, la commune de Vatilieu compte 446 habitants. La superficie de son territoire est de 921 hectares. Au début de la division territoriale moderne, elle faisait partie du canton de l'Albenc. Elle occupe aujourd'hui l'extrémité sud-ouest du canton de Tullins. Cette région, d'une altitude moyenne d'environ 600 mètres, est des plus accidentée : on ne voit que des coteaux à pentes presque toujours rapides, mais toujours couverts de produits agricoles. Le sol est fertile ;

on récolte du blé de très bonne qualité, du vin, du foin recherché, quelques grosses noix de table et des petites en quantité ; enfin, c'est le pays par excellence des fromages de chèvres connus sous le nom de tommes de Saint-Marellin.

Vatiliu paraît être un nom très ancien relativement. On le voit figurer dans les actes publics du *xv^e* siècle et il date évidemment de bien plus haut. Une charte d'affranchissement, de l'année 1546, semble établir que ce pays était alors sous la domination de Phillippes de la Tour, seigneur d'Armieu, Rovon et Vatiliu. J'ignore quelle était la puissance de ce seigneur, je n'ai pu retrouver aucun titre me l'indiquant clairement et la tradition n'a gardé ici aucun souvenir de lui. La charte d'affranchissement dont il est question ci-dessus, qu'il délivra à un nommé Champel, notaire à Vatiliu, laisserait croire qu'il avait sa principale habitation au château d'Armieu, dont il reste encore quelques ruines sur la commune de Saint-Gervais. Mais il est probable qu'il possédait aussi Château-Neuf de l'Albenc, le château de La Blache sur Vinay et celui de Vatiliu. De ce dernier, construit sur le mamelon qui domine le pays, il ne reste plus que quelques vestiges, notamment la base d'une tour servant d'appui aux murs de clôture du cimetière, qui est établi sur l'emplacement de ce château.

Qu'est-il devenu ce seigneur, qualifié de grand et de puissant dans la charte qu'il accorda au nommé Champel ? A quelle époque lui ou ses descendants ont-ils cessé de posséder ce château ? et quand ce donjon a-t-il été détruit ? C'est ce qu'on ne saurait dire avec certitude. Mais il y aurait beaucoup de probabilité pour admettre que la chute du seigneur Phillippes de La Tour remonte à Henri IV ou à Louis XIII. On connaît, en effet, l'acharnement que mirent chez nous le terrible baron des Adrets, et plus tard Lesdiguières, à combattre dans la province tout ce qui leur portait ombrage et à l'anéantir. On sait, du reste, par la tradition, que le connétable de Lesdiguières s'était rendu maître d'une partie de Vatiliu et qu'il y avait fondé la maison de Dampierre. Celle-ci existe encore et sert maintenant de maison fermière. Derniers vestiges des craintes de nos ancêtres, on y montre encore la chambre que le diable venait régulièrement visiter chaque nuit. On y remarque aussi, attenante à la maison, une allée d'arbres gigantesques qui semblent commander le respect par leur antiquité.

En 1669, il fut procédé à la confection d'un parcellaire noble. D'après ce document, on peut affirmer que Vatiliu formait une communauté peut-être un peu plus étendue que la commune d'aujourd'hui ; elle aurait

compris une partie des communes de l'Osier, Chantesse et Cras. Elle dépendait de l'élection de Romans, de la généralité de Grenoble et du bailliage de Saint-Marcellin.

La société était divisée en trois classes : noblesse, clergé et tiers-état. Cela ressort de l'annotation qu'on lit à la troisième page du parcellaire noble.

Il y est dit : « La défense de ce parcellaire noble a été faite par les
« trois ordres de la communauté, suivant l'ordonnance rendue par
« Nosseigneurs les Commissaires, en la révision de feux mise sur requête
« et transcrit ci-après. Et ce sous convention que quand le parcellaire
« roturier se refera, que l'Eglise et la Noblesse y entrèrent en dépense
« comme le tiers-état est entré en dépense au présent. La communauté de
« Chantesse a fait les mêmes conventions pour semblable cas. La com-
« munauté de Nerpod en a pas fait de même. Le tiers-état en a rien
« voulu payer. Il y a en ordonnance que ce serait aux frais des nobles
« ecclésiastiques possédant fonds exempts de taille. Le parcellaire noble
« de Moyrans a aussi été aux dépens des nobles sans que le tiers-état y
« aye contribué. Le parcellaire général des nobles et roturiers de
« Chasselay a été fait aux dépens des trois ordres, le parcellaire général
« des nobles et roturiers de Saint-Esgrève a été fait aux dépens des trois
« ordres, le parcellaire noble et roturier de Romagnieu, près du Pont-de-
« Beauvoisin, a été fait aux dépens des trois ordres, etc. »

Les principaux noms des nobles relevés dans ledit parcellaire sont :

1° Messire Jean-Baptiste Duvache, seigneur de Vatilieu. Son château, complètement démoli, occupait l'emplacement de l'école primaire actuelle. On n'a aucun renseignement sur ce qu'est devenue cette famille ;

2° Noble Etienne de Sautereau, seigneur de Dampierre, possédait la maison forte de Dampierre bâtie par Lesdiguières ;

3° Dame Angélique de Buffière de Rabot, épouse de Emmanuel de Guignard. Elle habitait probablement à la Combe, dans une maison aujourd'hui à M. Fort alné.

Tous ces seigneurs occupaient des places et ne faisaient que de rares apparitions à Vatilieu. Messire Duvache était président à la Chambre des comptes du Dauphiné ; noble de Sautereau était lieutenant pour le roy du château Dauphin, et Emmanuel de Guignar, conseiller du roy au Parlement de Grenoble.

Il y avait à Vatilieu un prieuré et deux chapelles, Sainte-Catherine et Saint-Sébastien, fondées dans l'église, auxquels les roturiers payaient des redevances.

J'ai lu une quantité de quittances attestant ce fait. J'en transcris ci-après deux prises au hasard :

« 1^o Comme fermier des revenus de la chapelle de Sainte-Catherine, « j'ai reçu de Vincent Volmat la rente qu'il doit audit terrier échue à la « Saint-Julien dernier, sans préjudice du courant, dont je le quitte du « reçu.

« Vatilieu, 15 novembre 1780.

« Signé : GIGY. »

« 2^o Pour et au nom de Jean Jourdan mon père, j'ai reçu de Vincent « Volmat cinq livres dix-neuf sols pour restant des impositions de taille « d'église.

« Vatilieu, 15 décembre 1760. »

A titre de curiosité, je transcris aussi quelques quittances relatives au paiement des droits seigneuriaux :

« 1^o Au nom du seigneur de Vatilieu, jay reçu de Vincent Volmat « deux charges de vin pour l'année 1763. — Signé : JOURDAN. »

« 2^o Comme rentier du seigneur de Vatilieu, j'ai reçu de mon cousin « Pierre Champel de l'Egala toute la rente qu'il doit audit seigneur fin à « la Saint-Julien dernier, de quoi le quitte. — 13 décembre 1659. »

« 3^o Je soussigné, confesse pour et au nom de Barthelmy Chappel mon « père, rentier du conseiller de Sauterau, confesse avoir reçu de Pierre « Champel deux modurés froment en déduction de la rente qu'il fait « audit seigneur et je le quitte. — 2 novembre 1661. Signé : CHAPPEL. »

Je pourrais en citer un bien plus grand nombre toutes authentiques ; mais j'estime que ces quelques quittances suffisent pour édifier sur la situation du brave travailleur d'avant 1789. Jusque dans le plus humble village et le plus reculé, après avoir sué et peiné toute l'année, il devait à la fin porter ses économies au seigneur ou à l'Eglise.

Mais était-il au moins libre de travailler à sa guise et d'avoir dans son écurie les bestiaux qui lui étaient nécessaires ? Pas du tout. Lisez plutôt la lettre ci-après, rédigée sur papier portant un timbre. L'authenticité n'est pas douteuse. Bien qu'elle ne soit pas datée, on voit qu'elle est du xvii^e ou du xviii^e siècle. Le pauvre roturier ne pouvait pas même avoir une chèvre sans y être expressément autorisé. Je cite en conservant l'orthographe :

« A Nosseigneurs

« Nosseigneurs les Commandeurs généraux dépusté par sa majesté « pour la reformation des bois de la province du Daupiné.

« Supplie humblement la demoiselle Delfin, veuve de M^e Claude « Déchaux, notaire royal à Vatilieu.

« Il résulte par certificat du docteur Braye cy devant chirurgien major
« aprèsant estably à Tullin que la suppliante es atteinte de fluxion et
« oppression de poitrine et que pour son soulagement elle doit uzer de lait
« de chèvre. Le certificat est du 20 du courant et humblement joint cest
« pourquoi elle recour

« A ce qu'il vous plaise Nosseigneurs, vous aparaisant de ce que
« dessus permettre a la suppliante d'avoir une chèvre pcur son uzage en
« la gardant attachée dedans son escurie sans la laisser sortir et sera
« justice.

« Signé : Virginie DELPHIN. »

Avant la Révolution, la communauté de Vatilieu, probablement plus populeuse qu'aujourd'hui, s'administrait elle-même par l'intermédiaire de représentants. Chacun, à tour de rôle, était chargé du recouvrement des impôts et d'en faire le versement à Romans.

Chaque fois qu'il s'agissait de traiter des affaires publiques, les représentants se réunissaient sur la place de l'église, sous la présidence du châtelain. Cela est clairement indiqué par divers procès-verbaux de ces réunions inscrits sur le parcellaire noble déjà cité. On y lit des phrases comme celle-ci : « Les représentants de la plus laime et « majeure partie dudit lieu... »

Cette communauté avait son juge ordinaire, ses notaires, ses huissiers. En 1713, le juge est un nommé Joachim Pain, licencié en droit. Plusieurs maisons ayant été occupées par des notaires existent encore et sont habitées par des cultivateurs, notamment celle de M. Fort Auguste à Guillerminièrre, celle de M. Buisson à Champel, sur l'Osier. Il y eut aussi un notaire au hameau de l'Egala.

Il existe des documents datés de 1811, qui ont été dressés par un huissier de Vatilieu. Le dernier fut un nommé Ollivier.

Avant 1789 et même longtemps après, il n'y eut pas ici, à proprement parler, d'enseignement. Tous les ans, à l'entrée de l'hiver, il arrivait de l'Oisans ou de la Grave un certain nombre d'instituteurs qu'on appelait les *bys*. Il s'en installait un dans chaque famille un peu aisée, ou bien tous les enfants d'un même hameau étaient réunis dans une écurie (on n'avait pas de chambre chauffée) et recevaient les leçons d'un seul maître. Ces hommes, suffisamment instruits pour déchiffrer les vieux manuscrits, enseignaient aux enfants du peuple les premiers éléments de la lecture et de l'écriture. Le livre de lecture était la Bible.

Rien n'indique que la paisible population de Vatilieu ait pris d'abord une part active au mouvement révolutionnaire. Elle supportait avec

courage et résignation le fardeau féodal sans même avoir songé jamais à la délivrance. Mais quand les premiers rayons du soleil de la liberté eurent échauffé son âme et jeté dans l'ombre où elle vivait assez de lumière pour qu'elle pût lire dans les nues l'égalité de tous et les droits de chacun; quand les derniers échos du bruit des châteaux s'écroulant tout autour d'elle eurent frappé son oreille; quand, à l'horizon, elle vit monter la fumée des titres anciens partout brûlés, alors elle eut le sentiment de son existence et comprit que l'heure de l'émancipation avait sonné. Tous ceux qu'une trop longue et trop cruelle oppression avait comme endormis eurent un réveil farouche. Les portes de ceux qui vivaient aux dépens du peuple et celles de l'église furent forcées, on fouilla les archives, on s'empara de tous les papiers, de tous les titres. Des hommes déterminés, escortés par la foule, les portèrent sur le Mollard, là-haut à côté ou sur les ruines du vieux château de Philippes de la Tour. On dressa un bûcher auquel chacun contribua d'un fagot; les titres placés au milieu, on y mit le feu et le peuple dansa autour de ce superbe feu de joie.

Pendant l'époque révolutionnaire, le service du culte fut interrompu et le curé, nommé Liothaud, qui avait probablement refusé le serment, dut se cacher.

Transitons du Queyras (Suite);

Par M. REYNAUD.

Estimation des terres de Ville-Vieille et Château-Queyras déclarés biens nationaux.

« L'an iv de la République française, une et indivisible, le 28 thermidor, nous, André Pantin, notaire public d'Arvieux, expert nommé par délibération de l'administration du département des Hautes-Alpes, en date du 10 prairial dernier, et Jacques Meissimilly, expert nommé par le citoyen Jacques Hellenne de Ville-Vieille, par sa soumission d'acquérir le bien national ci-après désigné, à l'effet de procéder à l'estimation en revenu et capital sur le pied de 1790 du domaine national ci-après désigné. Nous nous sommes, en conséquence de la commission à nous donnée par l'Administration du Département, en date du 8 messidor, transportés en la communauté de Château-Queyras Ville-Vieille, à 7 heures du matin, chez le citoyen Jean Hellenne, commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale du canton de Ville-

Vieille, qui nous a accompagnés sur les lieux et héritages ci-après désignés, ainsi que le citoyen Simon Philip, agent municipal de ladite commune.

Art. 1^{er}. — Un jardin clos en palissade qui dépendait de la ci-devant cure de Ville-Vieille, située dans ce lieu, de la contenance de 68 toises carrées, dont le curé jouissait gratuitement sans avoir pu trouver aucun titre qui assignât le revenu de ce jardin. L'avons estimé à la somme de cent livres.

Art. 2. — Une terre pré, ci-devant servant de cimetière aux protestants, contenant 48 toises, que possédait également le curé de Ville-Vieille gratuitement, et n'ayant aucune donnée pour son revenu annuel. Nous avons estimé cette terre au taux de celles qui l'avoisinent, à la somme de 60 livres.

Art. 3. — Un pré champêtre à la montagne de Fontantie, contenant 6.000 toises, dounée en jouissance par la communauté aux ci-devant consuls qui la rentaient verbalement 12 livres pour leurs honoraires. D'où $12 \times 22 = 264$ livres.

Art. 4. — Nous nous sommes rendus avec les susnommés au lieu de Rouet, hameau de ladite communauté, sur une terre que nous avons mesurée et qui contient 94 toises carrées, arrentée 55 sols suivant la loi : $55 \times 22 = 60$ livres.

Art. 5. — Terre champ au mas de Marène, contenant 210 toises, arrentée six livres : $6 \times 22 = 132$ livres.

Art. 6. — Autre terre au mas des Pausettes, arrentée 5 livres : $5 \times 22 = 110$ livres.

Art. 7. — Autre terre au Meyriès, même mas, contenant 1.200 toises, arrentée 3 livres 10 sols $\times 22 = 77$ livres.

Art. 8. — Autre terre au Lavoir, de la contenance de 116 toises : arrentée 1 livre 10 sols $\times 22 = 33$ livres.

Art. 9. — Autre terre au mas de Notre-Dame, contenant 302 livres, dans lequel est insérée une vieille mesure, donnée en jouissance au curé du château, sans aucun revenu, que nous avons estimée la somme de 200 livres, prix proportionnel aux terres qui l'avoisinent.

Art. 10. — Autre pré au mas de la Moulinière, donné en jouissance comme sus est dit : 700 livres.

Art. 11. — Autre terre champ au pont de la Nelle, donnée en jouissance de 30 livres.

Toutes les terres mentionnées au présent étaient affectées aux églises de Château Ville-Vieille, sauf celle de l'article 3, affectée aux honoraires des ci-devant consuls et dont la somme totale montait à 1.186 livres.

Dans le cours de nos opérations, il nous a été observé par la majorité des habitants de Ville-Vieille que le jardin porté à l'article 1^{er} du présent ne doit pas être compris dans la vente des biens nationaux, attendu que la loi le désigne à l'instituteur national, ainsi que le presbytère pour lui servir de logement, nous requérant d'insérer cette observation dans le présent procès-verbal pour que les citoyens administrateurs du département veuillent bien y faire droit. — Et de tout ce que dessus nous avons fait et rédigé notre procès-verbal, que nous affirmons sincère et véritable, en notre âme et conscience. Après avoir opéré pendant 4 jours, le chacun avons signé avec le commissaire du pouvoir exécutif. Le citoyen Jean Hellenne, commissionnaire présent ; Simon Philip, agent municipal de la communauté de Château-Ville-Vieille, avec nous, après la lecture faite de tout ce que dessus.

J. HELLENNE, commissaire ; PANTIN, expert ; MESSIMILLY, expert.

Le 26 fructidor, an IV de la République, le citoyen Jean Hellenne, commissaire du Directoire exécutif, a acquis des administrateurs du Département des Hautes-Alpes tous les biens immeubles appartenant ci-devant à la Communauté, ainsi que ceux de chaque quartier énoncé au verbal ci-devant, moyennant la somme de 1.086 livres en mandat, territoriaux. »

Revenus de la Cure de Château-Queyras

- « 1^o Pour 625 livres :
- 2^o Pension annuelle : 235, sans payer aucune charge ;
- 3^o Sonnerie, blanchissage et balayer, audit curé : 10 livres ;
- 4^o Repas de Notre-Dame, 6 livres ;
- 5^o Messes basses : 7 sols ;
- 6^o Grandes messes : 10 sols ;
- 7^o Neuvaines : 3 livres et 3 sols ;
- 8^o Droit de sépulture, sans messe, pour le Château et Meyriès, 3 livres 10 sols, et non compris le bout de neuvaine et le bout de l'an qui sont au Château et au Meyriès : 10 sols ;
- 9^o Le bois à M. le Curé, deux charges par habitants, chaque an pour les hameaux, et une ramasse pour le Château par an ;
- 10^o Les prémices en fromage à M. le Curé, chacun le jour du vœu de sa fête, après les offices, avec le procureur, qui vont en tout proche de trois quintaux.
- 11^o Les mariages : 3 livres et un mouchoir et le repas ;

12° Baplême : un sol et pain et la chandelle et ceux de Château, outre cela, le repas, ou le payer 10 sols ;

13° Les relevailles de couches : une picôte de bon vin et un pain ;

14° Les dimanches et les fêtes, de même une picôte et un pain :

15° Quatre grandes offrandes : Pâques, Noël, le 1^{er} de l'An, les Rois, qui peuvent aller à 3 livres ;

16° Les Trépassés : il faut aller après la messe en procession, disant le *Miserere* à N.-D., dire les absoutes qui vont ordinairement à 7 livres, et le curé traite les procureurs qui tiennent le plat et le maître ou un choriste pour chanter ;

17° Le Vendredi Saint, l'offrande du baiser de la Croix appartient au curé et va à 40 sols environ le tout ;

18° A Noël, le curé traite les choristes ;

19° Si M. le Curé va dire la messe à Montbardon ou au Meyriès, quoiqu'il ne l'applique pas pour eux, à moins qu'ils ne le payent, il a son repas partout.

S'ensuivent les droits du casuel augmenté :

1° Les messes basses augmentées d'un sol : de 6 à 7 ;

2° Relevée de couches aux hameaux : de deux sols qui font huit ;

3° Les mariages dans les chapelles : de vingt sols, donc 1 livre ;

4° Les registres de parenté : trente sols, et les certificats ou extraits des registres : 10 sols, augmentés de la moitié ;

5° Les enterrements de grands corps ou petits, de Souliers, Ronet et Montbardon : de 20 sols, à cause de la peine ; ainsi, ils vont à 4 livres, dix sols, sans la neuvaine ;

6° Les bouts de neuvaine et les bouts de l'an : 20 sols au plus loin et 13 sols au plus proche, et les messes communes y dites : 12 à 13 sols ;

7° Depuis la transaction de 1652, on n'avait point donné de jardin à M. le Curé. Je l'ai fait donner cette année courante 1731 ;

8° En accommodant les portes de la cuisine en la même année, j'ai fait construire une boutique dans la basse-cour, que le curé rente 12 livres paran et qui coûte 40 livres.

La récapitulation donne environ 925 livres, plus 2 charges de bois par habitant, 3 quintaux de fourrage, un jardin. En cas de déplacement, un repas. Pour différents services, une picôte de vin, le pain, la chandelle.

Etat des dépenses d'une commune en 1619 (Molines).

	Livres	Sols	De- niers
1° Pour sonner la cloche, un écu	3	»	
2° Au châtelain, pour ses droits de consulat.....		6	
3° Au greffier		12	
4° Au sergent, le jour du consulat.....		6	
5° A Humbert, lieutenant au château, pour bois et chandelle.....	82	16	
6° A celui qui a sonné et fait la prière à Pierre-Grosse, 30 sols.....	1	10	
7° A Antoine Vasserot, pour avoir fait la prière à Fontgillarde, 30 sols	1	10	
8° A Jacques Gilly, pour avoir régenté l'école jusqu'à la Saint-Pons, 10 écus.....	30	»	
9° A André Bonnet, pour avoir régenté l'école à Font- gillarde jusqu'à la mi-mai.. ..	8	8	
10° A Pierre Faure, pour son étable, pour y tenir l'école, 30 sols	1	10	
11° A Etienne Martin, pour la garde du papier de la communauté étant dans l'arche.....	1	6	
12° A Antoine Bellon, notaire, pour avoir fourni aux consuls 62 écus 31 sols, qu'il a expédiés aux consuls pour payer les commis du synode sur le différend qui était avec M. Canto, ministre.....	87	11	
13° Au sieur Bellon pour avoir payé et fourni pour payer M. Savino pour les cures et chapelles, comme appert par leurs quittances, 15 écus 31 sols.....	46	10	
14° A Marie, veuve de Pierre Eyme, pour la dépense de M. le Ministre étant venu en colloque pour les faits de M. Canto et dépenses faites par M. de la Valette.....	63	2	
15° A notre souverain prince le roi Dauphin pour sa pension annuelle, le terme échu au jour de la Chandeleur, 29 ducats 3 quarts du poids d'or évalués par Nosseigneurs de la Chambre des Comptes à 3 livres 8 sols 6 deniers, revenant à 215 écus 51	647	11	
16° Aux dames religieuses de Montfeury pour leur pen- sion annuelle, à elles faites, dit-on, en 1592, par notre souverain prince le roi Dauphin, payable à la fête de			

	Livres	Sols	De- niers
Notre-Dame, le 8 septembre, la somme de 110 ducats tiers gros d'or.....	379	7	
17° A l'archevêque d'Embrun pour prébende de Riouvert, un ducat	3	8	6
18° Au chapitre d'Embrun pour la prébende magistrale, théologale, payée 3 écus 36 sols	10	16	»
19° Au commandant du fort Queyras, un mouton et un veau.....			
20° A la garde de la porte d'Exilles, pour la part de Molines, 2 écus 1 sol 6 deniers.....	6	1	6
21° Jean Berge et Antoine Douetto, procureurs catholiques de la communauté.....	20	»	»
22° A M. Canto, pour reste de son salaire, depuis le 24 août au 24 février, y compris 21 écus 40 sols alloués au compte de Pierre Garcin Izoard et Pierre Gaudissard, jadis consuls, et rabattre 14 jours que Canto a été hors de la communauté pour ses affaires vaquant à Grenoble, se montant à 4 écus 40 sols et y reste 13 écus, 27 sols 6 deniers.	40	7	6
23° Payé à Jean Brunet-Blanc feu Jacques, pour vivres fournis au frère François et au professeur du collège d'Embrun, venus à Molines pour y prêcher.....	»	12	»
24° A divers catholiques pour dépenses faites à Embrun, allant tirer les grands jours diverses sommes ; puis pour faire la révérence à Monseigneur d'Embrun ; pour écritures obtenues de la cour de l'officialité dudit Embrun, 5 écus 14 sols 3 deniers.....	15	3	3

Procès des dîmes

Si l'on croit le livre vert du château et les archives du Veyer, des redevances étaient perçues en nature, d'autres étaient acquittés en espèces. Gaspard Bertrand, curé de Ville-Vieille, et Chaffrey Gondret, curé de Molines, et, avec eux, les autres curés de la vallées, voulurent percevoir la la dime à la gerbe, comme anciennement.

Les communautés prétendaient, au contraire, payer la pension en espèces comme de temps « immémoré ». Procès fut revu, puis transigé comme on va lire :

« *A nos Seigneurs du Parlement, supplient humblement,*
« Sieurs Chaffrey Gondret et Gaspard Bertrand, curés de Molines et

Arrêt de la Cour du Parlement du Dauphiné

« Nous Guigues, dauphin de Viennois et comte d'Albon, à tous ceux qui

ces présentes lettres verront, savoir faisons que nous avons reçu et recevons en nos élections, garde et sauvegarde, et conduits tous hommes venant au marché d'Abriès, venant, demeurant, retournant et y faisant demeure avec toutes leurs choses. Commandant à tous nos châteleins présents et qui seront à l'avenir à Briançon, que tous hommes venant audit marché avec tous leurs biens, choses, droits, aient à sauvegarder, maintenir et défendre tout ainsi comme nous et nos exprès biens. Et si aucun violateur téméraire présumait à la violer et enfreindre la présente, notre sauvegarde et conduite encourra notre ire et indignation. Voulons aussi et commandons qu'il soit tenu audit lieu d'Abriès tous les jours de mercredi ledit marché, et que tous les habitants dudit Queyras soient tenus au moins une personne pour chacun hostel d'aller audit marché d'Abriès ledit jour de mercredi, à l'occasion de faire ledit marché, et tout les meubles qui se mettront en vente en ladite terre du Queyras. Nous vous commandons qu'ils soient portés audit marché d'Abriès et non à uutré lieu du marché. Et en après, si ces biens ne pourront être vendus audit marché d'Abriès, iceux desquels lesdits meubles sont et appartiendront les pourront porter vendre ailleurs, là où bon leur semblera. Voulons aussi que tous et chacun les hommes dudit Queyras soient à perpétuité et immuns de la *leyde* (1) dudit marché; mais les autres hommes, comme il est soutenu aux autres lieux de notre terre, icelle leyde nous payeront pour les choses achetées ou vendues. Mandant et commandant à nos châteleins (2) de Briançon, qui sont, ou, pour le tems à venir seront, qu'ils aient toutes les choses dessus dites faire observer inviolablement, imposant aux hommes et à chacun la peine que bon leur semblera pour faire observer tout ce que dessus (3).

« En témoin de quoi, nous avons commandé de faire et opposer notre scel à ces dites présentes lettres.

« Donné à Beauvoir, l'an du Seigneur 1259, le lendemain de l'Assomption de la bienheureuse Vierge Marie. »

(1) La leyde était une redevance que l'on prélevait, pour le seigneur de la terre, sur toutes les marchandises que l'on vendait au marché.

(2) Les châteleins, auxquels il était recommandé de faire observer les lettres, étaient les juges ordinaires des terres dont le seigneur était le Dauphin.

(3) La commune d'Abriès avait autrefois pour chef-lieu un village appelé *Les Granges*. C'est là que se tenaient les foires et marchés. Ce village était situé dans la vallée qui s'étend au-dessous du hameau actuel du Roux, à l'endroit appelé encore aujourd'hui les Granges. De nombreuses constructions souterraines y existent encore. Un encensoir, conservé à l'église du Roux, y a été trouvé en traçant un chemin.

Séance du 1^{er} juin 1896.

Présidence de M. PRUVOT.

Fête estivale à Heidelberg ;

Par M. PICAUD.

Le dimanche *Lactare* (4^e dimanche de Carême)), les enfants, portant des bâtons ornés de fleurs et de rubans, parcouraient et parcourent encore de temps en temps les rues de la ville en chantant. L'un est enveloppé de paille et l'autre de feuillage. Ces enveloppes rappellent celles des danseurs duck-duck, ainsi que les autres déguisements de ce genre en Océanie, en Afrique et dans l'Amérique du Sud. Sur une gravure de C. Roux, qui remonte à 30 ou 40 ans, on lit les vers suivants (patois), chantés par les enfants :

Strieh, Strah, Stroh, der Summerdag is do.
Der Summer und der Winter
Des Sinn Geschwisterkinder.
Summerdag, Staab ans,
Blost em Winter die aage ans.
Strieh, Strah, Stroh, der Summerdag is do.

Strieh, Strah, Stroh, l'été est arrivé.
L'été et l'hiver
Sont cousins germains.
L'été — dégainez vos bâtons —
Arrache les yeux à l'hiver.
Strieh, Strah, Stroh, l'été est là.

Ich hör' die Schlüssel klinge,
Was wern se uns dem bringe?
Rothe Wein und Bretzl droin.
Was noch dazu? Paar neue Schuh!
Strieh, Strah, Stroh, der Summerdag is do.
Hent' über's Jahr, do sinn mer widr do.

J'entends les clefs sonner,
Que va-t-on nous apporter?
Du vin rouge avec des Bretzel dedans.
Et quoi encore? Une paire de souliers neufs!
Strieh, Strah, Stroh, l'été est là.
Dans un an, nous serons de retour.

O, du alter Stockfisch,
Wenn mer kommt, do hoscht nix.
Gibst uns all Jahr nix.
Strieh, Strah, Stroh, der Summerdag is do.

O. vieille morue,
Quand on vient, tu n'as rien.
Tous les ans tu ne nous donnes rien.
Strieh, Strah, Stroh, l'été est là.

M. *Bordier* pense que cet usage correspond à celui des *Brandons* en Dauphiné.

Notes sur une hache de pierre trouvée à Saint-Ismier ;
Par M. H. MULLER.

Messieurs,

Pendant le mois de mai 1896, M. A. Rambaud, dessinateur, un des fils d'un de nos professeurs à la Faculté de droit, trouvait, sur le chemin muletier qui, de Saint-Ismier conduit au col du Frettar, une hache en pierre qu'il s'empressa de montrer à M. Maignien, conservateur du Musée-Bibliothèque, lequel eut l'obligeance de m'envoyer M. Rambaud, pensant que cette trouvaille m'intéresserait.

Elle m'intéresse d'autant plus que, connaissant Saint-Ismier depuis longtemps, l'ayant beaucoup parcouru, je n'avais jamais relevé d'indices me permettant d'espérer une découverte de ce genre, et cela, voici pourquoi : toutes nos montagnes, et surtout le Saint-Eynard, s'émiettent, se ruinent, et les matériaux disjoints vont, par l'effort des eaux et sur des pentes rapides, combler les vallons latéraux et quelquefois, changeant totalement l'aspect du pays, engloutissent les villages, forment des coteaux nouveaux et détruisent les stations anciennes que l'on aurait pu retrouver à la surface du sol. Témoin l'éboulement ancien (ix^e siècle, d'après la légende locale) de la montagne de laquelle sort le torrent appelé le Grand-Manival, éboulement qui aurait coupé en deux cette montagne, située entre le Saint-Eynard et la base de la Dent de Crolles, aurait rasé une ville (les gens du pays montrent au fond du Manival des fondations d'habitation affleurant le sol) et aurait formé le coteau sur lequel est bâti Saint-Nazaire.

Pénétré de l'idée de ne rien trouver de néolithique dans ces contrées, ou de n'en trouver que peu, c'est avec étonnement que je pris possession de la hache que M. Rambaud a bien voulu m'offrir, en me promettant de m'accompagner à Saint-Ismier, persuadé qu'il était de reconnaître l'emplacement où il l'avait ramassée.

Donc, le 5 juillet, vers huit heures du matin, nous arrivons à l'amorce du chemin du col du Frettar, au lieu dit « l'Eboulement », la montagne en ce lieu est à pic et ce n'est que blocs de calcaire de toutes dimensions, au milieu desquels circule un petit torrent.

Cet éboulement a duré huit jours, en 1868, et a occasionné de grands dégâts dans le pays. L'on voit au sommet de la roche un filet d'eau qui a certainement beaucoup contribué à produire le cataclysme.

Pareil fait s'est encore produit dans le pays très près de là,

vers 1870. Aussitôt l'éboulement passé, le chemin du col se dessine, et en pente rapide côtoie une langue de terre restée là comme témoin, pour montrer le niveau de la couche végétale avant l'effondrement.

La hache avait été ramassée exactement en ce point, reconnaissable grâce à une borne en pierre portant le n° 29. Elle a pu aussi bien être amenée, par les trains de bois, de bien plus haut, comme elle pouvait avoir quitté depuis très peu de temps la couche d'alluvion et de terre végétale, d'environ 0^m,60, qui couronne la roche. Nos recherches autour de ce point ne nous ont rien donné, ni cendres ni silex; pas de tessons de poterie, pas d'os; il y a des probabilités pour que la source ait toujours existé en ce lieu, et cette hache a bien pu être perdue là comme un promeneur perd son couteau.

M. Killian, professeur à la Faculté des sciences, qui a bien voulu examiner la hache, m'a fait connaître qu'elle était en amphibolite serpentinisée. Elle a 0^m,06 de long, 0^m,034 au point le plus large, 0^m,012 d'épaisseur, d'un beau vert foncé tacheté de blanc et pèse 42 grammes. C'est un caillou roulé dégrossi par clivage et affuté vers le tranchant sur un tiers de sa longueur.

Continuant notre route, nous avons reconnu presque aux deux tiers de la longueur totale du chemin une petite grotte surbaissée, exactement à droite d'un tournant, qui, à 0^m,35 de profondeur, nous a donné de l'argile grise, et à la surface des débris de foyers modernes. Toujours sur le chemin, mais plus haut, la roche surplombe sur environ 10 mètres de long et forme un joli abri, mais le sentier, qui passe exactement là, paraît avoir agrandi cet abri naturel, et il faudrait une fouille sérieuse pour pouvoir juger de son habitabilité problématique.

Je crois utile de faire ressortir les résultats susceptibles d'être fournis par les touristes observateurs qui, au cours de leurs excursions, peuvent, soit en ramassant des échantillons, soit en notant l'emplacement des grottes et des abris naturels, soit en récoltant les légendes et en dessinant les costumes, etc., rendre de grands services à l'anthropologie et à l'ethnologie préhistoriques ou non.

Note sur des monnaies romaines trouvées à Vinay;

Par M. H. MULLER.

Messieurs,

En séance du 1^{er} juillet, j'ai eu l'honneur de vous présenter un lot d'environ 215 pièces romaines en argent (billon, alliage à 400 ou 500 millièmes de fin) du III^e siècle, trouvées à Vinay, au printemps de 1895.

Le cultivateur qui m'avait apporté ce premier lot, en homme avisé, après un grattage superficiel sur le lieu de la trouvaille, n'avait pas voulu bouleverser ses semis de pommes de terre ; mais, aussitôt la récolte faite, alléché par l'espoir de trouver encore quelques pièces, et suivant les conseils que j'avais cru devoir lui donner, il a pratiqué des sondages et des terrassements qui lui ont permis, en creusant plus bas que son soc de charrue ne l'avait fait, de découvrir, bien en place, une quantité de pièces la plupart agglomérées en rouleaux de 5, 10, 20 pièces, et entourées par un vase tout fragmenté et qui n'avait conservé sa forme que soutenu par le tassement du terrain sur ses parois extérieures.

Ici je dois placer une restriction à ma première communication, dans laquelle j'exposais que les pièces avaient dû être renfermées dans un récipient à fond plat, carré ou rectangulaire, un coffret, une boîte quelconque, vu leur assemblage bizarre en rouleaux. J'ai pu me laisser emporter loin par le désir d'expliquer cette mise en rouleaux, inexplicable dans un vase, et il est toujours ennuyeux d'avoir à démolir une idée favorite ; néanmoins, voici un fait qui permettra de comprendre pourquoi les pièces étaient en rouleaux et dans un vase !

Le cultivateur auteur de la trouvaille, au moment de ramasser les monnaies, a remarqué qu'en les tirant du vase encore dans le sol, elles tombaient par paquets entourés de débris de *toile* bien reconnaissable, quoique pourrie, et quoiqu'il n'ait pas cru intéressant de ramasser ces débris, j'ai retrouvé, collé à une pièce par l'oxyde, un échantillon suffisant pour que, étant mis entre deux verres, l'on puisse juger de sa nature.

Cette toile est grossière et a l'aspect de celle employée pour les sacs communs ; ce n'est sûrement pas de la laine. Donc, l'on peut très bien comprendre que les monnaies aient été déposées enveloppées dans de la toile, peut-être en paquets de même nombre, par leur propriétaire, qui, sur une aussi grande variété de pièces, semble pour ainsi dire avoir exclu les échantillons usés, étant donné que, sur 1.350 pièces environ, je n'en ai trouvé que 25 ou 30 ayant des traces de circulation bien manifeste, et

le reste du lot comprenait bien un quart de pièces absolument à fleur de coin.

Il n'y avait dans ce nombre de 1.350 pièces que du billon, pas de cuivre, pas d'or, et aucun objet étranger n'a été remarqué.

Quelques pièces saucées, d'autres fondues, fausses, moulées sur d'autres authentiques, rencontrées dans le nombre, seront décrites avec les curiosités ou anomalies diverses de la trouvaille.

Le vase recéleur est du type « Olla »; il devait être haut de 0,20, large de 0,09 au fond et de 0,17 d'ouverture. On ne m'a malheureusement apporté que les fragments que vous voyez et qui, remontés, ne donnent que le tiers du vase, lequel était orné d'un cordon extérieur à 0,10 de sa hauteur et avait à ce point 0,19 de diamètre. Ses débris ainsi que quelques pièces iront enrichir notre musée social.

Voici le tableau, comprenant 19 Empereurs ou Impératrices qui ont régné de l'an 197 à 268 de J.-C., avec leurs noms et le nombre de pièces pour chaque règne et pour chacun des revers différents ;

Empereurs.	Nombre de pièces pour chaque règne.	Nombre de revers pour chaque règne.
Julie Domna.....	1	1
Caracalla.....	2	2
Héliogabale.....	10	8
Balbin.....	1	1
Pupien.....	3	2
Gordien le Pieux.....	470	69
Philippe père.....	339	56
Otacilie.....	70	12
Philippe fils.....	52	13
Trajan Déce.....	107	21
Etruscille.....	42	7
Herennius.....	25	7
Hostilien.....	9	4
Trebonien Galle.....	83	24
Volusien.....	82	14
Æmillianus.....	5	5
Valerianus.....	19	10
Gallien.....	31	17
Auguste (restitution de Gallien)	1	1
	1352	274

Total, 1.352 pièces (50 environ ont été dispersées par l'auteur de la trouvaille) qui ont donné 274 revers, non compris quelques variétés ou anomalies décrites plus loin.

Je crois utile de ne signaler que les reliefs intéressants de cette trou-

vaille et de ne donner la description complète que des pièces remarquables.

N'ayant donné dans la première notice que 114 numéros, en ayant en tout plus de 274, il était nécessaire de procéder à une refonte générale, qui d'ailleurs corrigera la première, dans laquelle se sont glissées beaucoup d'erreurs; je n'ai néanmoins pas la prétention de produire ce petit travail exempt de fautes, mais je serais très heureux si ce rapport long et un peu sec pouvait prendre une modeste place parmi les travaux et recherches intéressant l'Histoire du Dauphiné.

Une fois pour toute, le premier chiffre placé devant la description d'une monnaie donnera le numéro du catalogue de Cohen, le deuxième chiffre le nombre d'exemplaires pareils (1).

N° du
cata-
logue.

Nombre
de
pièces
de ch. n°

Julie

Julia Domna (née à Emèse, Syrie, femme de Septime Sévère, morte en 217).

- | | | |
|-----|---|--|
| 110 | 1 | IVLIA PIA FELIX AVG. Son buste diadémé à droite avec le croissant.
R) VENVS GENETRIX. Vénus assise à gauche tenant une pomme et un sceptre, à ses pieds Cupidon debout. |
|-----|---|--|

Caracalla

Bassianus (né en 188 de J.-C., mort en 217).

- | | | |
|-----|---|---|
| 178 | 1 | Antoninus Pius Aug. Germ. Son buste radié à droite, etc.
R) P. M. TR. P. XVIII. COS. IIII. P. P. Le Soleil, etc. |
| 338 | 1 | R) VENUS VITRIX. |

Hellogabale

Varius Avitus Bassianus (né en 205 de J.C., mort en 222).

- | | | |
|----|---|---|
| 17 | 1 | Fides Exercitus. |
| 30 | 1 | R) IMP. CAES. M. AVR. ANTONINVS AVG. Son buste radié à droite, etc. |
| | 1 | R) Fides Exercitus. La Foi assise à gauche entre deux enseignes, etc. |

(1) Toutes les notes, dates, titres, nomenclatures relatifs aux pièces sont extraits de l'ouvrage de M. Henri Cohen sur les monnaies Impériales Romaines, édition de 1860 et du supplément de 1868.

Je tiens à remercier particulièrement M. Maignien, conservateur du Musée-Bibliothèque, à qui je dois d'avoir pu consulter, à mon aise, cet ouvrage, longtemps et souvent, et M. le colonel Allotte de la Fuye, qui, quoique éloigné de notre ville, a bien voulu m'aider de son savoir dans la détermination d'une des pièces.

N° du cata- logue	Nombre de pièces de ch. n°	
44	1	R) Lætitia Publ.
66	1	R) P. M. TR. P. COS. P.P.
120	3	R) Salus Antonini Aug.
123	1	Légende de tête différente. Même revers.
136	1	R) Temporum Felicitas.
146	1	R) Victor. Antonini Aug.

Balbin (mort en 238 de J.-C.).

Decimus Caelius Balbinus.

- 4 1 IMP. CAES. D. CAEL. BALBINUS AVG. Son buste radié à droite, avec le paludament et la cuirasse.
R) Fides Mutua Augg. Deux mains jointes. Pièce remarquable par sa conservation, sa bonne frappe, et à fleur de coin.

Pupien (mort en 238 de J.-C.).

Marcus Claudius Pupienus Maximus. Elevé à l'Empire en même temps que Balbin.

- 3 1 IMP. CAES. PUPIEN. MAXIMUS AUG. Buste radié à droite, avec le paludament et la cuirasse.
R) Caritas Mutua Augg. Deux mains jointes.
Cette pièce la plus remarquable de la trouvaille, est à fleur de coin, bien ronde et avec les légendes entières et bien margées.
13 3 R) Patres Senatus. Deux mains jointes.

Gordien le Pieux (mort en 243 de J.-C.).

Marcus Antonius Gordianus.

- 6 10 IMP. CAES M. ANT. GORDIANVS AVG.
R) Aequitas Aug.
7 3 Lég. de tête dif. Même R).
9 11 Lég. de tête dif. Même R).
13 32 R) Aeternitati Aug. Le Soleil debout, etc.
18 9 R) Concordia Aug. Concorde assise à gauche (mais tenant une corne d'abondance simple).
19 3 R) Concordia Aug. Corne d'abondance double.
25 1 R) Concordia Milit.
29 3 R) Felicitas Temporum. La Félicité debout à gauche.
31 10 R) Felicit Temp.
34 6 R) Fides Militum. La Foi debout à gauche, tenant une enseigne et un sceptre transversal.
36 2 Fides Militum. La Foi, debout à gauche, tenant deux enseignes.
39 16 R) Fort. Redux.
40 12 R) Fortuna Redux. (6 exempl. avec une roue sous le siège.)

N ^o de cata- logue	Nombre de pièces de ch. n ^o	
44	13	R ^o Iovi Conservatori. Jupiter nu, debout à gauche, etc., tenant un foudre et un sceptre (un exempl. montre une haste à deux barbelures).
45	1	R ^o Iovis Stator.
49	27	R ^o Iovi Statori.
53	24	R ^o Laetitia Aug. N. La Joie debout à gauche, etc.
57	2	R ^o Liberalitas Aug. II. La Libéralité debout à gauche tenant une tessère et une double corne d'abondance.
59	5	Lég. de tête dif. Même R ^o .
61	1	R ^o Liberalitas Aug. III.
62	8	Lég. de tête dif. Même R ^o .
64	6	R ^o Mars Propug Mars casqué marchant à droite, etc.
67	5	IMP. GORDIANVS PIVS FEL AUG. Son buste radié à droite, avec le paludament et la cuirasse. R ^o Martem Propugnatorem. Mars casqué marchant à droite tenant une haste et un bouclier. Belle pièce sur laquelle Gordien est représenté avec des favoris accentués et la tête virile.)
68	1	R ^o Marti Pacifero. Mars casqué marchant à gauche, etc.
69	6	R ^o Oriens Aug. Le Soleil debout à gauche, etc.
70	5	R ^o Pax Augusti. La Paix debout, etc.
72	2	R ^o Pax Augusti. La Paix courant à gauche, etc.
77	1	R ^o P. M. TR. P. II. COS. P. P. Jupiter nu, debout à gauche, etc.
80	2	R ^o P. M. TR. P. II. COS. P. P. La Valeur casquée, debout à gauche, etc.
82	1	R ^o P. M. TR. P. II. COS. P. P. La Providence, debout à gauche, etc.
85	2	R ^o P. M. TR. P. II. COS. P. P. Victoire marchant à gauche, etc.
86	2	R ^o P. M. TR. P. II. COS. P. P. La Paix, debout à gauche, etc.
91	8	R ^o P. M. TR. P. II. COS. P. P. Gordien, debout à gauche, voilé, sacrifiant, etc.
92	3	Lég. de tête dif. Même R ^o .
94	4	Autre lég. de tête. Même R ^o .
100	1	R ^o P. M. TR. P. III. COS. P. P. Gordien sacrifiant, etc.
107	9	R ^o P. M. TR. P. III. COS. II. P. P. Apollon, assis à gauche, etc.
109	16	R ^o P. M. TR. P. III. COS. II. P. P. Gordien en habit militaire, debout à droite, etc.
114	12	R ^o P. M. TR. P. V. COS. II. P. P. Apollon assis à gauche, etc.
115	1	R ^o P. M. TR. P. V. COS. II. P. P. Hercule nu, marchant à droite, etc.
117	18	R ^o P. M. TR. P. V. COS. II. P. P. Gordien en habit, debout à droite, etc.
118	1	R ^o P. M. TR. P. VI. COS. II. P. P. Apollon assis à gauche, etc.
121	2	R ^o P. M. TR. P. VI. COS. II. P. P. Gordien en habit, etc.
122	1	R ^o P. M. TR. P. VII. COS. II. P. P. Mars casqué marchant à droite, etc.

N ^o du cata- logue	Nombre de pièces de ch. n ^o	
125	14	R) Provid. Aug. La Providence debout à gauche, etc.
128	8	R) Providentia Aug. La Providence debout à gauche, etc.
129	8	Lég. de tête dif. Même R).
136	7	R) Romae Aeternae. Rome casquée, assise à gauche, etc.
137	2	Lég. de tête dif. Même R).
138	6	Autre lég. de tête. Même R).
140	8	R) Saeculi Felicitas. Gordien lauré debout à droite, etc.
143	13	R) Securit Perp. La Sécurité debout à gauche, etc.
144	2	R) Securit Perpet. La Sécurité debout à gauche, etc.
145	5	R) Securitas Perpetua. La Sécurité debout à gauche, etc.
151	6	R) Victor. Aeter. Victoire debout à gauche, etc.
152	9	R) Victoria Aeterna. Victoire debout à gauche, etc.
155	4	R) Victoria Aug. Victoire marchant à gauche, etc.
160	3	R) Virtus Aug. La valeur debout, etc.
161	12	R) Virtus Aug. Mars debout, etc., tenant une haste. (Plusieurs exemplaires sans barbelures.)
163	3	Lég. de tête dif. Même R) et même remarque pour la haste.

Rectifications (Voir Supplément Cohen).

96	1	IMP. GORDIANUS PIUS FEL. AUC. Son buste radié à droite. R) P. M. TR. P. III. COS. II. P. P. Apollon assis à gauche, etc.
101	2	Lég. de tête semblable. R) P. M. TR. P. III. COS. II. P. P. Gordien debout à droite en habit militaire tenant une haste et un globe.

Supplément.

7	1	Lég. de tête comme au n ^o 96. R) Felicit. Tempor. La Félicité comme au n ^o 29.
13	1	Légende de tête comme au n ^o 96. R) Provident Aug. comme au n ^o 125.
?	1	Même lég. de tête qu'au n ^o 96. R) Victoria Aetern. Victoire debout à gauche tenant une palme et s'appuyant sur un bouclier. A ses pieds un captif? assis. <i>Non décrite.</i>

Philippe Père

(Né en 204 de J.-C., mort en 249). Marcus Julius Philippus.

6	14	IMP. MIVL. PHILIPPVS AVG. Son buste radié à droite. R) Adventus Augg. Philippe à cheval à gauche en habit mili- taire, levant la main droite et tenant un spectre.
9	34	R) Aequitas Augg. L'Équité debout à gauche, tenant une balance et une corne d'abondance. (Sur plusieurs revers l'Équité est coiffée d'une espèce de cône à côtes droites au lieu du diadème et l'on ne voit pas le pan du manteau retombant du bras sous la corne comme dans le type le plus nombreux).

N ^o du cata- logue	Nombre de pièces de ch. n ^o	
10	14	Lég. de tête dif. et même R), avec observations pareilles au n ^o 9.
11	3	R) Aeternitas Augg. Eléphant à gauche, le cornac est à califourchon sur le dos de l'éléphant.
14	33	R) Annona Augg. L'Abondance debout à gauche, à ses pieds le modius rempli d'épis.
15	1	R) Annona Augg. L'Abondance debout à gauche, avec à ses pieds une proue.
16	5	Lég. de tête dif. Même R).
19	2	IMP. PHILIPPVS AVG. Son buste radié à droite. R) Felicitas-Impp., dans une couronne de laurier, belle pièce.
20	8	R) Felicitas Temp. La Félicité debout à gauche, etc.
21	3	R) Fides Exercitus. La Foi debout à gauche, etc.
22	6	R) Fides Exercitus. Quatre enseignes dont une surmontée d'un aigle; sur un exemplaire, les 2 enseignes ont l'une un aigle, l'autre une main et entre elles un point de centre.
23	1	R) Fides Milit. La Foi debout à gauche, tenant une enseigne et un sceptre.
24	3	R) Fides Milit. La Foi avec deux enseignes.
27	2	R) Fides Militum. La Foi avec deux enseignes.
28	7	R) Fortuna Redux. Fortune assise à gauche.
34	9	R) Laetit. Fundat. La Joie debout à gauche, tenant une couronne et un gouvernail.
36	2	R) Laetit. Fundat. La Joie debout le pied droit sur une proue, tenant une patère et un gouvernail.
38	7	R) Liberalitas Augg II. Libéralité debout à gauche.
40	1	R) Nobilitas Augg. Femme debout à droite, etc., dans le champ G.
42	2	R) Pax Aeterna. La Paix debout, etc.
44	2	R) Pax Aeterna. La Paix marchant à gauche, etc.
44 bis	1	R) Pax Aetern. La Paix marchant à gauche, etc.
45	1	IMP. C. M. IVL. PHILIPPVS P. F. AVG. P. M. R) Pax Fundata Cum Persis. La Paix debout à gauche, tenant une branche d'olivier et un sceptre transversal. (Bonne pièce).
47	1	R) P. M. TR. P. II. COS. P. P. Pallas casquée debout à gauche, etc.
50	7	R) P. M. TR. P. II. COS. P. P. Philippe assis à gauche sur une chaise curule, etc.
52	14	R) P. M. TR. P. III. COS. P. P. La Paix debout à gauche, etc.
54	1	R) P. M. TR. P. IIII COS. II. P. P. La Paix debout à gauche, etc.
59	4	R) Lég. de tête dif. Même R).
60	12	Autre lég. de tête. Même R).
(1)70	6	R) Romae Aeternae. Rome casquée, assise à gauche, tenant une haste, etc.
72	13	R) Romae Aeternae. Rome tenant un spectre.

(1) N^o 70 décrit avec la légende de tête exacte dans le supplément. Imp. Miul. Philippus Aug. au lieu de Imp. Philippus Aug.



MONNAIES ROMAINES
Trouvées à Vinay (Isère).

N ^o du cata- logue	Nombre de pièces de ch. n ^o	
73	5	R) Romae Aeternae. Rome tenant un spectre et devant elle un autel.
74	6	Lég. tête dif. R) du n ^o 73.
75	1	R) Saeculares Augg. Lion à gauche à l'exergue I.
76	2	R) Saeculares Augg. Lion à droite, à l'exergue I.
80	5	R) Saeculares Augg. La Louve à droite, allaitant Romulus et Remus, à l'exergue II.
83	8	R) Saeculares Augg. Cerf à droite, à l'exergue V.
83 bis	1	R) Saeculares Augg. Cerf ou Elan à droite, à l'exergue U.
84	1	R) Saeculares Augg. Cerf à gauche, à l'exergue V.
86	3	R) Saeculares Augg. Gazelle ? à gauche, cornes horizontales, à l'exergue VI.
86 bis	1	R) Saeculares Augg. Gazelle ? à gauche, cornes verticales, à l'exergue UI (1).
88	6	R) Saeculares Augg. Cippes portant COS. III.
88 bis	1	Même revers, mais le Cippes au lieu de 0 ^m ,003 mesure 0 ^m ,008.
89	6	R) Saeculum Novum. Temple à six colonnes, au milieu Jupiter assis, tenant un sceptre (sur 3 exemplaires et une boule sur les 3 autres, sur le temple tantôt une, tantôt 3 statues).
92	5	R) Salus Aug. La Santé debout à gauche, etc.
93	1	R) Salus Aug. La Santé debout à droite, etc.
97	13	R) Securitas Orbis. La Sécurité assise à gauche, etc.
100	1	IMP. C. . IVL. PHILIPPVS P. F. AVG. P. M. Son buste radié à droite. R) Spes Felicitatis Orbis. L'Espérance marchant à gauche, etc. (Bonne pièce).
102	3	R) Tranquillitas Augg. La Tranquillité debout à gauche, etc., dans le champ B.
103	6	R) Victoria Aug. Victoire à marchant à droite.
105	3	R) Victoria Aug. Victoire marchant à gauche.
106	9	R) Victoria Augg. Victoire debout à gauche.
108	4	R) Virtus Aug. Pallas casquée debout à gauche, tenant une branche d'olivier et un sceptre. (Sur un des exemplaires Pallas tient une <i>haste</i> à une barbelure et sur un troisième une à deux barbelures).
109	6	R) Virtus Aug. La Valeur assise à gauche tenant un sceptre. (Un exemplaire montre une haste).
110	4	IMP. PHILIPPVS AVG. (Philippe radié à droite). R) Virtus Augg. Philippe et son fils à cheval, galopant à droite, etc., à l'exergue Q : (Bonne pièce).
112	1	R) Virtus Exercitus. La Valeur debout à droite.

Otacille

Marcia Otacilia Severa. (Femme de Philippe père).

- 3 20 M. OTACIL. SEVERA AVG. Son buste diadémé à droite avec le croissant.

(1) Le volume supplément mentionne à l'article Rectifications les n^{os} 86 et 87 comme représentant une antilope et non une Gazelle.

N° du cata- logue	Nombre de pièces de ch. n°	
		R) Concordia Augg. La Concorde assise à gauche tenant une double corne d'abondance.
3 bis	1	Même lég. de tête. Même R), mais la Concorde tient une corne <i>simple</i> .
5	3	Lég. de tête dif. R). Concorde tenant une corne double.
6	3	Autre lég. de tête. R). Concorde tenant une corne simple, devant elle un autel.
7	10	Lég. de tête du n° 3. Concorde comme au n° 6.
9	4	R) Iuno Conservat. Junon voilée debout à gauche.
17	2	R) Pietas Aug. La Piété debout à gauche, à ses pieds un enfant debout.
18	6	R) Pietas Augg. La Piété debout à gauche, à ses pieds un autel allumé, dans le champ $\wedge$.
11	11	R) Pietas Augustae. La Piété debout à gauche.
4	4	R) Pudicitia Aug. La Pudeur voilée assise à gauche.
28	5	OCTACIL. SEVERA AVG. R) Saeculares Aug. Hippopotame à droite, à l'exergue III.
28 bis	1	OCTACIL. SEVERA AVG. R) Saeculares Augg. Hippopotame à droite, à l'exergue II. (N'est pas décrite avec II).

Philippe fils

Marcus Julius Philippus.

6	4	IMP. M. IUL. PHILIPPVS AVG. Son buste radié à droite. R) Aeternit. Imper. Le Soleil radié marchant à droite.
10	1	R) Iovi Conservat. Jupiter nu debout à droite.
12	2	IMP. PHILIPPVS AVG. Buste radié à droite. R) Liberalitas Augg. III. Philippe père et son fils assis à gauche. Philippe père au premier plan, sur une chaise curule, tient un sceptre court. (Bonne pièce).
16	1	R) Pax Aeterna. La Paix debout à gauche.
17	1	Lég. de tête dif. Même R). R) P. M. TR. P. VI COS. P. P. Philippe debout à gauche sacrifiant.
30	22	M. IVL. PHILIPPVS CAES. Radié à droite. R) Principi Iuvent. Philippe en habit militaire debout à gauche tenant un globe et une haste. (10 exemplaires ont la haste à deux barbelures, 7 n'en ont qu'une et 5 où la haste est plutôt un sceptre).
33	9	R) Principi Iuvent. Philippe en habit militaire debout à droite tenant un globe et une haste transversale.
34	4	R) Philippe debout à gauche, à ses pieds un captif assis.
36	2	Lég. de tête du n° 30. R) Principi Iuvent. Philippe en habit militaire debout à droite tenant une haste et un globe, accompagné d'un soldat debout qui porte une toge courte.
36 bis	1	Même lég. de tête. Même R), sauf que le soldat est en habit militaire, et que Philippe tient dans la main gauche non

N° du cata- logue	Nombre de pièces de ch. n°	
		pas un globe mais a les doigts passés dans un anneau sup- portant une tête d'aigle bien caractérisée. (Belle pièce).
38	1	R) Principi Iuventutis. Philippe debout à gauche, en habit militaire, tenant une enseigne et une haste.
43	2	R) Saeculares Augg. à l'exergue III. Chèvre marchant à gauche.
48	1	R) Virtus Augg. Mars marchant à droite, dans le champ O ou Q ?
Trajan Déce (né en 201 de J.-C., mort en 251)		
Caius Messius Quintus Trajanus Decius.		
2	9	IMP. C. M. Q. TRAIANVS DECIVS AVG. Son buste lauré à droite.
		R) Abundantia Aug. L'abondance debout à droite, vidant sa corne.
4	13	R) Adventus Aug. Trajan Déce à cheval à gauche.
10	3	R) Dacia. La Dacie debout à gauche tenant un bâton surmonté d'une tête d'âne.
11	23	Lég de tête dif. Même R)
14	1	Autre lég. de tête. R). La Dacie debout à gauche tenant une enseigne.
19	2	Autre lég. de tête. R). Dacia Félix. Même R).
20	1	Lég. de tête du n° 2. R) Dacia Félix. Même qu'au n° 19.
21	3	R) Gen. Illurici. Génie debout à gauche, etc.
22	1	R) Gen. Illyrici.
23	1	Autre lég. de tête. Même R).
26	15	R) Genius Exerc. Illyriciani. Génie debout à gauche tenant une patère et une corne d'abondance, à droite une enseigne militaire.
27	1	Lég. de tête dif. Même R).
33	1	Pannoniae. La Pannonie debout à droite tenant une enseigne.
34	1	Lég. de tête dif. Même R).
35	2	R) Pannoniae. Les deux Pannonies debout, se donnant la main, entre elles une enseigne.
39	25	R) Pannoniae. Les deux Pannonies debout, se tournant le dos, tenant chacune une enseigne. (Une des enseignes serait plutôt piquée en terre).
42	2	R) Pax Augusti. La Paix debout à gauche.
45	1	Lég. de tête du n° 2.
		R) Pudicitia Aug. La Pudeur assise à gauche relevant son voile et tenant un sceptre transversal. (Dans l'exemplaire trouvé à Vinay, la légende du revers est PVDIC TIA AVG., la lettre I qui manque n'existait pas sur le coin vu la netteté de l'espace vide entre C et T).
48	7	R) Uberitas Aug. La Fertilité debout à gauche.
51	14	R) Victoria Aug. Victoire marchant à gauche.
55	1	R) Virtus Aug. Valeur casquée assise à gauche.

N^{os} du
cata-
logue

Nombre
de
pièces
de ch. n^o

Etruscille

Herennia Etruscilla (femme de Trajan Dèce).

- | | | |
|----|----|---|
| 5 | 3 | HER. ETRVSCILLA AVG. Son buste diadémé à droite avec le croissant.
R) Fecunditas Aug. La Fécondité debout à gauche tenant une corde d'abondance et tendant la main à un enfant, |
| 6 | 1 | R) Fecunditas Augg. |
| 7 | 6 | R) Juno Regina. Junon debout à gauche, à ses pieds un paon. |
| 10 | 9 | R) Pudicitia Aug. La Pudeur debout à gauche. (4 exemplaires à cheveux lisses). |
| 12 | 23 | R) Pudicitia Aug. La Pudeur assise à gauche. (10 exemplaires à cheveux lisses).
Dans les pièces 7, 10 et 12, les cheveux sont sous le diadème ondulés parallèlement; dans la pièce ci-dessus, même légende que dans le n ^o 12, mais avec les cheveux lissés en bandeaux sous le diadème et une natte relevée depuis la nuque formant cimier jusqu'au diadème. |

Herennius (Fils de Trajan Dèce, mort en 251)

Quintus Erennius Etrusus.

- | | | |
|----|---|--|
| 3 | 8 | Q. HER. ETR. MES. DECIVS NOB. C. Radié à droite.
R) Concordia Aug. Deux mains jointes. (Belle pièce). |
| 10 | 3 | R) Pietas Augg. Mercure debout à gauche tenant un caducée et une bourse. |
| 11 | 2 | R) Pietas Augustorum. Aspersoir. Simpule. Vase à sacrifice: patère et bâton d'augure. |
| 13 | 4 | R) Principi Iuventutis. Appollon assis à gauche tenant une branche de laurier et appuyé sur sa lyre. |
| 15 | 5 | R) Principi Iuventutis. Herennius debout à gauche tenant une baguette et une haste. |
| 23 | 2 | R) Spes Publica. La Paix marchant à gauche. |
| ? | 1 | Q. HER. ETR. MES. DECIVS NOB. C. Son buste radié à droite.
R) Mars Propug. Mars casqué marchant à droite tenant un bouclier et une haste. (Cette pièce, non décrite dans le Catalogue Cohen, 1860, et dans le supplément, devrait se placer entre les nos 6 et 7 de Herennius, 4 ^e vol. page 253). |

Hostilien (Mort en 254 de J.-C.)

Caius Valens Hostilianus Messius Quintus.

- | | | |
|----|---|---|
| 10 | 1 | C VAL. IOS. MES. QUINTVS AVG. Son buste radié à droite.
R) Mars Propug. Mars casqué marchant à droite. |
| 11 | 3 | R) Marti Propugnatori. Même type. |
| 21 | 4 | R) Principi Iuventutis. Hostilien debout à gauche tenant une enseigne et une haste. (Belle pièce). |

N^o du
cata-
logue

Nombre
de
pièces
de ch. n^o

- | | | |
|---|----|---|
| 33 | 1 | IMP. CAE. C. VAL. HOS. MES. QVINTVS AVG. Son buste radié à droite.
R) Securitas Augg. La Sécurité debout à gauche, les jambes croisées, la main droite sur la tête et appuyée à une colonne. (Très bonne pièce). |
| Trébonien (Mort en 254 de J.-C.)
Caius Vibius Trebonianus Gallus. | | |
| 7 | 1 | IMP. C. C. VIB. TREB. GALLVS AVG. Son buste radié à droite.
R) Aequitas Aug. L'Équité debout à gauche. |
| 9 | 2 | R) Aeternitas Augg. L'Éternité debout à gauche tenant un phénix sur un globe et relevant sa robe. |
| 12 | 9 | R) Annona Aug. L'Abondance debout à droite. |
| 15 | 9 | R) Apoll. Salutar. Apollon nu debout à gauche, tenant une branche de laurier et appuyé sur sa lyre posée sur un rocher.
IMP. C. C. VIB. TREB. GALLVS P. F. AVG. Son buste radié à droite. (Sous la tête il n'y a pas IV.)
R) Felicitas Publ. La Félicité debout à gauche (à l'exergue il n'y a pas IV). |
| 22 | 7 | R) Felicitas Publica. La Félicité debout à gauche (3 exemplaires avec une étoile dans le champ du revers, 4 sans étoile). |
| 24 | 3 | R) Felicitas Publica. La Félicité debout à gauche, etc; et appuyée sur une colonne. |
| 26 | 10 | R) Iuno Martialis. Junon assise à gauche, tenant <i>trois épis</i> (deux sur Cohen) et un sceptre transversal. |
| 27 | 1 | Lég. de tête dif. Même R). Junon tient deux épis. |
| 30 | 1 | R) Liberalitas Augg. La Libéralité debout à gauche, tenant une tessère et une corne d'abondance. |
| 23 | 9 | R) Libertas Augg. La Liberté debout à gauche, tenant un bonnet et un sceptre vertical (plusieurs exemplaires ont une étoile dans le champ du R). |
| 36 | 10 | R) Libertas Augg. La Liberté a les jambes croisées, s'appuie sur une colonne et tient un sceptre transversal. |
| 37 | 7 | R) Libertas Publica. La Liberté debout à gauche, tient un sceptre transversal et un bonnet. |
| 39 | 2 | R) Marti Pacifero. Mars casqué marchant à gauche. |
| 41 | 10 | R) Pax Aeterna. La Paix debout à gauche (sceptre vertical). |
| 42 | 1 | R) Pax Augg. La Paix debout à gauche (sceptre transversal). |
| 45 | 9 | R) Pietas Augg. La Piété debout à gauche, levant les mains. (Plusieurs exemplaires ont une étoile dans le champ du R). |
| 48 | 13 | R) Pietas Augg. La Piété debout à gauche, devant un autel allumé. |
| 53 | 2 | R) Providentia Augg. La Providence debout à gauche, tenant un globe et un sceptre transversal. |
| 66 | 1 | R) Salus Augus. La Santé debout à gauche, tenant un sceptre vertical, présentant à manger à un serpent, qui s'élance d'un autel. |

N° du
cata-
logue

Nombre
de
pièces
de ch. n°

70 10 R) Victoria Augg. Victoire debout à gauche.

Volusien (Fils de Trébonien Galle, mort en 254 de J.-C.)

Caius Vibius Volusianus.

- 2 5 IMP CAE. C. VIB. VOLVSIANO AVG Son buste radié à droite.
R) Aequitas Augg. L'Équité debout à gauche tenant une balance
et une corne d'abondance.
- 13 6 R) Concordia Augg. La Concorde assise à gauche (corne
d'abondance double.
- 15 6 R) Concordia Augg. La Concorde assise à gauche, plusieurs
exemplaires ont une étoile dans le champ du revers.
- 17 8 R) Felicitas Publ La Félicité debout à gauche.
- 22 1 Lég. de tête du n° 5. R) Iunoni Martiali. Junon assise de face
dans un temple rond. (Bonne pièce).
- 39 3 R) Pax Augg. La Paix debout à gauche.
- 40 4 R) Pax Augg. Une étoile dans le champ du R).
- 48 14 R) Pietas Augg. La Piété debout à gauche devant un autel.
- 51 9 R) P. M. TR. P. III. COS. II. Volusien debout à gauche, lauré
tenant un rameau et un sceptre.
- 52 4 R) P. M. TR. P. III. COS. II. Volusien voilé debout à gauche,
sacrifiant.
- 56 1 R) Principi Iuventutis. Volusien debout à gauche, tenant une
baguette et une haste.
- 70 5 R) Salus Augg La Santé debout à droite.
- 79 7 R) Virtus Augg. La valeur casquée debout à gauche, appuyée
sur un bouclier et tenant une haste (plusieurs exemplaires
ont une étoile dans le champ du R) et la haste sans bar-
belures).
- 80 9 R) Virtus Augg. La Valeur debout à droite.

Emilien (mort en 254 de J.-C.)

Marcus Aemilius Aemilianus.

- 10 1 IMP. CAES. AEMILIANVS P. F. AVG. Son buste radié à droite.
R) Iovi Conservat. Jupiter nu debout à gauche, son man-
teau déployé derrière lui et tenant un foudre et un sceptre,
Emilien debout à ses pieds. (Bonne pièce).
- 15 1 Lég. de tête comme au n° 10.
R) Marti Pacif. Mars marchant à gauche, tenant une branche
d'olivier de la main droite, et de la gauche un bouclier et
une haste.
- 17 1 IMP. AEMILIANVS PIVS FEL. AVG. Son buste radié à droite.
R) Paci Aug. La Paix debout à gauche, appuyée sur une
colonne tenant une branche d'olivier et un sceptre trans-
versal.
- 192 1 IMP. AEMILIANVS PIVS. FEL. AVG. Son buste radié à droite.
R) P. M. TR. P. I. P. P. Dans le n° 19 Emilien est en habit
militaire debout auprès d'un *trépiéd* allumé tenant une

N° du
cata-
logue

Nombre
de
pièces
de ch. n°

patère et une haste, à gauche une enseigne, au lieu que dans l'exemplaire décrit ici, conforme pour les légendes et dont la haste est transversale, le trépied manque comme il est indiqué au n° 21, dont la légende de tête est ainsi :
* IMP. CAES. AEMILIANUS P. F. AVG. (Bonne pièce).

- 24 1 Lég. de tête du n° 19.
R) Spes Publica. L'Espérance marchant à gauche tenant une fleur et relevant sa robe.

Valérien Père (empereur de 253 à 260 de J.-C.)

Caius Publius Licinius Valerianus.

- 21 1 IMP. C. P. LIC. VALERIANVS AVG. Son buste très jeune radié à droite.
R) Apolini Propug. Apollon, demi-nu, debout à droite, tirant de l'arc. (Dans cette monnaie, Valérien montre 18 ans à peine, alors que ce prince n'a été nommé empereur qu'à 60 ans. On ne trouve pas sur le catalogue Cohen cette pièce à Valérien jeune).
- 22 1 IMP. C. P. LIC. VALERIANVS P. F. AVG. Son buste radié à droite.
R, du n° 21.
- 40 2 R) Felicitas Augg. La Félicité debout à gauche.
- 48 2 R) Fides Militum. La Foi debout à droite, tenant un étendard et une enseigne transversale.
- 64 2 R) Iovi Conservatori. Jupiter nu debout à gauche, tenant un foudre et un sceptre.
- 92 1 R) Pax Augg. La Paix debout à gauche.
- 114 1 R) Restitutor Orbis. Valérien debout à gauche, en habit militaire, relevant une femme tourelée à genoux et tenant une haste.
- 125 2 R) Salus Augg. La Santé debout à gauche, présentant à manger à un serpent qui s'élance d'un autel.
- 140 1 R) Victoria Augg. La Victoire debout à gauche appuyée sur un bouclier et tenant une palme.
- 142 5 R) Victoria Augg. La Victoire tient une couronne et une palme.
- 156 1 R) Vict. Part. La Victoire s'appuie sur un bouclier et tient une palme, et le captif qui est à ses pieds n'a pas les mains derrière le dos.
- ? 1 IMP. VALERIANVS P. AVG. Son buste radié à droite.
R) Virtus Augg. La Valeur casquée debout à gauche, appuyée sur un bouclier et tenant une haste renversée. (Lég. de tête du n° 165. R) du 159.)

Gallien. (Né en 218 de J.-C., mort en 268.)

Publius Licinius Gallienus.

- 57 1 IMP. C. P. LIC. GALLIENVS AVG. Son buste radié à droite.

N° du cata- logue	Nombre de pièces de ch. n°	
		R) Apolini Propug. Apollon nu debout à droite tirant de l'arc.
86	1	R) Concordia Augg. Deux mains jointes.
88	2	R) Concordia Exercit. La Concorde debout à gauche, tenant tantôt une tantôt deux cornes d'abondance.
94	1	R) Concor. Mil. La Concorde debout à gauche.
208	6	R) Iovi Conserva. Jupiter debout à gauche.
224	2	R) Iovi Conservatori. Jupiter debout à gauche, tenant un foudre et un sceptre, à ses pieds Gallien debout.
332	1	R) Liberalitas Augg. La Libéralité debout à gauche, tenant une tessère et une corne d'abondance.
396	1	R) Pax. Augg. La Paix debout à gauche.
400	3	Lég. de tête dif. Même R).
423	1	R) P. M. TR. P. II. COS. P. P. La Valeur debout à gauche appuyée sur un bouclier et tenant une haste (renversée sur Cohen).
506	2	R) Salus Augg. La Santé debout à droite, nourrissant un serpent qu'elle tient dans ses bras.
509	2	R) Salus Augg. La Santé debout à gauche, tenant un sceptre et présentant à manger à un serpent qui s'élance d'un autel.
532	1	R) Spes Publica. L'Espérance marchant à gauche, etc.
673	1	R) Virtus Augg. La Valeur casquée debout à gauche.
676	4	R) Lég. de tête dif. même R), mais la Valeur tient une haste sans barbelures.
?	1	IMP. GALLIENVS P. AVG. Son buste radié à droite.
		R) CONCOR LEGG. Personnage radié assis à droite, <i>barbu</i> tenant une patère de la main droite et une corne d'abondance de la main gauche. (L'on ne trouve <i>Concor Legg.</i> que pour Valérien père, et avec deux cornes d'abondance.)
	1	DIVO AVGVSTO. Tête radiée d'Auguste, à droite.
		R) Consecratio. Un autel allumé. Restitution de Gallien, belle pièce.

Parmi ces pièces, qui sont en général au titre de 400 à 500 millièmes de fin, j'ai rencontré un Gordien et trois Philippe père en argent presque fin, notamment une pièce de ce dernier que l'on peut tordre avec les doigts.

Voici une pièce surfrappée dont les légendes sont brouillées. IMP. C. C. VIB. MAESI? VS AVG.

Tête radiée à droite de Volusien?

R) PIETAS AVGO.

Un Gordien au R) de Mars Propug. porte un Mars qui n'a pas de tête,

mais qui possède à la place une deuxième paire de jambes, le coin du revers ayant dû faire un demi-tour entre deux coups de marteau.

Un Trajan Dèce au R) des deux Pannonies porte très distinct en relief le point de centre produit par la pointe du compas qui a tracé le cercle du grenetis.

Un deuxième Trajan Dèce au R) Dacia, porte non La Dacie tenant un bâton surmonté d'une tête d'âne, mais un personnage *masculin* tenant sur sa main droite un sujet qui pourrait bien être une Victoire.

IMP. GORDIANVS PIVS FEL. AVG. (Son buste radié à droite avec le paludament et la cuirasse).

R) MARTI PACIFETI. Mars marchant à gauche tenant un rameau de la main droite, et de la gauche un bouclier et une haste renversée. (Voir la planche n° 45.)

Autre Trajan Dèce au R) Adventus Augg. frappé sur une monnaie de Caracalla.

Un Herennius surfrappé sur une pièce dont je n'ai pu dégager la légende primitive. (Tête masculine à droite).

Un autre Herennius frappé sur une Estruscille.

Un Volusien dont le R) donne VIRTVS ATORI, par suite d'une surfrappe.

Un Trébonien Galle qui avant de recevoir au R) Aeternitas Augg. a été marqué d'une tête, mais en creux.

Pièces fausses.

Un Gordien, au R) Felicit. Temp.

Une Otacilie au R) Saeculares Augg. (Hippopotame). Ces deux pièces ont été moulées et fondues sur des pièces authentiques, et à l'époque, le métal est gris à la surface et paraît être un alliage à base de plomb ou d'étain, au grattage le métal paraît jaune; elles ont le son un peu plus sec que les pièces authentiques.

Un Gordien au R) De Iovi Statori, et un Trébonien Galle au R) de Iuno Martialis, pourraient passer pour fourrées plutôt que saucées, tellement la couche d'argent qui les recouvre est épaisse.

La pièce la plus lourde de la trouvaille est un Hostilien, n° 21. Elle pèse 6^{sr},60; par contre, une autre pièce du même Empereur, pareille,

côté droit, depuis l'humérus jusqu'au pied, présentent des crêtes osseuses exagérées, ainsi qu'à toutes les insertions musculaires ; toujours du côté droit, l'extrémité acromiale de la clavicule, le condyle de l'humérus, la cupule du radius, ont leurs surfaces d'articulation polies comme si ces os avaient frotté à sec sans cartilages ; le tibia et le péroné droits toujours, sont boursoufflés, tordus, et présentent les caractères accentués d'une maladie des os et des articulations.

Le squelette extrait de la tombe nous permet d'en voir le fond qui n'est autre que le poudingue, qui forme tout le sol de cette contrée, et dans lequel la Durance s'est creusée son lit. Les blocs au nombre de 13, formant la cavité étaient, soit de gros cailloux roulés, soit des cubes d'un calcaire gris que l'on retrouve dans le torrent voisin, soit encore des cubes de tuf bien taillés, posés de champ sur le poudingue ; ce sont certainement des matériaux de construction distraits de cet usage. A noter : on avait ménagé une ouverture de 0^m,12 environ derrière la tête, aucun cailloux n'avait été mis à cet endroit, et cela paraissait bien intentionnel ; peut-être est-ce une survivance de la pratique rencontrée souvent dans les dolmens, où un trou était ménagé pour introduire de nouveaux corps ?

Aucun objet n'est venu nous aider à dater cette tombe, et la terre qui en garnissait l'intérieur contenait des fragments de la tuile à crochets, des cailloux et des débris de poteries romaines trop volumineux pour qu'ils n'aient pas été mis dans la tombe avec la terre avant que l'on pose les dalles de recouvrement. L'inspection de la tranchée contenant cette sépulture nous a montré, sur une hauteur d'environ 1^m,20 en partant du niveau du sol actuel, d'abord plusieurs aires d'argile de 0^m,03 à 0^m,06 d'épaisseur superposées ; ces aires étaient édifiées et servent encore dans le pays pour y étaler les épis de blé, sur lesquels on fait passer le bétail et un rouleau de pierre afin de séparer le grain de la paille. En dessous, à 0^m,40, commençait la tuile à crochets, la poterie samienne. Nous en avons plusieurs échantillons, dont deux avec marques de potiers. L'une donne (OF SILVI), la seconde est illisible, mais le dessous du vase, porte tracé à

la pointe : T V M et X, pouvant se lire T. V. M
X

La poterie tournée noire, à grains de sable, alterne avec la poterie d'argile pure rouge ou grise, fragments d'amphores, de vases à lait, etc. Dans les mêmes couches, du verre, un poids en terre cuite, un fragment de lampe en terre avec trou pour suspension, de beaux fragments d'un petit vase à couverte noire, ayant pu avoir 0^m,15 de diamètre et portant en relief des lignes ondulées obliques, un moyen bronze de Cris-

pine, une rondelle de bronze de 0^m,03 de diamètre légèrement concave, et présentant une arête paraissant avoir été le point d'attache d'une tige, d'un manche quelconque, et enfin cinq objets en os, parfaitement cylindriques, façonnés au tour, ayant un trou central qui est celui naturel de l'os, et un trou transversal foré d'un seul côté et rejoignant le trou central ; quatre de ces objets mesurent 27 ^m/_m sur 25 ^m/_m, le cinquième a 23 sur 27 ^m/_m; ils paraissent avoir été faits avec des canons de chevaux, dans plusieurs la cavité médulaire est encore très nette. Je dois ajouter que M^{me} Pelloux a recueilli plusieurs de ces objets au moment où l'ouvrier jetait la terre hors de la tranchée. Au sujet de ces objets, qui nous intriguaient beaucoup, M. Gabriel de Mortillet a bien voulu nous indiquer que l'on était en présence de charnières remplissant, dans un coffre ou un placard, le même but que nos charnières et gonds en fer actuels. M. F. de Villenoizy, également sociétaire, nous a fait absolument la même réponse. Le musée de Lyon possède de nombreux échantillons du même genre.

Donc, nous voici en présence d'une tombe présentant des caractères bien différents de ceux de ses voisines franchement romaines ou plutôt champdoliennes, qu'aucun indice sérieux ne vient dater, que l'on ne peut pas faire remonter au-delà, puisque sous le couvercle de lauzes, nous trouvons des débris de tuiles à crochets, par conséquent plus anciens, et qui pourtant, à mon humble avis, ne doit pas être très éloignée des inhumations sous tuiles. J'espère que ce rapport un peu long suscitera de pareilles observations, qui réunies, pourront aider à trancher cette question.

Des recherches touchant l'Histoire du pays ont été faites par les soins de M. Pelloux, notaire et de M. David, curé du Monétier-d'Allemont. Malheureusement l'ancien cadastre n'existe plus, la ville romaine (l'ancienne Mansia ?) aurait été détruite par le feu, accident qui se serait reproduit encore plus près de nous, au XVI^e ou au XVII^e siècle.

Le château de Ventavon possède dans son parc un sarcophage trouvé dans le cimetière du Monétier et qui avait contenu le corps du Flamine Quintus Cœtronus, attaché au service du dieu Sylvain ; il y a également dans la nouvelle tour du château de Ventavon un autel dédié au dieu Sylvain. Vers 1845, on a trouvé au Monétier une pierre (tumulaire ?) portant une inscription votive qui prouve le culte du Dieu Sylvain dans le pays (peut-être est-ce le tombeau de Quintus Cœtronus ?). Egalement en

1845, un certain nombre de pièces d'or romaines ou sarrazines ? ont été recueillies (1).

Le Monétier-d'Allemont doit son nom à un ancien couvent de Bénédictins remontant au x^e siècle, adossé à la maison notariale, et dont les débris existant, une tour et une chapelle, servent de remise et grange à M. Pelloux. Les murs contiennent des cubes de tuf identiques comme facture à deux des treize qui composaient le pourtour de la tombe.

D'autres fouilles que nous avons commencées sur les indications de M. Pelloux, et dans ses propriétés, nous ont permis de mettre à jour une partie d'une habitation romaine. Je n'en parlerai pas cette fois, ayant l'espoir de pouvoir continuer les travaux ; cela fera l'objet d'un rapport plus complet. Je souhaite seulement aux chercheurs de rencontrer autant de facilités dans leurs travaux que j'en ai eues au Monétier.

M. *Bordier* croit que les lésions du tibia indiquent un ancien séquestre avec suppuration. De quelle nature était la maladie ? Il est possible de penser à la tuberculose.

Quant au trou pratiqué à l'extrémité du cercueil, le Dr *Bordier* pense qu'il doit se rattacher aux pratiques générales en rapport avec la croyance à l'âme. On faisait un trou à l'urne funéraire, au caveau, au crâne même, pour laisser sortir l'âme. C'est dans la même idée que, dans nos campagnes, on ouvre encore la fenêtre dans la chambre où une personne vient de mourir.

(1) Géographie de MM. Moure et Rostan.

Les Enfants assistés de Grenoble avant la Révolution (Suite);

Par M. MOURET,
Sous-Inspecteur des enfants assistés.

DEUXIÈME PARTIE

LA VIE DES ENFANTS DE L'HÔPITAL

LA MAISON.

LES NOURRISSONS. — Les nourrices sédentaires et leur prison. — Les nourrices de la campagne; leur certificat. — La layette, la rétribution mensuelle et la prime. — Le banquet des nourrices. — Menaces de grève. — Les contaminations. — Les signes de reconnaissance. — Les secours.

L'ÉDUCATION A L'HÔPITAL. — Les soins hygiéniques. — L'instruction. — Les quêtes. — Le travail. — La discipline.

LE PLACEMENT EN APPRENTISSAGE — Les contrats. — Le trousseau.

LA SURVEILLANCE ET LES INSPECTIONS. — Surveillance permanente des curés. — La femme, l'archer, le médecin et le cocher.

DOTATIONS. — Les curés agents matrimoniaux — Liste des principaux fondateurs.

CONCLUSION. — L'œuvre de l'Hôpital de Grenoble et le projet de loi sur les Enfants assistés.

« Je suis de la Maison », nous disent souvent nos pupilles devenus majeurs quand, dans les moments difficiles de la vie, ils ont recours à notre aide. Cette expression, qui tend à disparaître, a une signification que justifiait pleinement l'ancienne organisation de l'assistance grenobloise. L'Hôpital était bien, en effet, la maison dont les abandonnés et les orphelins étaient les enfants adoptifs jusqu'à l'âge où ils étaient à même de pourvoir à leurs besoins. En 1777, quand le Conseil de direction fait construire un nouvel escalier, c'est le plus jeune des assistés présents qui pose la première marche de l'édifice.

Reconstruction à neuf de l'Escalier principal de l'Hôpital général de Grenoble, à son entrée, entre la cuisine et la salle du Réfectoire.

En conséquence, aujourd'hui trente aoust mil sept cent soixante-dix-sept, sur les onze heures du matin, les pauvres de l'Hôpital assemblés dans le Réfectoire pour le Dîner, en la présence et assistance de Monsieur Renaudon, ingénieur-directeur en semaine, et Monsieur Teisseire, aussi directeur de l'Hôpital, qui ont fait entonner le *Veni Creator* par lesd^{ts} pauvres, pour demander les secours divins sur l'entreprise de lad^{te} construction, il a été procédé à la pose de la première marche dud^t escalier par Jean-Baptiste-Hippolyte Prato, n^o 587, enfant élevé à la charge de l'Hôpital, âgé de 10 ans 4 mois, choisi pour cette œuvre par MM. les Directeurs dans le nombre des Enfants, comme étant le plus jeune de tous ceux qui existent actuellement dans la maison, lequel s'est sein à cet effet,

de la trouelle et marteau et fait les cérémonies ordinaires en présence de tous les ouvriers, qui ont pour chef Guillaume Baulle, dit Sans-Quartier, et après avoir scellé la première pierre, il a donné auxdits ouvriers, l'écu de 6 livres que Messieurs les Directeurs avaient fait remettre par le sieur Boyer, trésorier de l'Hôpital, pour servir d'étraine auxdits ouvriers (1).

C'était bien une prise de possession effective et pour la vie, ainsi que l'attestent les Registres d'entrée.

15 février 1768.

Entrée de Jean Louis, Enfant de la maison âgé de 30 ans, replié dans la maison pour cause de maladie; il était en service à Domène, chez Allemand (2).

NOURRISSONS

Nourrices sédentaires. — Le plus pressant était de conserver la vie aux malheureux petits êtres déposés à l'Hospice en attendant leur placement à la campagne. On avait recours à des nourrices sédentaires, qui n'étaient pas d'un recrutement facile et dont on ne pouvait aisément régler les services, s'il faut en croire la délibération suivante :

1721 (10 août).

Il est délibéré
qu'on recommandera à la nommée St-Pierre, qui a soin de la prison où sont les nourrices, de veiller qu'elles ne se sauvent et de prendre quand elle leur porte à manger une fille avec elle, qui se tiendra à la porte pendant qu'elle sera dans la chambre (3).

En temps de pénurie, on plaçait les enfants chez des nourrices de la ville, qui touchaient six sols par jour (4).

En 1769, les Directeurs décident d'acheter une chèvre (5), système d'allaitement qui fut reconnu pratique puisque un an après, on fait « dans la salle de l'ouvrier des filles et à la partie la plus commode une chambre, pour servir à l'usage des enfants à lait et de la fille qui en a le soin, afin qu'à l'avenir, au lieu de donner les enfants en nourrice dans la ville, on puisse les faire allaiter par les chèvres qu'on a dans la maison (6) ».

Nourrices à la campagne. — Les enfants sont ensuite placés à la campagne. Les nourrices n'étaient acceptées que sur la production d'un certificat délivré par le curé de la paroisse :

(1) Archives de l'Hôpital, E, 170.

(2) Archives de l'Hôpital, G, 36.

(3) Archives de l'Hôpital, E, 8.

(4) Archives de l'Hôpital, E, 27.

(5) Archives de l'Hôpital, E, 22.

(6) Archives de l'Hôpital, E, 22.

Nous Curé de la Paroisse Saint-Maxime de La Ferrière-sur Allevard, certifions et attestons à Tous qu'il appartiendra que Pierre Jourdan, et Magdeleine Blanc-Coquand, mariés de cette paroisse, sont gens de probité et de bonnes mœurs ; qu'on peut leur confier en nourrisserie un enfant à allaiter ou sevrer, soit de l'Hôpital général, soit autre, dont ils auront tout le soin possible. En foi de quoi leur avons fait le présent à la Ferrière, le vingt-quatrième juin mil sept cent quatre-vingt-un.

FAYOLLE, curé (1).

On pourra donner à Pierre George, un Enfant à la mamelle et il sera bien à S^{te}-Agnès, le vingt-neuvième octobre mil sept cent quatre-vingt-trois.

ALBERT, curé (2).

Une circulaire précisa les renseignements, que devaient contenir les certificats des nourrices :

Vous aurez la bonté de marquer aussi dans les certificats que vous donnerez, le *temps précis de la dernière couche de la nourrice* qui viendra et si son enfant est vivant ou mort.

Je vous recommande toutes ces choses comme des œuvres dignes de la charité et de toute l'attention d'un bon curé (3).

Et les syndics, comprenant la difficulté de refuser de bonnes attestations, ajoutaient dans une autre lettre imprimée :

Si quelque considération particulière néanmoins pouvoit vous gêner, en donnant les certificats accoutumés aux Nourriciers, ayez la complaisance, Monsieur, de nous donner séparément les instructions nécessaires, qui seront toujours dictées par votre amour pour les pauvres, nous en ferons bon usage, et vous ne serez jamais compromis.

Chaque nourrice recevait une layette composée :

D'une poussière ;
6 drapeaux ;
1 paillasse ;
4 bonnets ;

et une rétribution mensuelle variant avec l'âge :

de 1 jour à 18 mois. 3 livres.
de 18 mois à 3 ans 2 livres, 10 sols.

Les Directeurs comprenaient que l'enfant rend en santé ce qu'on lui donne en soins et dans le courant de 1774, l'un d'eux fait observer : « qu'eu égard aux peines et soins extraordinaires que donnent les enfants à lait à leurs nourrices depuis leur naissance jusqu'à l'âge de 18 mois, il paraîtroit équitable d'attribuer aux nourrices des enfants bâtarde et

(1) Archives de l'Hôpital, H, 1126.

(2) Archives de l'Hôpital, H, 1126.

(3) Archives de l'Hôpital, H, 1126.

orphelins à la charge de l'Hôpital, une gratification quelconque lorsqu'il sera constaté qu'elles les ont allaités à propos et qu'elles leur ont donné tous les soins nécessaires.....

« Le bureau où le proposé ci-dessus a délibéré :

« 1^o Qu'à compter de ce jour les nourrices des enfants bâtarde ou orphelins à la charge de l'Hôpital auront une gratification de 9 livres, qui leur sera payée, savoir : 3 livres en prenant l'enfant, 3 livres lorsqu'il aura atteint 12 mois, et 3 livres à 18 mois accomplis ; toutefois, sous condition expresse qu'il sera constaté, de telle manière que le bureau trouvera à propos, que les enfants auront été allaités, tenus et soignés convenablement, conditions sans lesquelles cette gratification ne pourra avoir lieu (1) »

Banquet des nourrices. — Grenoble est réputée la ville de France où l'on banquette le plus, C'est un cas d'atavisme, car nos pères estimaient déjà qu'il n'y a rien de tel qu'un bon repas pour sceller les engagements sérieux. C'est ainsi qu'en 1665, on décida « que les pauvres assisteront une fois par an à une procession ou figureront, non-seulement les pensionnaires de l'Hôpital, mais les pauvres assistés *et les enfants exposés avec leurs nourrices : on offrira un dîner à ces dernières* (2) ». |

Cela vaut bien, ma foi, le banquet actuel dit des 100 kilogs ; l'idée en était assurément plus utile, je dirai même plus spirituelle.

Menaces de grève. — Les bonnes nounous s'entendaient à merveille. En 1654, le quartier échu n'ayant pas été soldé, elles menacent de rendre les enfants si elles ne sont pas payées sur le champ. Le Conseil, alarmé par ce syndicat imprévu, invite M. Chabert à faire immédiatement droit à leur réclamations (3).

Contaminations. — Depuis 1738, l'Hôpital traitait les maladies vénériennes (4) et ses chirurgiens passaient par les « grands remèdes » les malheureux contaminés. En 1763, « la vérole » occasionnant de trop grands frais, « la Direction par raison d'économie ne fera plus traiter à l'avenir les personnes atteintes de maladies vénériennes, soit qu'elles habitent Grenoble ou qu'elles soient étrangères, considérant que cette charité quoique extrêmement utile n'est pas de son œuvre et qu'elle peut d'ailleurs dégénérer en abus. »

(1) *Archives de l'Hôpital*, E, 23.

(2) *Archives de l'Hôpital*, E, 6.

(3) *Archives de l'Hôpital*, E, 6.

(4) *La Médecine à Grenoble*, Dr A. Bordier.

Mais une réserve est faite en faveur des nourrices :

« Elle continuera néanmoins à faire traiter les nourrices des enfants trouvés reçus à l'Hôpital, qui seront assez infortunées pour être attaquées de maux vénériens en allaitant et nourrissant les enfants trouvés (1) ».

Les règles d'une scrupuleuse prudence étaient observées dans les placements :

Le 14 février 1770.

Roze Marie, n° 332, est placée à La Combe-de-Lancey, chez Cécile Giroud, pour être nourrie au lait de chèvre, attendu sa maladie dangereuse pour les nourrices (2).

Signes de reconnaissance. — Les enfants restaient généralement jusqu'à l'âge de 10 à 12 ans, chez leurs nourriciers. Ceux-ci touchaient mensuellement :

De 3 à 8 ans.....	2 livres.
De 8 à 10 ans.....	1 livre 10 sols.
De 10 à 12 ans.....	1 livre.

Un cordon, auquel était suspendue une médaille numérotée, était attaché au col de chaque nourrisson. Les nourrices devaient conserver ces signes de reconnaissance, sous peine de perdre leur salaire. Une circulaire imprimée fut envoyée aux curés pour les inviter à veiller sur cette prescription (3).

Secours. — « Il est désirable que, par une extension judicieuse des secours temporaires, l'administration puisse déterminer la mère à se charger de son enfant » (4), dit M. H. Monod dans son rapport de 1889.

Les Directeurs de l'Hôpital pratiquaient ce système, qui n'a été adopté dans notre siècle qu'après avoir fait couler des flots d'encre. Il est curieux de constater que la distribution de ces secours était absolument identique à celle du service actuel.

1788

Il a été délibéré.....

4° Que lorsque les mères nourriront elles-mêmes leurs enfants, on leur paiera à raison de 4 livres par mois et lorsqu'elles ne pourront ou ne voudront nourrir elles-mêmes leur enfant, on ne paiera qu'à raison de 3 livres par mois (5).

(1) *Archives de l'Hôpital*, E, 20.

(2) *Archives de l'Hôpital*, G, 36.

(3) *Archives de l'Hôpital*, G, 1.

(4) Rapport de M. H. Monod à M. le Président du Conseil (1889).

(5) *Archives de l'Hôpital*, E, 28.

ÉDUCATION A L'HÔPITAL

Soins hygiéniques. — A 10 ou 12 ans, les Assistés rentraient à l'Hôpital où nous avons à examiner leur vie et leur éducation. On exige d'eux une bonne tenue : « Tous les enfants de l'Hôpital, au-dessous de 14 ans, auront les cheveux coupés et la tête rasée par mesure de propreté » (1).

Le 11 mars 1713, il est délibéré « que la Direction achètera des peignes de bonis pour les enfants et des petites cuillers de bois pour la soupe.

Le 27 juin 1725, M^{lles} Perrin et Garnier sont chargées de prendre soin des enfants, « les servant au réfectoire pour leur donner le pain et le vin ; elles veilleront à ce qu'ils soient propres (2).

Les filles ayant une tendance trop marquée à la coquetterie, il est décidé « qu'à l'avenir elles porteront toutes sans distinction des coiffes plates et sans pli d'une toile de Troyes, avec une bande Cambrai d'environ 3 doigts de large (3) ».

Des promenades avaient lieu une fois par semaine ; en 1786, Henri Baron, chevalier de l'Épée, est chargé d'y maintenir le bon ordre (4).

Enfin les convalescents étaient envoyés dans les fermes que l'Hôpital possédait.

1682

On fera un traité avec D^{lle} Marie de Nantes, lui assurant qu'elle sera entretenue dans l'Hôpital le reste de sa vie, pour prendre soin de 50 filles que l'on a envoyées en convalescence à la maison de l'Hôpital sise à St-Aupre (5).

Instruction. — Les orphelines passaient chez les Dames de la Congrégation, pour qui l'Hôpital s'imposait une redevance en blé (6). Les autres sont confiés à un maître d'école établi à demeure dans l'Etablissement. En 1655, c'est Antoine Guillaume des Corréards en Luz, proche la Croix-Haute, lequel a fait abjuration de l'hérésie (7). En 1658, on fait passer un examen aux deux candidats qui se présentent pour remplir l'office (8). En 1702, il est convenu que le sieur Foran, maître écrivain, sera logé et nourri à condition qu'il apprendra aux pauvres à lire et à écrire (9). En

(1) *Archives de l'Hôpital*, E, 22.

(2) *Archives de l'Hôpital*, E, 8.

(3) *Archives de l'Hôpital*, E, 23.

(4) *Archives de l'Hôpital*, E, 28.

(5) *Archives de l'Hôpital*, E, 6.

(6) *Archives de l'Hôpital*, E, 6.

(7) *Archives de l'Hôpital*, E, 5.

(8) *Archives de l'Hôpital*, E 6.

(9) *Archives de l'Hôpital*, E, 7.

1712, un règlement, sorte d'emploi du temps, est imposé par le Conseil (1). Ce dernier avait des égards pour le maître : en 1658, il vote une somme de 12 livres pour l'envoyer prendre les bains (2) ; en 1713, M. Peujet est autorisé à prendre des enfants au dehors, jusqu'au nombre de 12, pour leur apprendre à lire et à écrire (3).

Quêteurs. — Les jours de fête, il était d'usage d'envoyer les enfants quêter à domicile avec des marmites. En 1720, les marmites sont supprimées (4), mais plus tard, en 1786, on poste les assistés à la porte des églises, les pauvres employés à cet effet ayant donné lieu à scandale (5).

C'est en 1713, que s'établit la coutume conservée par quelques congrégations de conduire les enfants aux enterrements moyennant finance : « Les garçons vont aux enterrements pour 30 livres (6) ».

Le travail. — Ce fut un des grands soucis du Conseil de Direction que de procurer à ses pupilles le moyen de gagner leur vie. Le 18 août 1557, M^{me} de Peirins, dame surintendante, expose qu'une femme de Sassenage a offert, si on veut lui prêter 300 livres, de monter un métier de draperie, « qui sera cause que les pauvres enfants auront moïen d'apprendre l'estat pour gagner leur vie (7). »

De nombreux traités suivirent cette tentative :

1702

Traité avec le sieur Etienne Conet, maître bonnetier de Grenoble, pour la fourniture de la laine nécessaire à la manufacture de bas établie dans l'Hôpital (8).

1712

On traitera avec le sieur Chevalier, m^{re} de bas à Romans, qui offre d'établir sa manufacture dans l'Hôpital (9).

1724

Le sieur Pierre Sain, chapelier, offre de s'établir dans l'Hôpital avec ses outils et d'apprendre son métier aux jeunes enfants.

1725

On le congédie, parce qu'il n'apprend rien aux enfants (10).

1734

Etablissement d'une fabrique de tapisseries de Bergame dans l'Hôpital (11).

(1) *Archives de l'Hôpital*, E, 8.

(2) *Archives de l'Hôpital*, E, 8.

(3) *Archives de l'Hôpital*, E, 8.

(4) *Archives de l'Hôpital*, E, 8.

(5) *Archives de l'Hôpital*, E, 27.

(6) *Archives de l'Hôpital*, E, 8.

(7) *Archives de l'Hôpital*, E, 3.

(8) *Archives de l'Hôpital*, E, 7.

(9) *Archives de l'Hôpital*, E, 8.

(10) *Archives de l'Hôpital*, E, 8.

(11) *Archives de l'Hôpital*, E, 10.

1730

Devis des travaux pour la construction d'une manufacture de toiles et draperies (1).

1752

Les Directrices des ateliers de couture de gants installés dans l'Hôpital se feront payer tous les mois par les gantiers de la ville : faute de paiement elles garderont les gants qu'elles auront entre les mains (2).

Les filles sont occupées à filer, on leur donne, pour les intéresser, 2 sous par livre de rille et 1 sou par livre d'étoffe (1655) (3) ; elles approvisionnent aussi la lingerie de la maison (1762) (4) : « Elles passeront alternativement par semaine, au service de la cuisine, où on les dressera au métier de domestiques (1714) (5) ».

En 1739, l'ancienne infirmerie est transformée en ouvroir (6).

Discipline. — Elle se ressentait des mœurs rudes du temps. En 1740, une correction est infligée à une fille de l'Hôpital qui a volé divers effets : « elle sera fustigée deux fois publiquement dans la salle des femmes et des filles, enfermée au cachot pour 2 mois et ensuite internée au Bon Pasteur jusqu'à ce qu'on juge à propos de la retirer » (7). En 1783, « les filles de la salle de M^{lle} Sappey, qui sont descendues masquées dans celle de M^{lle} Brun, seront mises au cachot pendant 15 jours et elles viendront chaque jour au réfectoire pour y dîner à genoux » (8).

Cette sévérité fit à l'Hôpital une terrible réputation qui lui est restée longtemps attachée. Aujourd'hui encore, quelques mamans à bout d'épouvantails exploitent ce redoutable renom pour tenir en respect leurs enfants récalcitrants.

Au XVIII^e siècle, la menace était souvent mise à exécution.

En 1716 : « On recevra pendant un mois ou deux dans la maison le petit laquais de M^{me} de Tencin, pour le morigéner, elle paiera son entretien, à raison de 50 fr. par an (9) ».

En 1723 : « On recevra pendant 15 jours le fils du sieur Nicolas pour lui faire la correction (10) ».

(1) Archives de l'Hôpital, E, 11.

(2) Archives de l'Hôpital, E, 17.

(3) Archives de l'Hôpital, E, 6.

(4) Archives de l'Hôpital, E, 20.

(5) Archives de l'Hôpital, E, 8.

(6) Archives de l'Hôpital, E, 12.

(7) Archives de l'Hôpital, E, 12.

(8) Archives de l'Hôpital, E, 26.

(9) Archives de l'Hôpital, E, 8.

(10) Archives de l'Hôpital, E, 8.

En 1760 : « Le fils de M. Perrin, procureur, est reçu *par forme de correction*, moyennant 9 livres par mois (1) ».

Disons aussi que la joie n'était pas proscrite chez les pauvres petits et qu'aux grandes fêtes des réjouissances leur étaient accordées.

En 1768 : « Achat d'un quintal de porc frais, pour distribuer aux filles le jour de la Sainte-Catherine (2) ».

PLACEMENTS EN APPRENTISSAGE

Dès 1552, il est convenu qu'on « mettra en apprentissage des enfants de 12 à 14 ans qui sont à la charge de l'Hôpital ; les filles valides seront mises en service (3) ». Les généreux donateurs que nous retrouverons dans un des chapitres suivants aidèrent puissamment le Conseil dans l'application coûteuse de cette décision. De là, dans nos archives, un grand nombre de contrats passés avec des gantiers, des imprimeurs, des cordonniers, des coiffeurs, des boulangers, etc., etc.

Ils avaient ordinairement la forme suivante :

Par devant les conseillers du Roy, notaires à Grenoble soussignés, fut présent Messire Jean-Baptiste de Marnais St-André, abbé de St Thiers de Saou, chanoine de l'Eglise collégiale et royale de St-André de Grenoble, syndic et Directeur de l'Hôpital général de la même ville, lequel ensuite de la délibération du Bureau de la Direction dud^t Hôpital du seize de may mil sept cent trente-un, pour procurer le bien et avantage de Pierre Charrel, a déclaré l'avoir mis en apprentissage chez Sr Pierre Faure, maître-imprimeur libraire à Grenoble, icy présent et acceptant pour luy apprendre lad^{te} profession d'imprimeur-libraire, le présent étant passé pour le tems et terme de six années, qui ont pris leur commencement led^t jour seize de may mil sept cent trente-un, et apareil jour finiront lesd^{es} six années expirées et révolues — pendant lequel tems led^t Sr Faure promet et s'oblige d'apprendre gratuitement aud^t Pierre Charrel, lad^{te} profession de maître imprimeur libraire, de le nourrir à sa table et le coucher dans sa maison, de luy fournir tous les habillements nécess^{res} à sa personne et généralement de luy apprendre tout ce qui dépend de lad^{te} profession sans luy rien cacher et led^t Pierre Charrel de sa part promet d'être fidelle et assidu de procurer le bien et avantage dud^t Sr Faure, d'éviter sa perte et dommage et de luy obéir en tout ce qui dépend de lad^t profession, pour assurance de tout quoy les parties — en ce que la chacune concerne ont passé les obligations et soumissions requises.

Fait et passé à Grenoble es études — l'an mil sept cent trente-trois et le vingt-septième de may après-midy et ont signés à la minute restée au pouvoir de Marchand Layné, un des not^{res} soussignés.

Contrôlé à Grenoble par Gastinel, commis le 30^e may 1733, reçu une livre quatre sols et 4 d. s. (4).

Pour faciliter les placements, on habille les enfants.

En 1771, « on donnera 3 chemises à chaque enfant qui sera mis en

(1) *Archives de l'Hôpital*, E, 19.

(2) *Archives de l'Hôpital*, E, 21.

(3) *Archives de l'Hôpital*, E, 1.

(4) *Archives de l'Hôpital*.

apprentissage (1) », et en 1785, « on donnera un trousseau aux enfants de l'Hôpital mis en apprentissage (2) ».

Les travaux de l'agriculture n'étaient pas dédaignés.

En 1715, « on passera une revue générale des enfants de l'Hôpital, pour savoir ceux qui sont propres au service de la campagne (3).

Enfin des projets d'incorporation dans la marine avaient été élaborés ; en 1690, « M. de Ponchartrai consent à prendre sur les vaisseaux de l'Etat, en qualité de mousses, 30 des enfants de l'Hôpital (4) ». J'ai cherché en vain l'accomplissement de cette promesse et M. Brueyre affirme qu'il n'a jamais été fait usage de ce droit exorbitant concédé au ministère de la marine (5).

Une surveillance permanente est exercée sur les jeunes apprentis et les syndics tiennent la main à ce qu'ils exécutent rigoureusement les engagements qu'ils avaient pris pour eux. Le 11 janvier 1714, « Martin Valentin, *jeune bâtard de l'Hôpital*, qui s'est sauvé de chez le maître cordonnier où il avait été placé en apprentissage, sera mis en prison pour être fouetté plusieurs fois, après quoi on le reconduira chez son maître (6) ».

Ces punitions nous paraissent bien dures ; mais sommes-nous moins barbares et plus pratiques quand, faute d'écoles de réforme, nous combattons la perversité de nos pupilles difficiles par l'application de l'article 377 du code civil ?

SURVEILLANCE ET INSPECTIONS

Nous avons vu que les nourrices n'étaient acceptées que sur la production d'un certificat délivré par les curés des paroisses. Ces derniers étaient tenus de veiller sur les nourrissons et une circulaire leur fut adressée vers 1700, pour leur recommander une surveillance active :

La Direction de l'Hôpital général de cette ville, Monsieur, vous demande vos bontés pour les enfants de cette Maison mis en nourrice dans votre paroisse. On s'aperçoit avec douleur que ceux qui en sont chargés ne les négligent que trop ou les tiennent mal ; il en résulte le plus souvent qu'ils sont ensuite d'une complexion faible ou dans un état d'infirmité qui répond peu aux vues de la charité publique et *aux devoirs de l'humanité* ; nous ne pouvons dans des circonstances aussi affligeantes qu'avoir recours à votre zèle, vous prier de veiller

(1) *Archives de l'Hôpital*, E, 22.

(2) *Archives de l'Hôpital*, E, 27.

(3) *Archives de l'Hôpital*, E, 8.

(4) *Archives de l'Hôpital*, G, 1.

(5) Rapport au Conseil supérieur de l'Assistance publique.

(6) *Archives de l'Hôpital*, E. 8.

exactement sur ces mêmes enfants ; et si le cas l'exige, nous espérons que vous ferez les représentations convenables à ceux qui doivent les soigner, et que vous voudrez bien concourir avec nous à cette bonne œuvre (1).

Ils étaient avisés du placement par un billet semblable à celui-ci :

N° 360.

HOPITAL GÉNÉRAL

LA nommée Laurence Farinier, v^e de Joseph Villot,
de St-Pierre-d'Alevard.
a pris en Nourrissage Sophie Bernard,
le 5^e du mois de Juillet 1788.

Et ils devaient adresser au Conseil de Direction un bulletin de visite qui témoignait de leur surveillance :

JE fouffigné Curé de
certifie avoir vu la Maison de
mon Paroissien qui a
Enfants de l'Hôpital-Général de Grenoble, étant tenu,
Cordon de la Médaille étant
En foi de quoi j'ai signé le présent Certificat.
Ce 178 .

En 1731, deux syndics MM. Brochier et Verden, sont priés de visiter les enfants qui sont en nourrice à la campagne (2).

Un service régulier d'inspection est ensuite installé.

1766. « A l'avenir on fera visiter les enfants placés en nourrissage à la campagne à la charge de l'Hôpital deux fois par an, au printemps et à l'automne cette inspection sera faite par une femme accompagnée d'un archer de l'Hôpital ; elle aura le droit de faire, de concert avec les curés, tous les changements de nourrices qui lui paraîtront nécessaires pour le bien des enfants (3) ».

La décision est annoncée à tous les Curés, en ces termes :

Malgré tous les soins, Monsieur, que vous avez bien voulu vous donner pour remplir l'objet du Bureau, relativement aux enfans mis en nourrice par l'Hôpital, la Direction a la douleur de s'apercevoir que ces malheureuses victimes ne sont pas mieux soignées, reviennent pour la plupart infirmes ou périssent misérablement. Rien n'étant plus digne de toute l'attention du Bureau, il s'est déterminé à faire faire deux visites générales chaque année chez tous les nourriciers, par une femme et un garde de l'Hôpital, pour examiner scrupuleusement l'état des enfans, aviser, de concert avec vous, aux moyens de remédier aux abus, et faire tout de suite les changements qui seront trouvés convenables, sans acception de personne. La Direction espère, Monsieur, que vous voudrez bien concourir à cette bonne œuvre aider de vos lumières et de vos sages conseils les préposés, et leur donner les instructions relatives à leur mission (4).

(1) *Archives de l'Hôpital*, H, 1126.

(2) *Archives de l'Hôpital*, E, 10.

(3) *Archives de l'Hôpital*, E, 21.

(4) *Archives de l'Hôpital*, H, 1126.

yeux sur une fille de l'Hôpital, sage et de mérite propre à avoir soin de luy. Le parti est bon pour cette fille, qui est aimée de cet homme et de sa mère, qui la préfèrent à des filles de 100 écus ».

En may, le bureau n'ayant pas encore pris de décision, M. Duprat insiste : « Cet homme a besoin de s'établir à présent. Il faut qu'il ensemence ces terres et par conséquent il a plus besoin d'une femme que de l'argent. Si les fonds actuels ne sont pas prêts, cet homme se résoudra d'attendre qu'ils le soient, il suffit qu'on les luy promette (1) ».

Si la sagesse et les beaux yeux des filles de l'Hôpital attiraient les épouseurs, la dot de fondation jouait aussi son rôle et quelquefois elle était l'unique but du gars en quête d'établissement. La lettre du curé Guithon en fait l'aveu dépourvu d'artifices :

Monsieur,

Si François Chalvet qui a épousé Louise St-Germain n'avoit pas espéré de toucher les avantages que l'Hôpital général accorde à ces sortes de filles lorsqu'elles trouvent leur party, jamais led^t Chalvet n'aurait épousé lad^{te} St-Germain. Led^t mariage n'a eu sa confirmation que sur la promesse que vous luy fîtes de la permission de se marier en conséquence de l'avis que je vous donnay par une lettre que j'eus l'honneur de vous écrire. Quoy qu'il n'aye pas été fiancé dans la maison dud^t Hôpital, il ne l'est pas moins comme légitimement marié. Si je vous le dis à ce sujet, mon intention n'est autre que vous observés que vous rendrés un très petit service à lad^{te} St-Germain, puisque par le refus vous l'exposés à être inquiété tous les jours dud^t Chalvet son mary et crainte qu'elle ne se remette à l'Hôpital ou que le désespoir ne luy fasse prendre un mauvais party, je vous prie Monsieur, de faire cesser l'importunité que me fait continuellement led^t Chalvet, en luy accordant les faveurs de la maison hospitalière dans pareils cas, je suis avec respect.

Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

GUTHON, curé (2).

Comme pour l'apprentissage, le contrat passé devant notaire indiquait l'origine de la dot :

31 janvier 1742.

Au nom de Dieu, soit ce jourd'huy trante-unième jour du mois de janvier après-midy, année mil sept cent quarante-deux, par-devant le notaire royal à Theys, soussigné présent les témoins bas nommés personnellement, ce sont estably honnette Louis Bellin, fils à Joseph et de Françoise Pouchot Rouge, de la Gran Coche de Theys, d'une part, et honnête Antoinette Clautilde, fille de l'Hôpital général de Grenoble, qui a esté élevée ce lieu aux soins dud^t Hôpital et qui est au service de Estienne Pouchot Bravoz, dud^t Theys, d'autre part, lesquels de leur gré procédant de tous conseil et notoriété, savoir led^t Bellin, futur espoux de son père et lad^{te} future espouze de messire Antoine Besson, archy prestre et curé aud^t Theys et autres leurs parants et amis, icy assemblé ont promis ce prendre et espouzer en légitime mariage à la première réquisition l'un de l'autre et pour ce led^t messire Antoine Besson, archy prestre et curé aud^t Theys, agissant au nom de messieurs les Directeurs dud^t Hôpital général de Grenoble, a donné et constitué à lad^{te} future espouze et pour elle aud^t Louis

(1) Archives de l'Hôpital, E, 28.

(2) Archives de l'Hôpital, E. 28.

Bellin son futur espoux, la somme de cent cinquante livres, qui ont esté accordés à lad^{te} future espouze sur une fondation cardinalle (1), par délibération du bureau de la Direction dud^t Hôpital, du vingt-deuxième de ce mois, payable lesd. cent cinquante livres dans dix-huit mois à compter du jour de lad^{te} délibération (2).

L'Hôpital général avait chaque année plus de 30 fondations à distribuer. Elles provenaient de :

M^{sr} François de Marcel d'Avanson, évêque et prince de Grenoble (1574).

M. André Maximy, maître ordinaire en la Chambre des Comptes de la province du Dauphiné (1681).

M. Etienne Chabert et dame Balme, mariés (1683).

M. François Perrin, avocat (1690).

M^{lles} Chalvet (1698).

M^{sr} le Cardinal Le Camus (1707).

M. de Fusselet (1727).

M. Morin (1730).

M. Pierre Barthelemy, marchand mercier quincailler, au bout du Pont du Pierre, rue Perrière (3).

On le voit, l'activité de nos ancêtres était aussi grande que leurs idées étaient larges. Lyon, dont l'organisation hospitalière a été tant vantée, est bien loin d'égaler Grenoble. « Jusqu'en 1533, on croyait avoir assez fait pour ces malheureux enfants en les recueillant jusqu'à 7 ans. A cet âge, s'ils ne pouvaient être placés en apprentissage ou en service, ils étaient renvoyés de l'Hôpital, portant sur leur poitrine un écriteau indicatif : *Qu'ils étaient pauvres orphelins, sortant de l'Hôtel de Dieu, et demandant l'aumône pour Dieu* (4). En 1533, fut fondé l'Hospice de l'Aumône générale, destiné à recevoir les enfants adoptifs au-dessus de 7 ans. Mais dans cet asile, qui a cependant valu à la grande cité le surnom de : *Ville de la charité*, c'est un esprit étroit qui préside aux admissions : « Aucuns bâtards et illégitimes ne peuvent être reçus et adoptés en ladite Aumône en détestation du péché de leur progéniture et pour l'exemple de les mêler avec les légitimes nés en loyal mariage (5) ».

Et en 1742, quand on y reçoit les bâtards et bâtardes, on les traite à part : « parce qu'il était dangereux de mettre dans la même classe les

(1) Fondation de Mons^{sr} Le Camus.

(2) Archives de l'Hôpital, E, 28.

(3) Archives de l'Hôpital, F, 31.

(4) E. Fayard, *Histoire administrative de l'œuvre des enfants trouvés de Lyon*, p. 19.

(5) E. Fayard, *Histoire administrative de l'œuvre des enfants trouvés de Lyon*, p. 76.

enfants qui ne doivent le jour qu'au crime et dont l'origine est inconnue et ceux que leurs pères sont contraints d'abandonner dans l'espérance que des temps plus heureux les rendront à leur tendresse (1) ».

A l'Hôpital de Grenoble, il n'y eut jamais d'enfants parias, tous furent traités de la même façon ; ceux qui donnèrent le signal de la Révolution en avaient déjà pratiqué les principes.

Conclusion. — Nous pouvons maintenant juger l'œuvre des Enfants assistés de Grenoble avant 1789 et affirmer, documents en main, que les villes les plus renommées n'ont pas eu pareille organisation. Il serait injuste d'apprécier cette œuvre en comparant l'état d'un enfant abandonné d'avant la Révolution, avec la situation d'un de nos pupilles actuels, car le progrès a transformé les conditions de l'existence. Il n'est pas non plus possible de mettre en parallèle, le système d'assistance de nos aïeux et le nôtre. L'Hôpital n'est plus en effet *la Maison* où filles et garçons trouvaient abri, éducation et travail. Il est aujourd'hui l'asile exclusif des malades ; son séjour ne peut qu'être préjudiciable aux bien portants et le placement familial, « conforme au bien de l'enfant » (2), est devenu la règle. Reste la Direction pratique et journalière, d'une importance capitale dans l'accomplissement d'une tâche aussi lourde. Les Syndics avaient sur notre époque deux avantages incontestables : d'abord, ils n'étaient pas contaminés par le microbe de la paperasse, ce phylloxéra de l'action qui sclérose les plus robustes bonnes volontés ; ensuite, leur autorité était réellement grande, parce qu'elle était une. Après 1789, la gestion des Enfants assistés prend un tout autre aspect. L'Etat intervient et cette intervention, excellente en soi, mais insuffisante, crée le régime hétéroclite, mal défini qui subsiste encore aujourd'hui.

« Le service des Enfants assistés, dit M. le Dr Thulié, est gouverné par un tel nombre de lois, de décrets, de circulaires, qu'il est difficile de se reconnaître dans ce fatras, et qu'un administrateur pourrait au besoin diriger le service à sa fantaisie, car il est toujours possible de trouver dans ce monceau un texte à sa convenance. *Il y a d'ailleurs certains services de province qui usent de ce procédé* (3) ».

Il est rare que l'Hospice exerce effectivement la tutelle ; presque partout, et il est matériellement impossible qu'il en soit autrement, son action est de pure forme ; quelquefois les dossiers sont d'un côté, les comptes de

(1) E. Fayard, *Histoire administrative de l'œuvre des enfants trouvés de Lyon*, p. 77.

(2) H. Monod, Rapport à M. le Président du Conseil.

(3) Dr Thulié, *Histoire des Enfants assistés de la Seine*.

tutelle de l'autre, et l'Inspection départementale flotte entre eux. Cet éparpillement rend toute discrétion illusoire. Le Conseil d'autrefois était maître absolu des admissions et savait, le cas échéant, *faire fonctions d'amy* en cachant à tous l'origine de ses adoptés. Aujourd'hui, le secret du placement, « pierre angulaire du service », est devenu le secret de la Lhauda ! (1)

Cette situation est connue en haut lieu. Les hommes éminents qui dirigent l'Assistance publique ont nettement démontré la nécessité de mettre fin à cet anormal état de choses. Un projet de loi mûrement étudié, savamment discuté, est soumis aux délibérations du Parlement. Ce projet renferme et tout l'esprit et tout le cœur de nos pères ; je ne sais pas de plus bel éloge à adresser à leur mémoire.

(1) Expression dauphinoise, titre d'une des gracieuses légendes de M^{me} Louise Drevet. Elle signifie : « chose dont personne ne parle parce que tout le monde la connaît ». Rochas (*Bibliographie du Dauphiné*, t. II, article Claude Mignot) reproduit la ventuse étymologie donnée en 1741 par M^{me} Dunoyer dans ses Lettres historiques et galantes.

BULLETINS

DE LA

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE

D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

TOME TROISIÈME

N° 3. — DÉCEMBRE 1896

SOMMAIRE

Séance du 16 novembre : Rectification au procès-verbal. — Une note sur les fouilles faites au Monestier-d'Allemon par M. Müller, par M. ALLMER. — Travaux originaux : Les tombes romaines de Sainte-Marie-d'en-Haut, par M. de VILLENOISY. — Notes prises dans les registres de paroisse et dans les archives des mairies : 1. *La communauté de Saint-Paul-lès-Monestier se sépare de celle du Monestier-de-Clermont*; — 2. *Proclamation du Procureur de la commune à la première réunion de la municipalité nouvelle*; — 3. *Recherche de la paternité*; Discussion : M. MILANTA. — 4. *Refus d'inhumation*; — 5. *Mémoire pour servir d'instruction pour la fondation faite par le sieur Elisée Samuel, à l'église du Monestier-de-Clermont*; — 6. *Inhumation dans l'église du Monestier-de-Clermont*; — 7. *Registres de la paroisse de Saint-Andéol, extrait d'une lettre de pacification du 1^{er} août 1788*. — 8. *L'Hiver de 1788*; — 9. *Sécheresse de 1751*; — 10. *Une maladie des animaux domestiques en 1714, à Château-Bernard*; — 11. *Service des limites de la dime de l'œuvre en 1737*; — 12. *Annulation d'un commun accord de promesses mutuelles de mariage*; Discussion : M. MILANTA. — 13. *L'Hiver de 1770*, par M. GIRARD, instituteur. — Préjugés et superstitions dans les campagnes de l'Isère, à la fin du XIX^e siècle, par M. GIRARD, instituteur.

Séance du 7 décembre : Notes sur les dépôts pleistocènes du Dauphiné, par M. KILIAN, professeur à la Faculté des Sciences. — Etude ethnologique sur les affections variqueuses en France et en Dauphiné, par M. le Dr BAISSAS. — Objets en bronze et en fer provenant d'une sépulture (Fouilles de Lazer, H^{es}-Alpes), par M. MULLER. — Rapport au nom de la Commission des fouilles, par M. MULLER.

GRENOBLE

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE GABRIEL DUPONT

1, rue Pasteur, 1 (voie Centrale).

1896

En vente aux Librairies Gratier, Drevet, Terrier et Perrin.

BULLETIN

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE

INNOVATION ET D'ANTHROPOLOGIE

TARIF DES TIRAGES A PART

par feuille de 16 pages.

25 exemplaires	10 francs.
50 —	12 —
100 —	15 —

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

TOME TROISIÈME

N° 3. — DÉCEMBRE 1896



GRENOBLE
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE GABRIEL DUPONT
1, rue Pasteur, 1 (voie Centrale).

1896

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE

D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

Séance du 16 Novembre 1896.

Présidence de M. MILANTA, Vice-Président.

RECTIFICATION AU PROCÈS-VERBAL.

A l'occasion de la lecture du procès-verbal, M. *Müller* donne lecture d'une note rectificative que M. Allmer, le savant épigraphiste, a bien voulu lui envoyer, au sujet de la communication qu'il a faite dans la dernière séance sur les fouilles de Monestier-Allemont.

Note au sujet des fouilles de Monestier-Allemont, par M. *ALLMER*.

Le *Bulletin* n° 2, novembre 1896, contient, pp. 221 et 222, sur l'épithaphe d'un *Q. Caetronius*, transportée depuis longtemps du Monestier-Allemont au château de Ventavon, une note qui rend indispensable quelques rectifications.

Le personnage de cette épithaphe se nommait *Q(uitus) Caetronius* (pas *Coetronius*) *Titullus*, était fils de Quintus (*Caetronius*) et citoyen romain inscrit dans la tribu *Voltinia*. Il avait été soldat de la cohorte VI^e prétorienne, c'est-à-dire dans la garde impériale, et en était sorti en qualité de Vétéran. Il avait été ensuite pro-duumvir : *LOCo IIVIRI* et pontife d'Ariminum, ancienne colonie reconstituée et augmentée par Auguste dont elle a ici le nom : *COLonia AVGusta ARIMini*, aujourd'hui Rimini dans la ci-devant Romagne, sur l'Adriatique. Revenu dans la Narbonnaise, son pays, comme le fait voir son appartenance à la tribu *Voltinia*, il a été préfet du *pagus Epotius*, dont on croit retrouver le souvenir dans le nom de la petite ville d'Upaix, du département des Hautes-Alpes, et enfin flamine

d'Auguste et curateur du spectacle public avec combats de gladiateurs : CVRATOR MVNERIS PVBLICI AD DEAM AUGUSTAM VOCONTIORUM, c'est-à-dire à Die, qui paraît avoir été dans la cité des Voconces, sous le haut empire, comme Nîmes chez les Aréromiques et Lectoure dans l'Aquitaine ethnique, une place marquante du culte impérial. Ses héritiers lui ont élevé, en exécution de son testament : EX TESTAMENTO, le tombeau décoré de l'épithaphe découverte au Monestier. L'inscription figure sous le n° 1529, au Corpus des inscriptions latines, tome XII, relatif à la Narbonnaise et aux Alpes contiguës à la Narbonnaise, et l'on voit que rien n'y autorise la remarque que Caetronius aurait été attaché au culte du dieu Silvain, remarque qui est de pure imagination, vu qu'il n'y avait pas chez les Voconces un culte municipal du dieu Silvain, quand même peuvent s'y rencontrer fréquemment des autels élevés à ce dieu par des dévotions particulières. Une autre remarque, qu'un autel votif à Silvain « était peut-être le tombeau de Caetronius », est, on peut dire, dénuée de sens.

CORRESPONDANCE IMPRIMÉE.

Atti della Societa Romana di Antropologia. V. IV, fasc. 1. 1896 (Échange).

Annales del Museo Nacional de Montevideo. V. 1896 (Échange).

Bibliographie historique du Dauphiné pendant la Révolution française. Ed. Maignien. T. II et III. Don de MM. Gratier et Rey, libraires.

Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris. T. VII, iv^e série, 1896, fasc. 2, 3, 4 (Échange).

Bulletino di Paletnologia Italiana. Série III, t. II, n° 4, 5, 6, 7, 8, 9. 1896 (Échange).

Dents de Rhinocéros, discussion sur la terrasse de Villefranche, par MM. d'Ault du Mesnil, G. de Mortillet, d'Acy et Tardy. 1896.

Menhirs et Dolmens de France. Inventaire détaillé, départ. de l'Ain (Don).

La Patine du Bronze antique (Don de l'auteur).

Revue archéologique, F. de Villenoisy.

Les Fusaiotes en plomb, par G. de Mortillet (Extrait de la *Revue mensuelle de l'Ecole d'anthropologie*) (Don de l'auteur). 15 sept. 1896.

Transactions of the Canadian Institute. Vol. V, part. 1, n° 9. 1896 (Échange).

Réforme des livres d'enseignement. G. de Mortillet (Don de l'auteur).

Zeitschrift für Ethnologie. 1896. Heft III.

Les Tombes romaines de Sainte-Marie-d'en-Haut, par M. de VILLENOSY.

Les lignes que l'on va lire ont paru en 1777, dans le plus ancien journal de Grenoble, *Affiches annonces et avis divers du Dauphiné*, numéros des 7, 14 et 21 février. Elles sont intéressantes autant comme tableau de mœurs que pour les renseignements qu'elles fournissent sur l'état des connaissances archéologiques il y a un siècle et sur des sources que nous ne pouvons plus consulter. C'est déjà une idée assez étrange que d'adresser à une femme, probablement imaginaire, un cours d'archéologie d'une rédaction quelque peu pédantesque, mais en outre il faut remarquer combien on y sent déjà le style qui sera à la mode pendant la Révolution.

Un fait important à noter est la réunion dans une même nécropole de tombes en tuiles plates, de caisses de pierres, les unes en dalles de tuf, les autres en dalles ou loses de Sassenage, de cercueils de plâtre et de cuves de pierre ; le tout avec une inscription chrétienne qui permet de fixer la date de ces tombes au VIII^e ou IX^e siècle. Précédemment, on avait déjà découvert au même lieu des tombeaux analogues. La description de la montagne forme un utile commentaire du plan de Grenoble en 15.. retrouvé aux Archives, et la transformation due aux fortifications la rend précieuse.

Si M. Vallet insiste sur l'usage romain de mettre les cimetières hors des villes, usage moins absolu qu'il ne le dit, c'est qu'alors le déplacement des cimetières urbains était une question qui passionnait l'opinion publique ; la déclaration du

roi, qui défendait les inhumations dans les églises, était du 20 mars 1776. On peut voir combien étaient nombreux les souvenirs religieux qui se rattachaient à la partie basse du Racht, autrefois mont Esson.

Il semble bien que l'emploi des grandes tuiles romaines se soit continué dans notre province plus longtemps qu'ailleurs ; mais il est intéressant de savoir qu'à Rome elles servaient encore un peu en 1775. Il ne l'est pas moins d'apprendre combien est ancienne l'exploitation des loses de Sassenage.

Il est inutile de réfuter les considérations relatives aux flamines de Mars ; mais il me semble admissible que ceux qui existaient à Cularo fussent attachés au petit édicule élevé près de la tour de Rabot, et situé hors de la ville. Il est plus probable qu'il devait y avoir dans l'enceinte même un temple plus considérable ; l'inscription de la place Grenette en a peut-être fait partie. La statue qui surmontait la base trouvée au mont Esson n'était certainement pas en bronze, car on y remarquerait des traces d'oxyde de cuivre.

F. DE VILLENOSY.

••

N° 41. — *Affiches du Dauphiné* du 7 février 1777, page 186 :

« *Lettre écrite à une dame, par M. Vallet, ancien lieutenant général de police de Grenoble, sur les sept tombeaux antiques qui ont été découverts à Grenoble le 23 janvier 1777, dans la vigne des Dames Religieuses de la Visitation de Sainte-Marie d'en-Haut.*

« Madame, les bruits publics qui vous annoncent dans votre campagne les découvertes que l'on fait dans Grenoble, depuis l'établissement d'une bibliothèque publique et d'un cabinet d'histoire naturelle, soit dans les arts, soit dans les sciences, soit même dans la recherche des monuments antiques, ces bruits, je le répète, sont ordinairement vrais ; mais pour en apprécier la sincérité, permettez-moi de vous le dire, Madame, je vous conseille d'en éloigner toujours toutes les circonstances *merveilleuses*, et toutes les idées qui mènent (*sic*) à des extrêmes ; alors vous vous trouverez dans l'ordre naturel, c'est-à-dire dans le sentier qui conduit directement à la vérité, alors, malgré les persiflages d'un essain (*sic*) de petits-maitres, qui

ne rougissent pas de jouer le rôle des Pirrhoniens (*sic*), vous vous convaincrez que l'observateur, que l'antiquaire, en un mot que l'artiste, qui possède la théorie et la pratique de son état, peut retirer la vérité du fond du puits, où les bouffons disent qu'elle se cache, et l'arracher des tombeaux antiques, où les aveugles misanthropes de ce siècle prétendent qu'elle a été ensevelie. Madame, je vous prie d'excuser le nombre des parenthèses et le faste de mon préambule, qui sont un peu le ton de l'oraison funèbre, ou de la déclamation du rhéteur : je reprends mon niveau, et j'entre paisiblement en matière.

« Il y a quinze jours que les domestiques des Dames de Sainte-Marie-d'en-Haut de cette ville, en faisant des provins au sommet de la vigne qui fait face au pavillon occidental du monastère, déterrèrent sept tombeaux, d'environ six pieds de longueur chacun, alignés et accotés (*sic*) les uns aux autres. Ces domestiques se hâtèrent de bouleverser cinq des monuments : le premier étoit formé de grandes plaques de tuf de 3 ou 4 pouces d'épaisseur. Le deuxième et le troisième étoient des bierres (*sic*) de plâtre de 3 ou 4 pouces d'épaisseur. Ce plâtre avoit été cuit et délayé ; les surfaces du plâtre étoient un peu rousses ; mais la partie intérieure étoit blanche, dure, grenue et un peu cristallisée. Ces sarcophages ne formoient, avec leur couverture, le chacun qu'une seule pièce très solide. Le quatrième sépulcre étoit formé par de longues et larges dalles de pierres plates (*sic*), que nous nommons aujourd'hui lozes de Fontaine, près Sassenage ; il étoit couvert d'une pierre plate polie au grez, sur laquelle on avoit gravé à simple trait, ces mots sur une ligne, HIC REQUIESCIT IN PACE ; au-dessous on avoit tracé plusieurs lignes parallèles (*sic*), également à simple trait, peu profond, dans l'objet d'y désigner les qualités ou les titres de celui qui y avoit été enterré ; mais l'on n'avoit point exécuté le projet.

« La pierre sur laquelle on avoit gravé l'inscription n'avoit que 18 pouces de largeur et 5 pieds de longueur : l'on avoit fait un trou du petit côté du quarré long, et un second trou du grand côté, pour y sceler (*sic*) des agraffes ou des hapes (*sic*) en fer : il ne restoit aucun vestige de métal.

« Cette pierre, extraite des abîmes de Sassenage, est une espèce de marbre cervelas, formé par un amas de petites

passer en tout temps au bord de l'Isère, par un sentier horizontal, resserré par le rocher de la porte de France que l'on a si prodigieusement excavé depuis quatre-vingts ans. Les chariots, ou plutôt les voitures de toute espèce, ne pouvoient donc sortir de Grenoble pour aller à Lyon, il y a deux siècles, qu'en montant du pont de bois actuel à la Tour de Rabot, sur la croupe du rocher, par le chemin scabreux qui subsiste, et le long duquel on a trouvé sept tombeaux.

« Pour déterminer le point précis de la position de ce cimetière, qui pourra peut-être un jour servir à éclaircir quantité de traits singuliers de notre histoire, voici l'itinéraire que l'on doit suivre.

« En partant de l'extrémité septentrionale du pont de bois actuel, on doit monter par la rue Chalemont, qui est en alignement; elle a quarante-deux toises delphinales de longueur; au bout de cette rue on trouve l'ancienne porte de la ville.

« La grande route s'élève ensuite sur un plan inclinée très rapide vers l'ouest. A 27 toises 3 pieds de la porte de la ville, on trouve l'angle oriental des murs du clos du monastère de Sainte-Marie-d'en-Haut: ce mur borde ensuite du côté du midi le grand chemin dont il s'agit, pendant l'espace de 61 toises, et la route suit la même direction par un plan incliné, également très rapide. L'extrémité occidentale du mur du clos du monastère soutient le petit côté d'un grand pavillon occidental du couvent, qui fait face à la vigne où l'on a découvert le cimetière. Si l'on continue de monter vers la tour de Rabot par le même chemin, encore douze toises, à compter de l'angle extérieur de ce pavillon, alors on parviendra au point précis que l'on cherche; on verra dans la vigne, à sept pieds au-dessous du chemin, du côté du midi, une langue de terre presque horizontale, dirigée du nord vers le sud, à peu près perpendiculairement à l'alignement du chemin: elle a environ quarante-huit pieds de longueur, et dix-huit pieds de largeur. Cette langue de terre est soutenue par un bloc de rocher escarpé, à pic, de sept à huit pieds de hauteur du côté du levant.

« L'on a trouvé les sept tombeaux dont il s'agit dans la partie de la langue de terre qui joint le chemin. Telle est la vraie position du cimetière ou des sept tombeaux. Il est évi-

dent, Madame, que si quelque événement imprévu nécessitoit un jour les possesseurs de la vigne à réouvrir une seconde fois les deux tombeaux qui bordent le chemin et que l'on vient de recouvrir de terre, il seroit facile d'y réussir, pourvu qu'on eût ma description, qui part d'un point fixe, immuable et facile à reconnaître. Il est temps que je passe aux autres objets de ma lettre.

« 1° Il est probable que si l'on creusoit dans le reste de la langue de terre qui est sur la platte-forme du rocher, l'on y trouveroit d'autres tombeaux. Une sonde de 4 ou 5 pieds de longueur pourroit réaliser ou détruire cette conjecture.

« 2° Dans ce siècle, plusieurs vigneron des Dames de Sainte-Marie ont bouleversé dans le reste de la vigne qui environne le cimetière dont il s'agit, des tombeaux antiques en pierre de taille, et surtout en grandes tuiles plates, semblables à celles que j'ai décrites : mais aujourd'hui il seroit presque impossible de constater la forme et la position de ces monuments.

« 3° Il est très singulier que depuis le neuvième siècle jusqu'à nos jours, un usage pieux, dont on ignoroit la raison, ait fait perpétuer des grandes croix de bois au bord du grand chemin sur un des tombeaux, à peu près vis-à-vis le centre de cette langue de terre qui servoit de cimetière : on voit encore le trou dans lequel le pied de la dernière croix a pourri depuis environ dix ans.

« 4° L'on ne doit point être étonné de ce que les chrétiens du huitième ou neuvième siècle avoient établi un cimetière le long du grand chemin de Grenoble : le bon sens avait dicté aux payens mêmes des loix qui défendoient d'enterrer dans les villes : les Grecs et les Romains ne permettoient qu'aux citoyens d'un mérite extraordinaire d'élever dans la ville, auprès des remparts, un *cénotaphe*, c'est-à-dire une représentation de tombeau avec inscription ; mais le cadavre ou ses cendres étoient toujours déposés dans un sépulchre réel hors de la ville. La colonne Trajanne et Antonine, au-dessus desquelles on avait renfermé dans une urne les cendres des deux Empereurs, nous annoncent que quelquefois les Romains accorderoient des privilèges et mettoient des exceptions à la loi des douze tables. Pour confirmer ces faits, lorsque vous vien-

drez à Grenoble, Madame, on vous montrera les descriptions des *Catacombes* de Rome, ou du moins le grand volume in-fol. qui a pour titre, *Roma sotterranea di Abrahamo Bosio*. Vous savez que les Catacombes sont des routes ou galeries souterraines remplies de sépulchres antiques, placées pour l'ordinaire le long des grands chemins.

« 5° Quelques personnes conjecturent que les sept tombeaux que l'on vient de découvrir avoient été construits dans l'endroit où Saint-Fréjus, 12^e Evêque de Grenoble, fut martyrisé sur le mont Esson, à l'occident de la ville, vers l'an 628. D'autres personnes croient que le Saint fut martyrisé près de la Tour de Rabot, où l'on a découvert un cippe ou piédestal d'une statue dédiée à Mars. A la fin de ma lettre, je dirai un mot de ce monument.

« On présume avec beaucoup plus de raison que c'est au pied de la Croix du cimetière dont il s'agit, que *Gui André*, dauphin de Viennois, qui a fait construire l'Eglise collégiale de cette ville, alla faire un vœu de croiser contre les Albigeois, le 15 septembre 1219, c'est-à-dire le lendemain de l'irruption du lac du Bourg-d'Oisans, dont les eaux venoient de noyer les trois quarts des habitants de cette ville. La relation manuscrite de *Jean de Sassenage*, pour lors évêque de Grenoble, autorise la conjecture : en effet, la maison où habitait *Gui André*, que nous nommons aujourd'hui *la Tour Dauphine*, rue Perrière, n'est éloignée de la Croix ou du cimetière dont il s'agit que d'environ 250 toises, en montant directement par le rocher, du sud au nord-ouest. »

N° 43. — Du 21 février 1777, page 174 :

« *Septième remarque.* — L'inscription sépulchrale gravée sur les huit morceaux de marbre dont j'ai parlé au commencement de cette lettre ne renferme que ces mots :

..... C REQ.
BONE MEMORIAE
PP... CASSIANUS
..... RREXIO
..... RDIAE C
..... ITA.

« C'est-à-dire, *ici repose, de bonne mémoire*, le prêtre *Cassien*, qui attend la *résurrection*... concorde.

« On vous dira peut-être que les deux lettres qui précèdent le mot *Cassien* ne signifient pas le mot prêtre. Je conviens que ce qui reste de ces deux lettres n'autorise qu'une conjecture. Si ces deux caractères eussent été conservés, il auroit été très facile d'en donner la vraie signification. Vous savez, Madame, qu'aujourd'hui nous avons des livres pour déchiffrer toutes les abréviations des monuments : l'on se sert communément du dictionnaire qui a pour titre *De notis Romanorum commentarius sertorii ursati*, in-fol., *Patavii, apud Frambatum*, 1672. J'observe, en passant, que nous avons la même facilité pour interpréter les abréviations des actes et manuscrits, depuis le huitième siècle jusqu'au seizième ; l'on peut consulter, à ce sujet, dans la bibliothèque publique de Grenoble, l'ouvrage qui a pour titre *Joannis Walcherii Lexicon diplomaticum*, *Gottiergie*, 1746 et 1747, 1 vol. in-fol.

« L'épithaphe de Cassien paraît être du septième ou huitième siècle ; la forme de tous les caractères de l'alphabet qui la composent ne permet pas d'en douter : si l'on eût fait des recherches plus exactes dans le cimetière, on auroit pu découvrir les restes de cette précieuse inscription. Les fractures des morceaux d'albâtre paraissent anciennes ; un des morceaux est encore environné de tous côtés du vieux mortier.

« 8° J'ai remarqué, au commencement de cette lettre, que les trois tombeaux maçonnés en plâtre pur, sous la terre glaise de la vigne de Sainte-Marie, étoient très solides, et que leur superficie extérieure et intérieure étoit uniquement roussie : je dois ajouter présentement que sous les fondations de la sacristie de l'église paroissiale de Saint-Fréjus, qui est placée près des bords de l'Isère, éloignée d'environ 300 toises à l'orient de la porte de Saint-Laurent de Grenoble, il y a environ 15 ans que l'on découvrit un tombeau également antique, et maçonné uniquement en plâtre pur délayé dans de l'eau ; mais ce plâtre étoit devenu au contraire excessivement tendre, et les os du squelette tombèrent en poussière dans l'instant qu'on les toucha.

« Dans le commencement de cette lettre, j'ai dit *que sous les reins d'un des sept cadavres, le plâtre pur dont le cercueil*

étoit formé d'une seule pièce, étoit, etc. Je me rétracte : une personne digne de foi, qui a vu l'objet encore de plus près que moi, parce qu'elle est entrée dans le tombeau dont il s'agit, m'a assuré que ce monument était formé en dessous par la réunion des tables de pierres de plâtre crud, cimenté à l'ordinaire. Je me borne donc à observer que la plaque de plâtre rouge paroît s'être durcie et peut-être cristallisée en partie par le moyen des chairs putréfiées : les chimistes n'ignorent pas que si l'on délaye le plâtre cuit dans un peu d'urine, il durcit singulièrement.

« 9° Les grandes tuiles plates qui composaient un des sept tombeaux nous prouve que dans le neuvième siècle, on couvrait alors en Dauphiné les maisons avec cette espèce de tuile : il paroît, par d'autres monuments, que l'usage en a cessé parmi nous dans le douzième ou treizième siècle ; mais dans les pays où il pleut rarement, et où les gelées sont peu à craindre, tels que la ville de *Rome*, l'on couvre encore plusieurs maisons avec des tuiles de cette espèce : on peut néanmoins prédire que dans peu on s'en désabusera : 1° parce qu'il en coûte beaucoup plus pour les faire cuire ; 2° parce que si l'on casse un pouce ou deux de l'une des extrémités de ces tuiles, le reste ne peut plus s'ajuster ; au lieu qu'on peut employer jusqu'au plus petit morceau les tuiles creuses dont nous couvrons nos toits ; elles sont plus légères, et il en coûte peu pour les faire cuire.

« 10° J'ai dit que dans le neuvième siècle, on connoissoit déjà dans cette ville l'usage des lozes de Fontaine pour construire les tombeaux ; j'ajoute présentement que dans ce siècle on a beaucoup étendu l'usage de ces dalles, lozes ou plaques de pierre calcaire, très dure, et d'un très bon usage en plein air ; nous les employons à couvrir les murs de clôture, à paver les aires, les allées, les basses-cours, les boutiques, et à faire des ponts sur les ruisseaux.

« Les naturalistes de cette ville observent aujourd'hui que ces lozes contiennent dans leur surface des hérissons de mer, des coraux et des animaux agathisés ; 2° que ces pierres se débitent à peu près comme les ardoises, et qu'on peut facilement en exfolier des plaques, depuis un pouce jusqu'à six pouces d'épaisseur, et depuis un jusqu'à six ou huit pieds de longueur, avec une largeur proportionnelle.

« 11° Nos antiquaires ont fait plusieurs réflexions sur le marbre de Sassenage d'un des sept tombeaux qui contenoit l'inscription † *Hic requiescit in pace*.

« Les uns soutiennent qu'on a supprimé le nom et les qualités du défunt pour indiquer son humilité ; quelques autres ont dit que l'on avoit caché prudemment ce nom, parce qu'apparemment le défunt ressembloit à Jacques *Trivulce*, à Charles XII, à certains financiers, qui doivent avoir pour épitaphe, *Hic requiescit qui nunquam quievit*.

« Enfin, quelques littérateurs ont soutenu que la suppression du nom est un effet de la paresse du graveur ; ils ont ajouté que dans les siècles précédents l'on n'étoit pas scrupuleux à indiquer les vices des morts : ils ont cité à ce sujet une inscription tirée d'une épitaphe plaquée dans le cloître de Saint-Maurice-de-Vienne en Dauphiné, en faveur de *Bertiou de Lay*, Capiscol du Chapitre de Saint-Maurice, mort en 1252, qui fonda cinq anniversaires : le premier, pour le repos de son âme, le cinquième *pro remedio animorum illorum, quos in aliquo defraudaverat*. On présume que cet ecclésiastique scrupuleux avoit exercé l'art de *Dom Tittrier*. J'ai extrait cette note de la page 122 du savant *factum in-folio*, imprimé chez Cuchet, en 1764, à Grenoble, pour les consuls de Romans, en Dauphiné, contre le Chapitre de Saint-Barnard, de la même ville.

« 12° *Remarque*. — En partant des sept tombeaux, si l'on avance encore de 180 toises d'orient en occident, en suivant toujours le même chemin, on parviendra à une platte-forme de roc, qui n'est éloignée que d'environ 20 toises de la face méridionale de l'ancien château-fort des Dauphins, que nous nommons la Tour de feu M. de Rabot : arrivé à ce point qui est élevé d'environ 50 toises au-dessus du niveau de l'Isère, il est très difficile de deviner où l'on avoit placé l'ancienne grande route de Grenoble à Lyon, quoique l'on aperçoive à quelques pas au-dessous, du côté du midi, deux excavations en zig-zag, taillées dans le roc vif, de 7 pieds de large et de 4 de profondeur, qui paraissent avoir servi de grand chemin ; mais si l'on continue de suivre les murs d'enceinte de la ville, et à descendre encore quarante pas du côté de la Porte-de-France, on trouvera le plan du rocher si rapide, que

l'on croira d'abord qu'il a été impossible aux anciens d'y asseoir une route publique ; cependant, à force de faire des recherches, l'on y découvrira encore sur le roc quelques pouces de hauteur d'un reste de fondations du mur de retènement de cet ancien chemin, qui est aligné à travers le mur d'enceinte de la ville, et qui est dirigé vers l'église de Saint-Martin-le-Vinoux. C'est ainsi qu'à force d'observer, nous parvenons à confirmer les documents de l'Histoire par les Monuments, et à vérifier que les Grecs, les Romains et les Allobroges, pour faciliter la défense des villes, en rendoient les avenues difficiles et remplies de coupe-gorges. Aujourd'hui, l'on pense différemment.

« 13^e *Observation.* — J'ai prouvé que les sept tombeaux que j'ai décrits constatent que, dans le huit ou neuvième siècle, le grand chemin de Grenoble à Lyon passoit de la porte de Chalemont à la Tour de Rabot, précisément où il existe encore aujourd'hui : j'ajoute présentement que cette même route d'avenue étoit en usage sous les premiers Empereurs Romains ; pour justifier cette assertion, il me suffira de rapporter : 1^o que l'on vient de découvrir les fondations d'un petit temple carré long, dédié au dieu *Mars* ; ce monument est situé dans la partie septentrionale du champ qui borde le mur oriental de la Tour de Rabot ; il avoit environ 12 pieds de longueur et 9 de largeur d'orient à occident ; dans la construction, on avoit employé du ciment au lieu de mortier simple. Au centre de l'esplanade, qui est actuellement plantée d'hautain, à douze toises du milieu de la façade du temple, du côté du midi, et en face du château des Dauphins, l'on a trouvé, à trois pieds de profondeur dans la terre, le piédestal de pierre blanche qui soutenoit la statue de la divinité, qui étoit probablement de bronze. Sur le sez de ce piédestal, qui a une corniche, on lit cette inscription, gravée en caractères romains, qui étoient en usage dans le premier siècle de l'ère des chrétiens :

MARTI AVG
CASSI
SEVER INVS
I
CENSOR NVS.

« Ce temple dominoit la ville et le grand chemin dont il s'agit et il n'en étoit éloigné que d'environ 30 toises.

« Ce piédestal remarquable a été donné par le propriétaire au Cabinet d'Histoire naturelle de Grenoble; depuis quelques jours, il est déposé dans le vestibule de notre bibliothèque publique : le temple de Mars, protecteur de la ville de Grenoble, étoit desservi par des *Flamines*; ce fait est prouvé par l'inscription antique qui est placée dans le mur de la maison de M. Rey, à la gauche, à côté du perron d'entrée, place Grenette : je l'ai copiée aussi fidèlement.

A. CAPRILIO ANTVLLO
FLAMINI MARTIS
PRIMVLVS
LIB. PATRONO.

« Ce temple, réuni à cette épigraphe, démontre que les Romains, les premiers politiques du monde, considéraient déjà *Cularo*, que l'on a ensuite nommé Grenoble, comme une clef des Gaules, c'est-à-dire comme une ville essentielle par sa position, puisqu'ils y avoient fondé une espèce d'Ecole d'artillerie, sous le nom des *Flamines* ou Prêtres collégiés de Mars.

« Dans tout autre temps, j'aurais rougi d'écrire à un Dame aimable une lettre très longue, remplie de latin, de sarcophages, d'*anticailles*, de chemins et de morts, sans oser y insérer un petit *memento* pour le vivant; mais je me conforme à la circonstance; vous vous plaisez aux recherches sur la vérité, la vertu, les talents, l'esprit et le génie dans les arts et dans les sciences; je sais encore que vous vous aidez à donner l'exemple de reléguer dans les antichambres les dissertations sur les généalogies, les lévriers, les romans, les cuisiniers, les préséances, le jeu, la parure, la bagatelle et les vices du prochain. J'ai l'honneur d'être, etc. »

*Notes prises dans les Registres de Paroisses
et dans les Archives des Mairies,*

par M. GIRARD, instituteur.

**Registre des délibérations de la municipalité du
Monestier-de-Clermont.**

**1. — La communauté de Saint-Paul-lès-Monestier
se sépare de celle du Monestier-de-Clermont.**

« Du mardy seize février mil sept cent quatre-vingt-dix, sur les huit heures du matin, audit Monestier-de-Clermont et dans l'église dudit lieu, pardevant nous Foron, curé, président; écrivain, le secrétaire, ont été présents : Jean-Pierre Allemand, vichâtellain, Jean-François Allemand, Ennemond Liotard, Pierre Polin, Claude Martin, Joseph Bertrand, Antoine Joubert fils, Ennemond Allemand, André Bonnet, Joseph Perrin, Claude Brizard, Pierre-Antoine Mounier, Joseph Ferrier, Pierre Vieux, André Bouniot fils, Pierre Morin, Jacques Paquier, Joseph Allard, Claude Polin, Antoine Bérard, Alexandre Cuchet, Louis Joubert, Jean Allemand, Jean Brizard, Jean Barthélemy, Joseph Billat, Louis Daspre, Joseph Paquier, Pierre Fajon, André Perret, François Mouttet, Alexandre Alloard, Joseph Polin, Jacques Liotard, Antoine Verdurant, Pierre Pollin.

Lesquels après que ledit Morin a eu prêté, entre les mains de nous Président, le même serment prêté par les autres votants dans le procès-verbal du jour d'hier dont lecture lui a été faite, se sont aperçus de l'absence de tous les habitants de Saint-Paul, quoique prôné et affiché aux formes ordinaires, comme faisant corps de communauté avec ce lieu du Monestier-de-Clermont, qu'il n'y a que le sieur Vallier de Ponsonnanche, paroisse de Saint-Paul, qui a fait les fonctions de secrétaire greffier du corps desdites communautés, que par notice verbale ils ont appris que les habitants de la paroisse de Saint-Paul se sont érigés en municipalité séparément dans leur paroisse, ce qui est illégal et irrégulier par le fait et par le droit; par le fait, ils devaient le notifier juridiquement aux habitants, et par le

droit, un corps de communauté est indivisible. D'ailleurs les susnommés habitants ont ouï dire qu'il existe un procès de division de corps entre les deux communautés, que ce serait donner champ libre et gain de cause à la paroisse de Saint-Paul si on tenait un profond silence contre leur prétendue municipalité, contre laquelle les habitants font toutes protestations d'extinction et d'opposition en l'état ; mais comme les habitants sont ennemis de tout procès, ils députent le sieur Perrin, procureur de la commune, pour qu'il aye à consulter sur le fait de cette prétendue division de communautés, d'inviter les habitants de Saint-Paul de se joindre à luy pour consulter aux fins desdits différends. Et ensuite ledit procureur de la commune par consultation de jurisconsultes, avec pouvoir de traiter, transiger à tel prix clauses et conditions qu'il jugera à propos. Luy donnant à cet effet tout plus amples pouvoirs, le relevant même des charges de la présente avec pouvoir aussy d'élire procureur, le révoquer, en constituer d'autres, affirmer de ses voyages, séjour et retour. La présente procuration aura son exécution jusques à révocation expresse. Et ont signé ceux qui le savent. »

2. — Proclamation du procureur de la commune à la première réunion de la municipalité nouvelle (1).

« La confiance publique vient de vous déférer une tâche bien importante, c'est peut-être un des objets les plus grands dans la société que celui d'être l'agent des volontés et de la fortune de ses semblables ; mais c'est aussi le plus exposé à l'opinion publique ; c'est elle qui fera votre gloire et la récompense de vos travaux, lorsque vous mériterez son approbation, tout comme elle livrera vos noms à l'opprobe, à l'infamie et à la proscription, si par une lâche condescendance vous étiez assez vils pour vous laisser séduire ; n'en doutez pas, vos décisions peuvent influer sur le sort de vos enfants, de vos frères, de votre postérité entière.

Oui, Messieurs, les premières délibérations peuvent servir

(1) Du dimanche vingt-unième jour du mois de février mil sept cent quatre-vingt dix.

de modèle à vos successeurs, prenez garde à ne pas leur donner l'exemple funeste d'achever le malheur du peuple. N'auriez-vous recueilli des suffrages que pour en consommer la ruine ? La voix de vos concitoyens ne vous aurait-elle appelés pour corriger les anciens abus que pour en introduire de nouveaux ? (Eloignons nos regards de cette idée effrayante). La voix du peuple est juste, elle ne sera point trompée par le choix précieux qu'elle a fait de vous, elle en obtiendra tout l'effet que sa justice exige et que son impatience attend.

Un objet bien important dans l'ordre des choses et dans les circonstances présentes, est le secret respectueux et inviolable que chacun doit garder pour les décisions qui vont être portées sur les différentes matières soumises à votre discussion ; que chacun de nous soit convaincu que la prudence, si nécessaire dans toutes les circonstances, devient indispensable dans celle-ci ; que de gêne pour les opinions, que de haines vous suggéreriez, quel trouble vous feriez naître, quel mépris vous inspireriez pour votre conduite, si par des déclamations inconsidérées, vous alliez tourner en ridicule votre propre ouvrage ; qu'au sortir de cette enceinte tout soit respecté jusqu'à nos faiblesses mêmes.

A M. le curé, qui a été président :

Et vous digne pasteur, cher à tant de titres, qui avez le premier si bien dirigé notre marche nouvelle, agréez l'hommage si bien mérité de la commune de ce lieu, par l'organe de l'interprète de ses sentiments, pour la régénération des mœurs que vous avez si heureusement opérée. A quel degré de perfection ne devons-nous pas espérer, conduits par le rare exemple de la vertu tout entière.

Au Maire :

Et vous, Monsieur, auquel la réunion des suffrages fait le plus grand éloge en vous plaçant à la tête de cette honnête assemblée, votre influence entrera pour beaucoup dans les décisions ; c'est ici où vous devez déployer avec plus de zèle et de courage toute l'énergie dont vous êtes susceptible ; aidez de vos avis ceux qui, encore peu accoutumés à des fonctions aussi importantes, pourraient être embarrassés pour développer leurs idées confuses.

Hâtons-nous, Messieurs, de réunir nos efforts pour concourir au rétablissement de la félicité publique et prouvons par notre respectueux dévouement aux décrets de nos augustes représentants que nous étions dignes du bonheur qu'ils nous préparent. C'est ici où nous devons oublier tout intérêt particulier, toute haine, tout ressentiment, toute cabale, toute passion enfin, pour ne nous attacher qu'au bien général ; et ne voyant dans nos frères que des hommes semblables à nous, substituons nos noms à la place des leurs, lorsque nous aurons quelques abus à corriger, quelques rivalités d'intérêts à combattre, et que la pieuse maxime de traiter les affaires des autres comme les nôtres soit l'écueil où iront échouer toutes injustes prétentions. »

3. — Recherche de la paternité.

« Le dernier jour du mois de mars mil sept cent cinq, Magdeleine Achard, fille de Jean, du lieu de Palanfrey, mariée depuis cinq mois à Charles Lalfèze, fils de Jean du Monestier-de-Clermont, s'étant accouchée d'une fille, ledit Jean et Charles Lalfèze père et fils m'auroient requis de la baptiser sous le nom du nommé Jean Corréard dudit Palanfrey, de qui ladite Achard avait dit être enceinte. Ce que j'aurais refusé de faire sans être assuré de la chose, et d'ailleurs n'étant pas l'usage de l'Eglise de baptiser les enfants sous d'autres noms que sous ceux des personnes conjointes en légitime mariage. Mais ayant vu depuis, dans le greffe de Chataillenie du lieu du Monestier, une déclaration publiquement faite par ladite Magdeleine Achard du 16^e mars 1705, par laquelle elle a dit et déclaré, moyennant serment, qu'elle était enceinte des œuvres et propre fait dudit Jean Corréard, environ quatre mois avant son mariage avec ledit Charles Lalfèze ; laquelle déclaration elle m'a réitéré de vive voix et soutenu être véritable, en présence de Pierre Faucherand, Vaneyre, consul, et Antoine Rivet, cordonnier, cejourd'hui quatrième avril mil sept cent cinq. Surquoy pour satisfaire au devoir de ma charge, j'aurais exhorté ladite Achard et Lalfèze son mari de faire baptiser ladite fille née, à quoy ils ont consenti ; et pour ne pas préjudicier à aucune des parties, je lui ai donné simplement le nom d'Honorade. Le

parrain a été Guigues Faure, taneur, et la marraine honnête Honorade Giroud, femme de Jacques Duclot, cordonnier. Présents : Jean Barthellemy, fils de Jean et Pierre Liotard, fils de François, témoins requis et signés. »

DISCUSSION. — *M. Milanta.*

En thèse générale, l'enfant conçu est réputé né, c'est pour cette raison que la reconnaissance est possible avant la naissance.

Il est bon de noter qu'aujourd'hui la reconnaissance d'un enfant naturel faite par sa mère ne peut entraîner la reconnaissance de son père. Sous l'empire du Code civil, le père *seul* a qualité pour reconnaître son enfant naturel, même simplement conçu : admettre la théorie contraire, serait permettre la recherche de la paternité, formellement interdite par l'article 340 du Code civil.

La loi anglaise actuelle ne considère que le moment de la naissance pour déclarer l'enfant légitime ou non.

4. — Refus d'inhumation. — Année 1755.

« Nous Ennemond Faucherand, châtelain de la vicomté de Trièves, sur le refus fait par M. Joseph Wanberkel, prêtre et curé du Monestier-de-Clermont audit vicomté, d'inhumer Jeanne Liotard qui était dans la démence depuis quelques années et qui décéda le jour d'hier sur les cinq heures du soir, d'une mort naturelle, ainsi que résulte de la procédure par nous faite cejourd'hui à la requête de notre procureur d'office, en sorte que ladite Jeanne Liotard aiant eu fait son devoir de catholique, nous estimons que la sépulture doit lui être accordée dans le cimetière. Donné au Monestier-de-Clermont ce trente-unième octobre mil sept cent cinquante-cinq. Ainsi à l'original : Faucherand, châtelain, Vallier, substitut de greffier.

L'an mil sept cent cinquante-cinq et le dernier jour du mois d'octobre, par moi Pierre Paquier, sergent de la vicomté de Trièves, reçu au greffe de ladite vicomté, résidant au Monestier-de-Clermont, soussigné, au requis de Claude Brizard, procureur d'office de la vicomté de Trièves.

L'ordonnance cy dessus a été intimée et signifiée à M. Joseph Wanberkel, prêtre et curé audit Monestier, aux fins qu'il n'en ignore, et sur le refus par lui fait à l'impétrant à l'exhibition de

ladite ordonnance et déclaration que le procès-verbal de visite et audition de témoins a été faite cejourd'hui en conformité de la déclaration du roi du 9 avril 1736. J'ai de nouveau interpellé le s^r Wanberkel d'inhumer ladite Jeanne Liotard, et à refus, il est protesté de tout ce que de droit, lui aiant à ces fins laissé la présente dans la maison curiale parlant à lui. Signé : Paquier. »

NOTA. — Suit au registre l'acte d'inhumation au cimetière de ladite Jeanne Liotard, dressé et signé par M. Wanberkel, curé.

..

Le 21 mai 1763, l'évêque de Die se rendit en visite pastorale au Monestier-de-Clermont qui faisait alors partie de son diocèse. Il y institua une fabrique de marguilliers. Le cimetière était situé autour de l'église, comme on le voit encore aujourd'hui dans beaucoup de communes. Sous prétexte qu'il était assez indécent, il le transféra hors du bourg, dans une pièce de pré appelé l'Etaudé, que M. le vicomte de Bardonenche avait vendu à la communauté. Le cimetière du Monestier-de-Clermont n'a pas été déplacé depuis. Il était entouré d'une haie vive ; on l'a clos de murs en 1895.

5. — Année 1749. — Mémoire pour servir d'instruction pour la fondation faite par sieur Elisée Samuel, à l'église du Monestier-de-Clermont.

« Par testament dudit Elisée Samuel, natif de ce lieu, résidant au lieu de Villarmin, en la province de Savoie, reçu par M^e Claude Guillère, notaire ducal, en date du premier avril 1635, expédié par commission sur le protocol dudit Guillère par M^e Daniel du Périer, à la requette du s^r Pierre Allier, prêtre et curé de ce lieu, ledit Samuel a donné au s^r curé et à ses successeurs à ladite cure tous les droits qu'il avait à prétendre sur les biens de M^e Jean Samuel et Madeleine Pichon, ses père et mère, ensemble une pièce de vigne située à Saint-Michel, plusieurs meubles et instruments de musique qu'il avait dans un coffre, à la charge que le s^r curé dirait une messe perpétuellement tous les samedis pour le salut de son âme et qu'il ferait construire une chapelle sous le vocable de Notre-Dame, joignant ladite église avec un petit clocher au-dessus,

et outre a donné encore son drapeau colonel a ladite chapelle et autres choses énoncées audit testament.

Par transaction du cinq janvier 1642, reçue M^e Giroud, notaire, s^r Jacques Fauchet, qui possède les biens sujets aux hypothèques dudit Elisée Samuel et qui lui avaient été relâchés par les héritiers du s^r Jean Samuel et Madeleine Pichon, abandonna au s^r Allier et à ses successeurs en ladite cure une pièce de pré et terre située au terroir de Saint-Paul, lieu dit pré la Ville, de la contenance d'environ sept setterées avec ses confins désignés audit acte, plus une pièce d'hermes, terre et bois au terroir du Monestier appelé aux Clots, contenant environ cinq settérées, les confins de laquelle sont de même compris audit acte, à la charge par ledit curé et ses successeurs de faire le service porté par le testament énoncé cy-dessus qui est de prier Dieu et dire une messe tous les samedis pour le repos de l'âme du testateur, ou vraiment comme bon lui semblera, à l'autel qui sera dressé à ce sujet à la forme du testament; au moyen de quoi ledit s^r curé est content et satisfait pour ladite fondation.

Le susdit testament est enregistré sur le protocol dudit M^e Giroud, ensuite de ladite transaction, attendu qu'il en fait mention dans ledit acte. Messire Pierre Allier, curé de ce lieu, fit son testament, reçu M^e Giroud, notaire, le 10 juillet 1665; il laisse et abandonne à la cure dudit lieu une pension de sept barreaux vin qui lui était due par Jean-Chenu Distral des Magelines, annuellement comme aussi la pièce de pré et terre de la Ville, à lui relâchée par le s^r Fauchet, attendu que tous les biens cédés audit Fauchet par les héritiers Samuel et Pichon étaient tenus par ledit s^r Allier qui les avait fait vuider audit Fauchet, et il est dit que dans le cas que les curés ses successeurs ne fussent contents de la susdite pension ou pré et terre, que son héritier prélèverait toutes les créances et droits par lui acquis sur les biens de Samuel et Pichon antérieurs et privilégiés à ceux d'Elisée Samuel.

Par autre testamment reçu, M^e Benoît, notaire, le 13 février 1676, laisse et abandonne à l'église ou chapelle sous le vocable de Notre-Dame le susdit pré de la Ville uniquement pour tenir lieu pour ladite fondation.

Messire Ennemond Giroud, prêtre et curé de ce lieu, succédant audit s^r Allier, naïant pas été content du pré de la Ville relâché par ledit s^r Allier, dans son testament cy-devant énoncé se serait adressé à Pierre Faure, héritier dudit s^r Allier, pour augmenter ladite fondation, attendu que ledit pré n'était pas suffisant pour former le capital de ce qui était dû audit feu Elisée Samuel sur les biens que possède ledit Faure qui était sujet aux créances que ledit Elisée Samuel avait données à l'église, il avait transigé de l'autorité de Mgr l'Evêque de Die, en cours de visite, devant maître Surre, notaire, le 17 may 1676, par laquelle transaction il est porté que ledit M^e Giroud, faisant tant pour lui et que ses successeurs, au moyen de la vuidange et abandon que ledit Faure lui fait de la pièce de pré et terre du pré de la Ville et encore de la terre des Clots, que ledit feu Fauchet avait donnée audit s^r Allier, énoncés aux actes cy-devant spécifiés en quoi qu'ils consistent, et outre ce la pension des sept barreaux de vins due par Jean-Chenu des Magelines pour une vigne à lui apensionnée par ledit s^r Allier, suivant l'acte reçu M^e Daunet, notaire, et finalement la vigne de Saint-Michel donnée pour ladite chapelle par ledit Elisée Samuel dans son testament de 1635 ; moyennant quoi ledit s^r Giroud se tient content, demeurant chargé, lui et ses successeurs qui jouiront des susdits pré, terre, bois, hermes, pension et vigne, de faire le service de ladite chapelle à la forme du testament dudit Samuel, convenu et accordé entre les parties de l'autorité de Mgr l'évêque de Die.

Extrait des papiers qui sont au pouvoir de Joseph Paquier, successeur dudit Faure, habitant aux Combes, paroisse de Roissard, et dans un coffre, dans la maison qu'il a en ce lieu audit Monestier, juin mil sept cent cinquante. »

Signé : WANBERKEL, curé.

« Michel Romand dit Banchet, dans le commencement du mois de may de l'année mil sept cent quarante-huit, fit son testament, reçu M^e Faucherand, notaire, par lequel il donne et lègue à perpétuité la somme de douze livres de pension pour dire des messes pour le repos de son âme et de ses auteurs, sans en fixer le nombre, pour laquelle pension il hypothèque tous ses biens. »

Signé : WANBERKEL, curé.

« En l'année 1749, le 27 janvier, Madeleine Bonnet, veuve et héritière dudit Michel Romand, donne et lègue dans son testament, reçu M^r Giroud, une pension à perpétuité de la somme de deux cent cinquante livres pour un prêtre qu'elle nomme, et réserve à perpétuité la nomination de ses successeurs et patronnage à M^r Ennemond Faucherand, notaire, et à ses héritiers, lequel prêtre doit dire, tous les dimanches et fêtes de l'année, une messe matinière et administrer les sacrements avec le s^r curé dans cette paroisse, et dire tous les samedis de l'année, à perpétuité, une messe pour le repos de son âme.

Après bien des contestations entre ledit M^r Faucherand et Monseigneur l'évêque de Die pour le droit de patronnage de la nomination de Messire Alexandre-Gabriel Faucherand, son frère, faite par ladite veuve Romand, Monseigneur, par acte ambigu, a admis la fondation et entretenu la nomination dudit s^r Faucherand et a fixé l'heure de cette messe matinière à cinq heures en été et à sept heures en hiver. »

Signé : WANBERKEL, curé.

« Il est intervenu transaction entre Messieurs de La Plane, prieur de Treffort, et Sibeud, curé de ce lieu du Monestier, reçue M^r Benoit, notaire y demeurant, par laquelle ledit s^r de La Plane, pour lui et ses successeurs audit prieuré, s'oblige de paier audit s^r Sibeud et à ses successeurs à ladite cure, annuellement et perpétuellement, seize settiers de froment beau et et bon, mesure de la vicomté, à la maison prieurale et non ailleurs, et à choisir sur le total des censes errantes sur au moins la quantité de trente settiers dans le courant du mois de novembre de chaque année.

Ceci est extrait du protocol de M^r Benoit. »

Signé : WANBERKEL, curé.

6. — Inhumations dans l'église du Monestier-de-Clermont.

« L'an mil sept cent cinquante et le cinq janvier, dans l'église de ce lieu, *à cause du gel*, a été enterré Jean, décédé hier, âgé d'environ trois ans, fils d'Antoine Bertrand, consul moderne de cette paroisse. A sa sépulture ont assisté Guigues Chion et

Pierre Gontard, tous deux ménagers de ce lieu, qui n'ont pas signé pour ne savoir de ce enquis.

L'an mil sept cent cinquante-un et le quatorze janvier, dans l'église et chapelle de cette paroisse, a été enterrée haute et puissante dame Madame Marie de l'Etang de Murat de Servien, veuve de haut et puissant seigneur Messire René-Alexandre de Bardonenche, vicomte de Trièves, conseiller du Roy en tous ses conseils et président au parlement de cette province, décédée ladite dame à Grenoble, le jour d'hier, dans son hôtel, après avoir reçu les sacrements de l'Eglise, ce qui nous a été assuré par Messire Antoine Vallier, prêtre de l'église de Grenoble et député du chapitre de ladite église pour conduire le corps dans ce lieu. A sa sépulture ont assisté Messires André Freychet, prêtre et curé de St-Sébastien en Trièves, Jean-Joseph Allègre, curé commis de Toranne, et autres avec nous signez. »

Registres de la paroisse de Saint-Andéol.

7. — Extrait d'une lettre de pacification du 1^{er} août 1788.

« Le roi a été informé qu'on a répandu le bruit qu'il était dans la disposition d'exiger de nouveaux impôts et de les asseoir sur le revenu du peuple, le plus indispensablement nécessaire. Instruit des véritables intentions de Sa Majesté, Monseigneur l'évêque de Die, député à l'assemblée du clergé, m'écrit et me charge de vous assurer qu'elles sont très éloignées de celles qu'on lui suppose, qu'elle a mis tout accroissement sur les 10^{es}; qu'elle veut qu'il ne puisse y en avoir qu'après un nouvel abonnement; que l'imposition projetée pour le rachat de la corvée n'aura lieu qu'après certaines mesures prises pour le soulagement effectif du peuple; que Sa Majesté a déclaré de la manière la plus authentique que nul nouvel impôt ne sera demandé avant la convocation des Etats généraux, ni imposé qu'avec le consentement de la nation; qu'elle s'occupe de grandes réformes pour éviter toute augmentation de charges à l'époque de leur teneur, et que, dans ces vues, elle vient d'accorder l'assemblée des Etats de la province. Monseigneur

l'évêque vous conjoint tous de ne rien oublier pour contribuer à maintenir la tranquillité publique et pour inspirer aux peuples une parfaite confiance aux intentions paternelles de Sa Majesté. »

8. — L'Hiver de 1788.

« La présente année 1788, point d'hiver rude et point de neige; on a commencé à couvrir (semailles de printemps) le 11^e mars et sans presque aucun dérangement. La récolte a été assez passable. Mais l'hiver de 1789 a commencé le 5 février très rude jusqu'au moins au mois de may. La récolte a été néanmoins passable. Charte et aussi beaucoup de trouble public.

La même année, il y a eu de la neige assez pour la saison du 17 au 18 septembre jours de quatre temps, de la veille de la Toussaint au lendemain jour des morts, de la neige assez puisque les troupeaux ont été à la crèche. Beaucoup de diminution sur les capitaux bœufs et moutons. Bien d'envieux en pénitence à ce sujet. »

9. — Sécheresse en 1791.

« La présente année mil sept cent quatre-vingt-onze, année d'une extrême sécheresse, nous avons fait des prières publiques, neuvaines, processions, entre autre une à la chapelle de la Combe de Gresse, sous le vocable du Sacré cœur de Jésus, le douze septembre. La pluie tant désirée est enfin, par la miséricorde de Dieu, tombée le 10 octobre au soir. Elle a causé une joye générale et le sujet de nos actions de grâce; néanmoins, les semailles ont eu peine à parer la terre. Par surcroît il est tombé une quantité de pluie et ensuite de neige, d'environ quatre pieds de neige, et c'est avant la fin de la présente année. »

Registres de la paroisse de Château-Bernard.

10. — Une maladie des animaux domestiques en 1714.

« L'année mil sept cent quatorze et le septième juin, on a été obligé de bénir le gros et le menu bétail à cause d'une espèce

de peste dont la plupart étaient atteints et dont le reste était menacé. Ce mal leur venait à la langue, c'était un bouton rouge, bleu par le pied et blanc autour du bleu, qui leur coupait la langue dans vingt-quatre heures. Le remède pour les guérir est en leur emportant le bouton avec une pièce d'argent et leur laver la playe avec du sel bénit, du vinaigre, de la sauge, de l'impériale et du poivre jusqu'à la guérison de la plaie. Défense à Grenoble et ailleurs, sous peine de la vie, de tuer aucun bétail qu'il n'eust été visité. Le jour de l'octave du corps de Dieu, on fit la fête en cette paroisse pour apaiser la colère de Dieu justement irrité contre nous à cause de nos péchés ; ce même jour, on amena le bétail des hameaux qui sont auprès de l'église ; le lendemain on feut au-dessous de la Chenevarie où on amena ceux des hameaux voisins auprès d'une croix où on fit pareillement la bénédiction sur les animaux. Ce récit de nos malheurs servira à la postérité de digue pour retenir dans l'amour et la crainte du Seigneur qui les préservera de semblables malheurs. Ainsi soit-il.»

Signé : BIDAŁ, curé.

**11. — Service des limites de la dime de l'Œuvre fait
le 25 juillet 1737.**

« Nous, curé châtelain, ancien tenancier et voisin des fonds faisant la dime à l'église de Château-Bernard, cejourd'hui vingt-cinq juillet mil sept cent trante-sept, avons esté commis et député pour voir et renouveler les limites de la dime appelée dime de l'œuvre, pour servir de mémoire à nos successeurs ; aux causes, nous avons commencé par la dime dépendante du hameau du Mas, qui confine du levant le ruisseau du Mas, à commencer au chemin qui va à la Combe, tirant droit à la pierre du Chien, et de ladite pierre en droite ligne du même côté du levant à la croisée du chemin qui va de Laye au puy Trangouillat, qui sert de limite à ladite dime du côté de Laye. Le chemin de la Combe à commencer au ruisseau du Mas jusqu'à une limite qui est entre les fonds de Claude Girard et André Vallier, près ladite limite éloignée de la muraille de sieur Jean Vallier, bourgeois, d'environ cinq toises, laquelle limite nous avons marqué d'une croix. Ledit chemin ainsi

désigné par des limites à ladite dîme du côté du midy et tirant droit du côté de bise depuis la limite de Claude Girard et André Vallier et fut marquée jusqu'au clapier (tas de pierres) où il y a un buisson, depuis dans le champ de Claude Garnier gendre, du mas Roux, qui est l'ancienne limite de ladite dîme. Chemin faisant, nous avons de même marqué d'une croix une pierre en forme de Rocher qui se trouve dans le champ de Pierre Riondet-Gafet, éloignée ladite pierre du sentier du Mas d'environ une toise et demie. Ensuite tirant encore du côté du midy depuis le buisson cy sur marqué jusqu'au ruisseau du couchant, parcours qui sert de limite à ladite dîme du côté du couchant jusqu'au chemin de Laye cy sur mentionné. Nous avons aussi de même marqué une pierre à la sortie des champs, à l'entrée du chemin qui va au Mas en droite ligne de l'angle de la grange de dessus de Claude Girard qui est l'ancienne limite tirant droit jusqu'au ruisseau du parcours au ruisseau sec qui vient de derrière le fonds de François Riondet du puy Trangouillat. Ce qui a été fait en présence de Claude Girard, ancien tenancier et voisin de dîme de Lœuvre, d'André Vallier de même, de Claude Dussert, rentier, de M. le prieur de Vif, qui ont signé; de Claude Samuel, beau-père dudit Dussert, d'Estienne Garnier, voisins et tenanciers de fonds qui font ladite dîme, de Claude Riondet, de même Claude Garnier gendre, qui n'ont signé pour ne sçavoir enquis et requis. »

12. — Annulation d'un commun accord de promesses mutuelles de mariage.

« En présence des soussignés, pardevant nous curé de la paroisse de Château-Bernard, ont comparu Jean Dussert, bouchier, d'une part, et honnête Jeanne Martin-Fleuret, d'autre part; lesquels, d'un commun accord et après mûre délibération, ont déclaré se départir des promesses mutuelles qu'ils s'étaient fait de s'épouser en face de notre mère Sainte-Eglise, suivant l'acte reçu M^e Dussert, notaire, le dix septembre mil sept cent cinquante-huit, et qu'en conséquence ils se rendent libres comme ils étaient auparavant, ledit acte, ainsi qu'ils ont convenu, en présence de Pierre Martin-Fleuret, le sixième janvier mil sept cent soixante-six; les parties illettrés de ce enquis et requis. »

DISCUSSION. — *M. Milanta.*

Aujourd'hui les promesses de mariage n'existent plus dans la pratique ; si on venait à en formuler, même devant notaire, elles seraient sans valeur, à *fortiori* si elles renfermaient une clause pénale : le mariage devant être, avant tout, absolument libre.

Toutefois, la jurisprudence a admis avec raison que la rupture intempestive et injustifiée d'un mariage arrêté entraînerait des dommages-intérêts pour indemniser l'autre partie, victime de cet incident, en réparation de préjudice matériel et moral souffert par elle.

13. — Hiver rigoureux de 1770.

« En 1770, l'hiver fut fort rude ; on écrivit de Paris que la Seine avait gelée six pieds de profondeur et la terre était gelée sept pieds. Le mois de may suivant fut très mauvais ; il commença à faire bien froid le second du mois ; le 3^e il neigea et continua pendant huit jours à neiger avec des bises fort froides, et continua à faire froid jusqu'au vingt juin. Les vignes des pays les plus élevés qui avaient commencé à pousser gelèrent aussi bien que les noyers et autres arbres qui avaient fleury. La feuille ne commença à se déclarer que vers le 24 ou 25 de may rien que dans les ruisseaux. Avant le mois de may, on ne voit pas planter les *fouillats* sur les plus hautes montagnes, car le dernier de may, on commençait seulement à connaître quelque verdure d'arbres au pied des bois de la Combe et on commença aussi seulement à reconnaître quelques épis de bled dans les endroits les plus chauds de ces pays. Toutes les avoines n'étaient pas encore achevées, on fit aussi les chanvres vers la fin de may. La récolte fut très médiocre, car on commença seulement à moissonner vers la fin de septembre. Le huit octobre suivant, il neigea et fit un si grand froid qu'il gela les raisins qui n'étaient pas meurs et on ne vendangea que vers la Toussaint ; il n'y eut pas ou presque point de vin depuis Champrond (hameau du Gua) dans les hautains. Les avoines qui n'étaient pas mûres gelèrent de même, et les noix et les châtaignes et autres fruits. Ainsi à côté une grande disette. A la saint Thomas, le vent fit fondre les neiges des montagnes, et la grande quantité d'eau

qu'elles rendirent fit que Grenoble fut inondé y ayant six pieds d'eau à la Granette et huit à la rue Montorge. »

**Préjugés et superstitions dans les campagnes de l'Isère
à la fin du dix-neuvième siècle,**

par M. GIRARD.

L'instruction populaire a fait de nos jours des progrès considérables, nul ne songe à le nier. Cependant, à entendre parfois raisonner certains paysans, les bonnes femmes, on peut se demander si notre civilisation n'est pas plutôt superficielle que profonde et si nous n'en sommes encore qu'à une ébauche. On ne saurait croire combien est grand dans nos campagnes le nombre des personnes simples dont le cerveau est hanté par des préjugés, des superstitions, des croyances ridicules ou absurdes.

J'ai maintes fois rencontré des gens d'apparence très sérieuse, qui croyaient absolument à l'existence de sorciers qui avaient la faculté de donner des mauvais sorts : eux ou leurs voisins en avaient été les victimes. Inutile d'essayer de les contredire, de leur faire entendre raison, ils se seraient fâchés.

Ici, à Beaucroissant, beaucoup de personnes ont le don de conjurer les brûlures, les entorses, et tout le monde se soumet à leurs pratiques, qui du reste sont inoffensives.

Dans la région de Saint-Marcellin, un grand nombre de localités possèdent des reliques qui, au dire des bonnes femmes, ont des propriétés surprenantes pour la guérison de certaines maladies particulières. Il suffit de s'y rendre, de faire une offrande à l'église et des prières d'une durée plus ou moins longues, pour obtenir un complet rétablissement.

Ainsi, quand de jeunes enfants sont longs à marcher, s'ils se tiennent les jambes croisées, ils sont ingervairés, ils ont le mal de Saint-Gervais, il faut les conduire à Saint-Gervais, près de Vinay, sans tarder ; car l'enfant mettra aussi longtemps à marcher après le voyage qu'on en aura attendu de l'y mener.

Une personne a-t-elle du mal sur la figure ou sur d'autres parties du corps, elle est atteinte du mal de Cras, de Saint-Jean-de-Soudain ou de La Tour-du-Pin. Vite, il faut partir pour une de ces localités, faire offrande et neuvaine. Mais, comme chacune a des attributions qui lui sont propres et n'empiète jamais sur les droits des autres, on s'assure préalablement de la bonne. Voici le moyen, réputé infailible : on met tremper dans de l'eau trois feuilles de lierre par exemple, une pour chaque pays, avec une marque spéciale. Au bout de vingt-quatre heures, celle qui sera tachée indiquera le lieu où l'on doit se rendre.

Parménie possède une vraie dent de Sainte-Appolonie ; on y va pour se guérir des maux de dents.

Les enfants peureux doivent être conduits à Saint-Paul-d'Izeaux ou à Saint-Antoine.

Si vous saignez trop fréquemment du nez, allez offrir à Brezins ou à Burcin.

Ceux qui transpirent de la tête se rendent à Beaulieu, près Vinay, et accrochent leur chapeau près d'une fontaine.

Quincieu est souverain pour les maladies des poules et des autres animaux.



Séance du 7 décembre 1896.

Présidence de M. MILANTA, Vice-Président.

ÉLECTIONS

Sont nommés membres titulaires :

MM. D^r DUFOUR ;
D^r PIAGET ;
D^r PERRET (de Voiron) ;
D^r THEVENET (de Voreppe) ;
M. BLANC-NOEL.

Est nommé membre correspondant :

M. BELLIN, médecin à Tencin.

Note sur les dépôts pleistocènes de Dauphiné,

Par M. KILIAN.

M. *Kilian* fait une communication sur les dépôts pleistocènes (quaternaires) du Dauphiné et sur les relations des stations préhistoriques des environs de Grenoble avec ces formations.

Après avoir rappelé que les vallées du Bas-Dauphiné étaient déjà creusées au début de l'époque *pliocène*, ainsi que l'atteste la disposition, décrite par Fontannes, des dépôts marins de cet âge dans, le fjord de la vallée du Rhône, il expose l'histoire de ces vallées jusqu'à l'époque actuelle.

M. Kilian montre les remblaiements et les creusements multiples qui se sont effectués par suite des *glaciations successives*. Il attire l'attention sur l'existence d'une nappe d'alluvions pliocènes qui atteint l'altitude de 700^m à la Féta, dans le Bas-Dauphiné, et dont il a récemment, avec le D^r Ch. Depéret, doyen de la Faculté des Sciences de Lyon, et sur l'indication de M. de Lamothe, retrouvé des lambeaux près de Sainte-Marie-du-Mont, dans la vallée du Graisivaudan, à l'altitude considérable de 900 et 1,000 mètres.

Passant aux phénomènes fluvio-glaciaires de l'époque pleistocène, M. Kilian esquisse rapidement l'histoire des *glaciations successives* et des terrasses de graviers auxquelles, d'après les observations de M. Depéret et les siennes, elles ont donné naissance, d'abord simultanément dans la dépression

de la Côte-Saint-André et dans celle de Saint-Marcellin, *puis dans cette dernière seulement* (vallée actuelle de l'Isère). — Il indique l'existence probable d'un lac en amont de Rovon, comme l'a signalé déjà M. André Delebecque, et insiste sur les problèmes que soulève la question d'origine de ce bassin lacustre.

Les stations préhistoriques des environs de Grenoble sont toutes *néolithiques* ; elles ne peuvent en effet dater que de la fin du Pleistocène, la vallée de l'Isère n'ayant dû devenir habitable que pendant la *dernière* des phases interglaciaires. Les glaciations antérieures ayant eu une amplitude bien plus considérable que la plus récente des invasions glaciaires, cette dernière semble, en effet, avoir été localisée dans le fond de la vallée. — Il est probable même que les abris des Balmes de Fontaine, de l'Echaillon et de la Buisse sont postérieures à cette phase ultime de la « période glaciaire ».

Etude ethnologique des affections variqueuses en France et en Dauphiné,

Par M. le D^r BAISSAS.

L'étude de la pathologie comparée montre qu'il existe dans les aptitudes morbides des diverses races, vivant à la surface du globe, des différences indépendantes du milieu ou du climat. On sait par exemple que la race noire possède une certaine immunité vis-à-vis du cancer, de la fièvre palustre et de la fièvre jaune (1). Le D^r Bordier a même proposé en 1884 de transfuser du sang de nègre au blanc pour le faire bénéficier de cette immunité (2). Par contre la race nègre présente une réceptivité particulière pour le tétanos et la tuberculose. On a longtemps été frappé de l'immunité apparente des juifs pour la peste. Par contre, on reconnaît que chez eux l'équilibre mental est plus instable, et le diabète plus fréquent que dans les autres races.

Nous pourrions multiplier ces exemples et assurer la conviction par des preuves tirées de la pathologie humaine ou de la pathologie vétérinaire.

(1) *Géographie médicale*, par le D^r Bordier.

(2) BORDIER. *Revue mensuelle de l'Ecole d'Anthropologie*, 1891.

Sans insister sur cette question, d'ailleurs traitée par le D^r Bordier (1) avec son habituelle compétence, on est conduit à se demander si dans une population formée par l'apport successif de divers éléments ethniques on ne pourrait retrouver la trace des aptitudes pathologiques propres aux différents éléments constitutifs. Sans doute, le capital pathologique primitivement apporté par chaque race n'est pas resté entier : les croisements de plus en plus fréquents ont nivelé les aptitudes, et donné comme résultante l'apparente homogénéité actuelle. Mais cette homogénéité n'est pas absolue. Au fur et à mesure de leur invasion, les différents éléments ethniques ne se sont pas uniformément répandus dans le pays envahi ; ils se sont localisés dans certaines régions. Nous sommes donc autorisés à penser que leur hérédité y prédomine en raison de leur importance numérique primitive. Si donc, dans l'étude de la distribution géographique des maladies, nous voyons des groupements se dessiner, en rapport avec la distribution géographique des races, nous pourrions logiquement attribuer à ces races une aptitude spéciale pour ces maladies. Ces données générales pourront servir réciproquement à l'analyse ethnologique d'une région, et le plus ou moins de fréquence d'une maladie constituera un renseignement ethnologique d'une certaine importance. Assurément cette importance n'est pas absolue, et les formes physiques, la taille, la couleur des cheveux et des yeux, la forme de la tête, etc., fourniront des renseignements beaucoup plus précis. D'autre part, il faut tenir compte de l'influence du climat et du milieu sur la fréquence des affections : néanmoins la question de race mérite de ne pas être rejetée avant toute enquête.

Dans la série nosologique, ce sont assurément les affections variqueuses qui offrent le plus favorable terrain d'étude au point de vue ethnologique. En dehors des causes secondes tenant au climat, à l'âge, à la profession, on est conduit à admettre comme facteur essentiel dans la genèse de ces affections une prédisposition et, pour employer l'expression de

(1) BORDIER. *Géographie médicale et Dauphiné médical*, sept. 1893. La Question de race en médecine.

Périer, un vice originel dans la qualité de l'étoffe veineuse. L'hérédité se retrouve souvent dans l'étiologie de cette affection : de plus, les comptes rendus des conseils de revision nous fournissent d'importantes statistiques sur sa fréquence. Ces comptes rendus, aujourd'hui surtout que la presque totalité des jeunes gens défile devant les conseils, constituent une mine précieuse depuis longtemps utilisée par les ethnologistes. Depuis les études de Boudin, publiées en 1849 dans les *Annales d'hygiène publique*, et la thèse de son élève Devôt, de nombreux travaux ont paru, véritable mise en œuvre des matériaux accumulés dans les Archives du Recrutement de l'armée.

En 1860, le maître de l'anthropologie, Broca, établissait, surtout d'après l'étude des variations de la taille, que la population actuelle de la France présente presque partout les caractères d'une race croisée, et que croisement n'est nullement synonyme de dégénérescence (1).

Sistach, en 1863, adoptant la division de Broca en France kymrique, kymro-celtique et celtique, montrait que les varices et varicocèles sont plus fréquents dans les régions kymriques et kymro-celtiques que dans la région celtique (2).

M. Lagneau (3), en 1868, reprenant la thèse de Broca, montrait la concordance remarquable qui existe encore actuellement entre les variations de la taille des conscrits et la situation géographique des différents peuples qui concoururent anciennement à la formation de notre nation. Il montrait en outre « que les départements de la région envahie au x^e siècle par les Normands, quoique dans des conditions géographiques et climatologiques analogues à celles de la Bretagne, se font remarquer par leur proportion très considérable de jeunes gens exemptés pour mauvaise denture, hernies, varices et varicocèles ».

(1) BROCA. Recherches sur l'Anthropologie de la France, *Mémoires de la Société d'Anthropologie*, 1860.

(2) SISTACH. *Gazette médicale*, 1863.

(3) LAGNEAU. Remarques ethnologiques sur la répartition géographique de certaines infirmités en France.

La carte dressée par Lagneau inspire à Morache (1) les réflexions suivantes :

« On constate que le varicocèle est relativement fréquent dans les départements du nord-est occupés par les populations kymriques ou belge. En revanche, les départements celtiques de Bretagne, du plateau central de la France et des Alpes sont beaucoup moins atteints.

« Comme point spécial de comparaison, si l'on rapproche la province de Bretagne de celle de Normandie, on voit que les cinq départements bretons, Finistère, Morbihan, Côtes-du-Nord, Loire-Inférieure et Ille-et-Vilaine, donnent une moyenne de 453, tandis que la Manche, le Calvados, la Seine-Inférieure, l'Orne et l'Eure, où la population est d'origine kymro-germanique, la moyenne est de 1783. De plus, les dix-sept départements qui forment le centre de la France : Lozère, Haute-Loire, Tarn, Aveyron, Puy-de-Dôme, Charente, Ardèche, Loire, Creuse, Corrèze, Cantal, Indre, Haute-Vienne, Lot, Nièvre, Cher et Allier, ne donnent qu'une moyenne de 570, qui s'éloigne considérablement de la moyenne des départements kymriques.

« Si l'on recherche dans les mêmes termes la répartition des varices dans les différents départements et pendant la même période, on arrive à des résultats à peu près identiques. Les cinq départements bretons cités plus haut donnent 1,228 en moyenne ; les cinq départements normands, 3,007 ; seize départements celtiques du centre ont une moyenne de 1,370. La race celtique serait, d'après ces faits, beaucoup moins sujette aux varices et aux varicocèles que la race kymrique ou belge. »

Ces données paraissaient acquise à la science, et la pathologie comparée des races semblait s'être enrichie d'un fait nouveau solidement établi, lorsque de nouveaux travaux vinrent jeter quelques doutes sur l'influence de la race dans le développement des maladies.

A l'encontre de Broca, de Lagneau, de Sistach, de Morache, Chervin (2), dans un mémoire classique, émit l'idée que ce

(1) MORACHE. *Hygiène militaire*, p. 208.

(2) CHERVIN. *Essai de géographie médicale de la France*, d'après les

n'est pas la question de race qui joue le plus grand rôle dans le développement des maladies, mais bien la question du milieu et d'hygiène : « Je ferai remarquer, disait-il, que bien souvent on trouve l'explication de certains groupements géographiques dans l'ancienne division de la France par provinces. Nos anciennes provinces représentent en effet, bien mieux que nos départements, une unité au point de vue des mœurs, des habitudes et des coutumes, sans parler des conditions topographiques et sociales qui constituent les influences de milieu auxquelles j'attribue tant de portée. »

Bien plus, l'exactitude même du groupement géographique qui avait servi de base aux travaux de Lagneau et de Sistach était révoquée en doute par les auteurs de l'article Varicocèle du Dictionnaire de Dechambre : « En opposition avec ces données statistiques, disent ces auteurs, nous avons dressé une carte, lavée à cinq teintes, établie pour la moyenne décennale de 1875 à 1885, et de couleurs saturées à cinq degrés suivant les proportions suivantes : de 0 à 1 exemption pour 1,000 examinés ; de 1 à 3, de 3 à 5, de 5 à 7, de 7 à 8 pour 1,000. Les résultats sont établis par corps d'armée, qui en général répondent à des circonscriptions régionales naturelles. Un seul corps d'armée est teinté à la saturation minima, c'est le 1^{er} corps (Nord). Deux corps se détachent en plaques foncées, ce sont le 11^e (départements bretons, moyenne de 5,9 pour 1,000 examinés) et le 5^e (Orléans). La statistique ne nous permet donc point encore de formuler la distribution ethnographique et topographique du varicocèle en France. »

Plus récemment encore, M. Du Cazal(1), reprenant le travail de Chervin pour la période postérieure à 1886, est arrivé à des résultats peu favorables à l'idée des infirmités ethniques. Les cartes par département ne font ressortir aucun groupement pathologique susceptible d'être rapproché de la distribution géographique des différentes races.

Nous nous trouvons donc en présence de deux opinions

infirmités constatées chez les conscrits par les conseils de revision, pour le recrutement de l'armée, de 1850 à 1869.

(1) DU CAZAL. *Bulletin de la Société d'Anthropologie*, 1896, fascicule II.

opposées basées sur des arguments tirés de la même source quoique à des dates différentes. Il nous a paru intéressant de jeter à nouveau un coup d'œil sur la question, de rechercher, en nous basant sur une statistique aussi étendue que possible, et en éliminant les causes d'erreur, si l'on devait admettre ou rejeter l'influence de la race, et, en tout cas, l'exactitude des précédentes observations ne pouvant être mise en doute, d'essayer de démêler les causes de divergences dans les résultats. Il était également intéressant de préciser notre étude en ce qui concerne le Dauphiné, et de voir si une indication utile pour l'ethnologie dauphinoise ne pouvait résulter de la connaissance du rang occupé par notre pays dans l'échelle de fréquence des affections veineuses.

Pour nous mettre à l'abri autant que possible des causes d'erreur, il nous a paru utile d'abord de faire porter notre enquête sur une période aussi longue que possible. La période 1879-1895, soit 17 ans, est la plus rapprochée de nous et doit nous fournir les résultats les plus actuels. D'autre part, nous groupons sous la dénomination d'affections variqueuses les diverses modalités de ces affections, varicocèle et varices. Enfin nous avons tenu compte non seulement des exemptions définitives prononcées par les conseils de revision, mais aussi des versements dans le service auxiliaire prononcés pour varices.

Enfin, ne pouvant songer à présenter ici une étude complète portant sur la totalité de la France, nous avons choisi des régions ayant conservé une certaine individualité ethnique, par exemple, outre le Dauphiné spécialement étudié, la région de l'est (départements des Ardennes, de l'Aube, de la Marne, de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle, des Vosges), la région normande (Calvados, Eure, Orne, Manche, Seine-Inférieure), la région du centre (Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire, Loire, Allier).

Ces diverses régions, envisagées par groupes de départements, pendant une période de 17 années, doivent nous donner des moyennes qui, comparées entre elles et avec la moyenne générale de la France pendant la même période, nous renseigneront mieux que l'étude par départements isolés sur les aptitudes morbides des régions considérées. Mais au préalable il importe de jeter un coup d'œil sur l'ethnologie si complexe

de la France et de justifier, par une brève étude de la répartition géographique de ses éléments ethniques, le choix que nous avons fait des régions précédemment citées.

II.

ETHNOLOGIE DE LA FRANCE.

L'histoire ne nous donne que de bien faibles renseignements sur les populations qui habitèrent primitivement le sol de la Gaule. Y eut-il une race véritablement autochtone ? A quelle époque commencèrent les migrations venues de l'est ? Ce sont là des questions que l'archéologie résoudra peut-être un jour, mais sur lesquelles nous n'avons encore que des données conjecturales.

Les premières lueurs de l'histoire nous montrent au nord des Pyrénées une race, la race des Ibères, occupant l'espace limité par la Garonne et l'Océan Atlantique, et se reliant aux Ligures du littoral méditerranéen. Plus au nord commençait l'inconnu. Les quelques données que l'on peut trouver dans les auteurs latins sur ces populations habitant les vastes forêts de la Gaule sont des récits fabuleux ne méritant aucune créance. Les anciens, dit Elisée Reclus, discouraient sur les régions qui s'étendent au-delà des Alpes comme nos ancêtres du moyen âge parlaient des contrées de l'intérieur de l'Afrique.

A son entrée dans la Gaule, César trouva le pays divisé en trois parties habitées par les Belges, les Celtes et les Aquitains.

Les recherches de Broca ont établi qu'il existait dans la Gaule deux types de race bien distincts : le premier est celui des habitants de la contrée comprise entre la Seine et la Garonne. C'est le type celtique, petit, brun et brachycéphale.

Au nord de la Seine s'étendait le pays des Belges de César, peuplé d'hommes grands, blonds et dolichocéphales. C'est le type kymrique.

Au sud de la Garonne, les Aquitains n'étaient que les descendants des anciens Ibères, refoulés par les Celtes au voisinage des Pyrénées.

C'est là le premier fonds de notre race. Mais d'autres éléments ethniques vinrent s'y ajouter peu à peu avec les colonies d'origine phénicienne ou grecque, puis avec la domination

romaine. L'influence de ces colonies fut grande dans les points où elles s'implantèrent, mais leur expansion fut trop limitée pour amener une modification quelconque de la race envahie. Il en fut de même de la domination romaine, qui influa pourtant si profondément sur nos idées et notre morale. Alors que notre droit, nos institutions et notre manière de penser font de nous un peuple latin, il est remarquable de voir les caractères physiques de notre race échapper presque totalement à l'influence de la Rome conquérante.

Avec les grands remous de peuples qui marquèrent la fin de l'empire romain allait commencer une période d'afflux d'éléments nouveaux sur le sol de la Gaule. Des barbares de toute origine parcoururent son territoire : quelques-uns ne firent que passer, tels les Huns d'Attila. D'autres s'y fixèrent et par une progression continue s'étendirent peu à peu sur la plus grande partie du pays.

Venus de l'est, les Francs occupèrent les régions au nord de la Seine, les Wisigoths s'établirent dans le midi de la Gaule, les Burgundes dominèrent dans les régions de la Gaule orientale.

Un dernier élément germanique vint, au ^x^e siècle, se fixer sur les côtes de Normandie, pour rayonner de là sur l'Angleterre.

En ce qui concerne le Dauphiné, nous voyons que notre pays fut compris dans la zone de domination des Burgundes. Venus en alliés plutôt qu'en conquérants, ils restèrent pour ainsi dire sur un pied d'égalité avec les habitants envahis. De ce contact adouci durent résulter des relations plus faciles et une plus grande fréquence dans les croisements. Il n'y eut donc pas suppression ou refoulement d'une race par un peuple envahisseur, mais bien alliage et fusion progressive de deux races. En fait, il serait possible, d'après M. Fauché-Prunelle (1), de retrouver à beaucoup de nos familles dauphinoises, et de préférence aux familles nobles, une origine germanique.

Avant les anciens comtes dauphins, le Dauphiné faisait

(1) FAUCHÉ-RUNELLE. *Recherches des anciens vestiges germaniques en Dauphiné*, 1862-1863.

partie du royaume de Bourgogne, puis du royaume d'Arles. Lors de la dissolution de ce royaume, les seigneurs bourguignons qui commandaient pour les rois de Bourgogne et d'Arles, se rendirent indépendants et devinrent la famille souveraine des comtes dauphins. On pourrait, paraît-il, d'après le même auteur, assigner à la plupart des familles féodales dauphinoises une filiation analogue.

Ce que nous voulons retenir, au point de vue ethnologique de ces faits et de bien d'autres cités par M. Fauché-Prunelle, c'est que la race dauphinoise celtique envahie n'a pas été détruite ni refoulée par les envahisseurs germaniques, et que la lente fusion de ces deux races a dû laisser subsister, quoique mitigées, les hérédités et aptitudes pathologiques propres aux deux races, avec prédominance, toutefois, de la race celtique numériquement supérieure.

Si nous résumons les brèves données qui précèdent, nous voyons dans le nord et l'est de la France prédominer l'élément kymrique avec apport notable d'éléments germaniques.

Dans le nord-ouest, en Normandie, nous voyons, sous le nom de Normands, un rameau détaché de la grande souche germanique s'implanter et prospérer en rayonnant sur la grande île anglaise. Dans le sud et le sud-est de la France, nous voyons la race celtique primitive subsister avec un mélange d'éléments germaniques Wisigoths ou Burgundes. Il est rationnel de penser que l'apport des éléments nouveaux dut se faire surtout au niveau des grandes voies historiques d'invasion. C'est donc, en dehors de ces voies, dans la région du Plateau central, de la Bretagne et des Alpes, que l'on doit retrouver et que l'on retrouve, en effet, avec le plus de pureté, les caractères de l'antique race celtique.

III

Comme application pratique de ces données théoriques, nous allons maintenant rechercher, au point de vue spécial de la répartition des affections veineuses, la fréquence comparée de ces affections dans des régions ethnologiquement différentes. Mais, comme point de comparaison, il importe de connaître d'abord le degré de fréquence pour l'ensemble de la France. Ce point de comparaison est utile à connaître, mais il n'aurait une

valeur absolue que si le mélange des races avait sur tous les points du territoire une densité égale, hypothèse qui pourra peut-être se réaliser un jour. Ce chiffre pourrait, à ce point de vue, être considéré comme la moyenne de l'avenir.

TABLEAU I

Nombre total des hommes exemptés du service actif pour affections variqueuses, de 1879 à 1895.

ANNÉES	JEUNES GENS INSCRITS sur les listes de tirage	EXEMPTÉS pour VARICOCÈLE	EXEMPTÉS pour VARICES	VERSÉS dans le service auxiliaire pour VARICES
1879	295.924	297	1.285	1.418
1880	316.662	470	1.170	1.662
1881	306.833	425	1.155	1.494
1882	309.689	555	1.358	1.621
1883	312.924	493	1.404	1.753
1884	313.951	554	1.560	1.949
1885	309.097	610	1.731	2.033
1886	306.854	684	1.835	2.047
1887	316.090	496	1.547	2.359
1888	308.245	432	1.463	2.424
1889	295.707	362	1.298	2.387
1890	310.275	285	1.186	3.040
1891	300.247	289	1.239	3.337
1892	277.425	220	1.161	3.194
1893	343.651	325	1.462	4.218
1894	330.138	215	955	2.020
1895	337.109	248	1.082	2.975
TOTAL...	5.290.821	6.950	22.891	39.931
				69.772

Soit, pour la France entière, une moyenne de 13,18 pour 1.000.

Examinons maintenant, sous le même point de vue et pour le même nombre d'années, une région à type kymro-germanique prédominant, soit la région du nord-est, formée des cinq départements suivants : Ardennes, Marne, Aube, Vosges, Meuse et Meurthe-et-Moselle.

TABLEAU II

ANNÉES	JEUNES GENS INSCRITS sur les listes de tirage	EXEMPTÉS pour VARICOCÈLE	EXEMPTÉS pour VARICES	VERSÉS dans le service auxiliaire pour VARICES
1879	17.308	21	74	143
1880	17.877	10	108	143
1881	17.165	9	73	103
1882	17.548	14	60	137
1883	17.002	9	64	192
1884	17.079	23	97	136
1885	16.438	14	113	226
1886	15.928	24	92	129
1887	17.101	57	154	207
1888	16.680	32	93	196
1889	15.852	6	79	139
1890	16.953	11	72	254
1891	16.633	13	76	210
1892	14.856	1	52	257
1893	17.914	4	45	272
1894	18.144	2	48	126
1895	18.087	3	38	233
TOTAL...	288.565	253	1.348	3.103
		4.704		

Soit 16,30 pour 1.000.

Nous obtenons une moyenne sensiblement supérieure à la moyenne de la France.

La même étude pour la région Normande (départements de la Manche, du Calvados, de la Seine-Inférieure, de l'Eure, de l'Orne), nous donne les chiffres suivants :

TABLEAU III

ANNÉES	JEUNES GENS INSCRITS sur les listes de tirage	EXEMPTÉS pour VARICOCÈLE	EXEMPTÉS pour VARICES	VERSÉS dans le service auxiliaire pour VARICES
1879	20.050	31	132	118
1880	20.533	49	155	112
1881	20.858	34	125	118
1882	20.409	78	152	118
1883	20.734	35	155	145
1884	19.994	58	222	168
1885	20.197	54	206	191
1886	19.861	63	158	176
1887	20.532	26	152	208
1888	19.545	26	119	179
1889	18.884	26	94	153
1890	19.349	19	101	191
1891	18.209	28	92	250
1892	17.720	33	101	227
1893	20.959	56	102	275
1894	20.398	45	156	138
1895	20.920	40	162	271
TOTAL...	339.152	701	2.384	3.038
		6.123		

Soit 18,05 pour 1.000.

Nous obtenons donc, pour la région Normande, une moyenne notablement supérieure à la moyenne de la France, supérieure

même à la moyenne de la région kymro-germanique de l'est de la France.

Etudions maintenant par la même méthode les régions à type celtique prédominant. La région bretonne nous donne les chiffres suivants pour le groupe de départements formés par les Côtes-du-Nord, le Finistère, l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan, la Loire-Inférieure.

TABLEAU IV

ANNÉES	JEUNES GENS INSCRITS sur les listes de tirage	EXEMPTÉS pour VARICOCÈLE	EXEMPTÉS pour VARICES	VERSÉS dans le service auxiliaire pour VARICES
1879	26.448	18	72	91
1880	29.914	70	106	101
1881	28.232	78	109	63
1882	28.678	101	162	58
1883	29.550	84	188	106
1884	28.728	50	157	174
1885	28.829	103	288	96
1886	28.247	119	314	132
1887	28.558	78	198	154
1888	28.355	53	249	179
1889	27.698	68	191	207
1890	27.216	41	161	298
1891	26.031	51	216	282
1892	26.055	44	151	253
1893	30.724	62	242	203
1894	29.502	38	184	209
1895	31.800	46	203	306
TOTAL...	484.465	1.104	3.191	2.912
7.2 07				

Soit 14,87 pour 1.000.

Ici la moyenne est sensiblement inférieure aux moyennes précédentes et se rapproche de la moyenne générale de la France.

La région du Plateau central, formée par les départements du Puy-de-Dôme, du Cantal, de la Haute-Loire, de la Loire, de l'Allier, à type ethnique franchement celtique, nous donne :

TABLEAU V

ANNÉES	JEUNES GENS INSCRITS sur les listes de tirage	EXEMPTÉS pour VARICOCELE	EXEMPTÉS pour VARICES	VERSÉS dans le service auxiliaire pour VARICES
1879	18.570	6	84	79
1880	20.363	8	53	105
1881	19.200	24	71	86
1882	19.119	40	91	107
1883	19.748	39	84	67
1884	20.362	7	73	121
1885	19.940	29	119	117
1886	19.922	42	106	136
1887	20.520	12	71	109
1888	20.177	16	80	95
1889	19.468	9	52	140
1890	20.079	5	28	154
1891	19.667	4	44	162
1892	17.213	6	45	165
1893	20.257	5	30	281
1894	19.793	6	16	111
1895	20.529	12	38	202
TOTAL...	334.927	270	1.085	2.237
		3.592		

Soit 10,72 pour 1.000. .

La moyenne pour cette dernière région s'abaisse franchement au-dessous de la moyenne générale, en opposition avec les moyennes obtenues pour les régions kimro-germaniques et normandes du N.-E. et du N.-O.

Nous pouvons donc conclure avec Sistach, avec Lagneau, avec Morache, que les races kymriques et germaniques paraissent avoir, vis-à-vis des affections variqueuses, une prédisposition plus marquée que la race celtique, puisque la distribution géographique de ces affections correspond, dans une mesure très appréciable, à la distribution géographique des races. Ce fait nous paraît devoir être définitivement acquis à la science, malgré les observations contraires apportées récemment. Notre statistique présente, en effet, un ensemble de caractères qui assurent à ses résultats une valeur absolue : elle porte sur une longue période; elle embrasse la totalité des affections variqueuses. Enfin, elle tient compte des versements au service auxiliaire. Cette dernière précaution nous met dans une certaine mesure à l'abri des variations dues aux instructions ministérielles annuelles et au plus ou moins de sévérité de l'expert qui assiste le conseil de revision. Suivant la façon de procéder de ces médecins, des affections d'égale gravité entraînent l'exemption ou le versement dans le service auxiliaire. Si on ne tient compte que d'une seule de ces catégories, on s'expose à n'obtenir que des résultats de valeur aléatoire.

Dans le choix des régions géographiques qui nous ont servi de termes de comparaison, nous avons négligé le département isolé, division politique récente et souvent arbitraire. D'autre part, nous n'avons pas pris au hasard une province ou une région de corps d'armée, bien que ces groupements soient déjà plus logiques. Afin de pouvoir tirer de notre étude des résultats nettement positifs, nous avons choisi des régions bien différenciées au point de vue ethnologique, telles que la région de l'est, la Normandie, la Bretagne et le Plateau central.

IV

Etudions maintenant le rang occupé par le Dauphiné, au point de vue de la fréquence des affections variqueuses. Notre enquête, conduite avec la même méthode que les enquêtes pré-

cédentes, portera sur les trois départements de l'Isère, de la Drôme et des Hautes-Alpes.

Voyons d'abord quelle est la moyenne pour le Dauphiné pris en bloc :

TABLEAU VI

ANNÉES	JEUNES GENS INSCRITS sur les listes de tirage	AFFECTIONS VARIQUEUSES ayant nécessité l'exemption ou le versement dans le service auxiliaire
1879	8.505	88
1880	9.009	95
1881	8.738	61
1882	9.080	82
1883	8.885	110
1884	8.807	88
1885	8.685	109
1886	8.800	104
1887	8.771	94
1888	8.734	99
1889	8.149	87
1890	8.390	130
1891	8.510	112
1892	8.035	104
1893	8.788	90
1894	8.701	56
1895	9.082	83
TOTAL...	147.669	1.592

Soit 10,78 pour 1.000.

Nous obtenons une moyenne inférieure à la moyenne totale de la France, qui se rapproche très sensiblement de la moyenne

des départements du Plateau central. Ce résultat vient encore confirmer l'analogie ethnique qui existe entre les deux régions.

Il est intéressant de se demander comment, dans les diverses régions du Dauphiné, se répartissent les affections variqueuses. Le tableau suivant répond pour chacun des trois départements dauphinois à cette question :

ANNÉES	ISÈRE		DRÔME		HAUTES-ALPES	
	Jeunes gens inscrits	Exemptés pour affections variqueuses	Jeunes gens inscrits	Exemptés pour affections variqueuses	Jeunes gens inscrits	Exemptés pour affections variqueuses
1879	4.865	66	2.551	7	1.089	15
1880	5.171	63	2.701	26	1.137	6
1881	5.055	39	2.569	9	1.114	13
1882	5.205	55	2.805	9	1.070	18
1883	5.159	77	2.667	15	1.059	18
1884	5.014	68	2.661	10	1.132	10
1885	4.970	81	2.603	19	1.112	9
1886	5.078	83	2.672	11	1.050	10
1887	5.164	69	2.547	13	1.060	12
1888	4.975	70	2.544	15	1.215	14
1889	4.602	66	2.514	11	1.133	10
1890	4.710	110	2.553	13	1.127	7
1891	4.865	76	2.519	22	1.126	14
1892	4.580	52	2.302	30	1.153	22
1893	4.956	49	2.563	29	1.269	12
1894	4.953	38	2.523	5	1.225	13
1895	5.200	50	2.630	23	1.252	10
TOTAL	84.522	1.112	43.824	267	19.323	213
	Soit 13,15 p. 1.000.		Soit 6,09 p. 1.000.		Soit 11,02 p. 1.000.	

Il ressort du tableau précédent que les affections variqueuses

sont sensiblement plus rares dans le département de la Drôme que dans les deux autres départements dauphinois. On ne peut rien conclure d'un fait isolé, mais il y aurait lieu de rapprocher cette immunité relative des autres caractères ethnologiques et de voir si les caractères de la race celtique ne se sont pas conservés avec plus de pureté dans la Drôme que dans les deux départements voisins.

En ce qui concerne les Hautes-Alpes, les difficultés du terrain de ce département peuvent faire supposer *a priori* que l'invasion germanique a dû respecter, dans une certaine mesure, cette région. Il convient de noter cependant que les Lombards firent plusieurs invasions dans les Alpes dauphinoises et y fondèrent même des colonies durables. Sans vouloir tirer de ce fait aucune conclusion ferme au sujet de la fréquence des affections variqueuses, il est bon de constater que l'apport du sang germanique dans les Hautes-Alpes a pu être assez considérable.

De toutes les régions dauphinoises nous voyons que c'est le département de l'Isère qui présente la proportion la plus élevée d'affections variqueuses. Pour analyser les causes de ce phénomène, il serait bon de pouvoir dresser des statistiques cantonales et même communales. On pourrait alors refaire, à ce point de vue particulier, le travail si intéressant que M. le Dr Bordier a déjà fait, au point de vue de la couleur des yeux et des cheveux (*Bulletin de la Société dauphinoise d'Anthropologie*, 1895).

Malheureusement, les comptes rendus du recrutement ne nous fournissent que les éléments d'une statistique par subdivision de région, et encore cette façon de procéder est-elle abandonnée depuis 1887.

Voyons donc, pour la période 1879-1886, comment se répartissent les affections variqueuses dans les trois subdivisions dont se compose l'Isère.

Ces trois subdivisions sont Grenoble, Vienne et Bourgoin.

ANNEES	RECRUTEMENT DE GRENOBLE		RECRUTEMENT DE BOURGOIN		RECRUTEMENT DE VIENNE	
	Jeunes gens inscrits	Exemptés pour affections variqueuses	Jeunes gens inscrits	Exemptés pour affections variqueuses	Jeunes gens inscrits	Exemptés pour affections variqueuses
1879	1.734	20	1.888	32	1.243	14
1880	1.821	24	2.046	26	1.304	13
1881	1.871	11	1.862	16	1.322	12
1882	1.917	20	1.947	20	1.341	15
1883	1.832	28	2.056	32	1.271	17
1884	1.783	22	1.973	29	1.258	17
1885	1.892	23	1.915	34	1.163	24
1886	1.961	29	1.897	38	1.220	16
TOTAL	14.811	177	15.584	227	10.122	128
	Soit 11,94 p. 1.000.		Soit 14,56 p. 1.000.		Soit 12,64 p. 1.000	

Le tableau précédent nous montre que, dans l'Isère, ce sont les régions voisines de la région lyonnaise qui présentent la plus forte moyenne de fréquence des affections variqueuses et le chiffre le plus rapproché de la moyenne générale de la France. Ce résultat n'a rien qui puisse nous surprendre.

Dans le rayon des grandes villes, le sol a tant de fois changé de maîtres, tant de races s'y sont fusionnées, que les caractères ethnologiques ne s'y retrouvent plus d'une manière tranchée.

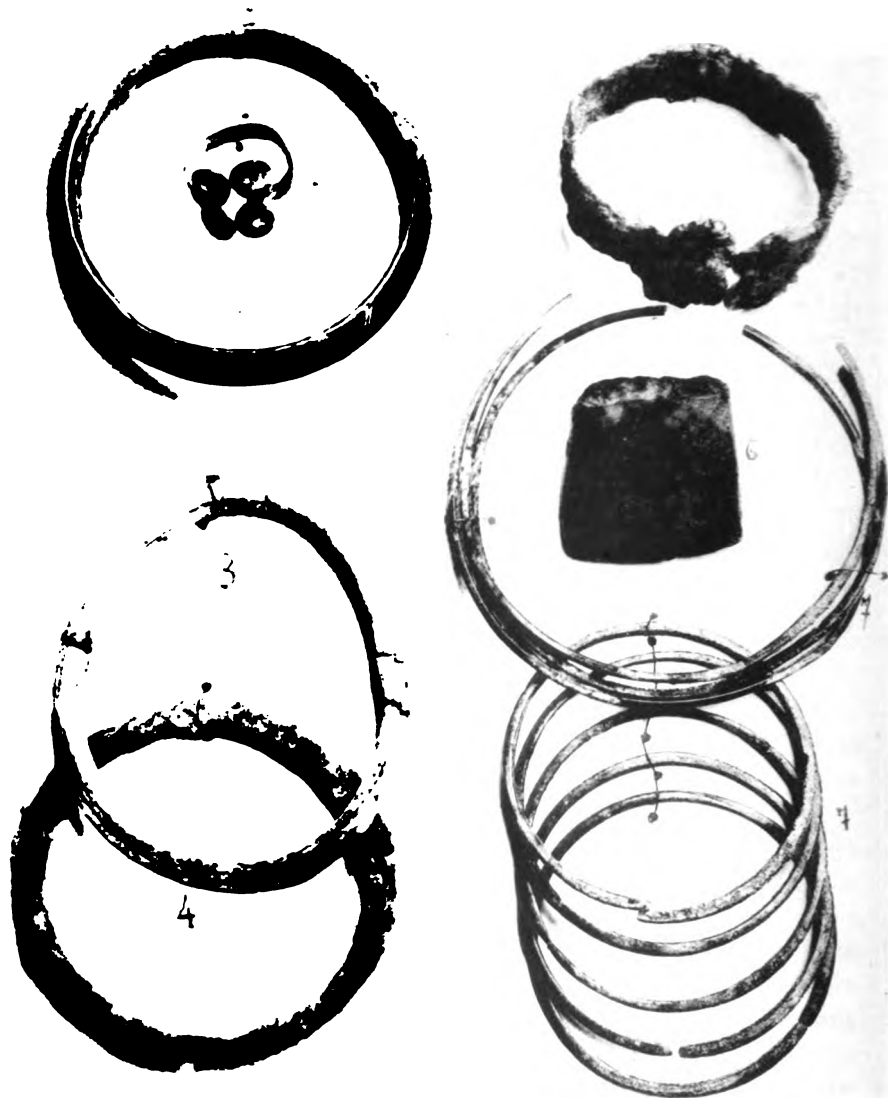
Aujourd'hui surtout, l'attraction exercée par les grandes villes sur les habitants de toutes les régions fait de leur population, dans un périmètre assez étendu, une population cosmopolite, dont l'ethnologie est complexe. Le grand accroissement des villes est actuellement le plus grand facteur de fusion des races.

On ne saurait tirer des conclusions générale de l'étude d'un fait aussi spécial que l'aptitude à contracter les affections variqueuses. Ces conclusions ne pourraient être basées que sur le rapprochement d'un ensemble de caractères ethnologiques.

Mais encore faut-il que chacun d'eux ait été étudié en particulier, et c'est ce que nous avons tenté de faire pour les infirmités variqueuses.

Si l'on admet, ce que nous croyons démontré, que la race celtique est moins éprouvée par ces affections que les races kymriques ou germaniques, il ressort de notre étude que le Dauphiné est, avec le Plateau Central, une des régions de France où se sont conservés avec le plus de pureté les caractères de la race primitive. Aux deux extrémités de la région, sur les confins du Lyonnais et de la Lombardie, ces caractères, quoique prédominants encore, sont altérés dans leur netteté par suite d'une infusion plus considérable de sang étranger.

Nous voyons, d'autre part, que nos chiffres indiquent des différences d'aptitudes morbides chez les différentes races moins tranchées qu'à l'époque, encore toute récente, des observations de Sistach et de Lagneau. Ce fait mérite de retenir toute notre attention, et nous devons en rechercher la cause, non pas dans une erreur d'observation de nos devanciers, mais bien dans l'évolution politique et sociale de notre époque. Notre siècle, en effet, caractérisé au point de vue politique par une centralisation excessive, l'est, au point de vue social, par une augmentation démesurée des relations et des échanges. La rapidité des communications a supprimé les distances qui muraient chez eux autrefois les habitants de nos vieilles provinces. Le mouvement de fusion des races s'accélère, favorisé par l'accroissement hypertrophique des villes et le grand développement de l'industrie moderne. L'ethnologie doit tenir compte de ces faits et ne pas considérer comme immuables les résultats consignés dans les travaux de nos devanciers. Il lui appartient de constater les progrès de l'unification ethnique, en fixant par de périodiques études d'ensemble les caractères d'une population qui se modifie tous les jours.



OBJETS

PROVENANT D'UNE TOMBE FOUILLÉE
à LAZER (*Hautes-Alpes*)

- | | |
|------------------------------|------------------------------------|
| 1. Bracelet en bronze creux. | 4. Bracelet en fer. |
| 2. Bague en bronze. | 5. Bracelet en fer. |
| 3. Bracelet en étain massif. | 7. Bracelets filiformes en bronze. |

6. Hache en pierre polie (*trouvée à Mereuil, près Lazer*).

Fouilles de Lazer (Hautes-Alpes),
par M. MULLER.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous présenter une série de bracelets, une bague et un fragment de perle d'ambre qui ont été ramassés au cours d'une fouille pratiquée sur le territoire de la commune de *Lazer*, près *Laragne* (Hautes-Alpes).

Je dois à la complaisance de M. Meynaud, instituteur à Lazer, par l'intermédiaire d'un de nos collègues, M. E. Roux, rec. d'enreg^t, de pouvoir vous montrer ces très intéressants débris.

Je n'ai pas ou peu de renseignements sur la tombe qui a donné ces débris, et il est évident que la personne qui les a recueillis aurait fait une plus ample récolte d'objets et d'observations utiles, si elle avait eu connaissance de fouilles similaires avec observations précises.

Voici l'inventaire des objets recueillis :

- 1 bracelet creux en bronze, section triangulaire.
- Bracelets massifs, section carrée.
- 3 bracelets en fer.
- 1 bague en bronze.
- 1 bracelet en étain.
- 1 moitié de perle d'ambre.

Le bracelet en bronze, creux et à section triangulaire, est remarquable par son état de conservation ; il n'est pas fondu, c'est une feuille de métal battue, et mise en forme sur un noyau en bois, dont quelques fragments, conservés par l'oxide de cuivre, sont visibles à l'intérieur du bracelet ; les plis peu accentués de la feuille de bronze, visibles sur la base du triangle qui forme le pourtour intérieur, montrent que le travail a été fait avec une habileté peu commune, étant donné que la feuille de métal n'a pas un demi-millimètre d'épaisseur.

La fermeture, très simple, consistait à faire entrer un bout du bracelet dans l'autre et à l'arrêter par une cheville plantée sur l'arrête et qui tenait suffisamment par le ressort naturel du

bracelet. Des lignes parallèles, 16 ou 17 à chaque bout du bracelet, sont faites en creux sur les deux pentes, ensuite deux traits parallèles à l'arrête médiane séparent des dents de loup à double traits (ou une série de doubles traits disposés en lignes brisées); ensuite, trois séries espacées de 4 ou 5 lignes parallèles sur les deux pentes, et, de nouveau, l'ornement à dents de loup.

Diamètre extérieur, 70 millimètres.

Diamètre intérieur, 59 millimètres.

Hauteur moyenne du bracelet posé à plat, 13 millimètres.

Poids, 20 grammes.

Cette forme de bracelet, qui rappelle si bien certains bijoux arabes, est je crois assez rare dans les trouvailles de l'époque du fer, seuls les ornements qui le recouvrent sont fréquents à l'époque du bronze et à celle du fer; on connaît des bracelets creux provenant des tombes de l'Ubaye, et des environs de Jausiers surtout (Basses-Alpes), mais je n'ai pu savoir s'ils étaient du même type.

6 bracelets de 55 à 58 millimètres de diamètre non fermés, à section carrée, présentent ainsi que des fragments d'autres, de dimensions pareilles, des coches ou tailles par groupes de deux ou trois ensemble, alternant de côté et d'autre, ou bien en séries de stries parallèles par groupe de dix à vingt.

Poids moyen d'un de ces bracelets, 6 gr. 9; d'autres plus grands, en fragments, ayant eu de 70 à 80 millimètres de diamètre, pourraient avoir fait partie d'un brassard en spirale? Poids moyen d'un de ces bracelets, 7 à 8 grammes. Sur les trois bracelets en fer, deux sont des baguettes de fer amincies vers les extrémités et faisant un tour et demi dans le genre d'un anneau brisé pour clé; des bracelets analogues ont été trouvés aux sources de Rochefort, près le pont de Claix, en 1884, et ont été déposés au Musée de Grenoble (1).

Épaisseur, 7 millimètres au centre, 4 millimètres aux extrémités.

Diamètre extérieur, 65 et 70 millimètres.

(1) Note sur un bracelet trouvé à Rochefort. H. Müller, *Bull.* n° 2, novembre 1896, p. 215.

Poids, 30 et 34 grammes.

Le troisième est encore ouvert, mais ressemble beaucoup aux anneaux de jambe portés dans plusieurs tribus arabes, kabyles et nègres, et que l'on appelle kalkral ; le cercle est constitué par une lame de fer de 18 millimètres de large, épaisse de 2 millimètres et terminée aux deux extrémités par deux lobes débordant à droite et à gauche, et séparés par un cran au milieu de la hauteur, qui est de 34 millimètres ; ce bracelet ou anneau de jambe devait être plus ouvert, car, dans le cas présent, les extrémités étant jointes, il ne donne qu'un diamètre moyen intérieur de 40 millimètres.

Il pèse 24 grammes et, ainsi que les deux précédents, il est très oxydé et a perdu par cela toute trace d'ornements et dessins probables.

Le bracelet en étain a 70 millimètres de diamètre extérieur, 59 millimètres intérieur, et pèse 46 grammes ; il est d'aspect terreux, gris blanc, avec des taches rougeâtres dues probablement au voisinage du fer ; il est en demi-jonc à l'intérieur, et l'extérieur est divisé sur tout le pourtour en trois cordons par deux filets en creux.

Ce bracelet contient beaucoup de plomb, environ 25 %, il a été malheureusement brisé en cinq morceaux.

Une jolie bague en bronze, du même type que le petit anneau de fer, également ouverte, est remarquable par les quatre ornements en spirales qui, groupés deux à deux à chaque extrémité de l'anneau, forment la tête de la bague ; ces spires sont communs à cette époque, et M. Chantre les a signalés jusque dans les tombes du fer du Caucase, à Publy dans le Jura, dans des sépultures du Valais, dans la vallée de Barcelonnette, etc. Fermée, son diamètre intérieur est de 19 millimètres, la largeur du corps de bague plat est de 4 millimètres, largeur de la tête aux spires, 19 millimètres, les spires sont de quatre rangs concentriques, la bague pèse 3 grammes.

La demi-perle d'ambre est dans un tel état que c'est à peine si l'on distingue le trou central, elle devait avoir environ 25 millimètres de diamètre ; c'est un ambre brun, transparent de couleur.

Tous les objets de cuivre sont oxydés en vert bleu clair ou

en vert noir foncé. L'analyse d'un fragment de bracelet, faite par M. Romeyer, a donné :

Cuivre, 87,36 %.

Etain, 10,27 %.

Plomb, 2,04 %.

C'est également M. Romeyer qui a donné les proportions de plomb et d'étain contenus dans le bracelet d'étain.

..

Voici encore une hache en pierre polie, de couleur vert laiteux, qui, d'après M. Kilian, professeur à la Faculté des sciences, est une variété d'Euphotite.

Le talon manque; c'est une pierre très dure qui pouvait prendre un tranchant sérieux; ses proportions sont les suivantes : largeur du tranchant, 32 millimètres; longueur de l'échantillon, 33 millimètres; épaisseur, 19 millimètres.

Cette hache vient de Mereuil, arrondissement de Serres (Hautes-Alpes), et m'a été communiquée par le même M. Meynaud.

Rapport fait au nom de la Commission des fouilles,

Par M. MULLER

Poignard en fer. — Ossements anciens à Herbey. —

Un prétendu trésor à Pontcharra.

La Commission nommée au sein de la Société pour s'occuper des découvertes qui se produisent dans nos régions, a eu, dans le courant de décembre 1896, occasion d'exercer son mandat.

Les journaux locaux ayant, dans le courant de décembre 1896, relatés diverses trouvailles, voici les résultats des diverses enquêtes :

1° En face de la vieille maison forte de Vergeron, près Moirans, chez M. le comte de Kerdréan, l'orage violent que notre région a subi ces temps derniers a mis bas un marronnier

énorme, dont le tronc avait sept mètres de circonférence, et dans les racines duquel on a trouvé un poignard en fer.

M. de Kerdréan a eu l'amabilité de nous donner les dimensions de cette arme, soit : longueur totale, 0^m33, dont 0^m21 pour la lame, qui est fortement ébréchée, et a 25 millimètres de large ; il n'y a qu'un tranchant, le dos est droit, les rivets de la poignée sont seuls présents, la garde est droite avec extrémités recourbées vers la lame, le pommeau, sphérique, allongé, à côtes plates, avait des ornements (incrustations) en métal jaune, bronze ou or, dont il reste des fragments.

M. de Kerdréan nous a fait espérer de pouvoir nous montrer cette pièce intéressante au mois d'avril ou mai.

2° A Herbeys, dans la propriété de M^{me} Piat-Desvial, un violent orage, vers la fin novembre, a renversé deux grands tilleuls dans l'allée menant au château, et l'on a trouvé, sous les racines des arbres renversés, de nombreux ossements humains, que l'on s'est empressé, dans la presse locale, d'attribuer aux Autrichiens, venus dans nos régions vers 1815.

Or, les arbres abattus ont été plantés sous Louis XIV, les os trouvés sont d'apparence plus ancienne encore.

Il y a eu, dit-on, en ce lieu, une sanglante bataille au vi^e ou ix^e siècle. D'après M. G. Vallier, qui connaissait bien la région, l'origine du château remonte au vi^e siècle, et sans vouloir faire remonter ces os humains à ces époques anciennes, on peut prétendre qu'ils ne sont pas ceux des Autrichiens qui ont pu être tués en 1815.

M^{me} Piat-Desvial a eu la complaisance de faire apporter à Grenoble des fragments de crânes et d'autres os provenant de cette trouvaille, et en nous promettant de faire mettre de côté, pour la Société, ceux que l'on trouvera encore en rectifiant et en replantant le terrain actuellement bouleversé.

3° D'après un correspondant d'un journal de Grenoble, en décembre 1896 toujours, on aurait trouvé à Pontcharra une quantité de pièces d'or et d'argent, *des tonneaux*, en défonçant une vigne. Ce correspondant ajoutait qu'il était nécessaire que le fisc s'inquiète de cette trouvaille pour percevoir l'impôt habituel, chose qui n'est possible, croyons-nous, que si la trouvaille est faite sur les terrains de l'État.

Voici tout ce que nous avons appris sur ce prétendu trésor, qui contenait, disait l'article du journal, des pièces d'or grandes comme des écus de cinq francs.

Un journalier, un peu simple, ayant ramassé, en piochant une vigne, deux ou trois monnaies de cuivre (on n'a pu nous renseigner sur l'ancienneté de ces pièces), cela avait suffi pour donner naissance à cette légende. Donc, jusqu'à preuves contraires, les numismates qui auraient pu augmenter leurs collections, grâce à cette trouvaille, devront chercher ailleurs.



LISTE DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

Membres titulaires.

MM.

Dr ALLARD, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

Dr ANNEQUIN, médecin principal.

BABOIN, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

BADIN.

BARBARIN, instituteur.

Dr BAYSSAS.

BENOUVILLE, ingénieur des arts et manufactures à Paris, architecte du Gouvernement, architecte des Monuments historiques.

Dr BERGER, directeur honoraire de l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

Dr BERLIOZ, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie, directeur du Bureau d'hygiène et du Laboratoire de sérothérapie.

Dr BERTHOLLET, médecin en chef de l'Asile des Vieillards, membre du Jury médical.

BERTILLON (ALPHONSE), chef du Service anthropométrique à la Préfecture de police de Paris.

Dr BERTRAND.

BEYLIÉ (DE).

Dr BISCH.

BLAIGNAN, avocat général.

BLANC (NOEL), préparateur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

Dr BONNET, médecin adjoint de l'Asile départemental d'aliénés.

BONNET (GEOFFROY), étudiant.

Dr BORDIER, directeur de l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

BOUVIER, constructeur mécanicien.

BRAVET, ingénieur électricien.

CAPITANT, professeur à la Faculté de Droit.

CARRIÈRE (LOUIS), industriel.

CHAMBARD, pharmacien à Saint-Symphorien-d'Ozon.

CHANTRE, sous-directeur du Muséum d'histoire naturelle, à Lyon.

CHAPOTON, professeur.

CHARBONNIER, directeur de l'Ecole supérieure des instituteurs.

CHENAVAZ, député de l'Isère.

CHEREL, lieutenant au 12^e bataillon de chasseurs.

CHION-DUCOLLET, notaire à la Mure.

Dr COMTE, chirurgien en chef de l'Hôpital.

DE CROZALS, professeur à la Faculté des Lettres.

DE LUZE, préfet de l'Isère.

Dr DESCHAMPS, prof. suppléant à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

DEVAUX (l'abbé), professeur à l'Université catholique de Lyon.

Dr DODERO (PAUL), professeur suppléant à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

MM.

DODERO (GEORGES), chargé de suppléance à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

Dr DOUILLET, professeur suppléant à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

DOUILLET (l'abbé), professeur au Petit Séminaire du Rondeau.

DUBOIN, procureur général.

DUCLOT, adjoint au Maire de Grenoble.

Dr DUFOUR, directeur de l'Asile Saint-Robert.

DUGIT, doyen de la Faculté des Lettres.

Dr DUPUY.

DURAND (ARMAND), directeur de la Comptabilité au Ministère de la justice.

Dr EYSSAUTIER.

FÉLIX, artiste peintre.

Dr FLANDRIN, médecin accoucheur de l'Hôpital.

Dr GACHÉ, ancien Maire de Grenoble.

Dr GAILLARD, médecin-major aux batteries alpines.

GAILLARD (OCTAVE), médecin-directeur de l'Etablissement hydrothérapique de Bouquéron.

Dr GALLOIS, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie, médecin des épidémies pour l'arrondissement de Grenoble.

Dr GIRARD, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie, vice-président de la Commission administrative des Hospices, médecin en chef des épidémies du Département.

Dr GIRAUD, médecin aide-major des Pompiers de Grenoble.

GIROUD, ancien pharmacien.

Dr GROLL.

GUIGONNET.

GUILLEMIN, inspecteur de la Navigation de la Seine.

Dr HERMITE, chef de clinique à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

JACQUET, instituteur, membre du Conseil départemental de l'instruction publique.

JOSSIER, secrétaire de la Préfecture.

KILIAN (Laboratoire de géologie à la Faculté des Sciences), professeur à la Faculté des Sciences.

LABATUT, chargé de cours à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

LACASSAGNE, professeur à la Faculté de Médecine de Lyon.

LACHMANN, professeur à la Faculté des Sciences, adjoint au maire de Grenoble.

LANARTIC, vétérinaire au 4^e régiment du génie.

LAUGIER, secrétaire général du Mont-de-Piété de Paris.

Dr LEVET.

MAIGNIEN, conservateur de la Bibliothèque.

MARTINAIS, conseiller à la Cour.

MARQUIAN, ancien adjoint au Maire de Grenoble.

MERLIN, ancien directeur du *Réveil du Dauphiné*.

Dr MERLIN, médecin aide-major au 30^e bataillon de chasseurs.

MILANTA, avocat.

MOURET, sous-inspecteur des Enfants assistés.

MM.

MULLER, bibliothécaire de l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

Dr NICOLAS, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie, médecin en chef de l'Hôpital.

Dr OLFAN.

Dr PÉGOUD, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

Dr PERRET (Voiron).

PERRIN, libraire.

Dr PERRIOL, chef des travaux anatomiques à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie, chirurgien adjoint à l'Hôpital.

Dr PIAGET.

PICAUD, maître répétiteur au Lycée.

Dr PLAUSSU.

PLAUSSU (Eugène).

Dr PORTE, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie, médecin adjoint à l'Hôpital.

PORTE (ARMAND), avocat.

PRUVOT, professeur à la Faculté des Sciences.

RENAVANT, entrepreneur.

RÉROLLE, conservateur du Muséum d'histoire naturelle.

REY (EDOUARD), sénateur.

REY, inspecteur d'Académie.

REYMOND, secrétaire général de la Mairie de Grenoble.

REYMOND (MARCEL), avocat.

REYNAUD, inspecteur primaire à Briançon.

ROMANET, instituteur.

ROMEYER, pharmacien en chef de l'Hôpital.

RONDET (l'abbé), aumônier du Lycée.

Dr ROSTAING, à Vif.

ROUSSET, publiciste, greffier de la Justice de paix.

ROZIER (GABRIEL).

SALMON (PHILIPPE), vice-président de la Commission des monuments mégalithiques de France.

Dr SALVA, professeur suppléant à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

SAVIGNÉ, imprimeur à Vienne.

SILVY (EDOUARD), avocat.

TARTARI, doyen de la Faculté de Droit.

Dr TESTEVIN, médecin-major de 1^{re} classe.

Dr THEVENET, à Voreppe.

Dr TROUILLET, médecin-major.

Dr TUREL, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie, président de l'Association des Médecins de l'Isère.

VACHER (LÉON), secrétaire de la Sous-Préfecture de Saint-Marcellin.

VALLIER, avoué au Tribunal.

VERNE, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

VIALLET (CONSTANT), industriel.

VILLARET, directeur de la Voirie.

VILLENOSY (DE), attaché au Musée archéologique de Saint-Germain.

ZELLER, recteur de l'Académie de Grenoble.

TABLE DES MATIÈRES

A

Abriès (Histoire de la commune d').....	193
Allard (Félix), sa nomination à l'Ecole.....	128
Archives des mairies.....	256
Aribert-Dufresne, sa nomination.....	111
Association de prévoyance des médecins et pharmaciens.....	124

B

Baboin, sa nomination à l'Ecole.....	157
Berger, sa nomination à l'Ecole.....	128
Berlioz (Fernand), sa nomination à l'Ecole.....	138
Berriat, sa nomination à l'Ecole.....	128
Bertrand, sa nomination à l'Ecole.....	128
Besse (Grammaire du patois de).....	8
Besse (Sépultures antiques à).....	110
Besse (Archives de la commune de).....	164
Billerey, sa nomination.....	59
Billon (père), sa nomination.....	59
Billon (fils), sa nomination.....	59
Bisch, sa nomination.....	131
Bizos, recteur.....	154
Bocsozel (Histoire du château de).....	14
Bocsozel (Fouilles à).....	16
Bordier, sa nomination à l'Ecole.....	157
Breton, sa nomination à l'Ecole.....	128
Buissard	127

C

Carlet, sa nomination à l'Ecole.....	142
Chanoine, sa nomination à l'Ecole.....	58
Chanrion.....	111
Charnières en os	221
A. Charvet, sa nomination.....	111
Château-Bernard (Registre de la paroisse de).....	266
Château-Queyras (Revenus de la cure de) avant la Révolution.....	189
Corcellet, sa nomination.....	127

D

Deschamps, sa nomination.....	159
Descouteau.....	58
Dimes (Procès de).....	192
Dodero (Georges), sa nomination.....	162
Dodero (Paul), sa nomination.....	163
Douillet, sa nomination.....	159

E

Ecole de médecine de Grenoble (son histoire).....	110
Enfants assistés avant la Révolution.....	45, 223, 266
Epizooties.....	266

F

Fouilles (Commission des).....	34, 105, 296
Fournier, sa nomination.....	58, 111
France (Ethnologie de la).....	279

G

Gagneux, sa nomination.....	143
Gallois, sa nomination.....	143
Girard, sa nomination.....	132
Giroud, sa nomination.....	130
Gras (Albin), sa nomination.....	111
Grenoble (Conseil du district de) pendant la Révolution.....	164

H

Heidelberg (Fête estivale d').....	195
Herbey (Ossements trouvés à).....	296
Hivers rigoureux.....	266

I

Inhumations.....	260
Izeaux (Archives de la mairie d').....	27

L

Labatut, sa nomination.....	159
Lazer (Fouille de).....	293
Leroy (Camille).....	111

M

Mariage (Promesse de).....	268
Médecine à Grenoble.....	58, 110

Michaud, sa nomination.....	128
Minder, sa nomination.....	128
Moirans (Registre de la paroisse de).....	169
Molines (Etat des dépenses de la commune de) avant la Révolution.....	187
Monestier-d'Allemont (Fouilles).....	218
Monestier-de-Clermont (Délibération de la municipalité du) avant la Révolution	256
Monestier-de-Clermont (Eglise du).....	261, 264
Montaz, sa nomination	142
M'zab (Ethnologie du).....	10

N

Nicolas (père).....	142
— (fils).....	162

O

Oisans (Réformés de l').....	19
------------------------------	----

P

Paternité (Recherche de la).....	259
Pegoud, sa nomination.....	142
Perriol, sa nomination.....	159
Pionchon, sa nomination.....	162
Pithecanthropus erectus.....	1
Pleistocènes (Dépôts en Dauphiné).....	272
Pontcharra (Objets trouvés à)	296
Porte, sa nomination.....	159
Pressins (Fouilles de).....	109

Q

Queyras (Transition du).....	187
Queyras (Biens nationaux).....	187

R

Raoult, sa nomination.....	133
Réformés de l'Oisans.....	17
Registres des paroisses.....	256
Révolution (Destruction des papiers féodaux).....	167
Rey (Armand), sa nomination.....	128
Robin, sa nomination.....	111
Rochefort (Objets préhistoriques trouvés à).....	215
Romaines (Inscriptions) sur une plaque de bronze, à Grenoble.....	178
— (Tombe).....	243
Romeyer, sa nomination.....	159

TABLE DES MATIÈRES

307

Saint-Andéol (Paroisse de).....	265
Saint-Ismier (Hâche de pierre trouvée à).....	196
Saint-Paul-de-Monestier	256
Sainte-Marie-d'en-Haut (Tombes romaines de).....	243
Silvy	58, 111
Social (Etat) avant la Révolution.....	169
Superstitions	9, 270
Syphilis, son origine.....	35

T

Turel, sa nomination....	130
--------------------------	-----

V

Variqueuses (Affections) en France.....	273
Vatiliu (Notice historique sur).....	182
Verne, sa nomination.....	157
Vinay (Monnaies romaines à).....	158

Z

Zeller, recteur.....	162
----------------------	-----



ERRATUM

La note « Sur quelques monnaies impériales romaines, trouvées à Vinay, par M. Müller », Bull. n° 3, nov. 1895, ayant été complétée et refondue, voir Bull. n° 2, nov. 1896, séance du 1^{er} juin, ne pas tenir compte de la première description de la p. 121 à la p. 128.

Dans l'article de nov. 1896, p. 200, à Caracalla, au lieu de n° 1, 178, lire n° 178, 1.

P. 203, Gordien, supplément, à *non décrite*, ajouter *dans Cohen*.

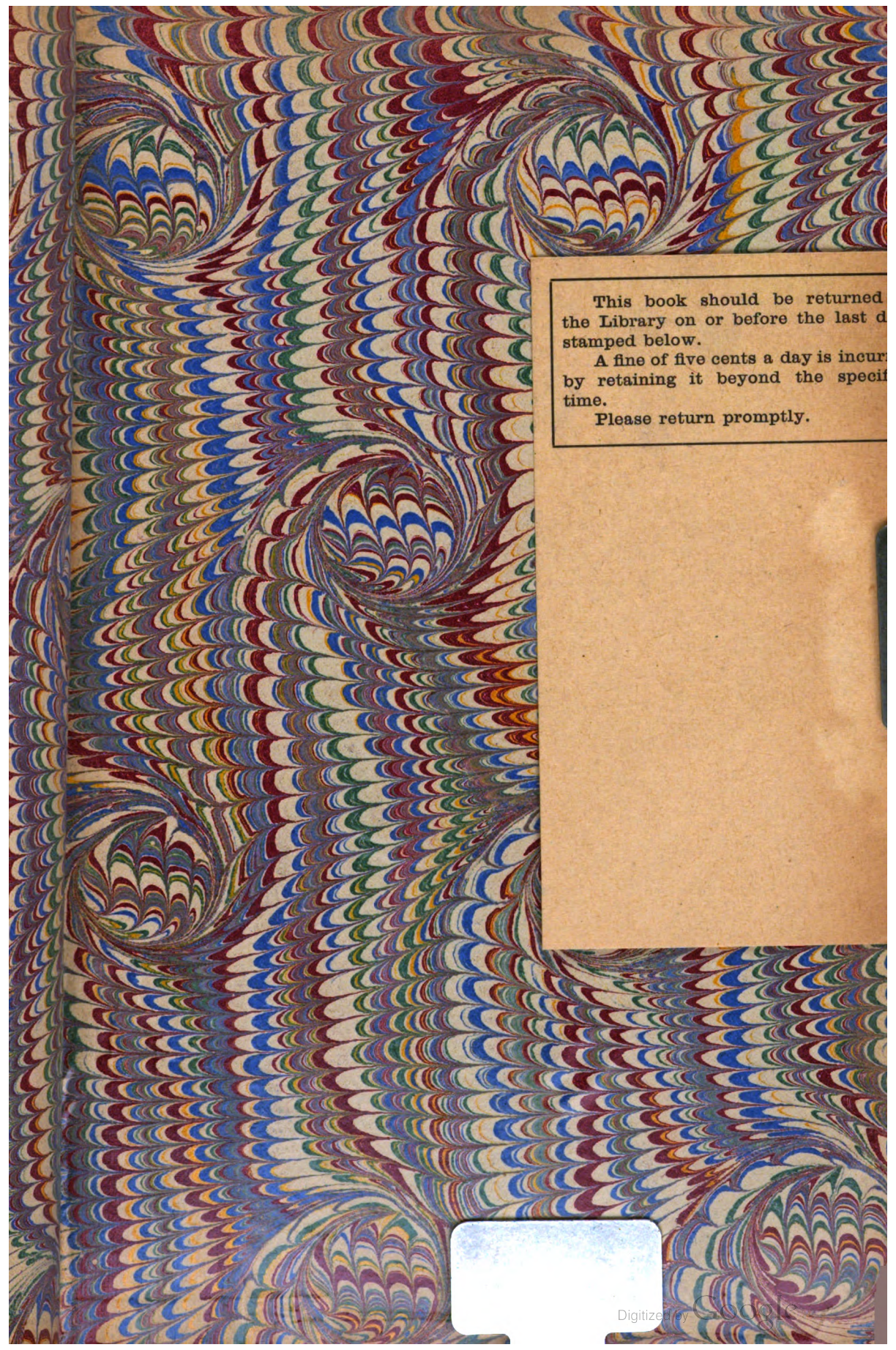
P. 206, Otacilie, au lieu de n° 11, lire n° 20; au lieu de n° 4, lire 25; aux n°s 28 et 28 *bis*, au lieu de Octacilie, lire Otacilie.

P. 207, Trajan Dèce, n° 39. Au lieu de *Ler* deux P., lire *Les* deux P.

P. 209, Trébonien, n° 12, au lieu de *Annona Aug.*, lire *Annona Augg.*





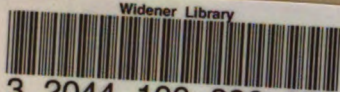


This book should be returned
the Library on or before the last d
stamped below.

A fine of five cents a day is incur
by retaining it beyond the specif
time.

Please return promptly.

Widener Library



3 2044 100 896 877

